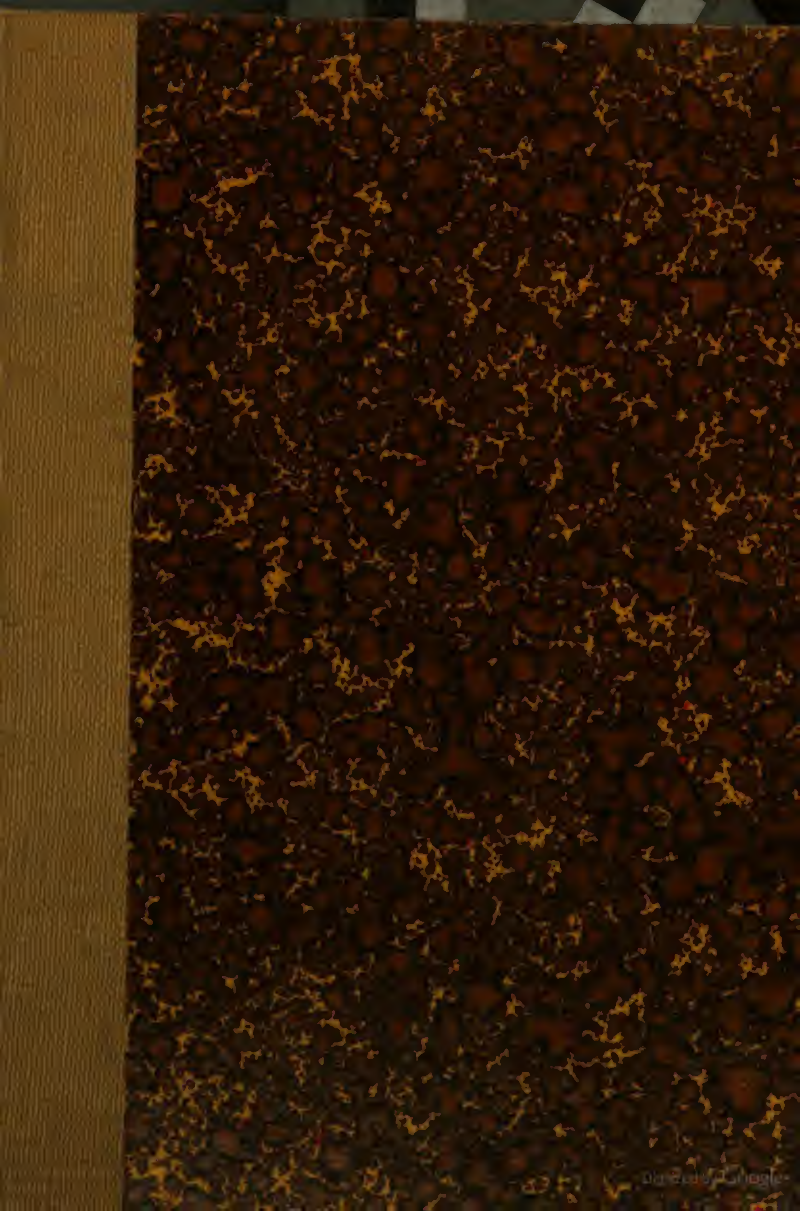
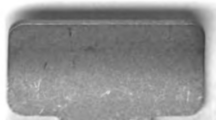






HUNINGUE ET BALE

DEVANT LES

TRAITÉS DE 1815.

FRANCK LATRUFFE.

HUNINGUE ET BALE

DEVANT

LES TRAITÉS DE 1815.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES ET HISTORIQUES

SUR LA NULLITÉ DE L'ARTICLE III DE CES TRAITÉS

Ces maux sont déjà loin ! Cependant, sous des chaînes,
Nous pleurâmes longtemps notre honneur outragé;
L'empreinte en est restée, et l'on voit dans nos plaines
Un sang qui fume encore... et qui n'est pas vengé !!!
(*Gérard de Nerval.*)



PARIS,

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE DE PAUL DUPONT,

RUE DE GRENELLE-SAINT-HONORÉ, 45.

1863

AVANT-PROPOS.

Éloquent interprète du sentiment populaire, l'auguste orateur dont la civilisation, l'humanité tout entière ont applaudi la chaleureuse défense du droit foulé aux pieds par la force opprimant l'héroïque Pologne, S. A. I. le prince Napoléon laissait tomber, du haut de la tribune parlementaire, ces paroles dont l'écho ne cessera jamais de retentir dans les cœurs vraiment français :

« Sur ces souvenirs de 1815, mon opinion est bien connue ; ils me font mal, ils m'oppressent. Je voudrais que l'on ne parlât jamais des traités de 1815 à nos tribunes françaises que pour les maudire. Je ne voudrais pas surtout que l'on allât puiser dans les tendances de cette funeste époque, les inspirations d'un gouvernement qui a Napoléon III à sa tête. — Qu'y avait-il à Vienne ? une réunion des représentants des puissances qui nous avaient écrasés et qui, sur nos cadavres, se partageaient nos dépouilles en découpant la carte de l'Europe.

« Et ce sont ces hommes dont on a fait l'éloge dans cette enceinte, que l'on est venu *enguirlander* à nos

yeux! Mais cela ne doit pas suffire pour nous faire oublier le mal qu'ils nous ont fait!..............

....

....

.......................Les traités de 1815 sont morts, et bien morts, laissons-les pour ce qu'ils sont. La meilleure preuve, d'ailleurs, du mauvais esprit qui les a dictés, c'est que quand, par hasard, leurs dispositions ont été favorables au bien, ils se sont trouvés inapplicables. »

Fort d'une déclaration si solennelle faite par une voix aussi autorisée, bornant notre tâche, nous avons essayé de développer un des nombreux corollaires d'une telle proposition; nous avons voulu perpétuer le souvenir de ceux qui, pour rester Français, défendirent HUNINGUE pendant nos désastres ; nous avons voulu démontrer par l'histoire que la France, pour être complétement maîtresse chez elle, a besoin de sauvegarder son enceinte en élevant sur le haut Rhin un système de fortifications qui la protége et la couvre.

Le Rhin est une limite; mais il ne peut *actuellement* être regardé comme une barrière: les Romains le traversèrent sans bateaux et sans ponts; les Français le franchirent en présence des armées les plus nombreuses. Les hordes barbares, qu'elles s'appellent les Huns ou la SAINTE-ALLIANCE, le passèrent comme un simple ruisseau. —Quand une fois

un fleuve a été dompté, il n'est plus une garantie, et l'Allemagne moderne l'a si bien compris, qu'elle a retourné contre la France les têtes de pont qui la menaçaient autrefois. Donc les vraies barrières d'une nation sont les places fortes et les ouvrages permanents qui défendent ses frontières aux points les plus vulnérables. Les engagements plus ou moins solennels qui lient telle ou telle politique sont tellement trompeurs que c'est au génie de la guerre qu'il faut encore confier la sûreté des empires. A lui seul donc appartient le droit d'apprendre aux peuples qu'en politique il n'y a point d'amis désintéressés, il n'y a que des maîtres et des convoitises.

Chaque peuple a donc le droit d'exiger les garanties qui conviennent le plus à sa sûreté, « pour assurer l'intégrité de son territoire, l'empêcher de perdre son influence extérieure et de déchoir de son rang dans le monde. » Toute politique d'un cabinet étranger qui voudrait s'opposer à l'accomplissement d'un pareil acte serait une politique hostile, ennemie de la grandeur de la France.

Tels sont les principes qui nous ont inspiré et nous ont fait concevoir l'espérance que bientôt l'aigle des Napoléon, déployant ses ailes sur la forteresse renaissante, regardera en face le radieux soleil du grand Roi.

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Les Rauracs et les Huns sur les rives du Rhin supérieur.

Au temps de César, les chefs des clans qui présidaient l'assemblée des hommes libres des Séquanes s'étant pris de querelle, une tribu celtique, celle des Rauracs, se détacha du groupe principal de la nation gallique et entra dans la confédération des Helvètes qui occupaient la portion des rives du Rhin supérieur et s'étendaient, sur la rive gauche, entre le Jura et le haut Rhône.

Leur métropole, Raurica, devint le théâtre des champs de bataille témoins des incursions des peuples germaniques luttant contre les cohortes romaines. Détruite à diverses reprises, et relevée, sous le nom d'Augusta Rauracorum, ce fut sous ses murs, et à l'endroit où le Rhin forme un coude, que les Germani, volant au secours des Séquanes, en guerre avec les Éduens, passèrent le fleuve et se rendirent maître de tout le pays compris depuis ses rives jusqu'au confluent de la Saône et de l'Ognon.

Arioviste, heermann (1) de ces hordes teutoniques, les avait conduites à la victoire; lui-même les ramena, lorsque cinq ans après, battu par César, il repassait le Rhin pour regagner les forêts de la Germanie.

Au milieu des conflagrations, des luttes et des guerres intestines qui précédèrent et suivirent la conquête de la Gaule indépendante par les Romains, les barbares, attirés par la richesse du sol des provinces rhénanes, envahirent les rives du Rhin, le traversèrent de nouveau pour venir se heurter contre les légions du proconsul dont les victoires les refoulèrent au delà du fleuve.

Depuis cette époque, toute invasion qui menaça l'antique Gaule et la France de Louis XIV suivit le chemin tracé par les tribus teutoniques, et, pendant toutes les luttes agressives, l'étranger vint de l'Allemagne par les routes de la Bavière et du Tyrol, franchissant le Rhin, cet objectif naturel des guerres dont ces provinces furent le théâtre, pour envahir l'Alsace et la Lorraine.

Quand le sceptre du monde tomba entre les mains du vainqueur d'Actium, la Gaule fut divisée en trois grandes provinces : le Midi, le Centre et le Nord. Les provinces du midi et du centre étaient à l'abri de toute invasion, mais celles du nord avaient toujours à craindre les incursions des Germains; et Octave, pour opposer une digue au torrent des barbares, garnit la rive droite du Rhin de places fortes, de camps retranchés et de colonies militaires.

En 450, Attila traversa la Pannonie et la Germanie,

(1) Heermann, chef militaire élu dans les assemblées de guerre.

arriva sur les bords du Rhin avec cinq cent mille hommes pour pénétrer dans les Gaules, apportant avec lui le ravage et la dévastation.

Les Huns, disséminés dans les innombrables forêts qui bordaient les rives du Rhin, établirent un retranchement à l'endroit où ils découvrirent une ligne de navigation leur permettant d'aborder sur l'une ou l'autre berge du fleuve, dont les eaux rapides semblaient être un obstacle infranchissable à leurs frêles embarcations; ce point fut l'endroit où, douze siècle plus tard, devait s'élever la forteresse de Huningue.

A la chute de l'empire des Césars, sortirent de la poussière des légions romaines, des nationalités se groupant autour d'un même chef pour défendre leur indépendance et conserver une liberté et des priviléges qu'elles devaient perdre tôt ou tard. D'autres subirent la loi des conquêtes, et leur agglomération servit de base au grand Empire qui, depuis Charlemagne, présida aux destinées du continent jusqu'au jour où sa puissance tomba, lambeaux par lambeaux, sous les coups redoublés d'un autre César, enfant couronné d'une révolution qui dispersa les trônes des souverains et remplit le monde de leurs épaves.

Au VIIIe siècle, le fils de Pépin le Bref rassembla sous la puissance de son épée ces peuples, derniers débris d'une barbarie qui disparaissait devant les idées rénovatrices du christianisme. Aussitôt le clergé profita des dépouilles des Saxons pour créer la puissance souveraine des évêques et des abbés allemands. Le droit divin sortit des terres et des richesses de Witikind pour assurer la for-

tune et la prépondérance des premiers siéges épiscopaux, dont les titulaires, protégés par l'influence religieuse qu'ils exerçaient sur toutes les classes de la société, surent, dès le principe, se rendre indépendants au détriment des peuples qu'ils dépouillaient. Charlemagne avait réuni sous sa domination non-seulement la France, l'Italie, la Catalogne, mais encore la Frise, la Westphalie, la Saxe, la Thuringie, la Souabe et une grande partie de l'archiduché d'Autriche. Conquérant heureux, que lui importait le Rhin, ce ruisseau perdu dans l'immensité du grand Empire d'Occident? Pour lui, la limite qui devait séparer les peuples était dans la force de celui qui les parquait, et cette limite, son épée seule la traçait. Mais Dieu ne donne la toute-puissance que pour faire sentir aux hommes la fragilité de leurs conquêtes et nous montrer qu'il n'y a d'immuable dans ce partage des peuples que les nationalités groupées dans l'ordre que la nature indique à chacune d'elles.

L'Empire d'Occident embrassait toute l'Italie, s'étendait sur toute l'Allemagne; de Paris, le siége de la monarchie avait été transporté à Aix-la-Chapelle, et un instant Charles crut avoir assuré sur des bases solides la fondation de sa dynastie régnant sur le monde entier.

Mais les éléments hétérogènes dont il se composait devaient être la cause d'une ruine inévitable. A la mort de Charlemagne, la loi de la succession mérovingienne prononçait son démembrement: le grand Empire des Francs disparaissait emporté par le traité de Verdun, et le Rhin fut compris dans le partage échu à Lothaire. Les provinces enclavées entre le Rhône, la Saône, la Meuse,

l'Escaut, le Rhin et les Alpes constituèrent son apanage; mais dépourvues de limites naturelles, terres enlevées à la couronne de France, elles devinrent l'objet d'une longue suite de guerres entre les Allemands et les Français dont les mœurs et le langage se confondaient dans ces contrées. La Carlovingie était réduite à sa plus simple expression; mais la France, absorbée un instant dans l'aspiration à l'omnipotence, reparaissait avec son unité de territoire.

L'illustre guerrier, le grand législateur dont Dieu s'était servi pour jeter les premières assises des monarchies européennes, ne laissait après sa mort qu'une famille entassant crimes sur crimes au milieu des troubles et des guerres civiles soulevés par son ambition et dont les âges futurs devaient porter l'expiation. De ces luttes sanglantes surgirent des hommes qui s'imposèrent aux volontés débiles des rois et surent créer, à leur profit, ces bénéfices de territoire, origine des familles privilégiées, qui puisèrent dans les troubles et dans les brigandages cette consécration divine qui, pendant dix siècles, fit leur force contre les peuples et les rois.

CHAPITRE II.

Le Rhin au temps de la succession de Charlemagne.

La France depuis Charles le Chauve lutte pour s'assurer la possession des régions baignées par le Rhin. Fatalement victime de la loi des partages, elle dut reprendre lentement les provinces dont elle avait été dépouillée, et lorsque, grandie aux yeux des peuples, son épée fit la loi, ses ministres réclamèrent ses limites naturelles ; le droit du juste l'appelait jusqu'au Rhin, le droit divin la repoussa. Mais, malgré les vainqueurs qui s'arrogent le privilége de partager les nations au gré de leur orgueil, les limites naturelles sont appelées tôt ou tard à suivre les progrès de la civilisation, et de même qu'il séparait la Gaule de la Germanie, de même le Rhin doit encore séparer la France de l'Allemagne.

Barrière jetée par la Providence pour servir de partage, de ligne de démarcation aux peuples et aux nationalités qu'il arrose, le Rhin, après être descendu des glaciers de la Suisse, être tombé dans le lac de Constance, passe à Schaffouse, franchit un chaînon des Alpes, se lie à une des ramifications de la Forêt-Noire, bondit par une cascade de vingt mètres, roule ses eaux dans des gorges

profondes, sépare les cantons suisses de l'élégant duché de Bade, fait une chute à Lauffenbourg, un coude à Reinfelden, arrose Bâle, cité importante de la Confédération helvétique, tourne brusquement à droite, au milieu de la ville assise sur ses deux rives, baigne les murs de Huningue, et roule vers les mers du Nord, séparant la France de l'Empire germanique. Là est l'Alsace, plus loin la Lorraine, et, au delà, les provinces rhénanes.

De tout temps, l'Empire germanique a considéré le Rhin comme une ligne défensive assurant à la France sa suprématie sur l'Allemagne, tant que les points offensifs du fleuve lui appartiendraient. Aussi le Rhin a-t-il été le point culminant de l'attaque et de la défense : avides de ces terres fertiles, les souverains, tour à tour, en firent le champ clos de leur ambition. Vaincus et vainqueurs portèrent la ruine, la désolation dans ces campagnes toujours foulées aux pieds par les armées belligérantes, jusqu'au jour où, rendues à la France, leur patrie naturelle, elles ont trouvé sous sa protection le calme et la richesse.

La Lorraine, à l'abri de ses places fortes, défiait l'invasion; mais l'Alsace, sur le haut Rhin, sans autres défenses que les flots qui roulaient à ses pieds et le patriotisme de ses habitants, demandait des murs qui pussent dire à l'envahisseur : « Tu n'iras pas plus loin! »

Huningue ne devait être construite qu'après la réunion de l'Alsace à la France.

CHAPITRE III.

Le fief de Huningue, propriété des Hapsbourg. — Bâle, ville suisse, en fait l'acquisition et l'érige en bailliage. — Prétentions de la famille des Hapsbourg-Autriche à la couronne de France.

A quatre kilomètres de l'endroit où le Rhin forme un coude, et à deux kilomètres au nord de la ville de Bâle, sous le 47° 42′ de latitude et le 25° 15′ de longitude, à douze lieues au sud de Neuf-Brisach, un peu au-dessous de la rivière de la Wyssen, quelques cabanes de pêcheurs, placées sur la rive gauche du Rhin, étaient groupées non loin d'une tour, dite la tour des Souris, et constituaient, au XIIe siècle, un fief relevant de la maison des Hapsbourg, riche famille de la noblesse helvétique.

Ce village se nommait Groz-Huningen (grand Huningue), par opposition à un petit village appartenant à l'évêque de Bâle, que l'on nommait Klein-Huningen (petit Huningue), et qui se trouvait situé sur la rive droite du fleuve.

Avant d'appartenir à la France, Huningue avait souvent changé de maîtres.

En 1419, la famille de Zursonnen, noble famille patricienne de la ville de Bâle, flattée de la proximité de

Huningue, dont la taille produisait un fort revenu fourni par les pêcheries qui s'y trouvaient placées, demanda et reçut en fief tout le territoire composant le domaine de Huningue, moyennant un tribut payé à la maison d'Hapsbourg-Autriche.

Différents fermiers se succédèrent dans la jouissance de Groz-Huningen jusqu'au jour où la ville de Bâle, toujours ombrageuse et ennuyée d'avoir à ses portes un voisin indépendant, traita avec le baron d'Ensisheim, qui avait la possession des pêcheries. Il céda tous ses droits à la ville, moyennant une redevance annuelle de cinquante sous d'or, jusqu'à concurrence de trente années, au bout desquelles Huningue devait appartenir en toute propriété à la ville, sauf la tour des Souris, sur laquelle les Hapsbourg ne cédaient pas leurs droits, se réservant la liberté de la faire occuper en cas de guerre.

Pendant longtemps, un simple bourgmestre administra le petit district de Huningue. Mais, la population augmentant, la diète du canton érigea la ville en bailliage, y mit un gouverneur militaire pour donner plus d'importance à sa nouvelle acquisition, espérant pouvoir reculer ses limites dans le Sundgau le jour où la puissance de l'Autriche, s'étendant du côté de l'Alsace, voudrait indemniser la ville de Bâle de ses complaisances pour elle.

De 1599 à 1623, les bourgmestres, dont les noms suivent, se succédèrent dans le gouvernement de Huningue :

1599 .... Melchior Horn-Locher.

1601 .... Jacques Goëtz.
1604 .... Jacques Hübner.
1610 .... Ulrich Schut-Hess.
1611 .... Jean Ringler.
1612 .... Bonaventure de Brüm.
1617-1623 Lucques Islin.

L'Europe était le théâtre de longues dissensions survenues au milieu des luttes religieuses; chacun voulant établir la prépondérance de sa caste, de ses principes divins, s'appuyait sur le succès de ses armes, et la religion servait toujours la politique. Ces événements allaient priver le canton de Bâle du fief de Huningue qui, pour un moment, retourna à ses premiers maîtres, dont la puissance semblait ne pas avoir de bornes.

L'élévation rapide de la fortune de la maison de Hapsbourg attirait tous les regards, et sa politique parut peser d'un poids immense dans les destinées de la France, épuisée par les guerres de religion.

Depuis un demi-siècle, la maison d'Autriche aspirait ouvertement à l'omnipotence sur le monde entier. Affermissant sa prépondérance sur toutes les villes de l'Allemagne, elle convoitait la couronne de France, devenue libre par l'assassinat de Henri III, en même temps que la complicité des sectes religieuses, bénissant le poignard de Jacques Clément et faisant son panégyrique dans les églises, ne laissait plus aucun doute sur la réussite des projets des Hapsbourg. Appuyés sur les factions qui déchiraient ce malheureux pays couvert par les armées de Philippe d'Espagne, dont l'or et les soldats soutenaient

la ligue, les partisans de l'Autriche ne cachaient plus leurs projets.

Les Seize, maîtres de Paris, avaient offert le trône de France au roi d'Espagne, qui revendiquait la couronne au nom de sa fille, petite-fille de Henri II, et dont il avait arrêté le mariage avec l'archiduc Ernest, auquel il eût donné la France. Le seul compétiteur sérieux était Henri de Navarre, que l'on savait ne pouvoir arriver à la couronne, étant protestant. Sûr d'acheter la conscience de ceux qui seraient tentés de résister, et convaincu que ses largesses dicteraient aux députés des États de Paris la ligne de conduite qui devait lui assurer les suffrages de tous, Philippe fit convoquer les états généraux du royaume, dont l'ouverture se fit le 26 janvier 1593.

Le duc de Féria, ambassadeur d'Espagne, vint officiellement réclamer l'élection de la petite-fille de Henri II, comme étant la plus proche héritière de Henri III, dont le trône était vacant, promettant, au nom de son maître, le roi d'Espagne, père de la prétendante, de nombreuses armées et des subsides considérables pour soutenir la religion chrétienne contre l'hérétique Henri de Navarre.

La cause de l'Espagne semblait gagnée. Le Parlement, jusqu'alors si indifférent pour tous les événements qui occupaient l'Europe, voyant la France à deux doigts de sa perte, et sentant que Philippe ne voulait l'élection de sa fille que pour faire passer la couronne à un membre de la maison d'Autriche, déclara, dans une séance solennelle, que la loi salique, toujours en vigueur, serait appliquée; que, par elle, les femmes étaient exclues du trône, et que tout acte appelant à la couronne un prince

ou une princesse étrangère serait nul de droit, et cassé par lui.

La maison d'Autriche vit ainsi lui échapper ce trône depuis si longtemps l'objet de ses convoitises, et dont la possession devait la conduire à un agrandissement rappelant l'Empire d'Occident. Dirigés par Philippe II, éblouis par la fortune de leur maison, les Hapsbourg, dans leur orgueil, ne connaissaient plus de bornes à leurs désirs : posant le pied sur les marches du trône de France, ils espéraient, en absorbant cette puissance, marcher à la domination universelle, étendre la politique énervante de l'Espagne sur tous les États, détruire le protestantisme, et assurer à tout jamais le maintien de cette vieille société, qui n'était plus chrétienne que de nom, et qui, deux siècles plus tard, devait être emportée par le torrent révolutionnaire, dont le choc entraîna également et la puissance des Hapsbourg et l'existence de la maison d'Espagne.

Henri IV, par son abjuration, détruisit cet échafaudage de projets ambitieux. Tout espoir fut perdu lorsque l'on vit le Béarnais, après la mort de Gabrielle d'Estrées, épouser la nièce de Clément VII, Marie de Médicis, qui lui donna six enfants, trois fils et trois filles, dont les droits plus légitimes devaient mettre fin aux prétentions des étrangers.

Henri IV n'avait point été dupe des machinations de l'Autriche. Jaloux de cicatriser les plaies du royaume, plaies inévitables après les guerres civiles qui avaient mis les armes à la main à tous ses peuples, il multiplia ses efforts pour ramener la paix intérieure, réduire à

l'impuissance des familles trop ambitieuses pour ne pas être remuantes. Il voulut rendre à l'autorité royale tout le prestige, toute la force qui lui est nécessaire, et la relever du bourbier où elle avait été poussée par la faiblesse de ses prédécesseurs. Trop indépendant pour se faire l'esclave des sectes religieuses qui encombraient son royaume, il résolut de frapper plus haut et de détruire cet esprit de féodalité qui tendait au démembrement de la France pour se soustraire à la juridiction royale. Il savait qu'au premier jour les grands fiefs lèveraient l'étendard de la révolte pour seconder les vues de l'Espagne et surtout de l'Autriche, cette ennemie naturelle de la France, dont la haine systématique, nécessaire à son existence, avait pour unique ambition : rendre la dignité impériale absolue et héréditaire dans la famille des Hapsbourg.

Il connaissait cette envie haineuse, cachée lorsque la prépondérance de la France plane sur l'Europe, mais qui se montre aux jours des revers.

Maître à l'intérieur, Henri IV ne cherchait qu'une occasion pour relever la France aux yeux des nations, en engageant, avec l'Autriche, une lutte acharnée dont le dénouement serait la destruction du vaincu. Ce n'était plus une lutte de roi à roi, versant le sang de ses sujets par un vain sentiment d'orgueil, c'était une guerre d'extermination, un massacre de huguenots et de catholiques! C'était une guerre nationale, dans laquelle deux principes seraient en évidence : la liberté morale de la France devant les empiétements tyranniques de l'Autriche!

CHAPITRE IV.

La succession de Clèves et de Juliers prépare la rupture entre la France et l'Autriche.

En 1610, l'occasion tant désirée se présenta.

La succession de Clèves et de Juliers, ouverte par la mort de son chef, le duc de Marck, donna à la maison d'Autriche le prétexte de s'emparer de Juliers, qui fut consignée comme propriété en litige entre les mains de l'archiduc Léopold, évêque souverain de la ville libre de Strasbourg.

Il était évident que la succession, composée de provinces catholiques, n'accepterait pas pour chefs des princes protestants, qui seuls étaient les prétendants légitimes. Les princes catholiques étaient donc assurés de s'approprier Clèves et Juliers en faisant valoir aux yeux de l'Empereur cette incapacité canonique : que la religion ne pouvait admettre, pour princes souverains d'un pays catholique, des princes protestants, dont les âmes, aux yeux des peuples, étaient frappées d'excommunication.

Henri IV sentant que toutes ces questions de conscience et de religion ne servaient qu'à abriter l'ambition des familles princières d'Allemagne, résolut d'entrer dans la

ligue des protestants pour s'opposer à une extension de limites qui seraient venues toucher nos frontières. En effet, Strasbourg appartenant à un évêque souverain, qui lui-même était archiduc d'Autriche, l'embargo mis sur Juliers pouvait amener des agrandissements de territoire auxquels il fallait parer.

Henri revendique donc, au nom des princes dépossédés, la succession du duc de Marck, résolu d'en appeler aux armes pour engager avec l'Autriche cette lutte de laquelle devait dépendre l'avenir de la France; mais le fanatisme n'a ni religion ni drapeau, le régicide est son arme : la veille de son départ, Henri tombait sous le couteau de Ravaillac, laissant à un autre le soin de poursuivre une guerre que rien ne pouvait empêcher.

L'Autriche sentit elle-même que la mort du roi ne lui accordait qu'un répit, et que, si le poignard avait frappé l'homme, il n'avait pu atteindre et détruire la pensée politique. Elle sentit la lutte acharnée qui devait inévitablement éclater, car son espoir était déçu : la levée en masse des grands n'avait point suivi le coup de poignard; le roi était mort; mais la France était vivante et forte. Aussi, en 1623, la maison d'Autriche réclama de la Suisse la rétrocession du territoire de Huningue, présageant l'importance de ce point dans les guerres qui pouvaient survenir, et elle fit occuper la tour des Souris, afin de surveiller et garder l'entrée de l'Allemagne sur le haut Rhin.

CHAPITRE V.

Richelieu prépare la grandeur du siècle de Louis XIV en continuant la politique de Henri IV.

Sous l'empire des guerres religieuses, au milieu de toutes les ambitions voulant se rendre indépendantes, la féodalité avait perdu tout sentiment de nationalité. Les grands feudataires tournaient avec impatience leurs regards vers l'étranger, qui, en échange des troubles, des guerres civiles, devait leur assurer la jouissance tranquille de leurs droits féodaux. Henri IV avait dû mettre une barrière, un frein à cette démoralisation; mais sa mort releva l'espérance des partis, et l'on ne vit dans la régente, Marie de Médicis, qu'un instrument docile propre à servir les besoins du moment.

Les agitations intérieures recommencèrent, et la haine entre réformés et catholiques devint plus vive, plus éclatante. La religion servit encore de masque à toutes ces ambitions arrivées au délire extravagant de détruire une royauté pour se substituer en son lieu et place dans le gouvernement des peuples. Mais la féodalité poussait son dernier râle, elle avait assez vécu et, sous l'étreinte de la politique inaugurée par Henri IV, son agonie devait être

longue, sanglante; Richelieu apparaissait lentement, armé du glaive qui avait frappé Biron !...

Cet homme, qui du prêtre n'avait que la robe, avait vu tomber Concini, et, loin de reculer devant la haine des grands, qui ne pardonnent jamais aux favoris des rois, il le remplaça dans l'intimité de Marie de Médicis : imbu des idées de la reine mère, nourri dans ses principes, Richelieu se fit l'exécuteur testamentaire de la politique de Henri IV : abaisser l'Autriche, relever la France en détruisant les grands fiefs pour amener la monarchie absolue.

A l'extérieur, il entretint une lutte continuelle avec l'Allemagne pour assurer l'influence française dans les conseils de l'Europe, tenir les esprits occupés en empêchant les masses de servir aux résistances qu'il allait rencontrer dans la destruction des grands principes féodaux.

A l'intérieur, le cardinal ministre ne recula pas devant la hache pour abattre ces rejetons orgueilleux d'un temps qui disparaissait cédant le pas à l'autorité légale du roi. Il avait vu ces grands feudataires voulant livrer la France à l'Espagne, à l'Autriche; il les avait vus levant l'étendard de la révolte, ne rougissant pas de se couvrir des plis du drapeau étranger pour arriver au morcellement de la nation, qu'ils considéraient comme un bien dont ils avaient la libre disposition. Il avait vu les saturnales des princes et des grands du royaume alors que Louis XIII enfant, trop jeune pour supporter le fardeau de la monarchie, était élevé par la régente; il avait vu les finances péniblement amassées par Sully jetées honteusement dans le gouffre des plaisirs, des orgies; il avait vu ces grands



seigneurs venir sans honte mendier au Louvre le luxe de chaque jour et dépenser follement les épargnes de Henri IV.

Richelieu comprit la puissance que la politique inaugurée sous le règne précédent ménageait à la maison des Bourbons; il sentit sa destinée grandir à l'accomplissement de cette tâche héroïque, dans laquelle, ministre d'un Dieu de paix, il allait enseigner aux générations futures cette sombre énergie avec laquelle il sut se frayer un chemin par ces exécutions sanglantes, où chaque écusson brisé par la hache du bourreau faisait disparaître une tête vendue à l'Espagne, vendue à l'Autriche.

Toutes ses forces tendirent au même but : il voulut la France grande, majestueuse, telle que Henri IV l'avait rêvée, et, dans les dernières convulsions de la féodalité, il sentit l'influence de l'Autriche, de l'Espagne, essayant en vain de le perdre dans l'esprit malade du faible monarque au nom duquel s'opérait cette révolution politique. Continuateur des œuvres du maître, il suivit l'impulsion donnée au char de l'État, sans que rien vînt ébranler son âme de fer. Enfant, il avait vu Henri IV démanteler ces châteaux forts, ces forteresses, réduits inexpugnables qui entretenaient la révolte au cœur de la France ! il avait assisté à cette moisson de têtes nobles abattues pour la destruction d'un ordre qui constituait un État dans l'État ! Enfant, il avait tressailli en entendant le coup qui punit Biron, le compagnon d'armes, l'ami au courage duquel le Béarnais devait sa couronne ! L'homme privé disparut toujours devant l'homme d'État, et jamais on ne le vit faire de concessions aux exigences du programme qu'il

suivait : vieillard, à son heure dernière, alors qu'épuisé et sans forces, il allait rendre le dernier soupir, il se cramponna de nouveau à la vie pour saisir les deux dernières victimes qu'il savait avoir voulu porter la main sur le manteau royal, et le choc du glaive qui faisait justice de Cinq-Mars et de de Thou résonnait encore au cœur de la France, que le cardinal ministre rendait le dernier soupir ayant atteint son but : l'Autriche allait être vaincue; de vastes provinces étaient assurées à la France; les guerres de religion étaient éteintes; l'autorité du roi avait remplacé l'autorité de la noblesse, et l'héritier du fantôme qui s'était toute sa vie dissimulé derrière Richelieu pouvait dire un jour : l'État, c'est moi! jusqu'à l'heure où la puissance du peuple devait venir s'écrier, sur les débris de la monarchie : la France, c'est moi!

CHAPITRE VI.

Le traité de Westphalie concède le territoire de Huningue avec tout le Sundgau à Louis XIV.

Le 16 avril 1743, la politique de Richelieu aboutissait à un congrès réunissant les puissances de l'Europe dans les assemblées de Munster et d'Osnabruck, afin de poser les bases de l'équilibre européen.

L'assemblée de Munster, sous la médiation du pape, représentait l'élément catholique; tandis que l'assemblée d'Osnabruck, sous la médiation du Danemark, défendait les intérêts de la religion réformée. La ville de Bâle envoya son bourgmestre, Jean-Rodolphe Wetsein, au congrès d'Osnabruck, afin d'y soutenir les intérêts du canton, et de l'évêque de Bâle, qui prétendait avoir des droits sur le Sundgau et le comté de Ferrette.

Les conférences durèrent cinq années, et, malgré la mauvaise foi de l'Espagne, dont la politique astucieuse soulevait des difficultés inouïes dans le sein du congrès, la France signa un traité à la suite duquel elle obtint la cession du Landgraviat (1), des dix villes libres de l'Al-

(1) Haute et basse Alsace.

sace (1), sauf Strasbourg, de la ville de Brisach, avec les mêmes droits de souveraineté et de supériorité territoriale que l'empire et la maison d'Autriche avaient exercés.

La France avait droit de tenir garnison à Philipsbourg, avec la promesse faite par elle qu'aucune forteresse ne serait élevée sur la rive droite du fleuve, depuis cette ville jusqu'à Bâle.

L'Autriche ayant, en 1623, revendiqué à la Suisse la possession du village de Huningue, dans lequel elle tenait garnison, le traité de Westphalie le concéda à la France, attendu que, se trouvant sur le territoire du Sundgau, il faisait partie du lot impérial; et, plus tard, par le traité d'Aix-la-Chapelle, le roi d'Espagne, Philippe IV, déclara renoncer, pour lui et ses descendants, à toute espèce de prétentions sur la haute et la basse Alsace, le Sundgau, le comté de Ferrette, Brisach et tout ce qui était tombé en partage à la France par le traité de Westphalie.

Les frontières de la France étaient reculées et les provinces convoitées par l'Autriche venaient augmenter la puissance de sa rivale.

La Suisse touchait à toutes les provinces de l'Est et « la confédération helvétique, séparée de fait depuis trois siècles de la confédération germanique, mais dont aucun acte public n'avait reconnu l'existence, fut formellement soustraite à la juridiction de l'empire, pour qu'elle servît

(1) Haguenau, Colmar, Schelestadt, Weissembourg, Landau, Obereinheim, Rosheim, Munster-au-Val-Saint-Grégoire, Keiserberg, Furingheim.

de barrière entre la France et l'Autriche, qui auraient pu se disputer ce plateau, origine des grandes vallées de l'Europe (1) ». Cette neutralité, si solennellement proclamée, ne devait point être considérée comme un rempart pouvant préserver l'Alsace d'une invasion, car rien ne légitime mieux une violation de territoire qu'une coalition de rois ligués contre un État que les circonstances peuvent mettre à leur ban. Or, Louis XIV, appuyé sur le Rhin et possédant Brisach et Philipsbourg, n'avait, pour garantir l'Alsace, que la neutralité de la Suisse, et cette neutralité une fois violée, son royaume était attaqué par la partie la plus faible, la plus ouverte, attendu que, le Rhin une fois passé au pont de Bâle, aucun obstacle ne s'élevait pour arrêter l'ennemi.

Le Rhin étant le point principal de l'attaque et de la défense, il fallait à la France une place forte à opposer dans le cas où l'on voudrait tenter le passage du fleuve ; aussi, malgré son estime pour la fidélité des cantons helvétiques, avec lesquels il était engagé pour l'entretien des compagnies suisses à son service, Louis XIV résolut d'élever une forteresse couvrant l'Alsace, défendant le haut Rhin.

Les signataires du congrès de Westphalie avaient tellement su apprécier la légitimité des droits qu'avait la France, qu'ils stipulèrent que la défense d'élever des forteresses ne s'étendait *qu'à la rive droite*, le droit commun autorisant le roi à protéger sa frontière par tous les moyens dont il pouvait disposer.

(1) Lavallée, *Histoire des Français*.

Situé sur l'un des derniers contre-forts du Jura, le château fort de Landskronn, acheté à la maison de Baden-Durlach lors des dernières guerres, ne pouvait plus répondre aux besoins de la défense, il était impossible d'en utiliser la position inexpugnable, trop éloigné qu'il était du fleuve et, par conséquent, inutile dans l'érection d'une forteresse qui devait venir s'appuyer au Rhin.

Discutant devant ses ministres les points les plus vulnérables des provinces nouvellement acquises, Louis XIV cherchait un emplacement propice à l'accomplissemen de ses projets pour la défense de l'Alsace.

Le marquis de Vauban lui exposa toute l'importance que l'on devait attacher à un petit village situé sur la rive gauche du fleuve, et près duquel les Impériaux, protégés par un fortin construit sur la berge, avaient, en 1677, tenu en échec le marquis de Montclar, commandant en Alsace. Le duc de Sachsen-Eisenach, adossé au Rhin, ne pouvait le traverser, pour rentrer en Allemagne, que sur le pont de Bâle; mais la neutralité de la Suisse s'y opposait, et le marquis de Montclar espérait le forcer à mettre bas les armes, en l'acculant avec des troupes supérieures, car les Impériaux étaient au nombre de douze mille, et l'armée royale ne comptait que sept mille hommes. Afin de livrer la bataille dans des circonstances favorables, de Montclar demande des secours et se contente d'observer l'ennemi. Établi à Bourgfelden (1), il fit surveiller, par ses avant-postes, tous les mouvements des Autrichiens, persuadé que la largeur

(1) A 3 kilomètres d'Huningue.

du fleuve et la rapidité de ses eaux n'en permettraient pas le passage. Quelle ne fut pas sa stupéfaction lorsque, la veille du jour où il attendait ses renforts, on vint lui apprendre que les Impériaux étaient de l'autre côté du Rhin, ayant passé le fleuve sur un pont de bateaux que le général autrichien avait fait jeter, tandis qu'une division de ses dragons brûlait la ferme de Michelfelden (1), afin de détourner l'attention des avant-postes français.

« Sire, ajouta Vauban, le seul endroit propice pour défendre l'Alsace, se trouve à Huningue, au point couvert par la tour des Souris. »

Le même jour, Louis XIV décidait la construction de la forteresse sur la rive gauche du Rhin.

(1) A 2 kilomètres sur la route de Mulhouse.

CHAPITRE VII.

Érection de la forteresse de Huningue. — Contestations soulevées par la diète helvétique. — Son animosité contre la France.

Messieurs de Louvois et de Vauban se rendirent à Huningue, sondèrent le fleuve à l'endroit où, en 1677, le général de Sachsen-Eisenach avait jeté un pont, et, d'un commun accord, ils jugèrent que l'importance de la position allait donner à la France un boulevard des plus puissants. Ils firent en même temps des projets d'étude pour établir une tête de pont sur la rive droite, afin de protéger un pont de bateaux que des opérations en Allemagne nécessiteraient peut-être un jour.

La nouvelle forteresse devait commander la ville de Bâle, afin de pouvoir la défendre si jamais on voulait forcer sa neutralité, et, au besoin, la brûler dans le cas où, au mépris des traités, elle livrerait le passage du Rhin aux ennemis de la France.

Les pêcheurs qui habitaient les rives du fleuve, furent transportés à deux kilomètres plus loin, sur un emplacement qui prit le nom de Neu-Dorff (village neuf), où Louis XIV leur concéda gratuitement l'étendue du terrain

dont ils avaient besoin; afin de les indemniser de la perte du sol qui leur avait été enlevé, ils furent exempts de tout impôt.

Dès que le plan d'ensemble fut adopté, une armée de terrassiers bouleversa les terres, et la plus grande activité ne cessa de régner sur ces rives, d'où le calme fut banni pour longtemps.

Aussitôt que la Confédération helvétique fut informée de la résolution prise par les délégués du roi de France, et qu'elle vit les ingénieurs commencer les travaux, elle protesta de toutes ses forces contre les retranchements qui s'élevaient aux portes de Bâle. Les récriminations de l'oligarchie étaient d'autant plus acerbes qu'elle avait été trompée dans ses espérances; car, liée à la politique de la maison d'Autriche, elle avait cru pouvoir s'étendre dans le Sundgau, si l'Alsace avait été laissée à l'empire.

La diète s'empressa d'exposer que la neutralité de la Suisse était une garantie suffisante pour la France, puisque les traités de Westphalie, signés par toutes les puissances de l'Europe, avaient reconnu son autonomie et consacré sa neutralité perpétuelle; que, par conséquent, nul n'avait le droit de la violenter; que, dans un pareil état de choses, l'érection d'une forteresse devait être considérée comme une menace à l'adresse de la ville de Bâle, qui allait se trouver sous l'influence directe des opérations militaires, dont l'objectif serait Huningue; que le commerce de cette ville subirait nécessairement un discrédit des plus préjudiciables, puisque, sous la pression du canon de la forteresse, la ruine de la ville était assurée, si, par un concours de circonstances que personne ne pouvait

prévoir, les hasards de la guerre amenaient un jour une violation de son territoire, de sa neutralité.

M. de Gravelles, ambassadeur de France près la diète, fut chargé de porter à Louis XIV les plaintes de la Confédération. Il se rendit à Paris pour exposer lui-même les doléances de la haute chambre.

Pendant ce temps, les fortifications marchaient avec une rapidité d'autant plus grande, que M. de Vauban leur donnait un développement que l'on n'avait pu soupçonner dès le principe; et, ayant eu connaissance des récriminations de la bourgeoisie de Bâle, le marquis de Louvois fit ajouter trois bastions regardant la ville.

Le marquis de Gravelles n'ayant rapporté que des paroles évasives, la diète se réunit de nouveau pour essayer d'arrêter la marche des travaux, et, le 22 juillet 1680, une députation se rendit auprès de Louis XIV pour le supplier de faire cesser la construction de la nouvelle forteresse.

M. de Louvois adressa immédiatement à M. de Gravelles des instructions avec une note dont il devait laisser copie à la diète. On déclarait à cette chambre que l'érection d'une forteresse au grand Huningue n'avait d'autre but que de pourvoir à la sûreté de l'Alsace; que, loin d'être une menace à l'adresse de la Confédération, cette mesure était une garantie contre la violation du territoire neutre; que le canon de Huningue éloignerait toujours les armées envahissantes qui, un jour, voudraient abuser de la faiblesse de la Confédération; que Sa Majesté Royale n'entreprenait ces travaux de défense qu'en s'appuyant sur un droit qui appartenait à toute puissance constituée :

défendre ses frontières contre l'invasion, droit dont la Confédération usait elle-même, puisqu'elle avait ses places fortes; que les traités de Westphalie, auxquels la Suisse devait sa consécration politique, n'étaient point violés, puisqu'il n'existait aucun article défendant l'érection d'une forteresse sur la rive gauche, à proximité de Bâle; que ces traités ne faisaient mention que de la rive droite. Que, du reste, le roi aimait à croire que ses fidèles alliés ne feraient plus entendre de plaintes, et qu'ils auraient confiance dans son affection, en se pénétrant bien que les retranchements qui entouraient Huningue étaient élevés dans une intention protectrice et non inquiétante ou agressive.

Peu convaincue par ce raisonnement, la diète s'assembla encore, le 14 septembre, pour signer une nouvelle protestation; mais M. de Gravelles déclara officiellement que ses instructions lui défendaient de faire parvenir à la cour des récriminations relatives à Huningue; que l'ordre du roi était irrévocable, et que, sous aucun prétexte, les travaux ne seraient suspendus.

Le colonel Stupp essaya une nouvelle tentative, et, au lever du roi, il présenta la supplique de ses concitoyens, alléguant qu'avec le sang versé par les Suisses pour la cause des rois de France, on formerait de Paris à Bâle un canal navigable pour des bateaux de gros tonnage, et que le patriotisme et le dévouement des enfants de l'Helvétie étaient trop connus pour ne pas servir de digue à une invasion qui voudrait pénétrer en France par le Rhin.

Le marquis de Louvois se trouvait également au lever

du roi; il venait de l'Alsace où il avait été inspecter les travaux des différentes forteresses. Il réfuta toutes les allégations que l'on pouvait invoquer contre l'érection de la ville de Huningue : connaissant toute la valeur du dévouement et des intentions de la Suisse politique, il fit sentir qu'une puissance alliée se vendait toujours au plus offrant, et qu'avec l'or et l'argent, prodigués aux mercenaires suisses, on paverait une route autrement sûre que le canal du colonel Stupp, et sur laquelle toutes les armées du monde pourraient être échelonnées.

Afin de calmer les esprits et faire cesser des plaintes qui n'avaient aucun côté sérieux, Louis XIV fit acheter au poids de l'or les terrains qui se trouvaient sur la rive droite du Rhin, dans la zone du marquisat, et dont plusieurs grandes familles de Bâle étaient propriétaires. C'était un moyen ingénieux de se servir de la cupidité d'individus qui abusent des grands mots de dévouement, de patriotisme, pour vendre leur conscience à un prix plus élevé.

Les autres cantons, n'entendant plus les récriminations des bourgeois de Bâle, crurent un instant que Louis XIV, intimidé par l'attitude de la nation suisse, s'était contenté de faire élever des retranchements en terre pour protéger un poste d'observation chargé de surveiller les abords de la frontière. Mais, sur l'avis que l'or de la France avait cicatrisé les blessures des plus influents, un sourd mécontentement se manifesta dans la diète, qui envoya des commissaires pour s'assurer de la vérité et apprécier les travaux exécutés sur le haut Rhin.

CHAPITRE VIII.

Vauban termine la forteresse en donnant un grand développement à ses ouvrages. — Louis XIV visite la ville de Huningue.

L'Autriche, par ses conseils, poussait la Suisse à s'opposer à la construction de Huningue. Elle voyait avec dépit la puissance militaire de la France lui assurer, dans les cabinets de l'Europe, une prépondérance qui échappait à la maison des Hapsbourg. Elle sentait que tôt ou tard il y aurait choc entre ces deux influences; elle voulait pouvoir maintenir son autorité au milieu de la diète. Avant tout, les Suisses étaient Allemands et leurs sympathies étaient acquises à la politique des Hapsbourg, dont la puissance pouvait tirer la Confédération de la position microscopique qu'elle tenait dans les balances de l'équilibre européen. Essentiellement ambitieuse, l'oligarchie helvétique ne pouvait pardonner à la France la possession de l'Alsace; depuis la cession de cette province, elle se croyait sérieusement frustrée, comptant depuis longtemps sur son adjonction à la Confédération.

Bâle se taisait toujours, et bientôt l'on put se convaincre que toute tentative devenait impossible, sur la rive gauche, pour le passage du Rhin. L'Alsace avait ses remparts

et les canons de Huningue rendaient le Rhin infranchissable. La neutralité de la Suisse devenait inviolable, l'intérêt de la ville de Bâle exigeant que l'on respectât son territoire pour la mettre à l'abri d'un bombardement, dont les suites inévitables pourraient amener sa ruine le jour où l'ennemi pénétrerait dans ses murs. Pour le moment, elle profitait des nombreux travaux dont l'exécution exigeait la présence d'une armée de manœuvres. Si les bois de construction étaient pris dans les forêts de la Hart, les fers venaient de la Suisse ; les matériaux étaient pris dans les carrières de Grëensach, situées de l'autre côté de Bâle. Plus de récriminations, dès l'instant que tous les avantages pécuniaires lui étaient réservés : ses ouvriers avaient de l'ouvrage, ses entrepreneurs avaient l'adjudication de tous les travaux, l'abondance était dans le peuple, car les millions que la France mettait dans les constructions de la ville forte roulaient jusqu'à Bâle, où ils étaient les bienvenus.

Vauban poussa les travaux avec une telle activité que bientôt Huningue sortit du milieu de ses retranchements et que, là où deux ans auparavant il n'y avait que des cabanes de pêcheurs, la puissance de la France avait su créer une citadelle redoutable défiant les insultes de l'étranger, sauvegardant l'Alsace; forteresse d'autant plus difficile à prendre que sa droite était appuyée à un territoire neutre qui se défendait par lui-même, et que des ouvrages avancés établis dans les îles du Rhin devaient protéger les approches du fleuve et couvrir un pont de bateaux qui relierait les deux rives.

Le 15 octobre 1681, Louis XIV se rendit à Huningue,

visita la nouvelle place de guerre et reçut les députés du canton de Bâle qui vinrent le complimenter. Le roi les entretint avec aménité, leur renouvela la déclaration faite par M. de Gravelles : que la nation suisse ne devait prendre aucun ombrage de l'érection de la citadelle; que la ville de Bâle n'avait rien à craindre, que son commerce ne pouvait que gagner sous cette protection couvrant l'inviolabilité de ses frontières; que Huningue avait été élevée pour s'opposer aux invasions, faire respecter la neutralité de la Suisse.

Chaque député reçut cent doubles louis d'or à titre de don gracieux du roi de France. Les Bâlois témoignèrent leur gratitude par des feux et des décharges d'artillerie; toute la ville fut illuminée, et, en courtisans adroits, ils furent heureux de caresser cette main despotique qui brisait toute résistance à ses volontés.

Sur la porte qui conduisait à Bâle, Louis XIV fit graver sur une plaque de marbre, et au-dessous de ses armes, la devise suivante :

LUDOVICUS MAGNUS CHRISTIANISSIMUS R. BELGICUS, SEQUANICUS, GERMANICUS, PACE EUROPÆ CONCESSA, HUNINGAM ARCEM SOCIIS TUTELAM, HOSTIBUS TERROREM EXTRUSIT *M D CLXXXI.*

CHAPITRE IX.

Description de Huningue et de la tête de pont.

Huningue était un pentagone à peu près régulier. Baignée par le Rhin, la ville était enfermée entre cinq fronts bastionnés; chacune des cinq courtines était protégée par une tenaille devant laquelle se développait une demi-lune: un vaste fossé circonscrivait cette enceinte et s'ouvrait aux eaux du Rhin, qui pouvaient la ceindre une deuxième fois, en baignant profondément les escarpes des demilunes.

L'escarpe du corps de la place avait huit mètres trente centimètres de hauteur sur tout son pourtour; celle des retranchements, des bastions et leurs contre escarpes, six mètres.

Au nord et au midi, se dressaient deux ouvrages à corne : celui du midi regardait Bâle et surtout menaçait cette ville par le développement que donnaient à cet ouvrage deux fortins qui servaient de forts avancés : la tour du Machicoulis et le fort Étoilé.

Une digue fortifiée, dont les batteries plates rasaient la surface du fleuve, joignait la place au Rhin, et l'on

communiquait d'une rive à l'autre par un pont de bateaux.

Dans l'île du Marquisat, près de la rive droite du Rhin; et pour protéger le pont, Vauban fit construire une tête de pont composée d'un ouvrage à corne, couvert par un autre petit ouvrage en avant du petit bras du Rhin et à gauche du village de Klein-Huningen.

Cent quarante pièces d'artillerie garnissaient la forteresse.

L'intérieur de la ville, régulièrement bâti, renfermait une place d'armes, une église et des logements pour douze cents habitants.

Par un édit royal en date du 12 février 1683, enregistré au parlement de Brisach, Louis XIV concéda, à perpétuité, aux habitants de Huningue, le sol sur lequel ils avaient établi des maisons.

L'arsenal était à l'abri des bombes. De belles casernes à trois étages avaient été construites de manière à loger de quatre à cinq mille hommes. Un hôpital pouvant recevoir deux cents malades avait été installé du côté du Rhin.

Tous les accessoires de la défense, tous les secrets de la fortification avaient été prodigués par Vauban, qui avait fait de cette forteresse un chef-d'œuvre de l'art : flancs casematés, bastions hérissés de pièces d'artillerie, bâtardeaux, chemins couverts, cavaliers élevés commandant la plaine, rien n'avait été négligé pour faire de Huningue une place de premier ordre.

Les puissances n'avaient point vu sans jalousie tous ces travaux de défense qui couvraient la partie ouverte de

nos frontières de l'est. Par Huningue et Belfort, la France défendait la profonde trouée qui sépare le Jura des Vosges en s'étendant vis-à-vis de Bâle et de Huningue. Les routes stratégiques qui conduisaient au cœur du royaume, de Bâle à Blamont, à Belfort, à Vesoul, à Besançon, à Dijon et Paris étaient fermées; il a fallu les revers, les trahisons pour rendre inutiles, en 1814 et 1815, les avantages que présentait, sur le Rhin, une vigoureuse défense.

En adhérant à la coalition, la Suisse a rompu tout pacte sympathique avec la France; sans elle, jamais les alliés n'auraient pu pénétrer en Alsace : en débouchant de l'Allemagne par la Bavière et le Tyrol, l'armée envahissante, à gauche, était arrêtée par le versant oriental du Jura, ou jetée dans le Doubs qui s'encaisse profondément dans les montagnes; à droite, il eût fallu escalader les Vosges, et des envahisseurs de la France Dieu n'avait pas fait des Titans!... Le Rhin ne pouvait être franchi, étant protégé par le canon de Huningue; il ne restait donc d'autre alternative que le passage sur le pont de Bâle, en violant un territoire neutre; c'est le parti auquel les alliés s'arrêtèrent dès que la Suisse eut accédé à la coalition européenne. Le pacte avec la maison de Hapsbourg subsistait toujours, le jour des revers était arrivé et la Suisse était convoquée à la curée!...

CHAPITRE X.

Importance de la citadelle de Huningue pendant les guerres de Louis XIV. — Traité de Ryswick. — Démolition de la tête de pont.

A partir de 1681, Huningue servit de tête de défense sur le haut Rhin. Aussi, pour compléter sa ligne de ceinture et ne point rendre illusoire l'arrêt du parlement de Brisach, qui lui adjugeait en pleine souveraineté l'Alsace entière, Louis XIV s'empressa de réunir secrètement vingt mille hommes pour investir Strasbourg et sommer ses habitants de reconnaître la suzeraineté de la France.

Mieux valait être Français qu'Autrichiens, et, le 30 septembre 1681, la ville ouvrait ses portes au marquis de Louvois, à la condition formelle que le roi confirmerait ses franchises, ses droits, ses revenus, son culte luthérien : Strasbourg acclamait un souverain, mais n'acceptait point un conquérant. Treize mille hommes vinrent y tenir garnison.

Par l'occupation de Strasbourg, l'érection de Huningue, Louis XIV n'avait plus rien à redouter sur le Rhin, la France avait des frontières inviolables, et l'Allemagne perdait, dans la neutralité de la ville libre, une clef qui

livrait à l'antagoniste de l'empire l'entrée de ses terres. En voyant Strasbourg à la France, l'Autriche dut perdre à tout jamais l'espérance de s'emparer de l'Alsace. Aussi, pour s'assurer, sans retour, cette importante position, Louis XIV s'empressa de faire augmenter les fortifications de la ville, et fit construire une citadelle dont les nombreux travaux correspondent aux différents bras du Rhin.

« La position de la France était si formidable qu'on ne pouvait plus engager la guerre contre elle qu'avec une coalition universelle. Cent cinquante mille hommes, bien commandés et disciplinés, étaient exercés continuellement dans les camps de manœuvres; les places acquises depuis vingt ans étaient fortifiées par des méthodes nouvelles, qui déroutaient la science des ingénieurs étrangers et transformaient la France en un vaste camp retranché de vingt millions d'hommes. Vauban faisait de Lille, Metz, Strasbourg, les trois centres de défense du royaume; il bâtissait Huningue pour tenir Bâle en respect et couvrir l'entrée du royaume par la trouée de Belfort; Landau pour fermer les défilés des Vosges; Sarrelouis pour couvrir l'intervalle entre les Vosges et la Moselle : places si bien choisies que la plupart ont été enlevées ou démolies par les ennemis de la France dans le grand désastre de 1815 (1). »

Au déclin du grand siècle, la situation était loin d'être la même!

Louis XIV avait épuisé la France dans ces luttes perpétuelles, conséquences inévitables des gouvernements qui

(1) Lavallée, *Histoire des Français*, tome III.

ne voient un appui que dans leur ambition. Richelieu avait préparé l'avénement de sa puissance; mais le despotique monarque avait outre-passé les limites d'une sage politique. Pendant un demi-siècle, la France avait lutté contre l'Europe coalisée; nos armées s'étaient couvertes de gloire; mais, à bout de forces et d'argent, la vieille monarchie allait connaître l'humiliation des traités, et le 30 octobre 1697, la royauté se voyait arracher, par celui de Ryswick, toutes les places fortes acquises depuis le traité de Nimègue: elle céda Fribourg, Brisach, Philipsbourg; elle abandonna toutes les têtes de pont que la France possédait sur la rive droite du Rhin.

La tête de pont de Huningue était comprise dans l'arrêt de destruction; mais déjà, à la nouvelle de la réunion du congrès, la Suisse avait senti se réveiller son animosité, et, dans la diète assemblée, des députés des cantons réformés, aigris par ceux de leurs coreligionnaires qui, à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, étaient venus chercher un asile en Suisse, employèrent tous leurs efforts pour que l'on envoyât une députation à l'empereur d'Allemagne lui demander la démolition complète de la forteresse. Des députés sensés s'opposèrent à une pareille démarche, essayant de faire comprendre que l'influence de la Suisse était trop minime pour être d'un poids quelconque dans les délibérations du congrès, et que, si l'empereur ne demandait pas la démolition de la forteresse de Huningue, il ne fallait pas se flatter que, sur un simple vœu émis par la diète, les puissances imposeraient à Louis XIV une humiliation qu'il n'accepterait point. Au millieu de ses désastres, la France était encore trop redou-

table pour passer sous des fourches caudines élevées par les cantons helvétiques!

Sur ces entrefaites, les préliminaires de paix furent connus, et l'on apprit que la tête de pont de Huningue et les retranchements établis sur la rive droite devaient être rasés.

En effet, on détruisit les travaux qui formaient la tête de pont, on démantela l'ouvrage qui s'appuyait sur l'île, les terres furent bouleversées, les fossés comblés. Mais cette destruction était tellement incomplète, qu'au premier bruit de guerre quelques jours de travail devaient rendre à la tête de pont sa physionomie première. L'artillerie fut déposée dans la place, dont on termina tous les ouvrages; tous les bâtiments furent blindés, les batteries achevées, et Huningue, hérissée de canons, attendit les événements qui allait marquer la fin du règne de Louis XIV.

L'Espagne, arrivée à l'apogée de sa puissance, cherchait à se rendre l'arbitre des peuples, mais elle s'était usée dans l'intrigue, et, comme toutes les nations qui veulent se rendre tyranniques en abusant de la force, elle marchait rapidement à une caducité, à une décadence rendue plus éminente encore par l'épuisement physique et moral des masses. L'excès du lucre dans les classes élevées, le fanatisme religieux, poussé à la cruauté la plus atroce, exaltaient ces imaginations ardentes, qui allaient, dans un nouveau monde, porter leur fureur monacale soutenue par le désir extravagant de l'or. La découverte des mines et des filons aurifères creusa sous leurs pieds cet abîme qui devait les engloutir, et le sang

des peuples torturés par une cupidité insatiable annihila pour toujours chez ces fiers Castillans le sentiment du beau. L'abâtardissement des peuples conquis devait rejaillir sur les démoralisateurs, et la source de leurs succès devint l'origine de leur ruine.

L'ambition et l'orgueil avaient dirigé la politique de Philippe II, et, en mourant, il laissa l'Espagne affaiblie, ruinée! Sous ses successeurs, elle perdit coup sur coup les Pays-Bas du nord, le Portugal, le Roussillon, l'Artois, la Flandre, le Hainaut, la Franche-Comté. Leur règne restera pour toujours un règne d'opprobre.

CHAPITRE XI.

Guerre de la Succession et rétablissement de la tête de pont. — Camps à Halchwiller, Hegenheim, Bourgfelden. — Le petit conseil de Bâle livre le passage du territoire suisse à l'armée impériale. — Bataille de Rumersheim gagnée sur les Impériaux par le général du Bourg.

En 1700, Charles II mourut sans postérité, et déjà l'Europe en fermentation se disputait les dépouilles de cet infortuné prince. Il légua par testament la couronne d'Espagne au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. L'orgueil du vieux monarque fut sensiblement flatté de la déférence du roi Charles, car il put s'écrier : « Il n'y a plus de Pyré« nées!... » Mais la France n'avait plus de soldats, elle n'avait plus de finances, celles de l'Espagne étaient épuisées, et l'Europe, apprenant qu'un Bourbon de France allait être roi de toutes les Espagnes, se levait terrible, menaçante. L'empire espérait qu'un de ses princes aurait été désigné pour remplacer Charles II, qui avait épousé en secondes noces une princesse de la maison de Bavière, et la maison d'Autriche, furieuse de voir encore cette couronne lui échapper pour venir se poser sur la tête de sa rivale, s'allia à l'Angleterre pour écraser la France; mais déjà les armées de Louis XIV avaient envahi les Pays-Bas.

Le sort des batailles allait de nouveau décider entre les puissances belligérantes.

Au commencement de 1701, alors que Catinat était opposé au prince Eugène pour lui disputer les débouchés du Tyrol, que le maréchal de Villeroy se faisait battre à Chiari, que le duc de Vendôme rétablissait nos affaires en Italie, une armée de quarante-cinq mille hommes venait prendre position sur le haut Rhin. Le marquis de Villars, qui commandait l'aile droite, établit son quartier général à Huningue.

Le maréchal de Tallard, voulant opérer sur la Moselle, enlève vingt mille hommes à l'armée d'Alsace pour occuper l'électorat de Trèves et couvrir toutes les places fortes de la Lorraine, dont la neutralité n'avait point été reconnue par l'empereur.

Le prince de Bade s'empare de Landau après quatre-vingt-quatre jours de tranchée ouverte; de Weissembourg, de Lauterbourg, de Haguenau, et veut s'opposer à la jonction de l'électeur de Bavière, qui, par la Forêt-Noire, cherche à tendre la main à l'armée de Catinat qu'il presse en vain de lui envoyer des secours pour le dégager en pénétrant par le Brisgaw; mais le maréchal est indécis, il hésite, et ne veut pas engager l'armée du haut Rhin. Déjà les Impériaux pénètrent dans le landgraviat de Baden-Durlach, et sont en marche pour occuper la route de Fribourg et les défilés de la Forêt-Noire. Villars, ne prenant conseil que des circonstances, fait jeter un pont de bateaux en avant de Huningue, réunit à la hâte toutes ses troupes, et, le 14 octobre 1702, il passe le fleuve et rencontre, massée sur les hauteurs de Friedlingen, à une

portée de canon de la forteresse, toute l'armée du prince de Bade, forte de vingt-cinq mille hommes.

Villars livre immédiatement la bataille, et, à quatre heures du soir, il obligeait le prince Louis à battre en retraite et à abandonner la ligne d'opérations du Rhin.

Louis XIV s'empressa d'envoyer au marquis de Villars, avec le bâton de maréchal de France, la direction de la campagne sur le Rhin.

Maître des hauteurs de Friedlingen, et convaincu que l'intégrité de l'Alsace était assurée par le canon de Huningue et la neutralité du territoire suisse, Villars fait passer le Rhin à trente mille hommes, chasse les Impériaux des bords de la Kench, s'empare de Kehl, oblige le prince Louis à s'enfermer dans les lignes de Stholofen, après avoir abandonné les défilés de la Forêt-Noire qu'il passe lui-même, et, le 12 mai 1703, il opérait sa jonction avec l'électeur de Bavière.

Là s'arrêtèrent les avantages de cette campagne; celle de 1704 s'ouvrit sous les auspices les plus fâcheux. Après la bataille de Schellemberg, qui livra la barrière à Marlborough, Tallard quitte les lignes de Lauterbourg à la tête de trente mille hommes, passe le Rhin à Huningue, franchit les défilés de la Forêt-Noire, et arrive le 3 août à Augsbourg, où les vaincus de Schellemberg s'étaient retranchés en attendant des secours de l'armée française.

Le maréchal de Tallard, par une temporisation mal entendue, laisse au prince Eugène le temps de quitter les lignes de Stolhofen et à Marlborough le temps de le rejoindre le 10 août à Hochstadt. Le 13 août, l'armée fran-

çaise était coupée en deux par l'armée des Impériaux, qui faisait prisonnier le maréchal de Tallard.

La France soutenait avec une incroyable énergie les efforts de la coalition. Fort-Louis, Weissembourg, Hagueneau, étaient au pouvoir des alliés. Sur le haut Rhin, leurs opérations étaient nulles, et les troupes cantonnées dans cette partie de l'Alsace vivaient dans l'abondance. La cavalerie surtout réparait ses vides, qui étaient nombreux, car elle ne pouvait plus vivre dans le Nord, les fourrages manquant complétement faute de récoltes. Un corps de cavalerie de six mille hommes campait depuis Rixheim jusqu'au pied des glacis de la forteresse. L'abondance et la bonne qualité des fourrages de toute nature remettaient rapidement les chevaux des fatigues de la guerre, et les remontes s'opéraient sans difficulté. Il eût été impossible de trouver dans les autres provinces ces conditions de bien-être.

Nos armées n'éprouvaient plus que des revers; l'Italie était perdue, les Impériaux étaient maîtres de la Flandre, et l'hiver rigoureux de 1708 venant en aide aux horreurs de la guerre, amenait avec la famine une misère d'autant plus affreuse que les campagnes, foulées aux pieds des armées que l'Europe entretenait, n'avaient pas un grain de blé dans leurs épargnes.

Épuisée et sans ressources, ayant à lutter contre des armées qui se renouvelaient sans cesse, la France n'aspirait plus qu'à la paix; mais les conditions que l'étranger lui imposait étaient tellement honteuses pour elle, que la nation, mue par ce patriotisme qui n'a plus de limites dès que l'honneur parle, s'imposa de nouveaux sacrifices, de

nouveaux efforts pour rentrer en ligne, et de nouvelles levées vinrent renforcer nos armées pour ouvrir la campagne de 1709.

Villars perdait la bataille de Malplaquet, et le moment était favorable pour croire que la France allait être écrasée par les Impériaux, qui devaient pénétrer chez nous par les Pays-Bas. Au mois d'août, le maréchal de Mercy essaie d'entrer en Alsace à la tête d'un corps de quinze mille hommes, en passant le Rhin sur le pont de Bâle, supposant que, dans l'état de détresse et d'épuisement dans lequel la France se trouvait, la neutralité suisse serait facile à éluder. Malgré sa faible garnison, Huningue n'était point facile à emporter de vive force, et un siége en règle eût exigé des moyens que le général autrichien n'avait pas à sa disposition. De Mercy gagne les magistrats de Bâle, et obtient son passage sur le territoire du canton en évitant de traverser la ville. Cependant, pour sauvegarder ses droits vis-à-vis de la France, et laisser supposer qu'il avait cédé seulement à la force, le petit conseil de Bâle fit fermer les portes de la ville, convoquer les milices, traîner sur les remparts toute l'artillerie, et menacer les Impériaux, qui se présentèrent le 20 août, au soir, pour demander le passage du fleuve.

Dans la nuit, de Mercy contourne Bâle, s'avance silencieusement par Augusta Basel, passe au-dessous de Liestal, puis, laissant le pont de Hulften, il arrive par Saint-Jacob, traverse la Birs, et tombe à côté de Biningen, sur le Bruderholz, à une portée de canon des avant-postes français.

Le plan du général autrichien était d'enlever les canton-

nements établis à Halchwiller, Hegenheim, Bourgfelden; de bloquer et d'isoler la garnison de Huningue qui eût été coupée de ses communications, puis de pénétrer dans l'intérieur, en s'emparant des routes stratégiques, et de prendre ses quartiers d'hiver en Alsace.

Le général du Bourg, qui commandait les troupes du haut Rhin, et dont le quartier général était à Huningue, avait eu par ses espions connaissance de la comédie jouée par les magistrats de Bâle et de la marche de l'armée du maréchal de Mercy. Il réunit à la hâte toutes ses troupes, et se porte au devant de l'armée impériale qu'il rencontre à Rumersheim.

Quoique inférieur en forces, il attaque vigoureusement le maréchal de Mercy, dont les troupes, malgré leur supériorité numérique, lâchent pied, et se débandent dans une épouvantable déroute. L'armée autrichienne, réduite des deux tiers, se retire en désordre à Rheinfelden, où de Mercy en réunit avec peine les débris, qu'il dirige sur Fribourg, harcelé pendant toute sa retraite par la cavalerie française, qui avait traversé le Rhin à Huningue.

Le général du Bourg, nommé plus tard maréchal de France, eût pu user de sévères représailles à l'égard de la ville de Bâle, dont la duplicité et la mauvaise foi étaient tellement évidentes que, s'il l'eût livrée à toutes les horreurs d'un bombardement, il n'eût fait que se servir des droits de la guerre, car c'était sciemment que les magistrats avaient violé la neutralité. Mû par un sentiment d'humanité, il se contenta de retenir comme impôt de guerre tous les revenus que les Bâlois tiraient des propriétés qu'ils avaient dans l'Alsace et le Sund-

gau, puis il défendit l'exportation des grains en Suisse.

Le général du Bourg avait frappé son ennemi au point le plus vulnérable : l'argent et le blé; car si toutes les céréales lui viennent de France, nul n'est plus idolâtre de son argent que le négociant suisse. Aussi, dès que la mesure prescrite par le général français fut connue, le prix des denrées alimentaires augmenta dans des proportions telles qu'une famine parut inévitable. La diète s'empressa d'envoyer un ambassadeur extraordinaire auprès de la cour de France, et le chevalier Luc Schaub parvint à intéresser le cabinet de Versailles en faveur de la ville de Bâle.

On prescrivit immédiatement au général du Bourg de lever l'interdit qui pesait sur l'exportation des blés, la Confédération ayant fourni les explications suffisantes sur le malentendu qui avait permis aux Impériaux de violer le territoire helvétique.

Mais, pour sa sûreté, du Bourg fit élever, sur la rive droite du Rhin, un ouvrage en terre qui couvrit l'entrée du pont de bateaux rétabli pour le passage des troupes auxquelles la poursuite de de Mercy avait été confiée.

Un poste de cavalerie et d'infanterie y fut constamment entretenu pour fouiller le pays et se tenir en garde contre les bandes de partisans impériaux qui venaient fourrager jusqu'aux portes de Bâle.

Ces ouvrages avancés furent maintenus jusqu'en 1714, époque à laquelle le prince Eugène et le maréchal de Villars ouvrirent des négociations qui aboutirent au traité de Rastadt, signé le 7 décembre.

La destruction des retranchements en terre établis en

avant de la tête du pont de Huningue, fut comprise dans le traité qui rendait Fribourg, Kehl, Brisach aux Impériaux et prescrivait la démolition des fortifications que la France avait sur la rive droite et dans les îles du Rhin.

CHAPITRE XII.

Invasion de l'Alsace par le Haut et le Bas-Rhin.

Huningue conserva sa physionomie ordinaire jusqu'en 1733, époque à laquelle Stanislas, proclamé roi de Pologne à la mort d'Auguste Ier, se vit enfermé dans Dantzig où il fut assiégé par une armée russe qui avait fait reconnaître Frédérick-Auguste, fils du dernier roi.

La France alliée à l'Espagne déclara la guerre à l'empire et fit marcher deux armées, l'une sur le Rhin, l'autre sur les Alpes. Celle du Rhin s'étant emparée de Kehl, rétablit les lignes de Stholofen et construisit des redoutes depuis le fort de Kehl jusqu'au fort de Saint-Louis, pour entretenir ses communications.

La tête du pont de Huningue fut réparée et rétablie.

Malgré le mauvais état de ses finances, la France, lancée dans une nouvelle guerre, forma deux armées : la première, forte de soixante mille hommes, était commandée par le maréchal de Noailles ; la seconde, de quarante mille, sous le commandement de Maurice de Saxe, devait appuyer la première, qui avait pour mission d'enlever toutes les places fortes de Flandre, Courtrai, Menin, Furne, qui tombèrent entre les mains de Noailles.

La campagne s'ouvrait sous des auspices favorables, la fortune souriait de nouveau aux armes de la France.

Le 3 mai, le maréchal de Berwick, ayant sous ses ordres l'armée du Haut et du Bas-Rhin, passe le fleuve au fort Saint-Louis et à Kehl, et le 4, à 6 heures du matin, les troupes françaises forçaient les lignes d'Etlingen, chassant devant elles douze mille Impériaux qui les défendaient.

Le même jour, le prince Eugène voulut opérer une descente en Alsace. Il essaya de faire passer le Rhin à un corps d'armée de douze mille hommes, entre Vieux-Brisach et Huningue. Les Autrichiens furent repoussés, trois fois de suite, par six mille paysans armés que l'on avait postés le long du fleuve et qui en défendirent vigoureusement le passage.

Au mois de juillet, le prince Charles de Lorraine envahit l'Alsace en pénétrant par le haut et le bas Rhin.

Weissembourg, Haguenau, tombent au pouvoir du prince Charles qui s'avance sur la Sarre avec son aile droite, tandis que l'aile gauche, prenant la ligne du haut Rhin, passe le gué de Reinfelden, aidée des Suisses, qui violèrent de nouveau leur neutralité. La France semblait encore être aux abois, et le moment paraissait propice pour tendre la main à l'invasion, qui, avant de s'étendre, allait avoir à lutter avec le canon de Huningue, pendant que la droite s'étendait rapidement dans le bas Rhin.

Un secours inespéré vint changer la face des événements. Frédéric de Prusse envahissait la Bohême, s'emparait de Prague et menaçait Vienne. Aussitôt le prince Charles abandonne l'Alsace, repasse rapidement le Rhin

et opère sa retraite avec calme, tenant tête aux troupes françaises qui reprennent l'offensive.

Le maréchal de Belle-Isle, commandant les troupes massées sur le haut Rhin, passe le fleuve à Huningue, poursuit l'armée autrichienne sans cependant pouvoir l'entamer; s'empare de Burgsthall, de Rheinfelden, et, ne pouvant outre-passer les ordres du maréchal de Noailles, il se contente de relier ses troupes à celles qu'occupait le siége de Fribourg, en Brisgaw, qui fut pris après trente-huit jours de tranchée ouverte.

Le roi de Prusse comptait sur la coopération de l'armée française dont la jonction devait se faire en Bavière; mais les ordres de Noailles, arrêtant Belle-Isle dans sa poursuite, permirent au prince Charles de se réunir aux Saxons, de couper l'armée prusienne de l'armée française; menaçant ainsi Frédéric de l'isoler de la Silésie. Alors celui-ci, voyant l'incurie des généraux français qui lui font perdre tous les fruits de la campagne, se retire en Saxe où il est poursuivi par les armées autrichiennes qui sont battues à Friedberg et à Sohr.

Pendant ces dernières campagnes, la tête de pont de Huningue avait été mise dans un état de défense formidable. Elle rendit des services immenses aux armées opérant dans le Brisgaw : les convois expédiés aux troupes occupant les villes frontières étant assurés par de fréquentes escortes, protégées elles-mêmes par les patrouilles de cavalerie parties de la tête de pont et qui fouillaient sans cesse le pays, les Impériaux ne pouvaient plus entretenir de relations dans les nombreux villages qui couvrent cette riche province, car les représailles dont usaient

les Français étaient tellement redoutées, que la sécurité la plus complète avait été obtenue par la crainte que l'on avait de voir les fermes livrées au pillage.

Huningue devait encore subir les influences des congrès, des traités de paix.

Malgré les victoires de Fontenoy, de Basignano, malgré la conquête des Pays-Bas, malgré la défaite du prince Charles de Lorraine battu à Raucoux, où les Autrichiens perdirent dix mille hommes, malgré les victoires du maréchal de Belle-Isle, Louis XV, dont les orgies absorbaient tout sentiment honnête, sollicita la paix et ouvrit les négociations à Aix-la-Chapelle, le 18 octobre. « On s'attendait à ce que Louis XV, qui était maître des Pays-Bas, des deux provinces hollandaises, de la Savoie et de Nice, qui avait toutes ses frontières intactes, qui pouvait se glorifier de nombreuses victoires, demanderait quelque partie des Pays-Bas pour indemnité de guerre, et les alliés semblaient prêts à un grand sacrifice ; mais, à leur grande surprise, il déclara qu'il voulait traiter non en marchand, mais en roi ; et sous ce mot absurde sous lequel il cachait son empressement à terminer une guerre qui lui dérobait l'argent de ses plaisirs, il ne demanda rien pour prix de nos victoires; rien pour cinq cent mille hommes sacrifiés, pour notre marine ruinée, pour un milliard deux cents millions ajoutés à la dette flottante! Il réintégra les alliés dans leurs possessions et restitua toutes ses conquêtes ; il s'engagea à ne pas rétablir Dunkerque, à chasser de son royaume Charles-Edouard, à garantir la succession d'Angleterre dans la ligne protestante, à reconnaître la pragmatique sanction. L'unique avantage que les

Bourbons tirèrent de cette sanglante et continuelle guerre, fut la cession du duché de Parme et de Plaisance à l'infâme Philippe : chétive récompense! L'Angleterre, il est vrai, semblait y gagner moins encore, puisque après une guerre qui élevait sa dette à deux milliards, elle rendait tout ce qu'elle avait pris : oui; mais elle avait restauré la maison d'Autriche, son antique alliée, ou plus exactement son instrument de guerre contre la France; elle avait ruiné les deux marines de France et d'Espagne et le matelot anglais pouvait, à l'exemple de William Pitt, saluer l'Océan du nom de Britannique (1). »

Enhardi par la faiblesse du ministère français, on demanda la démolition des ouvrages construits sur la rive droite du Rhin, et Louis XV, trop heureux de satisfaire l'exigence de ses ennemis, s'empressa d'adhérer à ces nouvelles clauses. En 1751, sur les sollicitations de l'Allemagne, tous les travaux exécutés à la tête du pont de Huningue, dans les îles et sur la rive droite du Rhin, furent rasés, le pont de bateaux fut enlevé, et, pour peu que la Suisse eût osé demander la démolition complète de la forteresse, Louis XV aurait épargné à Louis XVIII cette tâche honteuse.

Huningue devint le dépôt des régiments suisses à la solde de la France. On y construisit un manége dont les frais de construction furent couverts par un impôt mis sur chaque pot de vin vendu dans les cabarets. En moins de trois ans, ce manége fut complétement payé, et l'on peut dire payé par l'étranger, car la foule des visiteurs était nombreuse;

(1) Lavallée, *Histoire des Français*, tome III, page 134.

chacun voulait voir cette forteresse contre laquelle tous les efforts de l'Allemagne étaient venus se briser.

On admirait ces fortifications nouvelles, chef-d'œuvre d'un art assurant l'inviolabilité d'une province, inviolabilité qui épargnait aux populations de la haute Alsace toutes les horreurs de ces guerres sanglantes qui, depuis près de deux siècles, divisaient l'empire germanique et la France.

Vauban avait dépensé pour Huningue tout le génie que Dieu lui avait donné; car le Rhin, malgré ses obstacles naturels, n'était une protection logique contre les invasions qu'à la condition expresse d'élever sur ses rives des bastions capables de déjouer toutes les armées de l'Allemagne. Il créa Huningue, car sans Huningue les frontières de l'Est étaient sans défense, et, une fois l'Alsace envahie, l'ennemi était maître des destinées de la France.

CHAPITRE XIII.

Politique de l'Autriche. — 1789. — Lettre du marquis de Bouillé.

L'existence « crapuleuse » de Louis XV, l'immoralité de la cour qui siégeait au Parc-aux-Cerfs, avaient avili la France aux yeux des nations et préparé la décadence de cette société endormie sur le gouffre qu'elle creusait sous ses pas. Le peuple avait perdu tout sentiment de respect pour cette royauté qui porta le dernier coup à son influence en mariant le Dauphin à une archiduchesse d'Autriche. Le peuple a ses pressentiments : il considéra l'arrivée de la future reine comme un malheur public pour la nation. Ce mariage fut anti-national et la Providence sembla réprouver cette alliance si fatale aux deux familles.

Depuis 1770, Dieu a voulu montrer à la France que tout pacte, toute union lui serait nécessairement fatale, si elle cherchait dans la famille régnante d'Autriche ce lien de famille que leurs intérêts réciproques réprouvent. Car, fidèles à la politique de leurs ancêtres, la voix du sang est étouffée lorsque l'ambition montre aux Hapsbourg un agrandissement de territoire, une couronne à saisir ! A l'extinction des Valois, lorsque Henri III tombait frappé par le poignard de Jacques Clément, cette famille aspira

au trône de France; Henri IV ayant été assassiné, on l'accusa d'avoir armé la main de Ravaillac! Chez elle, la haine est transmissible; en héritant de sa puissance on hérite de son esprit; et cette haine, dont elle nous a donné tant de preuves, suivra la France à l'ombre de sa prospérité pour l'écraser au jour des revers. Secondée par l'Espagne, l'Autriche favorisa les luttes religieuses, et par elle, par ses intrigues, la France fut couverte de deuil et de sang! Pendant un siècle et demi, les armées des deux puissances s'entre-choquèrent, et l'on crut éteindre sa haine ambitieuse en recevant une de ses filles dans le lit du Dauphin! L'Autriche allait atteindre son but : l'influence d'une femme vivant au milieu des secrets d'État, l'influence d'une femme vivant au milieu d'une cour corrompue, alors que tout semblait crouler dans un cataclysme que les plus imprévoyants devinaient, devait ménager au cabinet de Vienne cette intervention machiavélique poussant ses armées sur un territoire si longtemps convoité, et pour la possession duquel tant de sang avait déjà été répandu. Mais la monarchie française, emportée par la tourmente révolutionnaire, laissa rouler la tête de son chef sur le billot d'un échafaud, et, dans sa chute, le couteau régicide rencontra celle de l'archiduchesse Marie-Antoinette : sanglants et tristes trophées de la régénération d'un peuple!

Quelques années plus tard, la nièce gravissait les marches du même trône, et la même fatalité poursuivait leurs destinées : toutes deux amenaient avec elles l'invasion, toutes deux laissaient la France en larmes.

1789 apportait ce sombre pressentiment, symptôme avant-coureur des grandes commotions sociales; les

guerres désastreuses des derniers règnes, la misère profonde dans laquelle le peuple, frappé de lourds impôts, croupissait; la banqueroute publique toujours menaçante, l'énervation des grands pouvoirs constitués, l'avilissement de la noblesse, la faiblesse du roi, tout annonçait un dénoûment qui allait engager la nation dans une voie nouvelle. Les idées philosophiques étaient dans le peuple; la noblesse et le clergé, par leurs dérèglements, s'étaient attiré les « sarcasmes » de la masse. On avait ri des prétentions d'une opposition qui voulait s'ériger en principe; on croyait être revenu aux jours de la Fronde, espérant ramener le calme au moyen des baïonnettes, sans se souvenir que la féodalité avait cédé le pas à la monarchie absolue, que les parlements avaient eu leurs jours de triomphes, que le peuple venait à son tour demander un compte sévère à la royauté des fautes qui provoquaient l'anarchie. On ignorait alors que les idées progressives n'opèrent jamais de marche rétrograde, qu'elles avancent brisant les plus fortes résistances, et qu'elles entraînent à leur suite l'influence des masses.

Une ère nouvelle, ère régénératrice, s'ouvrit pour la France : le souffle de la liberté était dans le peuple, ses adversaires seuls ne s'en aperçurent point. On s'obstinait à vouloir se couvrir de la plus profonde obscurité, alors que la lumière la plus vive resplendissait aux yeux de tous.

Les anciennes castes privilégiées reculèrent devant les réformes admises, dans la nuit du 4 août 1789, au sein de l'assemblée constituante, et le dernier lien qui unissait la monarchie à la France disparaissait, emporté dans cette fuite de la noblesse abandonnant son roi, implorant les

armées de l'étranger contre ce peuple fier de ses droits, qui secouait les chaînes de l'esclavage pour marcher à l'émancipation et rendre à la France le prestige de sa grandeur passée. Les émigrés couvrirent les routes de l'Allemagne, apprenant à l'Europe troublée ce cri de liberté, dont l'écho fit vaciller les vieilles sociétés des temps féodaux.

Toutes les cours de l'Europe comprirent que la France, ce foyer des idées régénératrices, était capable, une fois le prestige de la royauté disparu, de se livrer aux mêmes entraînements que les révolutionnaires de la Grande-Bretagne, qui, à quelque caste qu'ils appartinssent, n'avaient point été arrêtés par le sacrifice des têtes couronnées! Ils savaient combien l'imitation est contagieuse en politique, et l'hermine des rois d'Angleterre était tachée du sang de trois reines, qui, en moins de vingt ans, étaient tombées sous le glaive du bourreau! Cromwel avait frappé Charles Ier, alors que les puissants de la terre avaient été impuissants à sauver un de leurs cousins, et le peuple anglais avait applaudi à la mort de son roi!...

La leçon était terrible, et Louis XVI était une victime tellement docile que les excès qui couvraient la France préparaient à l'infortuné monarque une destinée trop facile à prévoir. Dans l'intérêt de tous, il était urgent de l'arracher des mains du peuple! du peuple, dont l'anarchie ne connaissait plus de bornes, car les nobles et lui étaient en présence. Tandis que les premiers conspiraient et invoquaient les puissances étrangères, le second se livrait à d'atroces vengeances, à d'affreuses représailles. Il avait été tellement opprimé, que sa liberté devint de l'ivresse, et, s'il fut coupable, il faut se souvenir des

souffrances physiques, des tortures de dix-huit siècles d'oppression ! Ses excès furent horribles ; on les qualifia de crimes, parce que la sanction royale, la sanction religieuse ne les abritèrent point, et, comme le dit un de nos historiens, « on se rappelle les crimes des bourreaux, mais on oublie les crimes des victimes ! »

La justification de tous ces excès se trouve, sans cependant pouvoir être légitimée, dans ce crime plus atroce, plus infâme encore : les frontières ouvertes à l'étranger, la trahison amenant l'invasion, des Français combattant sous le drapeau prussien !

En effet, l'empereur d'Allemagne, par l'intermédiaire du comte d'Artois, conclut avec Louis XVI une convention secrète, dans laquelle il s'engageait à faire couvrir la Flandre par trente-cinq mille Autrichiens, tandis que les Piémontais, au nombre de trente mille, marcheraient sur Lyon, et que les Pyrénées seraient occupées par vingt mille Espagnols.

N'ayant plus la confiance de la nation, décidé à fuir Paris, Louis XVI résolut de chercher un refuge au milieu de ses troupes et il choisit l'armée du marquis de Bouillé, qui se trouvait dans l'Est, comme étant plus à proximité des opérations que les rois allaient entreprendre pour étouffer la révolution.

Le 21 juin 1791, le roi et toute sa famille, quittant les Tuileries au moyen de déguisements, parviennent à gagner Sainte-Menehould, sur la route de Châlons-sur-Marne ; mais la fatalité s'était attachée à cette malheureuse famille. Arrêté à Varennes, Louis XVI est reconnu par le maître de poste ; il attend vainement des secours des hussards

que Bouillé avait envoyés à sa rencontre; il cède devant une poignée de paysans armés et retourne sur ses pas, prisonnier de ce peuple qui le reconduit à Paris pour lui faire subir le jugement des hommes.

Bouillé s'enfuit à l'étranger, d'où il lança le manifeste suivant :

Lettre du marquis de Bouillé, général de l'armée française sur la Meuse, la Moselle et la Sarre, à l'Assemblée nationale.

« Messieurs,

« Le roi vient de faire un effort pour briser les fers dans lesquels vous le retenez depuis longtemps ainsi que sa famille infortunée. Une destinée aveugle, à laquelle les empires sont soumis et contre laquelle la prudence des hommes ne peut rien, en a décidé autrement : il est encore votre captif et ses jours, ainsi que ceux de la reine, sont (et j'en frémis) à la disposition d'un peuple que vous avez rendu féroce et sanguinaire et qui est devenu l'objet du mépris de l'univers.

« Il est intéressant pour vous, Messieurs, pour ce que vous appelez la *nation*, pour moi, enfin pour le roi lui-même, que les causes qui ont produit cet événement, que les circonstances qui l'ont accompagné, que le grand objet qui devait en être le résultat et qui avait inspiré au roi ce dessein noble et courageux, soient connus des Français, qu'ils le soient de l'Europe entière, et que l'on sache bien qu'en désertant de sa prison, en voulant chercher

sur la frontière un asile près de moi et parmi ses troupes, il a eu moins en vue son salut que celui d'un peuple ingrat et cruel ; les dangers qu'il pouvait courir, ceux auxquels il exposait sa famille, rien n'a pu l'arrêter ; il n'a écouté que la générosité et la bonté de son cœur.

« Dégagé dans ce moment de tous les liens qui m'attachent à vous, n'étant plus retenu par aucune considération, libre enfin, je vais vous parler le langage de la vérité, que vous n'êtes peut-être plus en état d'entendre et que vous n'écouterez sans doute pas ; mais j'aurai rempli tout ce que je dois à ma patrie, tout ce que je dois à mon roi, tout ce que je me dois à moi-même.

« Je ne vous rappellerai pas, Messieurs, tout ce que vous avez fait depuis deux ans ; je ne retracerai pas le tableau du désordre affreux dans lequel vous avez plongé le royaume ; mais le roi était devenu le prisonnier de son peuple, lui et son auguste famille étaient en butte aux plus sanglants outrages : attaché à mon souverain, attaché à la monarchie, en détestant les abus qui étaient résultés d'une autorité trop étendue et qu'il voulait lui-même circonscrire, je gémissais de la frénésie du peuple, que vous aviez égaré ; je gémissais des malheurs du roi, je blâmais vos opérations ridicules et insensées ; mais j'espérais qu'enfin la raison reprendrait ses droits ; que le délire du peuple cesserait ; que les méchants seraient confondus ; que l'anarchie, que vous avez établie par principes, finirait ; que l'ordre renaîtrait et nous ramènerait un gouvernement, sinon excellent, du moins supportable, et que le temps pourrait le rendre meilleur. C'est ce qui m'a fait souffrir toutes les épreuves auxquelles vous m'avez mis

depuis le commencement de la révolution; mon attachement pour le roi, mon amour pour ma patrie m'ont donné le courage et la patience nécessaires pour braver les insultes et les affronts, et pour supporter la honte et l'humiliation de communiquer avec vous.

« Le temps a détruit mes espérances; j'ai vu que, dans votre assemblée, il ne régnait aucun esprit public; que celui de faction seul y dominait et la divisait en plusieurs partis, dont les uns voulaient le désordre, l'entretenaient, le provoquaient même, pour faire naître la guerre civile, comme étant pour eux la seule voie de salut; les autres voulaient une république : M. de La Fayette était à la tête de ce parti; son ambition sourde et cachée le conduisait au seul but qu'il avait, d'être chef d'un gouvernement aussi monstrueux pour nous. C'est dans ces circonstances que les clubs s'établirent, qu'ils achevèrent de corrompre le peuple dans toutes les parties de l'empire et de détruire l'armée. Je vis donc que l'anarchie était parvenue à ses dernières limites, la populace, dirigée par les intrigants de tous les coins de la France, étant devenue maîtresse absolue; qu'il n'existait plus de force publique, puisque le roi avait perdu non-seulement sa considération, mais encore sa liberté; que les lois étaient sans force, sans vigueur; que l'armée ne présentait plus qu'une soldatesque effrénée ne reconnaissant ni autorité, ni chef; qu'il ne restait plus de moyen de rétablir l'ordre et que toute ressource était ôtée, tout espoir détruit.

« Ce fut alors que je proposai au roi de sortir de Paris, de venir se réfugier, avec sa famille, dans quelque place frontière, où je l'environnais de troupes fidèles; persuadé

que cette démarche pourrait opérer quelque changement avantageux dans l'esprit du peuple, déchirer le bandeau qui couvrait ses yeux, et déjouer tous les factieux. Le roi et la reine s'y refusèrent constamment, alléguant la promesse qu'ils avaient faite de rester dans Paris, auprès de l'assemblée. Je leur représentai qu'une promesse arrachée par la force ne pouvait les lier; mais ce fut en vain, je ne pus ébranler leur résolution.

« La journée du 18 février me donna lieu de renouveler au roi mes instances : j'éprouvai les mêmes refus et la même constance dans ses principes; il craignait les événements qui pouvaient résulter de sa fuite, les effets de la fureur du peuple et l'accroissement, s'il était possible, de l'anarchie et du désordre. Je le dis avec vérité, la reine pensait de même, et se refusa à toutes mes propositions. Je ne perdis pas courage : j'étais convaincu que le départ du roi était le seul moyen de sauver l'État; je savais que toutes les puissances de l'Europe armaient contre la France, qu'elles se préparaient à lui faire la guerre, à envahir son territoire. Libre au milieu de ses troupes, le roi seul pouvait arrêter la marche des armées ennemies. Sans doute alors, frappé de terreur, le peuple se voyant sans moyens de défense, instruit que l'armée n'existait plus, que les places étaient presque démantelées, que les finances étaient épuisées, que le papier ne pouvait suppléer au numéraire qui avait fui de cette terre appauvrie, il aurait lui-même prévenu les vues bienfaisantes du monarque et se serait jeté dans ses bras.

« Après l'arrestation du roi, le 28 avril, lorsqu'il voulut aller à Saint-Cloud, je lui renouvelai mes instances

avec plus de force, en lui faisant envisager qu'il n'y avait que ce parti à prendre pour sauver la France, qui allait bientôt être déchirée par une guerre civile et mise en lambeaux par une guerre étrangère. Le bonheur, ou plutôt le salut du peuple, fit sur son cœur généreux l'impression que j'en attendais, et il se décida enfin. Il fut résolu qu'il irait à Montmédy, et que, dès qu'il y serait en sûreté, il annoncerait aux princes étrangers la démarche qu'il venait de faire et les motifs qui l'y avaient engagé; qu'il ferait en sorte de suspendre leur vengeance jusqu'à ce qu'une nouvelle assemblée, qu'il aurait convoquée, leur eût donné la satisfaction qu'ils devaient attendre, et qu'elle eût réglé les droits du monarque ainsi que ceux du peuple français. Une proclamation devait annoncer un nouveau corps législatif librement choisi : l'exécution des cahiers, qui seuls exprimaient les vœux de la nation, aurait servi de base au travail des représentants des Français. Le roi devenu médiateur entre les puissances étrangères et son peuple, celui-ci, placé entre la crainte de voir la France devenir la proie des puissances étrangères qui environnent les frontières et l'espoir du rétablissement de l'ordre par un gouvernement circonscrit dans les bornes de la raison, aurait confié ses droits et ses intérêts à des hommes sages et éclairés, qui auraient rempli le vœu du prince et celui du peuple : les injustices, les usurpations, le règne du crime enfin, source inévitable du despotisme populaire, eussent sans doute cessé, et peut-être, du chaos où nous sommes, aurions-nous vu naître les beaux jours de la monarchie française, éclairés par le flambeau de la liberté. Voilà ce que voulait notre malheureux monarque. Malgré

vous-mêmes, malgré l'ingratitude et l'atrocité de ce peuple féroce, il voulait encore son bonheur! C'est cette seule idée, c'est ce beau désir qui ont déterminé la démarche hardie qu'il a faite, en trompant la vigilance de M. de La Fayette, en s'exposant à la fureur de ses satellites, et en guidant ses pas vers moi.

« Nul autre motif ne l'a conduit. Mais votre aveuglement vous a fait repousser la main protectrice qu'il vous tendait : il va bientôt produire la destruction de l'empire français.

« Croyez-moi, Messieurs, les princes de l'Empire reconnaissent qu'ils sont, ainsi que leurs peuples, menacés par le monstre que vous avez enfanté. Ils sont armés pour le combattre, et bientôt notre malheureuse patrie (car j'ose encore lui donner ce nom) n'offrira plus qu'une scène de dévastation et d'horreur. Je connais mieux que personne les moyens de défense que vous avez à opposer : ils sont nuls. Tout espoir serait chimérique : il n'est plus temps de vous abuser; il ne l'est peut-être plus de dessiller les yeux du peuple que vous avez criminellement trompé et dont vous serez justement et sévèrement punis. Votre châtiment servira d'exemple mémorable à la postérité, qui vous reprochera éternellement d'avoir assassiné votre patrie, dont vous pouviez prolonger la durée pendant des siècles, dont vous pouviez assurer et embellir la destinée.

« C'est ainsi que doit vous parler un homme qui n'a rien à attendre de vous, auquel vous avez inspiré d'abord la pitié, et qui n'a plus pour vous et pour le peuple anthropophage que vous avez enivré de crimes, que du mépris, de l'indignation et de l'horreur.

« Au surplus, n'accusez personne du complot et de la conspiration prétendue contre ce que vous appelez la *nation* et votre infernale constitution.

« J'ai tout arrangé, tout réglé, tout ordonné. Le roi même n'a pas fait les ordres : c'est moi seul. Ceux qui ont dû les exécuter n'ont été instruits qu'au moment, et ils ne pouvaient y désobéir. C'est contre moi seul que doit être dirigée votre fureur sanguinaire, que vous devez aiguiser vos poignards et préparer vos poisons. J'ai voulu sauver ma patrie; j'ai voulu sauver le roi, sa famille : voilà mon crime. Vous répondrez de leurs jours, je ne dis pas à moi, mais à tous les rois; et je vous annonce que, si on leur ôte un cheveu de la tête, avant peu, il ne restera pas pierre sur pierre à Paris. Je connais les chemins, j'y guiderai les armées étrangères, et vous-mêmes en serez responsables sur vos têtes.

« Cette lettre n'est que l'avant-coureur du manifeste des souverains de l'Europe, qui vous instruiront, avec des caractères plus prononcés, de ce que vous avez à faire ou de ce que vous avez à craindre.

« Adieu, Messieurs, je finis sans compliments, mes sentiments vous sont assez connus.

« A Luxembourg, le 26 juin 1791.

« Le marquis DE BOUILLÉ. »

CHAPITRE XIV.

Huningue au début de la campagne de 1791. — Manifeste du duc régnant de Brunswick.

Un pareil langage tenait de la démence ; dans sa folie, M. de Bouillé mettait au grand jour et les espérances et les complots des émigrés. La France était livrée à l'invasion, et, dans leurs illusions chimériques, ces hommes se promettaient une contre-révolution, qui bien certainement eût été plus terrible, plus sanglante que ne devait être la Terreur elle-même. Ce factum prouvait que les chefs du parti royaliste n'avaient nullement jugé la portée de la révolution; leur aveuglement était tel qu'ils sacrifiaient la nation, rendant impossible tout retour vers la famille royale. On vit dans cette lettre insolente toutes les menées ourdies pour empêcher la monarchie d'entrer franchement dans la nouvelle constitution. Aussi est-il juste de dire que ce ne fut point la fureur du peuple qui détrôna Louis XVI, mais bien la lettre du marquis de Bouillé. Dans sa faiblesse, l'infortuné prince avait sanctionné les complots de ses conseillers. Déclaré coupable du crime de lèse-nation, il fut dépouillé de la royauté, et la France déclarée en danger !...

Le peuple entier se leva pour la défense de ses libertés, pour la défense de la patrie, du foyer domestique; il courut aux frontières inaugurer l'avénement de la puissance des peuples, préparer les grandes destinées qui lui étaient réservées.

Le 27 août 1791, les émigrés arrachèrent au roi de Prusse la convention de Pilnitz : la France allait être envahie si Louis XVI n'était pas rendu à la liberté, l'Assemblée dissoute, les émigrés réintégrés dans leurs biens, honneurs, priviléges, la constitution annulée... Ceux-là mêmes qui, trop faibles pour protéger leur roi, appelaient sur sa tête la vengeance de la nation en attirant sur elle les malheurs de la guerre, en soulevant la colère de tous les rois, osaient, d'un coup de plume, rayer, détruire les efforts de tout un peuple pour le replonger dans les abus qu'il venait de renverser et dont eux seuls devaient profiter.

En face des dangers que la patrie allait courir, il n'y avait plus à hésiter : l'Assemblée dut songer aux moyens de défense à opposer à l'Europe se levant en armes contre le nouvel ordre d'idées qui renversait tout un passé. L'armée était désorganisée, sa discipline était nulle; les embauchages, les défections se multipliaient chaque jour. Les caisses étaient vides; il n'y avait ni matériel, ni approvisionnements; partout on sentait la décrépitude militaire imposée à la France par le traité de Ryswick. Le marquis de Bouillé avait dit vrai : les moyens de défense étaient nuls; les places fortes étaient démantelées; il pouvait sans peine conduire l'étranger au cœur de la France; mais il avait oublié que le patriotisme veillait sur nos

destinées et que du dénûment le plus complet allait surgir une armée de géants en guenilles qui, ralliant à l'ancien cri de guerre national : Montjoie-Saint-Denis, les mots sacrés : France et liberté, feraient reculer ces vieilles bandes allemandes qui s'avançaient contre elle.

La France avait dans ses camps cent quarante-deux mille hommes répartis de la sorte :

Quarante-huit mille, sous le commandement du marquis de Rochambeau, étaient échelonnés depuis Dunkerque jusqu'à Philippeville ;

Cinquante-deux mille, sous le commandement de La Fayette, s'étendaient depuis Philippeville jusqu'à Lauterbourg ;

Quarante-deux mille, sous le commandement de Luckner, se déployaient de Lauterbourg à Huningue.

Cette dernière place fut promptement mise en état de défense : on approvisionna les magasins ; on répara les pontons qui devaient servir, en cas de besoin, au passage du fleuve ; on réunit les matériaux nécessaires à la reconstruction de la tête de pont dans les îles du Rhin, sur la rive droite. La plus grande activité ne cessa de régner dans la place depuis que l'on sut que quinze mille émigrés étaient réunis à Coblentz pour se joindre aux quatre cent mille Austro-Prussiens attendus pour envahir nos frontières, et que vingt mille Autrichiens s'échelonnaient sur la rive droite du Rhin.

Les premières opérations de la République ne furent pas heureuses. On cria à la trahison en avant de Mons et de Namur : l'épuration n'avait point encore eu lieu dans

les rangs de l'armée; royalistes et républicains s'observaient au jour du combat, n'ayant point de confiance dans les officiers qui les commandaient.

L'allégresse était grande à Coblentz : on ne faisait plus mystère des relations que l'on entretenait avec Paris; on publiait hautement le plan de campagne ; encore quelques jours et les Prussiens, envahissant la Champagne, marcheraient sur Paris, tandis que les Autrichiens descendraient par la Belgique et le Rhin, couvriraient l'Alsace et rejoindraient les Prussiens sur le plateau de Langres, pour de là pénétrer dans la vallée de la Seine et s'emparer de la capitale, qui serait cernée au midi par les armées piémontaises et espagnoles.

La perte de la république était tellement certaine que, pour éviter la peine de combattre, on voulut intimider la Convention, et le duc de Brunswick, généralissime des armées austro-prussiennes, sous les ordres duquel le prince de Condé servait avec les bandes des émigrés, lança un manifeste digne de la lettre du marquis de Bouillé.

La France était au ban des nations, son gouvernement mis hors la loi.

Déclaration que S. A. S. le duc régnant de Brunswick et de Lunebourg, commandant les armées combinées de LL. MM. l'empereur et le roi de Prusse, adresse aux habitants de la France.

« LL. MM. l'empereur et le roi de Prusse m'ayant

confié le commandement des armées combinées qu'ils ont fait rassembler sur les frontières de la France, j'ai voulu annoncer aux habitants de ce royaume les motifs qui ont déterminé les mesures des deux souverains et les intentions qui les guident.

« Après avoir supprimé arbitrairement les droits et possessions des princes allemands en Alsace et en Lorraine, troublé et renversé dans l'intérieur le bon ordre et le gouvernement légitime, exercé contre la personne sacrée du roi et contre son auguste famille des attentats et des violences qui sont encore perpétués et renouvelés de jour en jour, ceux qui ont usurpé les rênes de l'administration ont enfin comblé la mesure en faisant déclarer une guerre injuste à S. M. l'empereur et en attaquant des provinces situées dans les Pays-Bas. Quelques-unes des possessions de l'empire germanique ont été enveloppées dans cette agression, et plusieurs autres n'ont échappé au même danger qu'en cédant aux menaces impérieuses du parti dominant et de ses émissaires.

« S. M. le roi de Prusse, uni avec S. M. I. et R. par les liens d'une alliance étroite et défensive, et membre prépondérant lui-même du corps germanique, n'a donc pu se dispenser de marcher au secours de ses alliés et de ses co-États, et c'est sous ce double rapport qu'il prend la défense et de ce monarque et de l'Allemagne.

« A ces grands intérêts se joint encore un but également important et qui tient à cœur aux deux souverains : c'est de faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France, d'arrêter les attaques portées au trône et à l'autel, de rétablir le pouvoir légal, de rendre au roi la sûreté et la

liberté dont il est privé et de le mettre en état d'exercer lui-même l'autorité légitime qui lui est due.

« Convaincus que la partie saine de la nation française abhorre les excès d'une faction qui la subjugue, et que le plus grand nombre des habitants attend avec impatience le moment du secours pour se déclarer ouvertement contre les entreprises odieuses de leurs oppresseurs, S. M. l'empereur et S. M. le roi de Prusse les appellent et les invitent à retourner sans délai aux voies de la raison, de la justice, de l'ordre et de la paix. C'est dans ces vues que moi, le soussigné, Général commandant en chef les deux armées, déclare :

« 1° Qu'entraînées dans la guerre présente par des circonstances irrésistibles, les deux cours alliées ne se proposent d'autre but que le bonheur de la France, sans prétendre s'enrichir à ses dépens par des conquêtes ;

« 2° Qu'elles n'entendent point s'immiscer dans le gouvernement intérieur de la France, mais qu'elles veulent uniquement délivrer le roi, la reine et la famille royale de leur captivité, et procurer à S. M. T. C. la sûreté nécessaire pour qu'elle puisse faire, sans danger et sans obstacle, les convocations qu'elle jugera à propos, et travailler à assurer le bonheur de ses sujets suivant ses promesses et autant qu'il dépendra d'elle ;

« 3° Que les armées combinées protégeront les villes, bourgs, villages, les personnes et les biens de tous ceux qui se soumettront au roi, et qu'elles concourront au rétablissement instantané de l'ordre et de la police dans toute la France ;

« 4° Que les gardes nationales sont sommées de veiller

provisoirement à la tranquillité des villes et des campagnes, à la sûreté des personnes et des biens de tous les Français jusqu'à l'arrivée des troupes de LL. MM. I. et RR. ou jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, sous peine d'en être personnellement responsables. Qu'au contraire, ceux des gardes nationaux qui auront combattu contre les troupes des deux cours alliées, et qui seront pris les armes à la main, seront traités en ennemis et punis comme rebelles à leur roi et comme perturbateurs du repos public ;

« 5° Que les généraux, officiers, sous-officiers et soldats des troupes de ligne françaises sont également sommés de revenir à leur ancienne fidélité et de se soumettre sur-le-champ au roi, leur légitime souverain ;

« 6° Que les membres des départements, des districts et des municipalités seront également responsables, sur leurs têtes et sur leurs biens, de tous les délits, incendies, pillages, assassinats et voies de fait qu'ils ne se seront pas notoirement efforcés d'empêcher dans leur territoire ; qu'ils seront également tenus de continuer provisoirement leurs fonctions jusqu'à ce que S. M. T. C., remise en pleine liberté, y ait pourvu ultérieurement, ou qu'il en ait été autrement décidé en son nom dans l'intervalle ;

« 7° Les habitants des villes, bourgs et villages qui oseraient se défendre contre les troupes de LL. MM. et tirer sur elles, soit en rase campagne, soit par les fenêtres, portes et ouvertures de leurs maisons, seront punis sur-le-champ, suivant les rigueurs du droit de la guerre, et leurs maisons démolies ou brûlées. Tous les habitants, au contraire, desdites villes, bourgs et villages qui s'empresseraient de se soumettre à leur roi, en ouvrant leurs portes

aux troupes de LL. MM., seront à l'instant sous leur sauvegarde immédiate; leurs personnes, leurs biens, leurs effets seront sous la protection des lois, et il sera pourvu à la sûreté générale de tous et de chacun d'eux;

« 8° La ville de Paris et tous ses habitants, sans distinction, sont tenus de se soumettre sur-le-champ et sans délai au roi; de mettre ce prince en pleine et entière liberté et de lui assurer, ainsi qu'à toutes les personnes royales, l'inviolabilité et le respect auxquels le droit de la nature et des gens oblige les sujets envers les souverains, LL. MM. I. et RR. rendant personnellement responsables de tous les événements, sur leurs têtes, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon, tous les membres de l'Assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris, juges de paix et tous autres qu'il appartiendra. Déclarant en outre, sur leur foi et parole d'empereur et roi, que si le château des Tuileries est forcé ou insulté, que s'il est fait la moindre violence, le moindre outrage à LL. MM. le roi, la reine et la famille royale, s'il n'est pas pourvu immédiatement à leur sûreté, à leur conservation et à leur liberté, elles en tireront une vengeance exemplaire et à jamais mémorable en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et d'une subversion totale, et les révoltés coupables d'attentats aux supplices qu'ils auront mérités.

« LL. MM. I. et RR. promettent, au contraire, aux habitants de la ville de Paris, d'obtenir leurs bons offices auprès de S. M. T. C. pour obtenir le pardon de leurs torts et de leurs erreurs, et de prendre les mesures les plus rigoureuses pour assurer leurs personnes et leurs

biens, s'ils obéissent promptement et exactement à l'injonction ci-dessus.

« Enfin, LL. MM. ne pouvant reconnaître pour lois en France que celles qui émaneront du roi jouissant d'une liberté parfaite, protestent d'avance contre l'authenticité de toutes les déclarations qui pourraient être faites au nom de S. M. T. C., tant que sa personne sacrée, celles de la reine et de toute la famille royale ne seront pas réellement en sûreté. A l'effet de quoi, LL. MM. I. et RR. invitent et sollicitent instamment S. M. T. C. de désigner la ville de son royaume la plus voisine de ses frontières, dans laquelle elle jugera à propos de se retirer avec la reine et sa famille, sous une bonne et sûre escorte, qui lui sera envoyée pour cet effet, afin que S. M. T. C. puisse en toute sûreté appeler auprès d'elle les ministres et les conseillers qu'il lui plaira de désigner, faire telles convocations qui lui paraîtront convenables, pourvoir au rétablissement du bon ordre et régler l'administration de son royaume.

« Enfin, je déclare et m'engage encore, en mon propre nom et en ma qualité susdite, de faire observer partout aux troupes confiées à mon commandement une bonne et exacte discipline, promettant de traiter avec douceur et modération les sujets bien intentionnés qui se montreront paisibles et soumis, et de n'employer la force qu'envers ceux qui se rendront coupables de résistance ou de mauvaise volonté. C'est par ces raisons que je requiers et exhorte tous les habitants du royaume, de la manière la plus forte et la plus instante, de ne pas s'opposer à la marche et aux opérations des troupes que je commande, mais de leur accorder plutôt partout une libre entrée et toute bonne

volonté, aide et assistance que les circonstances pourront exiger.

« Donné au quartier général de Coblentz, le 25 juillet 1792.

« Charles-Guillaume-Ferdinand,
« duc DE BRUNSWICK-LUNEBOURG »

CHAPITRE XV.

Invasion des frontières de l'Est. — Défilés de l'Argonne. — Bataille de Valmy.

Le manifeste du duc de Brunswick ne souleva que du mépris. La sourde irritation qui en résulta fut surtout provoquée par la haine que le peuple vouait aux conseillers du trône, qui avaient amené le roi à couvrir de son nom un pacte avec l'étranger. Les passions du peuple étaient d'autant plus faciles à surexciter, que, dans le danger commun, chacun voyait un danger personnel qui l'exposait à la fureur de la réaction, si les émigrés rentraient à Paris escortés par les baïonnettes étrangères. Alors le peuple fut tellement féroce, tellement sanguinaire, que la trahison, qui était dans toutes les bouches, légitima à ses yeux les sanglantes boucheries que l'anarchie du moment protégeait.

Les premières conséquences de la lettre de M. de Bouillé et du manifeste du duc de Brunswick se traduisaient par les massacres de Paris, en attendant leur dénoûment dans les plaines de Valmy.

Le 19 août 1792, cent soixante mille hommes envahirent la France.

Les Prussiens, traînant à leur remorque les émigrés,

entrent dans la vállée de la Moselle, tandis que vingt-cinq mille Impériaux, partagés en trois corps d'armée, étaient tenus en échec sur le Rhin par le maréchal Luckner; la haute et la basse Alsace étaient couvertes par les généraux Biron et Custine à la tête de quarante mille hommes.

A cheval sur le haut Rhin, Custine s'empare des défilés de Porentruy, forme un camp à Hésingue, à six kilomètres de Huningue, jette quatre mille hommes dans cette place pour veiller à ce que les Impériaux ne violassent point la neutralité suisse en passant le Rhin sur le pont de Bâle ou à Rheinfelden.

L'occupation de Porentruy souleva de vives récriminations parmi les amis de l'Autriche, et la diète la considéra comme une violation du territoire de l'empire germanique. On oubliait que la France avait acquis ce droit par un traité solennel avec l'évêque de Bâle et le chapitre (1); d'ailleurs, Custine ne fit usage de cette mesure légitime qu'à la dernière extrémité, lorsqu'il vit que les Autrichiens pouvaient arriver de ce côté.

Luckner ayant été déclaré traître à la patrie, accusé d'avoir voulu suivre La Fayette, qui avait cherché à l'entraîner avec son armée sur Paris, après le 10 août, Kellermann prit le commandement de l'armée de l'Est, et le général Richelieu d'Aiguillon releva, à Huningue, Custine appelé à la direction des opérations du bas Rhin.

Longwy, Verdun, tombent entre les mains des Prus-

(1) « En temps de guerre le roi de France est autorisé à empêcher que ses ennemis ne s'établissent dans les terres et seigneuries de l'évêque de Bâle, et à fermer les passages par lesquels ils pourraient pénétrer par son territoire. » (*Traité signé le 20 juin 1780, entre la France et l'évêque de Bâle.*)

siens; encore quelques jours de marche et l'Assemblée législative va disparaître, entraînant dans sa chute et la révolution et les réformes conquises; encore quelques jours et les prisonniers du Temple, rendus à la liberté, pourront saluer leurs libérateurs! Brunswick est maître des grandes artères qui conduisent à Paris; les places fortes démantelées ne peuvent tenir, et l'on guidait les Prussiens!... Mais la Providence voulait notre régénération, et l'indécision qui régnait dans les conseils des alliés, la lenteur de la marche de l'armée envahissante, conséquences de l'irrésolution du général en chef, donnèrent la victoire aux armées de la république.

A la nouvelle de la marche des Prussiens, Dumouriez abandonne son rêve favori : l'envahissement des Pays-Bas. Il ordonne à Kellermann de venir avec vingt-deux mille hommes attaquer le flanc gauche des Prussiens arrêtés derrière la Meuse, et prescrit à Custine de passer le Rhin, de pénétrer au cœur de l'Allemagne pour diviser les forces de l'ennemi et faciliter la jonction de l'armée de Kellermann.

En attendant, il s'empare des hauteurs comprises entre l'Aisne et la Meuse, et connues sous le nom de plateau de l'Argonne; il fait occuper les défilés du Grand-Pré, par lesquels la route de Reims est défendue; ceux des Islettes, qui couvrent la route de Châlons-sur-Marne et que les Prussiens venaient d'abandonner, n'en prévoyant pas toute l'importance. Il était urgent d'assurer l'intégrité de ces villes, car elles renfermaient, outre d'immenses approvisionnements, tous les dépôts des conscrits et des volontaires.

Les Prussiens s'étaient emparés, le 22 août, de Longwy, et l'on était arrivé au 10 septembre, que le duc de Brunswich n'avait point changé de position. Ce général comprenant enfin que son irrésolution et l'abandon des points d'attaque entre les rivières de la Sambre et de la Meuse, où devaient opérer le prince de Hohenlohe et le comte de Clerfayt, allaient donner au général républicain le loisir de combiner une résistance d'autant plus opiniâtre qu'il venait de se retrancher dans les défilés des Islettes, se décida enfin à ordonner l'attaque des lignes françaises.

Les Prussiens furent repoussés dans toutes leurs tentatives ; mais Dumouriez ayant dégarni les défilés de la Croix-du-Bois, clef de la route de Stenay, Clerfayt s'en empara, et tous les efforts des Français pour reprendre cette position vinrent échouer devant l'énergie du général prussien, qui les força à abandonner les hauteurs de Grand-Pré.

La perte de la Croix-du-Bois laissait à découvert le flanc gauche de Dumouriez, dont la position devenait des plus critiques : il n'a que quinze mille hommes à opposer au mouvement tournant de vingt-cinq mille Autrichiens qui arrivent du Nord, tandis que quarante mille Prussiens, l'attaquant de front, vont le forcer à mettre bas les armes. Mais aussitôt il se retire sur Sainte-Menehould, et Brunswick, au lieu de le poursuivre et d'écraser son armée, dont la retraite s'opérait dans le plus grand désordre, perd trois jours en hésitations, au camp de Langres.

Sans ces pertes de temps, l'armée prussienne se serait trouvée naturellement, par l'ordre des marches, sans efforts, sans manœuvres, sans ennemis et sans obstacles

dans les débouchés du Clermontois et à Châlons, bien avant que Dumouriez et Kellermann aient pu se réunir, bien avant qu'ils aient pu s'adosser aux défilés de l'Argonne où ils allaient livrer le combat de Valmy.

Brunswick, croyant avoir tourné l'ennemi par l'occupation de la route de Châlons, engage, le 20 septembre, une vive canonnade à la suite de laquelle il fait attaquer les positions du moulin de Valmy, occupées par l'armée de Kellermann arrivée la veille. — Nos troupes s'élancent à la baïonnette sur les Prussiens, et le duc de Brunswick fait sonner la retraite, laissant aux conscrits de la République les honneurs du champ de bataille.

Les alliés étaient plus indécis que jamais : les uns voulaient se retirer, craignant d'engager l'armée dans une guerre où il aurait fallu combattre la nation française tout entière; d'autres voulaient, au contraire, que l'on attaquât le surlendemain.

Le 24 septembre, il y eut une conférence au château de Hantz, quartier général du roi de Prusse; Frédéric-Guillaume, le duc de Brunswick, le maréchal de Castries, le comte de Clerfayt, le prince de Hohenlohe, le prince de Nassau, M. de la Rosière, quartier-maître général des princes émigrés, et plusieurs généraux prussiens s'y trouvaient. Le roi se prononça pour une nouvelle attaque. Le duc de Brunswick fut pour et contre; il exposa ses raisons: croyant l'ennemi dans une position inexpugnable et pouvant disposer de cent mille hommes, il fut d'avis de ne pas attaquer sur-le-champ.

Le maréchal de Castries qui, pendant trois jours, avait reconnu de très-près, et dans le plus grand détail, la

position de Dumouriez, en exposa tous les défauts et tous les endroits faibles; il affirma que les Français n'avaient pas cinquante-cinq mille hommes en ligne; il déduisit tous les inconvénients de ne pas attaquer : le danger de la retraite, la perte de l'artillerie et des bagages que la poursuite de l'ennemi, favorisée par le mauvais état des chemins, rendait inévitable, la perte assurée de Verdun et de Longwy que l'on ne pourrait conserver. Il s'appuya surtout sur les ennuis et les dangers de l'hiver qui ne feraient qu'augmenter le malaise de l'armée et l'intensité des dyssenteries. Le maréchal essaya de tourner tous les esprits du côté de l'attaque, proposant d'envoyer un corps de six mille hommes et quelques escadrons de cavalerie faire un coup de main sur Châlons, qui se trouvait à quelques lieues. L'ennemi diviserait ainsi ses forces, et les chances les plus favorables étaient assurées à l'armée prussienne pour détruire les troupes de Dumouriez.

Le conseil de guerre fut levé sans qu'une mesure vînt trancher la position; la même indécision présidait toujours aux combinaisons proposées; seulement, le 29, M. de Clerfayt eut ordre de commencer la retraite, et le 30 septembre les Prussiens et les bandes d'émigrés rétrogradaient, faiblement inquiétés par Dumouriez, qui laissa le commandement à Kellermann.

Ainsi furent détruites les espérances de la noblesse, dont l'aveuglement avait failli perdre la France. Elle vit des troupes aguerries, après avoir pénétré dans l'intérieur du pays, se retirer sans un seul échec, sans un seul choc, sans avoir donné une seule bataille, ayant perdu vingt mille hommes semés sur les grandes routes, ne

laissant à leur général en chef que le ridicule du fameux manifeste lancé de Coblentz. Les émigrés assumèrent sur leur tête la honte imprimée au drapeau fleurdelisé comme une tache indélébile pour avoir servi de guidon aux armées de l'Autriche et de la Prusse envahissant la France.

CHAPITRE XVI.

Opérations du prince Esterhazy contre la citadelle de Huningue.

Pendant que Kellermann se portait au secours de Dumouriez, le prince Esterhazy, de concert avec le général Lichtenberg, essaya, avec vingt mille hommes, d'envahir l'Alsace, en pénétrant sur le territoire français par le pont de Bâle, mouvement qui devait lui permettre d'investir complétement la forteresse de Huningue du côté de la terre, après avoir enlevé les camps qui étaient sous la protection du canon de la place.

Alors qu'on croyait les Prussiens maîtres de Châlons et déjà sur la route Paris, le prince Esterhazy se mit en marche le 21 septembre et arriva le 23 devant Rheinfelden, laissant un corps d'émigrés, fort de six mille hommes, sur le territoire de Neubourg, sur la rive droite du Rhin. On avait réuni à Isteinstadt un grand nombre de bateaux afin de lui faire traverser le fleuve pour compléter, sur la rive gauche, l'investissement de la place de Huningue; ce corps d'armée devait remonter le fleuve et venir se lier au gros des troupes, une fois les Impériaux arrivés devant la forteresse.

Le général Ferrier commandait la citadelle. Malgré

l'infériorité de ses troupes, affaiblies par le départ des régiments qui étaient allés grossir les divisions de Kellermann et de Custine, il était loin de se laisser enlever aussi facilement qu'avait pu le supposer le général Esterhazy; son artillerie était nombreuse, bien approvisionnée, et ses magasins regorgeaient de blé, de vin et de viande. Il mit les camps d'Hésingue et d'Hégenheim à l'abri d'un coup de main, en faisant élever des retranchements en terre pour permettre aux troupes disséminées en Alsace d'accourir au secours de la place, dans le cas où elle serait tournée par Bâle.

Mais le 25 septembre, au lieu d'apprendre la marche des Prussiens sur Paris, un courrier apporta au général Esterhazy la nouvelle de la déroute de Valmy et de la retraite présumée des alliés. Suspendre ses projets d'invasion, rétrograder sur la forêt Noire, qu'il venait de quitter, fut pour le général autrichien l'affaire de quelques heures. Nullement inquiété dans sa marche, Esterhazy retourna à Neubourg, cantonna ses troupes dans le Brisgaw, laissant le général Lichtenberg dans le Margraviat pour surveiller les mouvements de l'armée française, qui, disait-on, devait pénétrer en Allemagne par le haut Rhin, pour aller tendre la main à Custine.

En effet, ce général, après avoir passé le Rhin, s'était répandu en Allemagne, plantant des arbres de la liberté à Worms, à Spire, à Mayence, révolutionnant tout le pays sur son passage. La frayeur était tellement grande de l'autre côté du Rhin, que la légende allemande, si facile à émouvoir, représentait déjà des soldats républicains « mangeant les petits enfants tout rôtis. » On espérait

que, profitant de ses succès inouïs, Custine, au lieu de s'amuser, couperait les Prussiens dans leur retraite en s'emparant de Coblentz, et les livrerait à la merci de l'aile droite qui, débouchant par le Margraviat et la Bavière, les détruirait complétement, n'ayant que le pont de Coblentz pour assurer leur marche rétrograde et rentrer en Allemagne.

Dans cette prévision, le général Lichtenberg, pour s'opposer au passage du général Biron, que l'on supposait devoir traverser le Rhin à Huningue et se répandre dans le Margraviat et le Brisgaw, concentra ses troupes dans la partie du territoire allemand comprise entre Rheinfelden et le petit Huningue.

Les hauteurs de Weil, d'Haltingen, d'Hemeltingen, furent couronnées de batteries et de redoutes. Afin de rendre le passage du fleuve impossible aux corps de troupes de la place, on construisit sur la rive droite des batteries basses chargées de balayer le pont qui serait jeté de la rive gauche en face de Huningue.

La frayeur seule avait poussé les Autrichiens à un pareil luxe de défense; le passage du fleuve était impossible, car la tête de pont ayant été rasée complétement lors du traité d'Aix-la-Chapelle, les batteries établies sur la rive allemande rendaient toute tentative chimérique, un coup de main audacieux pouvait seul permettre à Biron une descente heureuse.

Mais, au lieu de s'emparer de Coblentz, Custine s'était jeté sur le Mein après avoir pris Francfort. A cette nouvelle, Lichtenberg rallia ses troupes, se repliant dans

l'intérieur de l'Allemagne, abandonnant toutes les positions qu'elles occupaient sur la rive droite.

Ce fut alors que l'on sut, par une lettre venue de Cologne, que l'impératrice Catherine de Russie donnait pour les émigrés un établissement sur la mer d'Azof.

On comptait sur huit mille émigrés. Le prince de Condé devait être le chef héréditaire de cette colonie, qui aurait occupé l'ancien royaume de Pont. Elle devait être gouvernée par ses propres lois, le prince Condé ayant la nomination des magistrats et des gouverneurs. Chaque noble devait recevoir, à titre de don gratuit de l'impératrice, cent vingt arpents de terre, deux juments, deux vaches, quelques brebis et des instruments de labour pour la culture. Une somme devait être fixée pour l'achat des meubles.

Les roturiers qui suivraient les nobles devaient recevoir la moitié de ce don.

Le prince de Condé conservait son rang de prince, dont l'hérédité devait se poursuivre dans sa descendance mâle. On lui reconnaissait un traitement particulier et une grande superficie de forêts et de terrains de culture à titre de propriété.

Outre ces avantages, l'impératrice de Russie prenait, sur la présentation du prince de Condé, trois cents émigrés parmi les jeunes gens, pour servir dans l'armée russe avec le grade d'officier.

Mais la patrie absente manquait à toutes ces ambitions déçues ; loin de vouloir abandonner la France, elles n'avaient qu'un seul désir : profiter des événements qui surgiraient des commotions bouleversant la mère-patrie,

et le projet d'un établissement dans la mer d'Azof fut abandonné.

La Suisse donna asile à un grand nombre d'émigrés; beaucoup se retirèrent à Bâle, et la majeure partie de ceux qui étaient susceptibles de prendre du service dans les armées étrangères servirent contre la France, pour surveiller les dernières convulsions qui, suivant eux, devaient bientôt marquer son agonie.

Mais les efforts de l'étranger devaient venir se briser contre le progrès de la révolution.

Le 21 janvier 1793, la tête de Louis XVI tomba, fatalement détachée par les fautes d'une monarchie trop faible pour supporter le fardeau de sa couronne. Les régicides eux-mêmes furent épouvantés des conséquences du jugement national, et ils ne purent qu'accomplir la sentence prononcée par la justice souveraine des représentants de la nation, afin de rendre tout rapprochement impossible entre la France nouvelle et la vieille Europe, qui sentit rejaillir sur elle les gouttes de ce sang royal. Sanglant holocauste offert pour l'expiation des crimes qui ne furent pas ceux de la victime! Cette mort tragique était un gant lancé à la face de toutes les royautés par la révolution, que cette expiation terrible consacrait irrévocablement sans retour vers le passé.

L'Angleterre, jalouse de voir des libertés si chèrement acquises pouvant un jour détruire son influence politique et ramener la France au premier rang des nations, se fit le champion de la monarchie fauchée sur la place de la Révolution. L'Europe, soulevée par elle, se leva de nouveau, prête à écraser la France sous le poids de quatre

cent mille combattants parfaitement disciplinés et auxquels on ne pouvait opposer que deux cent soixante mille hommes mal habillés, mal équipés, n'ayant que leur patriotisme et leur dévouement pour conjurer le danger.

Mais Dieu ménageait des revers aux soldats de l'indépendance, afin de permettre à la Convention de sauver la France par ce sauvage héroïsme qui ne devait reculer devant aucune mesure. La Hollande était envahie ; sur la Meuse nous n'éprouvions que des désastres, et, battu à Nerwinden, Dumouriez ne songeait plus qu'à faire cause commune avec la coalition pour renverser le gouvernement dictatorial de la Convention.

Un traité secret le lia au prince de Cobourg, à qui il devait remettre Maubeuge, Condé et Valenciennes. En attendant qu'on lui livre ces places fortes, le prince de Cobourg fait paraître un manifeste dans lequel on lit... « Ne désirant que la prospérité et la gloire d'un pays déchiré par tant de convulsions et de malheurs, je soutiendrai de toutes les forces qui me sont confiées les instructions généreuses et bienfaisantes du général en chef Dumouriez et de sa brave armée. Je déclare en outre que, venant récemment et à plusieurs reprises de nous battre en ennemis vaillants, intrépides et généreux, je ferais joindre, si le général Dumouriez le demandait, une partie de mes troupes ou toute mon armée à l'armée française, pour coopérer, en amis et compagnons d'armes dignes de s'estimer réciproquement, à rendre à la France son roi constitutionnel, la constitution qu'elle s'était donnée, et par conséquent les moyens de la rectifier, si la nation la trouve impar-

faite, et ramener ainsi en France, comme dans le reste de l'Europe, la paix, la confiance, la tranquillité et le bonheur ! Je déclare par conséquent ici, sur ma parole d'honneur, que je ne viendrai nullement sur le territoire français pour y faire des conquêtes, mais uniquement et purement aux fins ci-dessus indiquées.

« Je déclare aussi, sur ma parole d'honneur, que si les opérations de la guerre exigeaient que l'une ou l'autre place forte fût remise à mes troupes, je ne la regarderai jamais autrement que comme un dépôt sacré, et m'engage ici, de la manière la plus formelle et la plus positive, de la rendre aussitôt que le gouvernement qui sera établi en France, ou le brave général avec lequel je vais faire cause commune, le demanderont. . . . .
. . . . »

Dumouriez n'avait pu entraîner ses troupes; ayant échappé, par miracle, au feu de ses volontaires, au moment où il demandait leur défection, il se retira dans le camp autrichien, auprès de Cobourg, qui crut vaincre la résistance des soldats de la république en lançant un nouveau manifeste, dans lequel il déclarait la reprise des hostilités. Il espérait que Dumouriez prendrait du service dans l'armée impériale. Le colonel Mark, confident intime du prince de Cobourg, fut chargé de la négociation. Mais, après quelques jours de réflexion, Dumouriez demanda ses passe-ports et se retira en Suisse, déclarant que si le prince de Cobourg s'en était tenu à sa première déclaration, il serait resté avec lui ; mais que la seconde le faisait partir, parce qu'il s'agissait de faire une guerre de conquêtes, et que sa qualité de Français ne lui permettait

pas de contribuer au partage de sa patrie, car, disait-il dans la lettre que nous avons sous les yeux : « Il faut laisser la France à Louis XVII telle que son père l'avait possédée, et pour cette raison seule, j'aurais conduit le prince de Cobourg à Paris, parce que j'en connais le chemin et les moyens !.... »

CHAPITRE XVII.

Échange de la fille de Louis XVI, sous les murs de Huningue, contre les représentants livrés par Dumouriez lors de sa défection.

La plus complète anarchie régnait dans toute la France : d'une part, les conspirations appuyées sur l'invasion; de l'autre, des armées végétant dans le plus complet dénûment; l'ennemi au pied des Vosges, la réaction aux prises avec la révolution; et, au fond de ce sombre horizon, le comité de salut public sauvant la nation par des efforts tyranniques dont la postérité lui saura gré.

1793 renfermera l'agonie d'un peuple condamné par la féodalité de l'Europe à s'ensevelir sous des monceaux de ruines et de sang. L'exemple de la Pologne démembrée était encore trop vivace au fond du cœur de ses bourreaux, pour que le même sort ne fût pas ménagé à la France! Ce n'était pas un monarque qu'ils voulaient sauver, ce n'était pas une dynastie qu'ils voulaient restaurer; ce qu'il leur fallait, c'était la disparition de la France du livre des nations. La campagne de 1793 sauva la France de ses ennemis du dehors; et si le comité révolutionnaire la couvrit de sang et de larmes, c'est que sa farouche

autorité était motivée par des luttes intestines qui divisaient la nation : confondant ses adversaires dans le même rigorisme, il ne vit le salut national qu'en sacrifiant ceux qui avaient livré Toulon aux Anglais, Lyon aux bandes réactionnaires, la Vendée à la guerre civile, nos frontières du Nord et de l'Est aux Prussiens, aux Autrichiens, à l'Europe coalisée contre la France ! Les passions du jour, les passions politiques sont encore trop ardentes pour que la vérité des actes de 1793 soit reconnue ; mais déjà la lumière se fait, et l'avenir saura prononcer entre ces hommes grands de patriotisme qui eurent le courage de vaincre l'Europe entière, et ce cloaque de conspirateurs impurs se vendant à tous les partis pour le déshonneur de tous.

L'opprobre de cette époque rejaillira sur ceux qui n'eurent pas le courage de lutter contre les excès de la révolution, et qui, en désespoir de cause, vendirent leur patrie à l'étranger, et nul ne pourra nier que, quelle que soit la cause d'un Coriolan, son piédestal ne peut être qu'une roche Tarpéienne !

En 1795, à la suite des succès glorieux de Moreau et de Jourdan, les grandes armées de la république s'étendaient depuis Bâle jusqu'à la mer du Nord ; celle du Rhin était appuyée sur Huningue.

Lorsque la France signa le traité de paix avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne, demandant la rive gauche du Rhin, ce rêve de tout gouvernement vraiment politique, ce fut à Bâle que les négociations s'ouvrirent, entre le comte de Hardenberg, ministre plénipotentiaire du roi de Prusse, et Barthélemy, ministre de France en Suisse.

A la suite de ces négociations on avait traité de l'échange de Marie-Thérèse-Charlotte, fille de l'infortuné Louis XVI, contre les représentants livrés à l'Autriche par Dumouriez, lors de sa défection.

L'échange devait se faire à Huningue. Le prince de Gavre, chambellan de l'archiduc Charles, fut désigné par l'empereur pour recevoir la princesse sur le territoire allemand, et la conduire à Vienne. — Il arriva à Bâle dans la nuit du 2 au 3 novembre.

On crut un instant que le plan secret du cabinet de Vienne était de marier la fille de Louis XVI avec l'archiduc Charles, afin de faire valoir les droits de la maison d'Autriche, dans le cas où les ascendants viendraient à s'éteindre dans la ligne aînée des Bourbons, la branche cadette devant être, à tout jamais, écartée de la succession par les restaurateurs du trône, son chef, le duc d'Orléans, ayant voté la mort de Louis XVI.

Le 21 novembre, la jeune princesse arrive à Huningue, où une foule immense était accourue de toute part pour voir la jeune orpheline. L'affluence était tellement grande que, pour éviter une surprise, on ferma les portes de la ville.

Les représentants qui devaient être échangés étaient à Fribourg, en Brisgaw; ils n'arrivèrent à Rüchen que le 22, accompagnés de commissaires et d'officiers autrichiens qui, de concert avec le secrétaire de l'ambassade, M. Bacher, les remirent au bailli de Rüchen, M. Legrand, conseiller d'État du canton de Bâle, avec promesse de leur part de ne point s'évader.

Le représentant Camus s'engagea, au nom de ses ca-

marades, à rester prisonnier sur parole jusqu'au moment où la princesse serait remise à l'envoyé autrichien.

Aussitôt M. Bacher se rendit, accompagné de l'ambassade, prendre Marie-Thérèse-Charlotte, qu'il amena dans une maison de campagne sur le chemin de Huningue, et la remit au prince de Gavre, après avoir constaté l'identité de la nouvelle archiduchesse.

Une foule nombreuse se pressait sur la route, malgré la neige qui tombait en abondance. Un détachement d'infanterie et un peloton de dragons bâlois formaient l'escorte d'honneur.

Un coup de canon retentit, et les représentants du peuple, qui se trouvaient à Rüchen, furent déclarés libres.

A neuf heures du soir, la princesse monta en voiture et les équipages traversèrent la ville de Bâle, au milieu de toute la population, qui forma la haie, avec des torches et des lumières, jusqu'à la sortie du faubourg Saint-Alban.

La coalition venait de traiter avec la révolution, et reconnaissait implicitement son existence légale; aussi, pour être conséquents avec les principes qu'ils représentaient, les souverains devaient-ils saisir toutes les occasions pour affaiblir, user dans des guerres continuelles les ressources de la France. Sous Louis XIV et sous Louis XV, cette politique avait réussi à les rendre maîtres des destinées du pays, et aujourd'hui la France épuisée ne devait pas pouvoir résister aux efforts combinés de la coalition que l'Angleterre soutenait avec son or. Elle seule devait en tirer des avantages réels : elle conservait la

souveraineté des mers, et les autres puissances se leurraient en vain de l'espoir d'un démembrement; elles ignoraient les ressources d'une nation qui s'appuie sur le patriotisme des masses. Les alliés comptaient sur la destruction de la société française emportée par la tourmente révolutionnaire; l'Angleterre seule savait que la force de la France gisait dans un pouvoir terrible imprimant à la république ce mouvement de propulsion qui brisait les résistances de la contre-révolution. Elle seule savait que nos armées n'étaient soutenues que par l'exaltation du patriotisme, mais du patriotisme le plus pur, et elle voulait le détruire en l'usant contre des forces sans cesse renaissantes, et, chose plus infâme encore, en cherchant à soudoyer la trahison chez les généraux de la république : toutes les armes lui étaient bonnes, pourvu que le but fût atteint.

Le moment paraissait propice, car la situation faite à la république était peu favorable : en Italie, ses armées, désorganisées et réduites à peine à vingt-cinq mille hommes, étaient en présence de quatre-vingt mille Autrichiens et Piémontais; celles sur le Rhin étaient condamnées à l'inaction la plus complète, faute d'un matériel convenable pour franchir le fleuve et assurer leurs derrières. Il fallait défendre l'Alsace, sur laquelle deux armées autrichiennes étaient prêtes à fondre par Bâle, dès que le général Pichegru, commandant l'armée de Rhin-et-Moselle, aurait tenu ses engagements. Vendu à l'or de l'Angleterre et gagné par les promesses du prince de Condé, Pichegru devait livrer Huningue au général Wurmser, qui, de là, envahirait la haute Alsace, pendant que le

prince de Condé prendrait le commandement de l'armée de Rhin-et-Moselle et marcherait sur Paris.

Wurmser, à la tête de trente mille Autrichiens, occupait la rive droite du Rhin. Sa conduite ne laissait plus aucun doute dans les esprits; l'invasion de l'Alsace par Bâle était résolue; Huningue allait être livrée.

Jusqu'alors la diète helvétique s'en était tenue aux formes diplomatiques; elle avait fait représenter au général autrichien que les traités garantissant la neutralité de la Suisse ne devaient point être foulés aux pieds, et que leur violation obligerait la Confédération à repousser par la force toute tentative de passage sur le pont de Bâle.

Wurmser répondit aux notes de la diète que, malgré tout son respect pour la neutralité de la Suisse, la position exceptionnelle du gouvernement de la France imposait aux armées de la coalition l'obligation de prendre les mesures nécessaires à la réussite de la marche des opérations; que, du reste, les puissances alliées resteraient juges de ses actes.

Le 15 septembre 1795, Barthélemy, ministre de France, remit à la diète deux notes pour l'informer que, d'après l'attitude agressive des Autrichiens, les généraux français allaient prendre les mesures de défense que les circonstances exigeaient; que le camp sous Huningue serait augmenté; qu'on élèverait des batteries sur la frontière, et même, s'il le fallait, jusque dans les environs de Bâle; que ces précautions étaient urgentes, tant pour faire respecter la neutralité suisse que pour assurer l'intégrité de nos frontières.

CHAPITRE XVIII.

Conspirations des émigrés à Bâle. — Pichegru veut livrer Huningue à Wurmser. — Rôle de Huningue pendant la campagne de 1796. — Opérations de Moreau dans la Forêt-Noire. — Sa retraite sur Huningue.

Jourdan, ayant passé le fleuve à Dusseldorf, avait obligé Pichegru à se mettre en marche avant qu'il n'ait eu le temps de consommer sa trahison en arrière du Rhin; mais vendu à l'ennemi, il favorisa la jonction de Clerfayt et de Wurmser, fit massacrer ses troupes par les Autrichiens, abandonna neuf mille hommes dans Manheim qui tomba entre les mains de Wurmser, ramena en désordre les débris de son armée derrière les lignes de Weissembourg après avoir fait perdre tous les fruits de la campagne par sa trahison.

Les intelligences que les alliés entretenaient à Bâle avec les émigrés, qui y avaient transporté le centre de leurs réunions sous les yeux du prince de Condé, inspiraient au Directoire des craintes bien légitimes sur la fidélité que l'on pouvait espérer des Suisses. On connaissait le plan de campagne de Wurmser, assuré du passage du fleuve à Bâle, pour venir déboucher dans les

plaines de l'Alsace en s'engageant par Saint-Louis, laissant derrière lui Huningue livrée aux troupes impériales par Pichegru, et dans laquelle on comptait mettre une garnison de six mille hommes. On savait à Paris toute la haine que l'aristocratie suisse entretenait contre le nom français depuis la fatale journée du 10 août, dans laquelle la garde suisse avait été affreusement mutilée en défendant le roi; on savait que le vieux levain de haine conservé par de puissantes familles établies en Suisse depuis la révocation de l'édit de Nantes, avait été ravivé par les passions des émigrés soulevant toutes les influences hostiles à la république.

Jusqu'alors Huningue avait arrêté la coalition dont les tentatives n'osaient compromettre la ville de Bâle, exposée à une destruction inévitable si le passage du Rhin était effectué avec le concours des Suisses. On destitua Pichegru dont la trahison était prouvée, et, pour assurer à la forteresse cette influence qui résultait de sa position, on ne négligea rien pour entretenir ses travaux de défense et augmenter le corps d'observation qui était sous ses murs.

Du reste, un nouvel essor allait être donné à la politique du Directoire. Depuis 1792, la France avait supporté tous les efforts des armées combinées de l'Europe; la position critique qui lui avait été faite par les guerres civiles qui la déchiraient; la perturbation apportée dans toutes les administrations, dans tous les services; l'état désastreux de ses finances, la désorganisation de ses armées, dépourvues de vivres, de solde et de vêtements, vivant au jour le jour, obligées de fouiller dans les caissons des vaincus pour y

chercher du pain, des munitions, quelquefois des armes, heureuses lorsqu'elles n'y trouvaient pas la preuve de la trahison de ses généraux ; tout cela avait forcé les Directeurs à créer des éléments nouveaux pour maintenir l'équilibre dans une société nouvelle. On avait dû former des généraux, des officiers et des soldats ; car, à cette époque extraordinaire, il fallait des hommes extraordinaires pour mener à bonne fin l'œuvre si laborieusement commencée. Jusqu'alors la France avait été réduite au rôle d'assiégée, au rôle de pays envahi. Mais l'ordre surgissant du chaos sanglant dans lequel on avait pétri les bases de la révolution, il fallait intervertir les rôles et faire trembler, à son tour, cette vieille Allemagne vomissant sur nos frontières ses armées toujours nouvelles. Carnot, ministre de la guerre, avait renversé l'ancienne école stratégique ; il voulut changer le théâtre de la guerre, rendre la France agressive, déplacer les forces de l'ennemi, frapper un grand coup au cœur de l'Autriche et aller planter sur les murs de Vienne l'oriflamme de la France, devenue l'étendard des bataillons républicains. Carnot savait que, l'Autriche vaincue en Allemagne, en Italie, l'Europe déposerait les armes, laissant poursuivre l'œuvre de la réédification sociale d'une nation où tant d'intérêts avaient été froissés ; mais il savait aussi que, dans ces luttes de principes, les guerres succéderaient aux guerres jusqu'à l'heure décisive où l'un des deux adversaires succomberait. Marcher sur Vienne par le Mein, le Danube et le Pô, tel était le plan mûri par le général Bonaparte, accepté par Carnot, et à l'exécution duquel Jourdan, commandant en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et Moreau,

général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle, devaient concourir.

Nous laisserons le vainqueur de la Lombardie buriner, en lettres immortelles, les dates de ses victoires dans la classique Italie, et nous suivrons rapidement le général Moreau dans ses opérations, à la suite desquelles il effectua cette fameuse retraite dont les suites amenèrent le premier siége de Huningue.

Afin de mettre le plan de Carnot à exécution, et pour être à même de venir converger sur Vienne, Jourdan et Moreau franchirent le Rhin sur plusieurs points, afin de diviser les forces de l'archiduc Charles qui leur était opposé. Jourdan traversa le fleuve sur deux ponts, combinant ses mouvements avec Moreau, de telle sorte que ce dernier put s'emparer de Kehl, alors que l'attaque de tout le cordon des troupes allemandes, échelonnées depuis Huningue jusqu'à Kehl, leur permettait de diviser les Autrichiens, de les couper et de les chasser des fortes positions qu'ils occupaient sur la rive droite.

Dès le commencement des hostilités, les hauteurs de Weil et d'Haltingen, situées sur la rive droite, et qui commandaient les approches de la forteresse, avaient été fortifiées : des batteries hérissées de canons avaient été construites pour empêcher l'établissement d'un pont de bateaux et défendre le passage du fleuve au corps d'armée qui devait envahir le marquisat.

Le 12 juin 1796, une canonnade des plus vives s'engagea sur les deux rives ; les ouvrages de l'ennemi furent criblés de boulets ; le feu dura avec un redoublement d'énergie jusqu'au 15 à six heures du soir. On avait

réuni une grande quantité de chalands et de radeaux sur la rive gauche.

Le 16, à deux heures du matin, trois mille hommes débarquent en silence à trois cents mètres des ouvrages ennemis. Un coup de canon est tiré de la citadelle; les colonnes françaises s'élancent à la baïonnette sur les positions occupées par les Autrichiens qui sont chassés de leurs batteries, et, à huit heures du matin, un pont de bateaux reliait la rive gauche à la rive droite.

De fortes colonnes de cavalerie et d'infanterie traversèrent le fleuve, et le corps d'armée de Moreau, campé sous les murs de Huningue, envahit le Brisgaw, pour de là se répandre dans la Forêt-Noire, donner la main au premier corps d'armée qui, le 24 juin, s'emparait de Kehl et se frayait un passage pour pénétrer en Souabe, après avoir battu les Autrichiens à Renchen et à Rastadt.

Jourdan s'avançait par le Mein, s'emparant de toutes les places fortes et resserrant l'archiduc Charles, pressé par Moreau, qui l'avait obligé de se retrancher entre Ulm et Ratisbonne. Arrivé à Amberg, il accule sur la rivière de la Naab, affluent de gauche du Danube, un corps de trente mille Autrichiens qu'il poussait devant lui depuis Francfort, et attend l'arrivée de Moreau pour réunir ses forces aux siennes, culbuter l'archiduc en le délogeant de ses retranchements, puis se jeter sur Vienne.

Mais, au lieu de chercher à se rapprocher des armées de Sambre-et-Meuse, Moreau manœuvrait en sens inverse, s'étendant en Bavière, pour de là gagner le Tyrol, et donner la main au général Bonaparte. Moreau commit une faute capitale en ne combinant pas ses opérations

avec celles de Jourdan, car, éludant les ordres du Directoire, il compromettait tout le succès de la campagne, poussé par cette fatale jalousie que lui inspirait déjà le vainqueur d'Italie, et qui devait le faire le compagnon de chaîne des Lafayette, des Dumouriez, des Pichegru.

Averti de la position que Jourdan tenait sur la Naab, et voyant Moreau s'éloigner, le prince Charles, par une de ces conceptions hardies qui sauvent toujours les armées d'une position critique, part secrètement avec trente mille hommes qu'il détache du gros de son armée, vole au secours de ses troupes acculées par Jourdan, l'oblige à céder devant des forces quadruples, et à repasser le Rhin, abandonnant Moreau isolé au milieu de la Bavière, coupé de toutes ses communications avec la France, et allant avoir sur les bras la totalité des forces de l'archiduc.

La position de Moreau laissait peu d'espoir; il n'avait rien à attendre de Jourdan, et l'archiduc était sur ses derrières avec trente-six mille hommes, alors que quarante mille occupaient les défilés de la Forêt-Noire. Entouré d'ennemis au revers des montagnes Bleues qui lui en défendaient les débouchés, sentant l'archiduc en marche avec une partie de son armée, cherchant à couper ses communications avec les ponts sur le Rhin, seuls passages pour regagner l'Alsace, Moreau essaye de se débarrasser des Autrichiens qui le serrent de trop près et qui le gênent, au moment où il va s'engager dans les défilés. Alors il fait volte-face, repousse les Impériaux sur la Riss, et les bat le 2 octobre à Biberach.

Les généraux autrichiens de Latour, Petroche et

Nauendorff s'étaient emparés de toutes les hauteurs et occupaient les villes frontières, ayant mis en réquisition des bandes de paysans armés pour surveiller les issues et intercepter plus facilement toute communication à l'armée en retraite.

Ce fut à travers ces masses compactes, retranchées derrière des rochers infranchissables, que Moreau dut se faire jour pour sauver ses troupes et regagner le Rhin.

Il se replie lentement, ne laissant derrière lui pas un retardataire, pas un malade; il force le passage des villes forestières, présente partout le front aux colonnes ennemies, sans jamais se laisser entamer. Son centre culbute le corps d'armée qui défendait le Val-d'Enfer, défilé effrayant pour une armée battant en retraite, resserrée, pendant l'espace de plusieurs lieues, entre deux montagnes escarpées, à peine distantes de douze à quinze mètres, et dont les sommets, garnis d'artillerie et de tirailleurs, arrêtaient à chaque instant les têtes de colonnes obligées d'enlever chaque crête, chaque anfractuosité de rocher. Enfin, après vingt jours de combats, après des prodiges de valeur et des efforts surhumains, l'armée en retraite prenait position en avant de Fribourg, le 21 octobre.

Moreau était sauvé : il se rapproche de la rive droite du Rhin, se débarrasse de tous ses bagages, de ses parcs, lève des corvées sur tout le pays et fait filer ses convois, qu'il dirige à demi-journée de distance, avec ses blessés et ses malades, sur le pont de Brisach, et, les 22, 23 et 24 octobre, le centre et l'aile gauche, qui s'étaient réunis pour faire face aux avant-gardes de l'archiduc, remontant

le Rhin, défilent par les villes forestières, sous la protection du feu de l'aile droite, après une marche de plus de cent lieues, ayant pris à l'ennemi, dans cette admirable retraite, deux drapeaux, dix-huit pièces de canons et sept mille prisonniers.

En enlevant aux Autrichiens les passages qu'ils occupaient dans le Val-d'Enfer, opération que le maréchal de Villars n'avait pu mener à bonne fin en 1703, Moreau se couvrit d'une gloire qui fit oublier les fâcheux résultats de sa campagne.

Il divisa ses troupes en deux colonnes : la première, forte de quinze mille hommes, passa le Rhin à Vieux-Brisach, où elle arriva le 25 octobre, à la tombée de la nuit, pour se porter rapidement sur Strasbourg, afin de coopérer à la défense de Kehl, qui allait être assiégée par les Autrichiens; sa deuxième colonne, forte de douze mille hommes, continua de remonter le fleuve, pour le passer sur la tête de pont de Huningue. Mais arrivé à Istein, où les derniers contre-forts méridionaux des gorges de la Forêt-Noire viennent s'épanouir dans le Rhin, en face des derniers sommets du Jura et des Vosges, Moreau trouva toutes les hauteurs occupées et se vit ainsi arrêté dans un endroit où les escarpements les plus grands se trouvaient sur le Rhin.

Heureusement que depuis plusieurs jours et à mesure que l'armée battait en retraite, il avait pu se débarrasser de toute son artillerie et de tous ses convois, en leur faisant traverser le Rhin à Brisach. Sa colonne ne se composant que d'infanterie et de cavalerie, était donc des plus mobiles, des plus légères. En grimpant après les

rochers, l'infanterie pouvait débusquer les Autrichiens, escalader les hauteurs et passer sur le ventre de l'ennemi; mais l'embarras sérieux, c'était la cavalerie qu'il était impossible d'engager sur ces montagnes boisées dont l'escarpement était à pic.

Moreau fait fouiller tous les coins et recoins de cette ceinture de pierre qui se dresse devant lui, et derrière laquelle il voit la fumée de la citadelle de Huningue : de toute part on lui rend compte que les passages sont gardés et que l'armée autrichienne veille dans ses bivacs.

A moins d'un hasard tout providentiel, hasard qui se rencontre souvent à la guerre, où rien n'est plus commun que l'imprévu, Moreau se voit condamné à mourir au pied des rochers d'Istein.

En examinant de nouveau leur conformation, il aperçoit à quatre-vingts mètres au-dessus de lui, deux pointes de rocs qui surplombaient un gouffre béant au fond duquel roulait un bras du Rhin et que l'ennemi avait oublié de garder, n'étant accessible qu'aux oiseaux de proie. Il n'y a pas à hésiter, et pour des hommes comme ceux auxquels il commande rien n'est impossible; d'ailleurs le temps presse, l'archiduc Charles va se ruer sur les têtes de ponts de Kehl et de Huningue, Moreau doit être là pour défendre des frontières compromises par lui. Il fait abattre des arbres, et ses hommes, puisant dans leur dévouement cette force surnaturelle qui les anime aux heures du danger, hissent des madriers à la faveur de la nuit, improvisent un pont volant pour relier les deux sommets des rochers, et, à trois heures du matin, toute l'armée

défile dans le plus profond silence, les cavaliers poussant à reculons leurs chevaux par la bride, après avoir eu soin de leur envelopper la tête dans des couvertures.

Le matin même, à la pointe du jour, les Autrichiens cherchant devant eux les bataillons de Moreau, sont stupéfaits de les voir se dérouler en colonne serrée sur la route de Huningue. Le prince de Furstemberg ne peut en croire ses yeux, il se sent le jouet d'une illusion, et lorsqu'on vint lui annoncer par quel défilé les Français, qu'il croyait détruire, venaient de lui échapper, il fit sauter les rochers, sur les pointes desquels tout un corps d'armée, infanterie et cavalerie, venait de lui échapper en passant sur deux planches suspendues au-dessus d'un gouffre que l'on ne contemplait qu'avec terreur.

L'archiduc Charles serrait de près l'armée française. En débouchant par Lorrach, son avant-garde couronnait, le 26 au matin, les hauteurs de Tullicken, d'Hallengen, de Rutzmeugen, alors que, sur la rive droite du Rhin, une partie de l'armée de Moreau déployait ses colonnes parallèlement aux Autrichiens, afin de protéger l'embarquement et le passage du fleuve.

L'infanterie, les bataillons de chasseurs marchant à l'arrière-garde, tenait les hauteurs de Friedlingen, et, sous la protection du canon des ouvrages de la tête de pont, arrêtait sur elle tous les efforts de l'ennemi. La cavalerie, ses escadrons formés en retraite par échelons, fournissant des charges rapides sur les têtes de colonnes autrichiennes qui débouchaient de tous les côtés, couvrait la plaine qui s'étend entre les hauteurs et le fleuve, manœuvrant avec autant de régularité que si elle

se fût trouvée sur un terrain d'exercice, ne se laissant jamais déborder et conservant toujours l'avantage de la plaine.

A midi, toute l'armée française avait passé le Rhin.

CHAPITRE XIX.

Siege de la tête de pont de Huningue par le prince de Furstemberg.

Une députation du sénat de Bâle vint à Huningue complimenter le général en chef de l'armée de Rhin-et-Moselle et l'assurer de la fidélité des Suisses décidés à conserver intacte la neutralité du territoire pendant les opérations qui allaient suivre le siége de la tête de pont.

Le lendemain, Moreau prenait la poste pour se rendre à Strasbourg diriger les opérations sur le bas Rhin. Il avait assuré la défense de la tête du pont de Huningue qu'il confia au général Charles Abattuci, auquel il laissa une division de quatre mille hommes formée par la 3e demi-brigade d'infanterie légère, la 56e et la 89e demi-brigade d'infanterie de ligne et quinze compagnies de réserve fournies par les corps de la place, savoir :

3e demi-brigade d'infanterie de ligne;

24e demi-brigade d'infanterie de ligne;

38e demi-brigade d'infanterie de ligne;

74e demi-brigade d'infanterie de ligne, deux compagnies d'artillerie légère et deux compagnies du génie.

Le général Ferino avait le commandement en chef de Huningue et des troupes campées sous ses murs. L'armement de la place était de quatre-vingt quinze bouches à feu, dont cinquante-trois pièces de gros calibre de siége, dix-huit pièces de batteries de campagne, quinze mortiers et neuf obusiers.

Les fortifications de la tête de pont de Huningue étaient loin d'être en état de soutenir un siége en règle, et si l'archiduc Charles avait eu de l'audace, il pouvait enlever, de vive force, les ouvrages qui formaient la tête de pont et qui, le 26 octobre, étaient à peine armés.

En effet, au début de la campagne, et lorsque Moreau, après avoir surpris la tête du pont de Kehl, s'était engagé dans la Forêt-Noire, ayant fait traverser le Rhin à Huningue, le Directoire avait prescrit de rétablir les ouvrages rasés au moment de la signature du traité de Ryswick, et de donner tout le développement voulu par les plans de Vauban, afin de faire de la tête du pont un rempart capable d'arrêter une armée. Mais, malgré tout le bon vouloir des ingénieurs français, que de choses étaient restées inachevées dans ce travail de deux mois ! Des paysans du Brisgaw et du Frickenthal avaient été employés à ces travaux; les déblais et les terrassements étaient terminés; mais les maçonneries ne l'étaient point, et ces simples ouvrages en terre suffirent cependant pour arrêter pendant trois mois les efforts de vingt-cinq mille hommes.

Dès que Moreau eut traversé le Rhin, le prince Charles se porta, avec une grande célérité, du côté d'Offenbourg, pour pousser le siége de la tête du pont de Kehl, laissant

au feld-maréchal prince de Furstemberg le soin de s'emparer de celle du pont de Huningue.

Le quartier général du prince de Furstemberg, dont l'aile droite se composait des corps d'émigrés de Condé, était à Haltingen, tandis que le général Wolf, formant l'aile gauche, avait le sien à Weil.

Le jour de son arrivée devant les murs de Huningue, une députation du sénat de Bâle avait également été féliciter le prince de Furstemberg ; mais le général parut fort contrarié et ne cacha nullement sa mauvaise humeur, lorsque les députés lui déclarèrent que la Confédération voulait que les armées belligérantes respectassent la neutralité du territoire suisse et que la diète repousserait, par la force, toute tentative de l'une ou de l'autre armée.

Cette déclaration était d'autant plus malencontreuse, que le général autrichien avait espéré faire enlever la tête de pont en profitant de la faiblesse des ouvrages de droite, qu'il aurait tournés en se profilant le long de la frontière occupée par l'aile gauche du général Wolf. Le siége allait être plus long qu'il ne l'avait cru dans le principe et exigerait des ressources qu'il n'avait pas à sa disposition.

L'armée autrichienne composant le corps de siége était forte de treize bataillons d'infanterie, douze escadrons de cavalerie et un parc d'artillerie et du génie.

Les régiments d'infanterie étaient :

Archiduc Ferdinand.....	3	bataillons.
Bender................	3	»
Pellegrini.............	2	»

	Wenkeim	2	bataillons.
	Studre	1	»
	Wartensbeberg	1	»
	Wallaquen	1	»
CAVALERIE :	Régiment de Modène	3	escadrons.
	de Waldeck	1	»
	Archiduc Ferdinand	5	»
	Lobkowilz	3	»

CHAPITRE XX.

Premières opérations. — Abattuci. — Sa mort amenée par suite de la violation du territoire suisse.

Les Autrichiens commencèrent par rétablir les batteries dont ils avaient antérieurement garni les hauteurs de Friedlingen, et dont la rampe escarpée en rendait l'accès très-difficile. Ces batteries, dominant la tête de pont d'une élévation de quarante mètres, avaient été détruites par les Français lorsqu'ils étaient maîtres des deux rives; et si les Autrichiens avaient pu disposer des pièces de gros calibre que l'on avait été obligé d'envoyer devant Kehl, les ouvrages en terre eussent été bouleversés bien avant que les assiégés aient pu rendre leur défense aussi opiniâtre.

Les premiers travaux d'approche furent complétement terminés le 4 novembre. La nature du terrain, composé en partie de terres végétales, de prairies, rendit très-facile le bouleversement des terres et la construction des batteries.

Le 12, leur armement était complété par des canons de divers calibres et des obusiers venus de Fribourg.

La plus grande activité régnait également dans la tête du pont, où Abattuci organisait une vigoureuse résistance.

8

Jour et nuit, la garnison était occupée à perfectionner et à armer les ouvrages restés inachevés. Il essaya inutilement d'empêcher la construction des batteries Elisabeth, Charles et Ferdinand, établies sur la rive droite, dont les feux obliques causaient beaucoup de mal aux travailleurs et balayaient sans cesse le flanc sur lequel elles avaient vue.

N'ayant pu défendre leur établissement, le général Ferino voulut contrebalancer et annuler leur tir, en faisant élever des batteries de protection sur la jetée qui bordait l'île des Lapins, sur la gauche de la place, et dont le feu, depuis lors, occupa les trois batteries qui ne purent plus tirer sur la tête de pont, obligées de riposter continuellement aux bombes qui leur étaient lancées de l'île des Lapins.

Le 24 novembre, le prince de Furstemberg fit sommer le général Abattuci d'avoir à lui remettre la tête de pont, ne lui donnant que trois heures de réflexion. Abattuci lui répondit qu'il n'avait rien fait pour mériter l'outrage d'une pareille proposition et que le prince était libre d'enlever la place de vive force.

Aussitôt la cañonnade retentit sur toute la ligne et dura depuis sept heures du matin jusqu'à midi.

Les Autrichiens lancèrent ce jour-là plus de mille obus et seize cents boulets; six pontons furent criblés par les projectiles; mais avant que cet accident pût être préjudiciable au pont de bateaux sur lequel tout le feu était dirigé, pour couper les communications avec la rive gauche, les pontonniers avaient déjà réparé les avaries.

Les travaux du siége marchaient avec une grande célé-

rité; des avis, venus du quartier général du prince Charles, annonçaient la reddition prochaine du pont de Kehl.

Le feld-maréchal avait compris que tant que le pont relierait les deux rives, la défense serait soutenue et qu'un assaut seul pourrait faire enlever les ouvrages avancés, car la neutralité de Bâle empêchait de faire descendre des brûlots enflammés pour incendier le pont; il fallait donc le détruire par un feu d'artillerie assez soutenu et le faire crouler sous une pluie de boulets.

Une crémaillère destinée à balayer le Rhin par ses feux obliques fut établie sur la rive droite, et, le 26 au soir, elle était armée.

Le 28, à six heures du matin, au moment où l'on relevait les gardes de nuit, une forte canonnade illumina tous les flancs des ouvrages ennemis. La tête de pont et la forteresse ripostèrent de toutes leurs pièces, et à dix heures, toutes les hauteurs, tous les abords du fleuve étaient enveloppés d'une ligne de feu et de fer, rendant impossible toute communication entre les deux rives. Le Rhin écumait sous cette pluie de bombes et de boulets faisant jaillir au loin les eaux fouettées par la mitraille et les obus enflammés qui couvraient le pont.

A deux heures, le feu redoubla d'intensité, et les assiégés, impassibles au milieu de leurs batteries, ripostèrent avec une énergie qui égalait la fureur du bombardement.

A quatre heures, le pont de bateaux fut entièrement rompu, un boulet ayant coupé le gros cable qui liait les pontons; il s'en détacha vingt qui furent entraînés par le courant sur un banc de sable où ils échouèrent en face de Merck.

Les troupes assiégées dans la tête de pont se trouvèrent ainsi privées de toute communication avec la ville de Huningue.

Le feu dura jusqu'à six heures du soir. Un parlementaire se présenta de nouveau pour demander la reddition des ouvrages; Abattuci se renferma dans la réponse faite précédemment et s'occupa d'assurer, au moyen de bateaux volants, ses ravitaillements avec le corps principal de la place.

On vit alors, sous le feu des batteries qui tonnaient sans relâche, un grand nombre de bateaux plats sillonner le Rhin dans tous les sens, et les assiégés, semblables à des ombres fantastiques, glisser sur le fleuve au milieu des bombes volant en éclats, transportant les blessés, ramenant des munitions, des vivres et des combattants.

Pendant toute la journée du 29, le feu dura avec une intensité qui ne laissa ni trève ni repos aux deux armées.

La proximité de la ville de Bâle, où Abattuci entretenait des espions, lui donnait la facilité de connaître exactement tous les mouvements de l'ennemi, et il avait été prévenu que toutes les dispositions étaient prises, dans le camp autrichien, pour donner un assaut général.

Le 30, le feu ayant ralenti, on lui fit parvenir un avis dans lequel on l'informait que les Autrichiens, à la faveur de la nuit, devaient chercher à s'emparer de la demi-lune et des ouvrages à corne : que le signal de l'attaque serait trois coups de canons tirés des hauteurs de Weil.

Depuis le 27, les troupes continuellement dans l'attente de cet assaut, n'avaient point pris de repos, et harassées

de fatigue, elles se laissaient aller à une confiance téméraire. Quoique à leurs postes, elles se gardaient mollement, le feu ayant cessé depuis sept heures du soir.

Ce jour-là, Abattuci avait réuni dans sa tente quelques officiers qu'il affectionnait; parmi eux se trouvaient le capitaine Foy, commandant une batterie d'artillerie légère et connu depuis pour ses talents oratoires, et le capitaine Dode, officier du génie, élevé sous le règne de Louis-Philippe à la dignité de maréchal de France.

Transformée en cercle littéraire, la réunion, tout en commentant les événements dont la France était le théâtre, écoutait la lecture du Xe livre de l'*Énéide*, puisant dans l'étude des poëtes anciens ces idées sublimes qui changeaient en héros toutes ces phalanges de jeunes capitaines enfantées par la révolution.

Tout à coup, l'écho apporta le bruit d'un coup de canon venant troubler le silence de la nuit et interrompre Abattuci qui lisait à ses compagnons d'armes ces vers du poëte :

« *Ultor eris mecum; aut, aperit si nulla viam vis,*
« *Occumbes pariter : neque enim, fortissime, credo,*
« *Justa aliena pati et dominos dignabere Teucros.* » (1)

Arrêt prophétique! dernier adieu, dernière volonté dans ce moment solennel, où un deuxième coup de canon annonçait l'attaque dans laquelle généraux et soldats allaient mourir, versant leur sang pour la liberté de la France! Testament sacré du chef à ses frères d'armes, disant aux survivants : « Vous vengerez avec moi les revers

(1) Tissot, éloge du général Foy.

de la patrie menacée, et si nous ne triomphons pas, nous nous ensevelirons dans la même tombe; car je ne crois pas que votre courage daigne obéir à des chefs parjures, ou que vous voulussiez vous soumettre au joug des *Troyens*. »

Un troisième coup de canon retentit et chacun s'élança à son poste de combat : l'ouvrage à corne était attaqué, et les troupes, surprises dans leur sommeil, étaient égorgées par les Autrichiens. Onze heures sonnaient à Huningue.

Le prince de Furstemberg, à la tête de huit mille hommes, s'avançait sur trois colonnes, formées par les régiments Archiduc Ferdinand, Bender, Pellegrini, Wenkeim; la première colonne marchait sur le flanc gauche de l'ouvrage à corne; celle du centre sur la demi-lune qu'elle attaqua par la gorge et qu'elle enleva avec une rare bravoure; la troisième colonne devait donner au flanc droit de l'ouvrage à corne, en tournant par le territoire suisse.

Au moment où Abattuci arrive, il voit ses troupes fuyant en désordre devant les Autrichiens qui venaient de pénétrer dans la gorge de la demi-lune. Il les rallie, rétablit l'ordre et fait diriger sur les assaillants un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie, et arrête un instant, au pied des retranchements, la colonne qui venait de pénétrer jusqu'à l'ouvrage à corne dont elle tentait en vain l'assaut par escalade.

Heureusement, la troisième colonne s'était égarée dans l'obscurité de la nuit et avait été donner tête baissée jusqu'à Rüchen, sur le territoire suisse, obliquant trop à gauche. Les avant-postes de l'armée fédérale qui se trouvaient sur cette partie de la frontière la laissèrent passer

en la remettant sur la route du petit Huningue, sur lequel nos ouvrages de droite s'appuyaient. Mais arrivée dans le village, le cordon des troupes suisses s'opposa à son passage et l'obligea à rétrograder pour revenir sur ses pas.

Les deux premières colonnes étaient arrêtées dans les fossés des remparts, exposées à un feu meurtrier, attendant en vain l'arrivée de la troisième colonne.

Ce fut dans ce moment que le colonel Nesslinger, de l'armée autrichienne, tomba frappé mortellement.

Rester plus longtemps dans cette position, exposé aux feux de l'ennemi, c'était se condamner à une destruction inévitable, car rien n'annonçait l'approche de la colonne de gauche qui aurait dû être à son point d'attaque depuis longtemps. Le général de Furstemberg ordonne donc de nouveau l'assaut.

Des échelles sont appliquées sur les revêtements, et l'escalade recommence plus vive, plus audacieuse. Le capitaine Foy dirigeait l'artillerie de la demi-lune ; à la clarté produite par l'explosion des batteries du flanc droit de l'ouvrage à corne, il aperçoit une colonne de grenadiers hongrois dont la direction était le point qu'il occupait; il la laisse arriver jusqu'au bord du fossé, puis l'arrête par un torrent de fer et de mitraille qui porte la mort dans ces masses compactes, se précipitant pêle-mêle dans les fossés où elles espèrent trouver un refuge. Là, elles sont un peu à l'abri de la mousqueterie et de l'artillerie, et, encouragées par le feu de la première colonne qui continuait son attaque sur le flanc gauche, elles veulent de nouveau tenter l'escalade, poussées par leurs officiers qui comprennent que, privés de l'aide de

la troisième colonne, qui se fait toujours attendre, ils seront tués jusqu'au dernier s'ils restent à découvert.

Le chef de brigade Vigne, qui commandait la demi-lune, tomba dans ce moment grièvement blessé, laissant le commandement des troupes au capitaine Foy.

Les Hongrois comblent les fossés avec les morts, appliquent des échelles aux revêtements et le feu rougeâtre de l'artillerie laisse apercevoir ces grappes humaines accrochées aux flancs de l'ouvrage qui va être inondé. Monté sur le parapet, Foy a vu le danger, mais il ne peut se servir de son artillerie !..... Il saisit alors un obus, l'allume et le fait rouler tout enflammé sur les assaillants; ses artilleurs imitent son exemple, quittent leurs pièces, et pendant un quart d'heure, ces hommes lancent, à pleine main, les projectiles que le canon ne peut envoyer. Les Autrichiens reculent épouvantés de ce nouveau mode d'artillerie qui ensevelit dans les fossés une partie de la colonne.

Au même instant, celle qui attaquait le flanc gauche tournait la demi-lune et y pénétrait de nouveau par la gorge. Le général Abattuci et le chef de brigade Cassaignes saisissent ce moment pour s'élancer à la tête des compagnies de grenadiers de la 89e demi-brigade, et attaquer à la baïonnette l'ennemi qui se trouvait abrité derrière une maison située près le bras du Rhin. Les Autrichiens sont délogés; mais il se maintiennent toujours dans la demi-lune, favorisés par les saillants qui n'avaient pu être achevés.

Abattuci regagne alors l'ouvrage à corne, fait diriger son artillerie sur le terre-plein de la demi-lune, couvre de feu les bataillons ennemis qui évacuent la position en la

laissant jonchée de leurs morts et de leurs mourants. De nouveaux renforts arrivent, s'élancent des barrières et poursuivent les Autrichiens qui battent en retraite, abandonnant près de deux mille hommes dans les fossés.

Il était deux heures du matin.

Voulant se rendre compte du résultat de cet assaut meurtrier et alors que l'ennemi couvrait sa retraite par le feu de ses batteries, Abattuci, accompagné de tout son état-major, était monté sur le parapet de l'ouvrage à corne et contemplait cette masse de morts et de mourants, lorsqu'un grenadier hongrois, qui gisait au fond du fossé, l'aperçut et lui tira un coup de fusil. Frappé à mort, Abattuci tomba entre les mains du capitaine Foy, auquel il confia ses dernières volontés.

Dans la personne du général Abattuci, la république perdit un de ces hommes intègres, marqués au front du sceau du génie. Homme d'un rare talent, d'une érudition élevée, Moreau l'avait deviné, et l'avenir lui ménageait une brillante carrière, lorsque la mort vint, à vingt-six ans, le ravir à ses frères d'armes, à ses amis, aux Desaix, aux Kléber, aux Monge, aux Bertholet, à Moreau lui-même, qu'il eût peut-être sauvé!... Abattuci emporta dans la tombe les regrets de l'armée entière; officiers et soldats le pleurèrent, et sa dépouille mortelle, confiée à la garde de cette terre qu'il avait si glorieusement défendue, fut déposée sur la frontière, près de la route de Saint-Louis à Bâle, afin que ses cendres ne puissent être troublées par le bruit du canon, reposant en paix sous la sauvegarde des Alsaciens et le respect que les étrangers doivent aux morts tombés en défendant leur patrie.

En 1802, Moreau fit élever, à la mémoire du général Abattuci, un monument en marbre blanc, dont le socle portait l'épitaphe suivante :

« *L'armée du Rhin,*
« *Commandée par le général Moreau,*
« *A son retour de l'Allemagne,*
« *En l'an IX,*
« *A la mémoire du général*
« *CHARLES ABATTUCI,*
« *Mort des suites des blessures qu'il reçut*
« *En défendant*
« *La tête de pont de Huningue,*
« *Le* 10 *frimaire an V.* »

Nous verrons plus tard ce que devint ce monument.

CHAPITRE XXI.

Mesures exigées par Barthélemy, ministre de France, pour la punition des officiers bâlois qui avaient livré le passage de la frontière à une colonne hongroise. — Condamnation au carcan et confiscation des biens des nommés Merian, Kolb père et fils, et Bourkard. — Rigueur de l'hiver. — Sorties des assiégés.

Le territoire suisse ayant été violé par les Autrichiens dans la nuit du 30 novembre, Barthélemy, ministre de la république près le corps helvétique, demanda, dans une note énergique adressée aux magistrats de Bâle, la punition exemplaire des officiers suisses qui avaient abandonné les postes qu'ils occupaient sur la frontière au moment de la canonnade, ce qui avait permis à l'infanterie hongroise de se jeter sur le petit Huningue, où, sans l'énergie des officiers fédéraux qui commandaient le cordon de sûreté sur cette partie de la frontière et qui l'avaient obligée à rétrograder, la colonne ennemie tournait la droite de nos ouvrages, et, le mouvement du prince de Furstemberg réussissant dans son attaque, nous faisait perdre la tête de pont.

Le petit conseil, auquel le pouvoir exécutif était confié,

ordonna qu'un enquête serait immédiatement ouverte afin de donner pleine et entière satisfaction au gouvernement français si la trahison était prouvée.

En effet, après quinze jours d'examen, la cour de Bâle condamna au carcan les nommés Merian Daniel, Kolb père et fils, et Bourkard Adolphe, accusés d'avoir laissé violer le territoire suisse, et ordonna la confiscation de leurs biens.

Le jugement ne put être exécuté sur les personnes, attendu qu'avant même de connaître le résultat des délibérations du conseil, on les avait prévenues de quitter la ville de Bâle, l'intérêt de la Confération exigeant que l'on fît droit aux réclamations de la France.

La diète fédérale ordonna l'établissement d'un cordon considérable de troupes sur toute la lisière allemande, depuis le petit Huningue jusqu'à Rüchen. Le commandement en fut donné au colonel Scheuchrer, envoyé par le canton de Zurich et connu pour ses talents militaires. Cet officier supérieur prescrivit les mesures les plus sévères pour la stricte observation de la neutralité suisse, et, afin de montrer aux deux armées que ses dispositions n'étaient point illusoires, il fit creuser un fossé défendu par des batteries disposées à distance les unes des autres ; des poutres furent enfoncées dans le Rhin et retenues par des chaînes pour empêcher l'abordage des bateaux français sur la rive neutre.

Aussitôt après la mort du général Abattuci, le général Ferino donna au général Dufour le commandement en chef des ouvrages assiégés. On réunit un conseil de guerre pour chercher les causes de la surprise à la suite

de laquelle la tête de pont avait failli être enlevée et prévenir le retour de semblables attaques.

Les troupes, trop confiantes en elles-mêmes, ne se gardaient point avec assez de vigilance, et les avant-postes, ces sentinelles sur l'activité desquelles repose la sûreté de toute une armée, avaient fait preuve, dans la nuit du 30, d'une négligence que l'on devait attribuer à la fatigue excessive de quatre journées de veilles, mais dont les conséquences auraient pu être fatales aux assiégés. Aussi, pour éviter à l'avenir des fatigues trop grandes, chaque demi-brigade dut fournir un bataillon qu'elle ferait relever par un autre tous les six jours.

Le commandement des gardes et du service journalier roula sur les généraux de brigade Gérard dit Vieux, et Désenfants; sur les chefs de brigade Cassaignes et Clusel. Ils devaient se relever tous les quatre jours dans leur service de garde.

Le chef de brigade Alix fut chargé de la direction des opérations de l'artillerie.

On décida que tous les petits postes seraient munis de fascines goudronnées, de sorte qu'à la moindre alerte le terrain serait illuminé, et l'on éviterait ainsi le désordre qui accompagne toujours la réunion d'une troupe surprise dans son sommeil.

L'on fit placer également des mortiers de huit dans l'ouvrage à corne pour jeter des pots de feu et éclairer la marche des colonnes autrichiennes, dans le cas où elles renouvelleraient leurs attaques contre la tête de pont.

Le feu de l'ennemi, sans être aussi vif que dans les premiers temps, continuait chaque jour. Les assiégés y

étaient tellement habitués que, dans leur insouciance, ils ne le considéraient que comme une distraction. Un ennemi plus difficile à combattre que les Autrichiens se dressait devant eux; l'hiver était venu et ses rigueurs se faisaient sentir. Si nos soldats pouvaient se soustraire aux boulets, il leur était impossible de se garantir des atteintes du froid; les vêtements étaient usés et plus d'un avait été oublié dans les fondrières, sur les rocs de la Forêt-Noire! Inutile de songer à profiter de la dépouille des morts, le dénûment était le même pour tous. Les ravitaillements se faisaient avec beaucoup de difficultés, la rupture du pont, qui n'avait pu être rétabli, arrêtait la célérité des communications, et, pour arriver jusqu'à eux, il fallait essuyer le feu des batteries de la rive droite, qui tiraient à outrance dès qu'on voyait un bateau se détacher de la rive gauche. Souvent le bois manqua, et jamais le moral des assiégés ne se ressentit des nombreuses privations qu'ils furent obligés d'endurer. Depuis le commencement du siége, officiers et soldats étaient au bivac, se créant des abris comme ils le pouvaient, en attendant que le dégel leur permît d'élever des baraquements; le temps leur avait manqué pour songer à eux, et tout le bois avait été employé à la défense. Enfin, vers le milieu de novembre, on saisit avec empressement quelques éclaircies de soleil, pour creuser des tranchées et des taupinières, dans lesquelles la garnison se tapissait pour se garantir de la neige, du froid et des épais brouillards qui, à cette époque de l'année, couvrent le fleuve.

On parvint à faire passer quelques radeaux de planches et de madriers pour la construction des baraques desti-

nées à abriter les officiers et deux mille hommes de troupes.

Le général Ferino usait de tous ses pouvoirs pour arriver en aide aux assiégés; mais les transports manquaient faute de régularité dans l'administration des municipalités des communes qui elles-mêmes éprouvaient des difficultés inouïes à assurer les réquisitions, les campagnes étant désertes. Les convois de bois que l'on tirait du canton de Ferette et des forêts de la Hart arrivaient avec beaucoup de peine. Les vivres étaient assez abondants, car les approvisionnements avaient été faits à temps; mais l'habillement était dans un état déplorable, et les couvertures de campagne manquaient.

Les travaux de l'ennemi marchaient lentement, faute de matériel suffisant; le siége de Kehl absorbait toutes les ressources de l'armée impériale, et les troupes étaient démoralisées depuis l'échec reçu en avant de la tête de pont dans la nuit du 30.

L'hiver devenait de plus en plus rigoureux; dans les derniers jours de décembre, il fallut songer aux moyens de faire tenir à la tête de pont des ravitaillements assez considérables pour ne pas exposer les assiégés à mourir de froid. Au lieu de faire passer les convois la nuit, on les fit parvenir en plein jour; seulement, pour neutraliser le feu des huit crochets et des batteries qui fouettaient continuellement le fleuve, on établit, en avant du Village-Neuf, une batterie de deux obusiers et de deux mortiers destinée pendant tout le trajet des bateaux à lancer des bombes sur les artilleurs autrichiens, obligés par ce tir de riposter au feu de la place et de laisser filer les radeaux

qui arrivaient sans obstacles sur la rive opposée.

Les Autrichiens ouvrirent la tranchée dans la nuit du 18 au 19 janvier. Ils achevèrent en deux jours leur première parallèle, qui cheminait le long de l'ancienne route de Bâle à Fribourg, en passant sur le terrain occupé autrefois par le château de Friedlingen. Trop éloignée du point objectif, cette parallèle était faite évidemment dans le but de ménager aux troupes un réduit pour la nouvelle attaque que l'on méditait contre la tête de pont.

Les travailleurs avançaient leurs lignes d'attaque protégés par un épais brouillard dont l'intensité annulait complétement le feu de la place, devenu incertain. Les Autrichiens en profitèrent pour creuser le boyau qui devait communiquer à la deuxième parallèle, resserrant déjà nos ouvrages malgré nos sentinelles, et nos tirailleurs embusqués, faisant un feu continuel sur les bataillons de tranchée, dont un grand nombre d'hommes était mis hors de combat.

Il devenait urgent d'exécuter des sorties pour arrêter la marche trop rapide de l'ennemi.

Dans la nuit du 28 au 29 janvier, un bataillon de la 74e demi-brigade et neuf compagnies prises sur toute la garnison, furent chargés de culbuter les troupes établies dans la deuxième parallèle. Ce bataillon devait attaquer la droite, et les compagnies la gauche des ouvrages.

A trois heures et demie, le chef de brigade Cassaignes dirige ces deux colonnes qui s'élancent, favorisées par l'obscurité, sur les gardes autrichiennes, les abordent à la baïonnette, sans tirer un seul coup de fusil, les culbutent et pénétrent dans la deuxième parallèle, détruisent les

travaux, enclouent des pièces prêtes à mettre en batterie, poussent l'ennemi, l'épée dans les reins, jusqu'à la première parallèle. Elles enlèvent un grand nombre d'outils et de fusils, et battent en retraite, emmenant, comme trophées de leur victoire, deux pièces de 7, bien avant que l'ennemi, surpris au milieu de son sommeil, ait eu le temps de se reconnaître et de se mettre à la poursuite de l'infanterie française.

Kehl s'était rendue le 24. Le 31 janvier 1797, le prince Charles arriva à Lörrach, chef-lieu de bailliage, où le maréchal de Furstemberg avait transporté son quartier général pour passer plus commodément l'hiver. Après s'être rendu compte des moyens d'action de l'armée assiégeante, il visita les travaux et prescrivit de les pousser le plus activement possible pour hâter une capitulation que l'on accorderait dès qu'elle serait demandée, la prise de vive force paraissant, sinon impossible, du moins très-difficile, à en juger par les progrès du siége. Du reste ce résultat lui paraissait exiger un matériel et un concours de troupes trop considérables, surtout dans les circonstances qui absorbaient le cabinet de Vienne.

L'archiduc s'assura, par lui-même, de l'état de la deuxième parallèle qui ne se trouvait plus qu'à 160 mètres de la capitale de la tête de pont, et si près de son flanc gauche que les sentinelles se fusillaient à bout portant. Le feu était même très-meurtrier de ce côté, et les pertes des assiégeants d'autant plus grandes qu'ils avaient affaire à des ennemis invisibles : deux compagnies éparpillées dans un chemin couvert, le long du Rhin, tiraillaient sans cesse sur les travailleurs, et chaque

fois qu'un homme se montrait, un coup de feu le renversait. Le chef de brigade Cassaignes avait donné pour suprême consigne à ces tirailleurs, de ne jamais être à découvert, et de rester couchés sur le ventre, pour ne donner aucune prise aux balles de l'ennemi.

A la tombée de la nuit, le prince Charles fit ouvrir le feu de toutes les batteries sur la tête de pont et sur la ville. Jamais, depuis le commencement du siége, pareil bombardement n'avait été subi. Les échos d'alentour répétaient, avec un bruit épouvantable, les détonations de l'artillerie, toute la vallée était enveloppée d'une épaisse fumée cachant aux yeux et les lignes autrichiennes et les ouvrages attaqués.

A cinq heures du soir, la citadelle entrait dans la lutte par une canonnade dont le fracas se faisait entendre jusqu'à Fribourg.

Le feu dura ainsi jusqu'à trois heures du matin, où le silence le plus complet succéda subitement à ce bombardement, dans lequel assiégés et assiégeants avaient rivalisé d'énergie et de courage.

La ville, la tête de pont étaient couvertes de bombes et d'obus; partout des débris, des incendies que l'on s'efforçait d'éteindre. Chacun sentait que le dénoûment approchait et qu'une lutte suprême allait s'engager entre les deux armées.

Dans la nuit, un orage épouvantable éclata. Bientôt des torrents de pluie précédés de violents coups de tonnerre inondent les deux camps. Le général Dufour en profita pour tenter un suprême effort.

A trois heures et demie toute la garnison assiégée exécutait une sortie, sous le commandement du général Désenfant, afin de culbuter de nouveau les colonnes autrichiennes, détruire leurs ouvrages, s'emparer des batteries Ferdinand, Charles, Élisabeth, et forcer le prince Charles à lever le siége.

Une colonne composée de trois bataillons de la 89e demi-brigade et de trois compagnies de grenadiers, devait se porter sur les ouvrages de gauche, s'emparer des batteries et enclouer les pièces dans le cas où l'on ne pourrait les ramener. Cent sapeurs, couverts par deux compagnies de la colonne, étaient chargés de la destruction des travaux des assiégeants.

La colonne du centre, forte de huit compagnies, devait, au signal du combat, se porter sur la tête de sape de l'ennemi, jusqu'à la première parallèle, pour se lier aux attaques de droite et de gauche.

La colonne de droite, composée d'un bataillon de la 74e demi-brigade et de deux compagnies de grenadiers, devait être placée à droite de la demi-lune, et, au moment de l'attaque, franchir la deuxième parallèle pour donner la main aux troupes formant la colonne d'attaque du centre, pendant que deux sections de sapeurs du génie, protégées par deux compagnies d'infanterie, détruiraient les sapes de l'ennemi sur la capitale de la demi-lune.

Ces trois colonnes, en bataille derrière la première parallèle et bien liées ensemble, devaient tenir tête aux forces des Autrichiens, pour donner aux sapeurs du génie le temps de tout détruire avant de se retirer, au signal de retraite.

Une fusée partie du quartier général devait indiquer le moment de l'attaque.

Au signal donné, les colonnes s'élancent, au pas de charge, dans les directions qui leur sont assignées.

La colonne de droite arrive la première, refoule les gardes de tranchée, culbute les Autrichiens, encloue cinq pièces de canon, en enlève deux et reste maîtresse de la position pendant trois quarts d'heure.

La colonne du centre rencontra peu de résistance; mais elle commit la faute grave de se porter trop en avant et à droite, se livrant à la poursuite des fuyards, sans s'inquiéter du mouvement de la colonne de gauche qui, au lieu de prendre de revers les ouvrages de l'ennemi, s'était jetée dans le chemin couvert qui longeait le Rhin.

Ce détour lui fit perdre un temps précieux pendant lequel l'ennemi put se reconnaître, réunir ses troupes et les concentrer pour nous repousser.

Ainsi, au lieu d'être simultanée, l'attaque eut lieu par la tête de la colonne avant que la queue fût arrivée en ligne.

Le commandant Dériber, chef de bataillon de la 89e demi-brigade, conduisait la colonne de gauche. Il s'élance à la tête de quelques grenadiers, sans s'inquiéter du feu meurtrier des batteries dont les décharges à bout portant enlevaient ses files et arrêtaient ses troupes indécises. Il saute dans la première batterie, tombe mortellement frappé par une balle, au moment où les compagnies, électrisées par son exemple, débordent de toutes parts, se pressent sur ses pas et égorgent les artilleurs sur leurs pièces.

Mais déjà l'ennemi, sentant que l'attaque principale était sur la gauche et voyant les uniformes français au milieu des batteries Charles et Ferdinand dont le feu avait complétement cessé, dirige toute son infanterie sur ce point et oblige la 89e demi-brigade à abandonner les ouvrages dont elle venait de s'emparer.

En présence des nombreuses colonnes attaquant, sur tous les points, pour reprendre les positions perdues, le général Désenfant se décida à faire sonner la retraite qui s'effectua dans le plus grand ordre, les Autrichiens n'osant poursuivre nos bataillons et ne pouvant tirer un seul coup de canon, toutes leurs pièces ayant été enclouées ou renversées.

De part et d'autre, les pertes furent considérables, et, quoique les résultats de la sortie n'aient point été aussi grands qu'on devait l'espérer, on avait du moins détruit plusieurs batteries, pris deux pièces de canon et bouleversé les travaux d'approche, ce qui allait nécessiter de nouveaux sacrifices pour les remettre en état et retarder la reddition de la place.

Le lendemain les batteries qui n'avaient point été complétement endommagées tirèrent, sans discontinuer, sur la tête de pont pour faciliter le rétablissement des ouvrages.

Dans la journée du 2 février, un mouvement extraordinaire se manifesta dans les ouvrages et dans le camp des Autrichiens : la reddition définitive de Kehl était connue et l'on annonçait l'arrivée des renforts considérables dirigés sur le haut Rhin, avec tout le matériel nécessaire pour réduire promptement le pont de Huningue.

Le général Dufour comprit qu'il ne pourrait lutter contre des forces aussi supérieures ; il voyait des travailleurs élever de nouvelles batteries qui inévitablement écraseraient, sous le feu de leur nombreuse artillerie, tous les travaux de la tête de pont.

Tenir plus longtemps, c'était sacrifier en pure perte et ses hommes et son matériel. Les troupes étaient exténuées et il fallait surmonter des difficultés inouïes pour parvenir à évacuer les blessés et les malades sur la forteresse, qui, plus difficilement encore, faisait tenir des ravitaillements. L'humanité obligeait le général à sauvegarder la vie de ses soldats, car tôt ou tard les ouvrages confiés à sa défense devaient être réduits en cendre et l'honneur du drapeau était intact ; une poignée d'hommes luttant, depuis trois mois, contre toutes les privations, disputant chaque jour quelques heures d'existence aux maladies et au feu de l'ennemi, devaient obtenir une capitulation honorable que les droits de la guerre lui accordaient.

CHAPITRE XXII.

Capitulation de la tête de pont après un siége de trois mois. — Son évacuation par les troupes françaises.

Le général Dufour fit connaître sa position au général Ferino, qui réunit immédiatement un conseil de guerre. Le général en chef exposa les motifs de la défense de la tête de pont de Huningue qui n'avait été entreprise que pour forcer l'ennemi à diviser ses forces, l'obliger à concentrer sur le haut Rhin une partie de son gros matériel et rendre plus lentes les opérations de l'archiduc Charles sur le bas Rhin.

La défense était donc sans but, maintenant que Kehl était au pouvoir des Autrichiens et que la tête de pont de Huningue, qui n'offrait déjà plus qu'un monceau de ruines et de cendres, allait être écrasée par le feu de l'artillerie ennemie couronnant toutes nos positions et augmentée de toutes les pièces de gros calibre venues des parcs de Kehl.

On décida que l'honneur permettait de proposer au général de Furstemberg une capitulation pour l'évacuation de la tête de pont *seulement*, déclarant que les défenseurs se retireraient avec armes et bagages.

Un parlementaire fut envoyé au feld-maréchal autrichien, afin de lui donner communication de la détermination prise par le conseil de guerre. Le prince de Furstemberg répondit immédiatement qu'il était prêt à entamer des négociations ayant pour but l'évacuation de la rive droite du Rhin par les troupes françaises.

Le général Dufour fut envoyé pour traiter tous les articles de la capitulation, et le 2 février elle fut arrêtée sur les bases suivantes :

« A la tranchée devant la tête de pont de Huningue, le 14 pluviôse an v de la république française.

« *Capitulation de la tête de pont de Huningue proposée par le général Dufour au général prince de Furstemberg, commandant les troupes autrichiennes, l'un et l'autre munis des pleins pouvoirs de leurs généraux en chef.*

« Art. 1er. Les troupes françaises évacueront la tête de pont, le 17 pluviôse an v (5 février 1797), avec armes et bagages, munitions, et tout ce qui est pour sa défense. — Accordé.

« Art. 2. Elles en laisseront prendre possession aux troupes autrichiennes à midi précis dudit jour. — Accordé.

« Les troupes de S. M. l'Empereur et roi entreront à midi précis dans la tête de pont de Huningue y compris l'île des Cordonniers et l'ouvrage à corne y placé. Elles en prendront possession comme de tout ce que les troupes françaises pourraient y avoir laissé.

« Art. 3. Dès ce moment-ci toutes hostilités cessent de part et d'autre. Les troupes autrichiennes prendront possession de l'un des réduits de la demi-lune. — Accordé.

« Les troupes autrichiennes prendront dès à présent possession du réduit placé à la gauche de la demi-lune.

« Le 3 février à midi, elles prendront possession de la demi-lune et auront leurs sentinelles près du pont du petit bras du Rhin.

« Les sentinelles françaises occuperont les côtés opposés tant de la barrière que du pont.

« Art. 4. L'on ne tirera point sur Huningue de la rive droite du Rhin tant que Huningue ne sera point attaquée ou cernée sur la rive gauche du Rhin. — Accordé.

« En revanche ladite forteresse et les batteries ne tireront pas sur les postes autrichiens placés tant dans l'île des Cordonniers que sur la rive droite du Rhin, soumise au feu de la place.

« Le général autrichien pourra faire démolir librement et sans être incommodé, dans l'espace de six semaines, les ouvrages de la tête de pont de Huningue, y compris l'ouvrage à corne, en prenant toutefois les précautions nécessaires pour que la ville de Huningue n'en soit point endommagée.

« Art. 5. Tous les ouvrages construits sur la rive droite pour l'attaque de la tête de pont, seront détruits et le tout sera remis au même état où étaient les choses avant le passage du Rhin par l'armée française. Les ouvrages construits avant la reddition de Kehl, la ligne qui les unit seront conservés ainsi que la ligne des batteries

établies sur le bord du Rhin, au-dessous de la tête de pont et la communication qui conduit des ouvrages à ladite ligne. Tous les ouvrages construits entre les susdites lignes et le Rhin seront détruits dans le délai de six semaines.

« L'on s'en rapporte, à l'égard de l'exécution de cet article, à la loyauté des commandants autrichiens.

« Art. 6. Il sera donné de part et d'autre un officier, lesquels resteront en otage jusqu'au terme fixé, 5 février, pour l'évacuation de l'ouvrage à corne et l'entrée autrichienne, après laquelle ils seront échangés. — Accordé.

« Des ordres seront donnés de part et d'autre pour que les soldats des armées demeurent dans les limites fixées par la présente capitulation.

« Fait, clos, signé et arrêté par les généraux ci-dessus dénommés, les jour, mois et an que dessus.

« DUFOUR,
« Général de division.

Prince de FURSTEMBERG,
Lieutenant-général de S. M. Impériale. »

La tête de pont capitulait après quarante-six jours de tranchée ouverte ; après avoir tenu en échec pendant trois mois un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes qui l'écrasa de quatre-vingt mille boulets et de vingt mille obus ; après avoir résisté à un assaut donné au cœur des ouvrages et après avoir arrêté l'invasion de l'Alsace.

Le 3 février, les troupes de la république évacuèrent la demi-lune qui fut immédiatement occupée par les assiégeants. L'artillerie, les munitions et approvisionnements de toute nature furent chargés sur des chalands et trans-

portés sur la rive gauche. Les blessés et les malades avaient déjà été évacués sur la forteresse et déposés dans les casemates transformées en ambulances; la mortalité était grande, car le typhus et les fièvres pernicieuses sévissaient avec intensité.

Jour et nuit, les troupes travaillèrent à enlever de la tête de pont tout le matériel, et, le 5 février, alors qu'il ne restait plus un seul gabion, plus un seul boulet dans les ouvrages, on battit la retraite, et, à midi sonnant, le drapeau français salué par toutes les batteries de la forteresse fut amené et des radeaux chargés de troupes quittèrent cette rive droite du Rhin qu'elles venaient d'illustrer par une défense des plus héroïques.

Au moment où notre pavillon disparaissait, on vit le drapeau autrichien flotter sur nos ouvrages mutilés et présider à la démolition de la tête de pont.

Le corps d'armée du général Ferino, campé au-dessous de Bâle, depuis Ferrette jusqu'à Huningue, fut augmenté de toutes les troupes de la division Dufour qui prit ses cantonnements sur la rive gauche, tandis que l'armée autrichienne hivernait dans le Margraviat, s'étendant sur toute la rive droite jusqu'à Fribourg.

On s'empressa de faire disparaître de la ville de Huningue toutes les traces du bombardement et l'on releva les maisons détruites par le feu de l'ennemi.

CHAPITRE XXIII.

Politique de la Suisse et de la France. — Les capitulations. — Haine de la ville de Bâle contre la France. — Hostilités flagrantes de ses magistrats contre la République. — Origine de ses grandes fortunes.

L'ébranlement social que la révolution française avait imprimé à toutes les nations, en renversant leur ordre politique, venait de recevoir sa consécration officielle par le traité de Campo-Formio. Vaincues par la république, les royautés subissaient sa puissance, et les peuples étaient pris de ce vertige révolutionnaire qui avait placé la France au premier rang des nations. Ils avaient été déclarés libres par elle, et cette liberté qu'ils ignoraient leur apparaissait radieuse au milieu de cette auréole de victoires qui nationalisait le drapeau aux trois couleurs. La Suisse, dont l'oligarchie était arrivée à l'apogée, sentit le contrecoup des idées d'indépendance qui déjà se réveillaient dans les classes inférieures des populations.

Unie à la politique allemande à laquelle la liaient ses mœurs, son langage, le souvenir des temps passés sous le protectorat de l'Empire, sa bourgeoisie aristocratique comprit que le triomphe de la révolution allait la renverser du pouvoir.

Les capitulations n'avaient été encouragées par le gouvernement des cantons que dans l'intérêt des classes supérieures, dont l'égoïsme se débarrassait du trop plein des centres, en le faisant vivre à la solde de l'étranger. Toutes les imaginations ardentes, toutes les ambitions déçues, tous ceux qui, pour tout bagage, n'avaient dans leurs montagnes que l'héritage de la misère, trouvaient dans les compagnies levées pour le compte de l'étranger, pour le soutien et la défense des trônes, un débouché qui enlevait à la Suisse cette exubérance de population pouvant devenir trop dangereuse, lorsque, dans l'existence des peuples, arrivent certaines heures où les intérêts des sociétés sont en présence.

Essentiellement chevaleresques, les montagnards suisses, avides de se montrer sur les champs de bataille et trop pauvres pour vivre chez eux, avaient vu leurs bandes se faire mercenaires à l'instar des reîtres allemands; peu à peu, leur amour de l'indépendance s'était éteint dans cette servitude qui les liait à un despotisme dont Wilhem Tell les avait délivrés.

L'amitié de la France était inhérente à l'existence de l'Helvétie; car le père léguait au fils cette sympathie née de l'estime profonde contractée sur les bords sanglants de la Birss, lorsque les Armagnacs, volant au secours de l'Empire, écrasèrent dans le clos de Saint-Jacob ces deux mille montagnards descendus pour arrêter l'invasion et qui tous se firent tuer jusqu'au dernier.

Le Dauphin de France avait su apprécier cette race d'hommes se déclarant indépendants au milieu de la barbarie et de la féodalité.

Aussi, en 1452, Charles VII signait avec les cantons un traité dans lequel ils contractaient l'obligation mutuelle de ne point se faire la guerre.

En 1489, Louis XI rendait libre tout commerce avec la Suisse, stipulant que les armées françaises lui prêteraient aide et protection dans les guerres qu'elle pourrait avoir pour sauvegarder son indépendance. Si la France, engagée dans une autre lutte, ne pouvait faire passer des secours à l'Helvétie, elle s'engageait à lui servir annuellement quatre-vingt mille florins du Rhin pendant toute la durée de la guerre. Mais à leur tour, les cantons s'obligeaient à concourir à la défense de la France. Ils devaient lui fournir une quantité considérable de gens d'armes, sans que le nombre pût en être limité.

Louis XII rompit ces deux traités ; mais, en 1517, François I[er] signait une alliance perpétuelle avec les cantons, reconnaissant les traités signés avec Charles VII et Louis XI ; donnait, comme gage de son amitié, sept cent mille écus pour indemniser les cantons de la guerre qui leur avait été faite par Louis XII, et il leur assurait vingt mille florins de pension. On s'engageait réciproquement à refuser toute assistance et passage de territoire aux armées étrangères, si une coalition surgissait contre l'un ou l'autre pays.

Cette alliance perpétuelle fut renouvelée et ratifiée en tous points, en 1602, par Henri IV, qui stipula qu'un corps de six mille hommes au moins et de seize mille au plus serait continuellement fourni par la Suisse pour la défense de la France.

En 1663, Louis XIV renouvela cette alliance tant en

son nom qu'au nom de son petit-fils, comptant jusqu'à *quarante* mille Suisses dans ses armées, et depuis Louis XI le sang de ces montagnards a coulé sur tous les champs de bataille pour les causes de la vieille monarchie française; ils sont tombés côte à côte confondus dans la même tombe.

De retour dans leurs montagnes, ces gens d'armes conservaient pour leur pays adoptif ce souvenir de reconnaissance et de fidélité qui enveloppait tous les cantons, car dans tous la France entretenait une population de pensionnaires.

Il fallait un contre-poids à cette influence, et la Diète crut l'avoir trouvé dans sa liaison intime avec l'Autriche qui, elle aussi, voulut asseoir la sienne dans les cantons et contre-balancer celle de la France.

En 1477, l'archiduc Sigismond signait un traité d'alliance avec la Suisse; en 1511, c'étaient l'archiduc Maximilien et le comte Charles V de Bourgogne; en 1587, Philippe II levait des troupes pour la défense du Milanais, prérogative que Philippe III renouvelait en 1604 : tous les cantons catholiques devaient fournir un contingent de quatre à seize mille hommes pour la défense de ce pays; et en 1634, Philippe IV renouvelait ce traité en étendant les bénéfices des capitulations jusqu'à la Bourgogne qui devait être occupée par un nombre de troupes suisses égales à la moitié de celles envoyées dans le Milanais.

Mais aucune puissance ne devait être vis-à-vis de la Suisse ce que la France était pour elle. Sa gloire rejaillissait sur ses cantons et la révolution française, dont l'écho se répercutait de l'autre côté des Alpes, devait remuer

jusqu'au fond des cœurs des habitants de la Suisse ce besoin de liberté dont les peuples étaient si avides.

Le canton de Vaud se déclara le premier indépendant. Ses habitants n'avaient de Suisse que le nom, car leur langue, leurs habitudes, leurs mœurs, leur éducation les rendaient Français par le cœur. Ils firent un appel au Directoire en invoquant d'anciens traités qui, depuis Louis XIV, les plaçaient sous la protection de la France; et le Directoire, dans l'intérêt de ses nationaux, dans l'intérêt de sa politique, voulut se servir de la Suisse comme d'une barrière qu'il fallait arracher à l'Autriche. Il dirigea donc le mouvement qui amenait l'émancipation des cantons.

La situation politique de la Confédération vis-à-vis de la France cachait un esprit tellement hostile que de Berne et de Bâle partait une opposition systématique dans laquelle on sentait la haine de la réaction. La neutralité du territoire protégeait les complots des émigrés organisant leurs machinations sous les yeux des représentants des cabinets de l'Europe.

L'arrestation de Sémonville et de Maret avait été organisée en Suisse, et l'un d'eux avait été livré à la brutalité de la milice de Bâle; des assassinats se produisaient chaque jour, et les vexations, lorsque l'on savait qu'elles resteraient inconnues ou impunies, étaient relevées à chaque instant, dans les rapports internationaux des habitants de la frontière. On savait que les Preisswerch, les Burkard, Merian aîné, et tous les chefs des maisons de banque avaient établi dans toute la France un système d'agiotage dont le but était l'anéantissement du cré-

dit de la république : ils assuraient à 2 0/0 la sortie prohibée de son numéraire ; ils introduisaient en fraude des marchandises, surtout des marchandises altérées, et en exportaient à leur gré. Les banques et les maisons de commerce faisaient payer, au poids de l'or, des droits de commission, des droits d'entrepôt devenus indispensables par la position faite aux intéressés, à la suite de la révolution.

Les Bâlois nous avaient toujours trompés, soit sur le prix, soit sur la qualité des marchandises.

La vente des biens nationaux et le transfèrement des titres de fortune des émigrés avaient été la source d'un lucre énorme pour les agioteurs suisses qui avaient profité de la perturbation du moment pour faire main basse sur les domaines, sur tous les troupeaux qui garnissaient les pâturages de l'Alsace et de la Lorraine, assurés de rendre les uns et de vendre les autres avec un immense bénéfice.

Le gouvernement français éprouvait une pénurie de bestiaux telle, qu'en 1798 le service d'approvisionnement des armées fut arrêté dans sa marche. Lorsque les relations diplomatiques eurent fait connaître la situation extérieure de la république, que fit la Diète? Elle commença par autoriser la France à faire des achats, puis, par esprit de spéculation, elle les interdit pour contraindre les agents du gouvernement à une contrebande très-onéreuse dont les patriciens régnants, en secret, et leurs clients, ouvertement, se proposaient de profiter.

Aussi hardi que la Suisse était rapace, le gouvernement français résolut de tirer son bétail du pays même de l'ennemi, de la Souabe, puis de le faire passer en tran-

sit par la Suisse. Il fallut une longue et adroite négociation pour obtenir l'autorisation du transit; la rédaction des formules des certificats exigea un travail des plus minutieux. Car si la Suisse accordait, c'est qu'elle croyait être assurée de l'impossibilité d'une pareille tentative, et dans le cas contraire, il fallait prévoir les avantages qu'elle devait en retirer. Lorsque l'on vit défiler les premiers convois de bœufs, l'animosité succéda à l'étonnement. Le bourgmestre de Schaffouse confisqua un troupeau, sous prétexte que son canton manquait de viande, et prévenu de la mise en route de plusieurs autres convois, il en arrêta la marche. Le gouvernement français intervint et offrit de livrer, au prix d'achat, le bétail nécessaire à la consommation des populations; la Diète repoussa sa proposition et refusa de faire connaître, par écrit, le motif du refus.

Obligé de céder aux représentations du Directoire, le gouvernement de Berne autorisa le passage en transit de deux ou trois troupeaux, afin de gagner du temps; puis, lorsqu'il fut certain de l'entrée sur son territoire d'une quarantaine de convois, il en suspendit la marche, l'autorisa de rechef, l'arrêta de nouveau, alléguant une épizootie. Enfin, sur les réclamations du ministre de France, il laissa filer les troupeaux, établissant droits extraordinaires sur droits usités, et occasionna ainsi des frais énormes, dont la majeure partie enrichit ses administrateurs et ses fonctionnaires.

Les inspirations de l'Autriche et de l'Angleterre étaient tellement visibles, que l'on sentait dans la conduite de la régence de Berne la politique astucieuse mise au service

de la coalition. Son immoralité n'avait plus de bornes.

Comme de nos jours, on voyait l'aigle impériale déployée sur la porte de l'agent d'Autriche et l'on ne permettait pas au drapeau tricolore de flotter sur celle de l'agent français.

Les vexations particulières ne furent point ménagées et les commerçants eux-mêmes eurent à se défendre contre le mauvais vouloir de l'autorité. On poussa la haine jusqu'à ne pas tolérer, à Bâle, la présence d'un banquier français, chargé de solder les approvisionnements faits pour le compte de la république, et l'on mettait une certaine ostentation à produire chez un conseiller bâlois (1), le prince de Condé promenant ses caissons fleurdelisés, étalant sa poste, sa cour, ses armes et ouvrant une caisse pour la paie de ses hommes.

Le Directoire devait donc s'empresser de profiter des événements qui allaient bouleverser ce gouvernement dont la politique était un contre-sens, aux portes de la France; car, par les finances, l'oligarchie suisse lui avait fait une guerre sourde plus dangereuse, plus terrible que celle des Allemands et des Italiens.

(1) M. Merian.

CHAPITRE XXIV.

Bâle-ville et Bâle-campagne. — Soulèvement des petits cantons.

De tout temps, le gouvernement de Bâle avait manifesté, contre les populations des communes, un dédain dont l'affectation avait soulevé un mécontentement qui n'attendait qu'une occasion favorable pour éclater.

Prévenus de la marche politique du mouvement qui s'était manifesté dans le canton de Vaud, les paysans des campagnes de Bâle se soulèvent, plantent des arbres de liberté à Liestal, se déclarent affranchis de la juridiction de Bâle-ville, et, le 15 janvier 1798, s'apprêtent à marcher sur Bâle au nombre de quatre mille.

Bâle avait toujours montré une grande frayeur pour ces manifestations qui, à un moment donné, pouvaient amener le renouvellement des scènes de la Jacquerie; et la rudesse des paysans de Liestal, toujours hostiles aux habitants de la ville, devait inévitablement occasionner des troubles dont les premières victimes auraient été les plus influents de la ville.

Il fallait donc amener à composition les libéraux de Liestal, éviter toute effusion de sang et accepter ouvertement les conséquences de la révolution.

Le chapeau de Guillaume Tell était le guidon de l'indépendance, de la liberté, et il fut hissé immédiatement sur l'hôtel de ville ; il était noir, rouge et blanc, et Bâle, qui dans ses couleurs n'avait que le noir et le blanc, s'empressa d'y ajouter le rouge en signe d'union. Tout le monde porta la cocarde nationale aux mêmes couleurs.

Dans la nuit du 18 au 19 janvier, deux citoyens dévoués, MM. Schmidt et Stœhlin, furent envoyé vers les mécontents pour leur offrir des propositions de paix et écouter leurs récriminations.

Bâle-campagne se plaignit des procédés dont se servaient à son égard les magistrats de Bâle-ville, qui avaient fait un appel au canton de Berne pour avoir des troupes et résister aux protestations des campagnes ; les paysans déclarèrent que le moment était venu où chaque citoyen devait faire cause commune pour rendre à la Suisse sa liberté, son indépendance, et que, si le sénat de Bâle voulait entrer franchement dans la voie des réformes, il devait envoyer des garanties ; que, dans le cas contraire, Bâle-campagne était décidée à marcher sur la ville pour l'enlever de vive force et lui imposer ses volontés.

Dès que cette réponse leur fut apportée, le petit et le grand conseil assemblés résolurent, pour éviter un conflit, d'envoyer une nouvelle députation composée d'hommes populaires, et l'on délégua MM. Legrand, Wischer, Schmidt et Stœhlin.

Les députés furent reçus avec enthousiasme par les paysans de Liestal, qui les conduisirent immédiatement devant le peuple assemblé. Là, ils firent connaître que le

gouvernement de Bâle n'avait jamais demandé aux autres habitants des cantons des secours contre les populations des campagnes ; qu'ennemis de toute lutte fratricide, les Bâlois ne voulaient que paix et concorde ; et, pour leur prouver que la bourgeoisie était sans méfiance à leur égard, la ville offrait de recevoir dans ses murs six cents hommes armés pris parmi leurs concitoyens des communes, et de leur confier la garde de la place, conjointement avec la compagnie franche chargée de ce service.

Les propositions des députés furent couvertes d'applaudissements et, en signe de réconciliation, on échangea des cocardes aux trois couleurs.

Le 21 janvier, l'arbre de la liberté fut planté à Bâle, sur le Münster Platz, au son de toutes les cloches de la ville, au bruit du canon de Bâle et de Huningue.

L'oligarchie se dissimulait, elle cédait à la pression du moment, elle devenait démocrate pour rester mêlée aux événements et sauvegarder ses intérêts.

La magistrature tout entière assista à la plantation de l'arbre de la liberté ; pour montrer que les idées du passé étaient irrévocablement oubliées, elle parut à la cérémonie sans sa toge à plis, sans ses fraises, sans ses ornements, souvenirs des institutions de la veille auxquelles elle renonçait.

Les milices étaient sous les armes ; les universités, les corporations, bannières déployées, remplissaient toutes les places et se mêlaient aux flots des populations des campagnes accourues pour assister à la proclamation du gouvernement démocratique.

La ville fut illuminée, des banquets eurent lieu, et la

forteresse de Huningue répondit par des coups de canon à l'allégresse de sa voisine.

La préoccupation était grande dans Bâle, et chacun se demandait si cette transformation ne revêtirait pas plus tard des caractères de trouble, car la révolution avait été trop spontanée, trop pacifique pour être sincère, véridique.

Le sénat de Berne, effrayé de la rapidité avec laquelle les masses se soulevaient, s'était en vain promis d'empêcher la réunion des habitants des villes à ceux des campagnes, en proclamant la levée de vingt-cinq mille hommes, sous les ordres du général de Weiss. Les villes de Lausanne, de Soleure, de Zurich, de Morgues, d'Aubonne, de Vernay, de Nyon se déclarèrent aussitôt indépendantes.

Le Directoire avait promis son appui; mais ses troupes ne devaient coopérer au mouvement qu'autant que le sénat userait de violence vis-à-vis des populations exigeant un gouvernement basé sur leurs besoins. Il envoya donc l'ordre au général Mesnard de couvrir et protéger les Vaudois, d'occuper leur canton militairement, dans le cas seulement où Berne ferait marcher des troupes contre les cantons libres.

CHAPITRE XXV.

Résistance de la Régence de Berne. — Opérations des généraux Schawenbourg, Mesnard, Brune.

De nouveaux griefs vinrent augmenter la méfiance que le Directoire devait conserver pour les actes des agents de la Diète : quelques partisans de l'ancien état de choses s'étant enfermés dans le château d'Yverdun, le capitaine Autier, aide de camp du général Mesnard, fut envoyé comme parlementaire pour les sommer d'avoir à mettre bas les armes et à se retirer chez eux. Des habitants de Thierens, village entre Moudon et Yverdun, s'embusquèrent derrière une maison et firent feu sur lui ; ils lui couchèrent deux hussards par terre, et blessèrent deux dragons de son escorte ; la voiture fut criblée de balles et jetée dans un fossé ; couvert de blessures, le capitaine Autier parvint à se traîner jusqu'à Moudon.

Arau ne pouvait rester indifférente au mouvement unitaire qui travaillait les cantons ; elle se déclara libre et envoya son adhésion à la constitution de la future république. Le ministre de France s'était rendu à Arau pour installer la nouvelle administration, et là il apprit que la

régence de Berne envoyait des troupes pour faire rentrer la ville sous son obéissance.

Il s'empressa de retourner à Bâle et d'adresser au sénat la lettre suivante, dans laquelle il dénonçait l'intervention de l'armée française, dans le cas où l'administration bernoise persisterait dans ses intentions hostiles. Il leur disait :

« Magnifiques Seigneurs,

« L'accueil fraternel que j'ai reçu des citoyens d'Arau pendant mon séjour dans leur ville m'a inspiré pour eux un très-vif intérêt.

« J'apprends que les sentiments de liberté qu'ils ont exprimés ont occasionné des mouvements de troupes contre eux. Je ne puis être indifférent à ces mesures hostiles; je vous déclare donc ici que dans le cas où votre force armée marcherait contre Arau, ou que les habitants de cette ville seraient à ce sujet inquiétés d'une manière quelconque, parce qu'ils manifesteraient des opinions différentes des vôtres, les troupes de l'armée française marcheraient de tous les points contre la ville de Berne et contre son magistrat qui est seul responsable de toutes les mesures arbitraires qu'il a provoquées, ainsi que de la prolongation de son insolente et ridicule tyrannie. »

Dès que l'occupation d'Arau fut certaine, le général Mesnard reçut l'ordre de marcher sur Berne en passant par le pays de Vaud, tandis que le général Schawenbourg, cantonné dans les environs de Bâle, devait s'avancer du coté de l'Erguel en remontant le Rhin.

Berne fit un dernier effort, un dernier appel pour échapper à la révolution, aux troupes qui marchaient contre elle. Les populations libres refusèrent de courir aux armes; le canton de Fribourg ne put lui envoyer que son contingent allemand, ce qui porta à vingt mille hommes les troupes dont le sénat disposait. Une foule de paysans, de femmes et de vieillards fanatisés par les moines grossirent, de leurs hordes indisciplinées, les rangs de l'armée helvétique.

Avant de tenter le sort des armes, le sénat de Berne envoya M. Bay auprès du ministre de France, à Bâle, M. Mengaud, pour essayer d'entrer en négociations; mais ce dernier ayant fait connaître à l'envoyé bernois qu'il ne pouvait traiter avec lui qu'autant qu'il aurait un caractère officiel et qu'il serait muni de pouvoirs illimités, le sénat lui adjoignit le colonel Tilliers, le docteur Rengger de Brugg et M. Gygac de Herhogenbuchsée afin d'arrêter les hostilités.

Le Directoire ayant envoyé, sur ces entrefaites, à son ministre le projet de la formation d'une république helvétique, M. Mengaud se contenta de répondre aux sollicitations des députés bernois en les chargeant de communiquer au sénat les intentions du Directoire, et fixa au 1er mars 1798 le terme du délai donné à Berne pour accepter ou refuser la forme de gouvernement qu'on lui notifiait.

Le général Brune étant venu prendre le commandement des troupes destinées à opérer contre Berne, on crut avoir des chances de succès pour arriver à un arrangement; des députés lui furent envoyés à Payerne; mais

ne s'étant pas trouvés au rendez-vous à l'heure fixée par le général, celui-ci refusa de les recevoir, prescrivant à ses troupes d'avoir à se tenir prêtes à se porter en avant pour marcher sur Fribourg.

Brune fit parvenir au gouvernement de Berne l'ultimatum par lequel il le sommait d'avoir à accepter la constitution élaborée par le tribun bâlois Ochs, et de reconnaître la république helvétique. Le sénat présenta des conditions qui furent repoussées et le général français déclara que, conformément aux ordres du Directoire, il allait occuper les points les plus importants de la Suisse afin de poursuivre, par tous les moyens, la constitution politique du pays d'après les vœux émis par la majorité du peuple.

A cette nouvelle, les cantons de Berne, de Zurich, d'Uri, poussés par les menées de la bourgeoisie et les excitations des moines, se levèrent en masse, les uns armés de fusils, les autres de haches, de faux, de piques, de hallebardes; des femmes elles-mêmes se montraient au milieu des troupes excitant leurs maris, leurs enfants à la défense du pays et de la religion.

Plusieurs familles de Berne songeant que la discipline des troupes françaises aurait bon marché de ces bandes égarées, prirent le parti de se dérober par la fuite aux conséquences que devait amener pour la ville cette malheureuse prise d'armes, dénuée de toute espèce de sentiment patriotique, puisqu'elle aboutissait à la guerre civile.

Avant même que les hostilités eussent été dénoncées, nos avant-postes avaient déjà été attaqués à Mittau.

Le général Brune adressa le 1er mars aux habitants du

canton de Berne une proclamation énergique dans laquelle il leur rappelait que l'Helvétie devait être un pays libre, et que la guerre qui allait éclater était l'œuvre du sénat de Berne poussé par les menées de l'étranger et de l'Autriche en particulier : « Déjà, leur disait-il, plusieurs crimes publics avaient soulevé l'indignation. Les troupes françaises revenaient de l'Italie; stationnées sur les frontières, elles respectaient religieusement le territoire helvétique; elles observaient toutes les règles d'un bon voisinage. Les Vaudois opprimés imploraient les secours de la France, garante de leurs droits depuis un siècle. Un aide de camp est envoyé par le général Mesnard pour sommer le général bernois de faire cesser l'oppression; il est assassiné à Thiérens, deux hussards français qui lui servaient d'escorte tombent sous les coups de satellites apostés par Berne . . . .

. . . .

« Les villes d'Arau et de Soleure sont en proie à leur fureur, un grand nombre d'habitants de ces villes gémissent dans les fers . . . .

. . . .

« Loin de vous, disait-il en terminant, toute inquiétude sur votre sûreté individuelle, sur vos propriétés, sur votre culte, sur votre indépendance politique, sur l'intégrité de votre territoire! Le gouvernement français dont je suis l'organe vous le garantit, et ses ordres seront religieusement observés par mes frères d'armes; j'en jure par leur amour pour la liberté et par la gloire dont ils se sont couverts en combattant pour elle.

« Soyez libres, peuples de l'Helvétie, la république

française vous y invite, la nature du sol vous l'ordonne, et pour l'être il suffit de le vouloir. »

Le même jour il adressait à ses troupes la proclamation suivante :

« Soldats !

« La patrie vous offre de nouveaux lauriers à cueillir ! La tâche est digne de votre courage. Braves frères d'armes, vous dont l'Adige et le Rhin virent les nombreux exploits, les hommes que vous allez punir ne sont pas plus redoutables que ceux que vous avez déjà humiliés, mais ils sont plus coupables, plus perfides !...

« C'est ici que les chefs des émigrés formèrent leurs bandes parricides. Ici, l'anglais Wickham, aidé de Carnot, travaillait à cette grande trahison que vous avez déjouée le 18 fructidor. C'est à Berne que les rebelles eurent constamment leurs arsenaux, leurs magasins et leurs conseils. C'est encore dans la magistrature de cette ville que le gouvernement anglais trouve les agents les plus actifs de ses intrigues, de sa déloyauté ; vous avez vu, il y a quelques jours, deux hussards, vos frères, lâchement assassinés, les envoyés de notre gouvernement méconnus, insultés, assaillis.

« Enfin une agression vient de mettre le comble à l'insolence de l'oligarchie. Nous combattons pour la liberté et la justice : les patriciens bernois répondront du sang versé !

« Républicains ! vous êtes l'avant-garde de l'armée d'Angleterre ; en écrasant l'oligarchie bernoise, vous por-

tez un premier coup à l'ennemi du genre humain, au gouvernement anglais, et ce coup doit hâter sa perte.

« Terribles contre les satellites de la tyrannie, vous protégerez, vous consolerez ces bons habitants de l'Helvétie qui gémissent sous le joug et qui vous devront leur affranchissement.

« Impatiente de recouvrer son premier domaine, voyez la Liberté qui, du haut de ces rocs, applaudit à vos efforts généreux et vous appelle aux plus glorieux triomphes!

« BRUNE. »

CHAPITRE XXVI.

Prise de Fribourg. — Batailles de la Sausen, de Neuveneck. — Prise de Berne. — Prisonniers et otages envoyés à Huningue.

Berne faisait avancer ses troupes et les paysans se soulevaient poussés par les menées de ses agents; Soleure et Fribourg furent occupées par ses forces.

Brune ne voulait pas les surprendre, et, espérant éviter l'effusion du sang, donna trente heures de réflexion au sénat de Berne pour avoir à faire rentrer les populations dans le devoir; Soleure et Fribourg furent sommées d'avoir à faire leur soumission et de se rendre dans le même délai.

Le 1er mars, le général Schawenbourg reçoit l'ordre de marcher sur Berne en passant par Soleure, qui se rendit le 2.

Le même jour les environs de Fribourg étaient occupés dès trois heures du matin. La ville fut sommée d'ouvrir ses portes. Les magistrats vinrent supplier qu'on leur accordât deux heures pour se débarrasser des paysans armés et des Bernois qui occupaient la ville, afin d'éviter ainsi des désordres et l'effusion du sang. Le général

Pigeon, qui commandait l'avant-garde, s'empressa de faire droit à la demande qui lui était faite. Mais bientôt on entend sonner le tocsin dans plusieurs villages dont les habitants accourent pour prêter main-forte à la garnison, en entrant dans la ville par une porte opposée au point d'attaque. Une nouvelle sommation fut adressée ; mais étant restée sans réponse, la ville fut enlevée d'assaut et cinq mille paysans furent chassés de Fribourg, où un gouvernement provisoire, nommé par les sections libérales, fonctionna immédiatement.

Le 4, le général Rampon se montra vers la Gumine dans le but de faire une fausse attaque sur ce fameux passage hérissé de batteries, tandis que le général Pigeon attaquait, sur la Sausen, le passage de Neuvenek.

Le 5, à quatre heures du matin, ce passage, dont les roches schisteuses couvrent Berne, fut forcé et le camp ennemi emporté après une action qui dura cinq heures et dans laquelle les Bernois perdirent huit cents hommes et trois mille prisonniers, sept drapeaux et vingt pièces d'artillerie de toutes formes, de tout calibre.

Pour défendre Berne, qui se trouvait à découvert par la perte des défilés de Neuvenek, l'ennemi retira les troupes qui occupaient la position de la Gumine. Le général Rampon profite aussitôt de cette circonstance fortuite, s'empare du pont qu'il fait occuper par ses troupes et les lance sur les premières batteries, au moment où la nouvelle de la prise de Berne était répandue parmi ces bandes démoralisées par la rapidité de nos attaques. Toutes les batteries furent abandonnées en un clin d'œil, et les troupes se débandèrent dans le plus grand

désordre, couvrant les routes de fusils, de canons, de mortiers et de caissons.

Le général Schawenbourg, aussitôt la reddition de Soleure connue, se porta sur Berne afin que toutes les positions étant attaquées à la même heure, les forces de l'ennemi fussent disséminées sur un plus grand rayon.

Le 5, à quatre heures du matin, l'avant-garde rencontra l'armée bernoise massée en arrière du bois situé à Schahinen; après un léger combat de tirailleurs, l'ennemi se replia en bon ordre sur Fraumbruner, où, pendant une heure, il résista avec une mâle énergie aux attaques multipliées de l'armée française. Obligé d'abandonner cette position, il se retira derrière Urtenen, où il tint pendant quelque temps. Enfin, repoussé de ce poste, il alla prendre position entre des rochers et un grand bois de sapins qui couronnent les hauteurs d'Alsmerchingen; traversées par la route de Soleure à Berne, ces hauteurs forment en cet endroit un défilé des plus dangereux.

L'ennemi, dans cette position, avait à sa droite des rochers et à sa gauche le bois et des marais; il avait eu la précaution de faire des abatis considérables pour obstruer la route et rendre plus difficile l'approche de l'armée française, sur laquelle il dirigeait un feu meurtrier, son infanterie étant abritée derrière ces abatis changés en autant de redoutes.

Aussitôt le chef de brigade Ruby fait grimper les rochers par trois compagnies du 2e bataillon de la 89e, et, pendant un moment, nos fantassins accrochés aux aspérités du roc fouillent le sol pour chercher un appui sur une saillie de pierre et ne pas rouler dans les précipices

qui tourbillonnent à leurs pieds; un bataillon de la 14e demi-brigade et un demi-bataillon de la 89e passent par les marais pour tourner l'ennemi par la gauche, tandis que l'artillerie légère canonne la grande route pour déloger l'infanterie bernoise couverte par les abatis.

L'ennemi, attaqué de front et par ses flancs, subit des pertes énormes; craignant de se voir enveloppé complétement, il battit en retraite pour aller se reformer sur les hauteurs en avant de Berne, où il fut atteint par les 7e et 8e de hussards qui culbutent l'artillerie, sabrent les canonniers sur leurs pièces, et poursuivent l'armée en déroute jusqu'aux portes de la ville.

Les Bernois perdirent dans cette journée deux mille hommes, trente drapeaux et seize canons.

Pendant la bataille on avait vu des espèces de furies agitant des croix, des bannières pour exciter les soldats au combat, et, le soir, sur le champ de bataille, on releva quantité de femmes mêlées aux morts et aux mourants!

Dans la nuit du 5 au 6, le général Brune fit sa jonction avec l'armée du général Schawenbourg.

Des parlementaires s'étaient présentés dans la soirée du 5 pour demander à se rendre; on leur accorda les conditions imposées à la ville de Soleure et de Fribourg: l'acceptation pure et simple de la constitution, sans préjudice d'une forte contribution de guerre prélevée sur les familles qui notoirement avaient poussé à la guerre, et les couvents qui avaient entretenu les éléments de discorde dans les campagnes.

Le sénat fut destitué, et l'on envoya comme otages, à Huningue, les sénateurs Mullinen, Erlach, Tscharners,

Diesbach, Wurstenberger, Manuel, Brunner, Watteville bailli de Vevey, et Carouge bailli de Frensberg, signalés comme étant les plus hostiles au gouvernement français et à l'établissement du pouvoir constitutif de la république helvétique.

On expédia également sur Huningue deux cent trente pièces de canon, avec une grande quantité de fusils et un nombreux matériel. Cette mesure fut prise dans le but d'assurer l'armement des gardes nationales que l'on allait organiser dans tous les cantons. Les arsenaux regorgeaient d'armes et de munitions provenant du désarmement des villes et des campagnes, il était donc urgent de les mettre à l'abri d'un coup de main ; d'ailleurs, leur dépôt dans la citadelle de Huningue était nécessaire pour leur mise en état avant de les délivrer aux nouvelles troupes de la république helvétique.

CHAPITRE XXVII.

Politique hostile de la ville de Berne. — Mesures énergiques prises par le ministre de France, M. Mengaud. — Soumission du petit conseil de Bâle. — Ses intrigues.

Le Directoire pressait l'assemblée nationale réunie à Bâle pour l'adoption définitive du plan à donner à la constitution de la république helvétique, et terminer le plus promptement ses travaux. La guerre étant finie, il fallait concilier les intérêts des cantons et marcher, sans détour ni arrière-pensée, à l'unité de la nouvelle république.

Le 16 mars, Brune publia un manifeste dans lequel il prévenait que, sur la demande des populations, la confédération helvétique serait divisée en deux républiques : l'une, composée des pays de Vaud, du Valais et de tous les bailliages italiens, et la seconde, des autres cantons. Mais le Directoire repoussa cette forme de gouvernement dont l'application entraînerait inévitablement des malheurs et des complications que la jalousie susciterait entre l'une et l'autre république. Il fallait faire adopter la constitution envoyée de Paris, constitution élaborée d'après les intérêts de la nation, par le Dr Ochs, dont le patriotisme égalait les talents. Brune devait donc tendre tous ses

efforts à diriger l'esprit des populations du côté de l'unité de gouvernement; s'efforcer surtout de faire disparaître tout principe de révolte armée, principes qui entretenaient la haine chez les populations ignorantes des campagnes fanatisées par des moines, qui seuls avaient intérêt à les pousser à la guerre pour soutenir le parti de l'oligarchie.

Bâle soulevait difficultés sur difficultés, pour l'adoption de la constitution. On sentait que la réaction usait de toute son influence pour entraver la marche des affaires; le conseil voulait maintenir directement les anciens statuts au bénéfice des classes privilégiées; les anciens membres du gouvernement voulaient laisser à chaque canton ses droits et ses propriétés publiques; morceler la dette; assurer aux administrateurs leurs places jusqu'à l'âge de 65 ans; consacrer des prérogatives qui étaient incompatibles avec l'esprit d'un gouvernement basé sur la liberté et l'égalité des peuples. L'intrigue et la cabale jouèrent un grand rôle dans des délibérations qui tendaient à escamoter la révolution au bénéfice de quelques-uns : le peuple devait encore être dupe.

Comprenant que la direction de la politique allait lui échapper sous la pression de toutes ces menées, M. Mengaud, notre ministre à Bâle, écrivit à l'assemblée nationale la lettre suivante :

« Citoyens législateurs,

« Au mois de frimaire an V, un grand crime fut commis par des particuliers suisses, dont plusieurs de votre

canton. Le châtiment dérisoire infligé aux nommés Mérian Daniel, Kolb père et fils et Rodolphe Bourkard n'a été qu'une preuve du régime pervers et dégradant auquel les habitants de l'État de Bâle étaient soumis. Aujourd'hui que le régime de la liberté vous a replacés sous les lois de la nature, de la justice et de l'humanité, l'attentat horrible que je viens rappeler à votre souvenir doit être réellement puni (1).

« Il faut qu'un exemple rigoureux et salutaire annonce aux ennemis de votre régénération le terme de leurs criminelles espérances; que le glaive de la loi frappe non-seulement les coupables que je viens de désigner, mais encore leurs complices : ils en ont beaucoup et je ne vous cache pas, quel que soit d'ailleurs le masque civique dont ils se couvriraient, que je verrai les complices de Mérian, de Bourkard et des Kolb dans la personne de ceux qui oseraient élever la voix en leur faveur; et quel motif pourrait donc engager à prendre le parti de tels individus, sinon celui de sauver les hommes dont on craindrait de partager le sort, après avoir participé à leurs forfaits?

« Enfin, votre pays trahi, la violation des traités qui vous lient à la France, le sang d'Abattuci et de ses compagnons d'armes perfidement égorgés, ont demandé vengeance et ne l'ont point encore obtenue.

« Je la demande ; et par conséquent, pour y parvenir, une procédure dont les informations mettront au grand

(1) Les officiers suisses qui laissèrent pénétrer les Hongrois, dans la nuit du 30 novembre, depuis Ruchen jusqu'au petit Huningue, furent condamnés au carcan ; mais les magistrats de Bâle les firent évader avant le prononcé du jugement.

jour les machinations perfides et ténébreuses de criminels privilégiés, ennemis de leur pays, ennemis de la France, en découvrira un plus grand nombre que celui indiqué dans la procédure inique et scandaleuse qui sera à jamais un monument honteux de la haine de l'oligarchie contre les Français combattant pour la liberté.

« *Le citoyen ministre plénipotentiaire de la république une et indivisible,*

« MENGAUD. »

La stupeur succéda à l'étonnement. Les opposants crurent entrevoir les véritables intentions du cabinet français dans cette exhumation du souvenir d'un attentat, odieux il est vrai, mais dont les conséquences avaient été loin d'être celles soulevées dans la lettre adressée à l'assemblée. Ils comprirent que le ministre de France voulait tenir sous sa dépendance les influences hostiles à la politique du jour; mais son intention véritable n'était-elle pas d'établir une loi des suspects en faisant planer sur tous l'accusation de la trahison de la tête de pont de Huningue, en enveloppant dans les mêmes poursuites les coupables de 1796 et ceux de 1798?

Le jour même, l'assemblée nationale répondit au ministre de France.

« Citoyen chargé d'affaires,

« Vous venez de nous rappeler un grand crime commis au mois de frimaire an V, dans l'affaire trop connue de l'attaque de la tête de pont de Huningue, par les

citoyens Daniel Mérian, Kolb père et fils et Rodolphe Bourkard. Vous demandez leur punition et par conséquent une procédure dont les informations mettront au grand jour les machinations perfides et ténébreuses des criminels accusés et de leurs complices.

« En adoptant, citoyen chargé d'affaires, les bases de notre liberté, nous avons aussi accepté celles de la justice et de l'équité ; un crime tel que celui que vous nous dénoncez ne peut donc point rester impuni. Les informations les plus rigoureuses doivent être prises et le crime dévoilé.

« Nous les avons ordonnées ces mesures ; sur-le-champ nous avons lancé le décret d'arrestation contre les accusés et nous avons chargé notre comité de justice de nous indiquer, sans retard, le mode d'information et de procédure à suivre dans une affaire qui intéresse essentiellement la justice et notre honneur.

« Nous trouvons dans votre dénonciation « que vous verrez les complices de Mérian, de Bourkard et des Kolb dans la personne de ceux qui oseraient élever la voix en leur faveur ; » nous sommes persuadés que vous n'avez point entendu par là, les juges, les témoins et les avocats des accusés ; et dans cette persuasion fondée sur la justice la plus rigoureuse, nous vous renouvelons, citoyen ministre, l'assurance des sentiments de considération et d'estime que nous vous avons voués.

« *Président et membres de l'assemblée nationale et en leur nom,*

« Bernard HUBNER, « Secrétaire-général. — Pierre OCHS, Président. »

Pour que sa politique ne pût laisser des doutes et pour ne donner lieu à aucune ambiguïté, M. Mengaud se contenta d'envoyer la lettre suivante à l'assemblée.

« Citoyens législateurs,

« J'ai vu avec satisfaction que vous venez de donner des ordres pour faire mettre en jugement MM. Daniel Mérian, Kolb père et fils et Rodolphe Bourkard ; c'est le seul moyen de prouver d'une manière éclatante à la république française que le gouvernement de votre État fut étranger à la trahison.

« Quant à l'observation qui termine votre lettre, je me borne aujourd'hui à déclarer que, pour fixer mon opinion sur toute cette affaire, j'attendrai l'issue du jugement qui doit avoir lieu.

« Salut et fraternité.

« MENGAUD. »

Cette correspondance causa une profonde émotion dans tous les cercles de Bâle ; il n'y avait plus à en douter, on voulait inaugurer un système de suspicion afin de peser à volonté sur la liberté individuelle des citoyens, et s'assurer, au besoin, de la personne de ceux qui entretenaient des relations avec les émigrés, ou qui étaient connus pour les familiers de l'Autriche et de l'Angleterre.

La procédure recommença et toutes les personnes suspectes se trouvèrent compromises d'une manière plus ou moins directe dans cette affaire, qui prit la tournure d'un

complot ayant eu son commencement d'exécution dans la nuit du 30 novembre 1796, et dont les ramifications enveloppaient tout le canton de Bâle.

Le petit conseil vit avec inquiétude les résultats qu'une pareille inquisition devait malheureusement amener dans des moments de troubles, où les haines personnelles enveniment toujours les questions politiques. Il s'empressa de rédiger un mémoire en faveur des accusés et chargea le président Ochs, qui se rendait à Paris pour débattre les intérêts de la constitution, de plaider leur cause auprès du cabinet français, en lui remettant toutes les pièces de la procédure.

Après en avoir pris connaissance, le directeur Rewbell renvoya le dossier des accusés au Directoire helvétique, avec la note suivante : « A communiquer au directoire « helvétique pour lui faire connaître que le Directoire de « la république française verrait sans peine que la procé-« dure fût arrêtée, sauf à la reprendre si la conduite des « accusés et les circonstances l'exigeaient par la suite. »

Cette solution était une menace permanente à l'adresse de la bourgeoisie de Bâle dont l'esprit hostile ne laissait échapper aucune occasion de se manifester; c'était un moyen de répression malheureusement trop élastique, mais que la nature des circonstances légitimait.

Les cantons suisses envoyèrent à Arau des députés pour adopter définitivement la constitution formulée à Bâle. Malgré tous les obstacles soulevés par les difficultés du moment, elle fut acceptée et mise partout en vigueur au mois de mai 1798.

Les petits cantons, soulevés par l'influence religieuse

des moines et du clergé, n'acceptèrent qu'avec beaucoup de répugnance le nouvel ordre d'idées. Les communautés d'hommes avaient été frappées de contributions de guerre très-élevées, et, pour se soustraire à un impôt forcé auquel elles n'étaient point habituées, il ne leur restait qu'un moyen : s'abriter derrière la révolte des campagnes.

Le haut Valais, composé d'Allemands, s'était dans le principe soumis à la constitution; puis il l'avait repoussée sur les bruits que les Français, battus de toutes parts, se retiraient précipitamment et que les petits cantons, en pleine insurrection, allaient envoyer des secours en hommes et en munitions. Des colonnes françaises parcoururent les montagnes, essayant de maintenir la tranquillité et de repousser les bandes de pillards armés par les prêtres et la réaction.

Les moines d'Einsiedlen, du couvent de Notre-Dame-des-Ermites, dans le canton de Schwitz, entretenaient en Suisse l'esprit de révolte. C'était de ce monastère, aussi célèbre par ses richesses que par la popularité dont jouissait son ermitage, que partaient les ordres, les instructions et l'argent adressés aux différents centres d'action. Longtemps l'élite du clergé de France fuyant en exil était venue chercher un refuge à Einsiedlen et y avait soulevé la haine contre les actes de la révolution française. Aussi, pour mettre un terme à ces conspirations, le général Schawenbourg fit occuper par ses troupes les routes conduisant au couvent, s'en empara, y trouva d'immenses approvisionnements en munitions, artillerie, armes, vivres; prescrivit la destruction de tous les bâtiments à

l'exception de ceux qui servaient à l'exploitation des terres, et envoya à Paris une vierge apocryphe, ornée de clinquant et de strass, croyant envoyer la véritable madone de Meinrad (1), couverte de pierreries et de diamants; mais depuis longtemps elle avait été mise en lieu de sûreté et remplacée par celle dont le général Schawenbourg s'empara.

Les anciennes familles nobles des cantons révoltés furent également frappées d'un impôt de douze millions de francs pour faire face aux premiers besoins de l'armée. C'était la chose du monde la plus naturelle, la plus légale, car la guerre n'avait été soulevée que par les intrigues du parti vaincu qui avait appelé les populations aux armes; les droits de la guerre autorisaient donc le gouvernement français à prélever une contribution sur les familles des principaux meneurs. Les caisses publiques étaient trop pauvres pour subvenir à l'entretien de ses armées et la France n'en était pas encore arrivée à être « assez riche pour payer sa gloire. »

Les caisses des cantons soumis par les armes furent déclarées propriété de guerre, et le ministre de France Rapinat y fit apposer les scellés. Aussitôt, le gouvernement helvétique poussa des cris de détresse tels que le Directoire désavoua son ministre, le rappela et déchargea

(1) Meinrad, fils du prince Berthold de Hohenzolern, né à Sulgen (Souabe), vers l'an 800, quitta le monde et se fit ermite. Une quantité de grands vinrent se retirer dans cette retraite, enrichie des munificences de toute la chrétienté, et dont la réputation attire encore, chaque jour, une quantité de pèlerins de toutes les parties du monde.

Le peuple croit trouver dans les prières des moines de Notre-Dame-des-Ermites le moyen de conjurer la stérilité chez les femmes.

la Suisse de tous les frais de la guerre, remit toutes les contributions en argent.

La noblesse helvétique avait oublié et le meurtre d'Albert d'Autriche en 1308, et la vengeance qu'avait exercée sa femme Elisabeth, faisant mettre au ban de l'empire la plus grande partie de la noblesse suisse comme complice du meurtre de son mari, afin de pouvoir faire périr un plus grand nombre de victimes et s'enrichir de leurs dépouilles. L'Helvétie avait ployé la tête sous la main de fer de l'Autriche qui l'avait spoliée, et elle disputait quelques millions consacrés à pourvoir à l'existence des libérateurs de ses montagnes. On aurait pu dépouiller impunément les masses ; mais elle défendait la fortune privée des couvents, la fortune de l'oligarchie liée à l'Autriche, à l'Angleterre, soudoyant la révolte pour arriver à l'expulsion des Français.

CHAPITRE XXVIII.

Les ligues grises. — Astuce de l'Autriche. — Masséna. — Opérations du prince Charles et de Jourdan. — Mesures prescrites pour la défense de la Suisse.

Les habitants des ligues grises n'ayant point voulu reconnaître la domination du gouvernement helvétique, telle qu'elle était définie par la constitution, appelèrent à leur secours les Autrichiens en leur promettant que s'ils les soutenaient par les armes, ils se donneraient à l'empire.

Le Directoire voyant, dans cette démonstration, un *casus belli* soulevé par l'Autriche pour rompre les négociations du congrès de Rastadt, déclara au cabinet de Vienne que si ses troupes entraient dans le pays des Grisons, il considérerait la paix comme rompue et fixait à huit jours le délai donné pour recevoir une réponse à son ultimatum.

L'Autriche, depuis les préliminaires de la paix de Léoben, avait employé toute son activité à entraver la marche du congrès réuni à Rastadt pour gagner du temps et réorganiser ses armées détruites. Jalouse de voir la Suisse entre les mains de la France, elle voulait recommencer la lutte ; soutenue par une nouvelle coalition, elle ne cher-

chait qu'un prétexte pour se soustraire à ses engagements. La Russie lui promettait cent mille hommes alors que l'Angleterre envahirait la Hollande, appuyée par Ferdinand de Naples, qui devait entrer en Italie. Trois cent cinquante mille hommes, telle était la force des armées que l'Europe allait lancer contre la France.

Le Directoire n'avait que cent soixante-dix mille hommes à mettre en ligne et ils étaient dispersés du Zuyderzée au golfe de Tarente!

Brune, avec dix mille hommes, était en Hollande; Bernadotte, avec huit mille, à Mayence; Jourdan, avec quarante mille, s'étendait de Strasbourg à Bâle; Masséna, avec trente mille, occupait la Suisse; Scherer, avec cinquante mille, était sur l'Adige; et avec trente mille, Macdonald occupait Naples.

La Suisse allait devenir le théâtre principal de la lutte, car l'Autriche ne voulait pas laisser entre les mains des armées de la république les clefs des barrières qui ouvrent l'Allemagne.

Tandis que l'archiduc Charles occupait la Bavière avec soixante-dix mille hommes et que le général Kray opérait sur l'Adige avec soixante mille, l'armée d'Helvétie avait devant elle Hotze avec ses vingt-six mille Impériaux, couvrant tout le Vorarlberg jusqu'au lac de Constance, alors que Bellegarde, avec quarante-six mille hommes, occupait le Tyrol.

Masséna n'ayant que ses trente mille hommes à opposer à des forces aussi supérieures, voulut s'emparer des Alpes centrales qui forment le saillant projeté dans les États Autrichiens par le Vorarlberg et le Tyrol.

Au terme fixé, le Directoire ordonna la reprise des hostilités, l'Autriche n'ayant point répondu à l'ultimatum qui lui avait été adressé, quoiqu'elle eût déjà fait envahir le pays des Grisons par le général Auffenberg.

Le 1er mars 1799, Jourdan franchissait le Rhin à Strasbourg, et à neuf heures il établissait son quartier général à Offenbourg, où il fut accueilli par les habitants qui vinrent à sa rencontre avec des bouquets et des guirlandes de fleurs.

L'aile droite de l'armée côtoyant le Rhin devait avancer par les villes forestières, occuper le passage du val d'Enfer, pendant que le centre, se portant sur le Danube, occuperait Villengen, et l'aile gauche le Wurtemberg. Le même jour, à quatre heures du matin, le général Ferino faisait quitter à sa division les cantonnements qu'elle avait sous Huningue, établissait son quartier général à Rheinfelden, occupant le Frieckthal et le haut Margraviat.

Jourdan, pour lier ses mouvements à ceux de Masséna, pousse en avant, pénètre dans les défilés du haut Rhin, et arrive sur l'Ostrach où il rencontre l'archiduc Charles. Ce dernier cherche à se mettre entre l'armée de Masséna et celle de Jourdan pour s'opposer à leur jonction, et il dirige toutes ses forces sur le lac de Constance; Jourdan se rapproche aussitôt de la ligne du Rhin qu'il croit menacée, et porte son quartier général à Schaffouse.

De nombreux combats d'avant-postes se livrèrent dans les environs de Pfullendorff: le 21 mars, à une heure du matin, les Autrichiens ayant eu le mot d'ordre par un sergent-major, déserteur de la 25e d'infanterie légère, surprirent notre ligne d'avant-postes, attaquant en même

temps notre front et nos deux flancs. Leurs efforts se portèrent particulièrement sur Rostrach, où était l'avant-garde commandée par le général Lefebvre. Depuis une heure jusqu'à six heures du matin, le brouillard fut tellement épais qu'il fallut abandonner ce général à ses propres ressources, sans pouvoir lui envoyer les secours qu'il demandait. A la tête de la 25e légère et de la 57e de ligne, il fit des prodiges de valeur pour se maintenir jusqu'à l'arrivée des renforts qu'il avait fait demander ; mais devant des forces toujours nouvelles, il dut se replier.

Le 22, l'armée quitta Pfullendorff, coucha à Stochach, à cinq lieues plus loin, et le 23, elle prit position en arrière d'Engen.

Le centre campa dans les environs d'Ach, entre Engen et Stochach.

L'armée du prince Charles s'était avancée jusqu'à Hohen-Thenger, où elle fut attaquée le 23 par le corps de Vandamme qui, la veille, avait pu rallier la division Saint-Cyr. De part et d'autre, la lutte fut longue et opiniâtre : le général d'Hautpoul, commandant la cavalerie, fit des prodiges de valeur, détruisit plusieurs carrés autrichiens, prit huit pièces de canon et fit trois mille prisonniers.

Stochach était le nœud des routes de la Suisse et de l'Allemagne. Jourdan voulut s'en emparer et appuyer Masséna d'une manière vigoureuse· aussi, le 25, attaqua-t-il l'archiduc, et, après une lutte des plus acharnées, contre une armée dont le front était garni de trois cents bouches à feu, il fut obligé de battre en retraite, cédant le terrain à l'armée impériale forte de soixante-dix mille

12

hommes : la France ne pouvait lui en opposer que trente mille.

Si nos pertes furent sensibles, celles du prince Charles le furent bien davantage : outre quatre mille hommes hors de combat et trois mille cinq cents prisonniers, on compta dans les morts trois princes, parmi lesquels était le feld-maréchal prince Furstemberg, qui, en 1796, avait commandé l'armée impériale pendant le siége de la tête de pont de Huningue ; l'ennemi eut également quatre généraux blessés.

L'armée française perdit cinq mille hommes.

Le 26, Jourdan réunit un conseil de guerre à Tuttlingen, exposa les ressources de son armée, l'impossibilité dans laquelle il était de pouvoir se joindre à Masséna. Il fut décidé que l'armée du Danube bornerait son rôle à la défensive, pour couvrir les gorges de la Forêt-Noire en attendant les renforts que le Directoire promettait d'envoyer.

Le quartier général devait être transporté à Fribourg ; celui de l'aile gauche à Schramberg, pour couvrir le val de la Kintzig ; celui du centre à Rothveil, pour défendre les défilés qui conduisent dans le Brisgaw ; celui de l'aile droite à Temgen, pour protéger les villes forestières et couvrir les communications avec les têtes de pont.

Le général Ferino, obligé de rétrograder, avait déjà repassé le Rhin avec sa division, à Brisach, ayant appris l'impossibilité de se relier avec Jourdan. Son artillerie et ses parcs furent dirigés sur Bâle pour être conduits à Huningue.

Lors de la marche des Autrichiens, au début de la

campagne, et alors que Jourdan remontait le Rhin, Masséna avait quitté Zurich, où était son quartier général, pour se rendre sur le lac de Constance, et de là, diriger ses troupes sur le pays des Grisons. Cette contrée se trouva cernée du côté de la Cisalpine et du côté de la Suisse jusqu'à Altorf, n'ayant pour sa défense propre qu'un corps de dix mille hommes placé sous le commandement du général Auffenberg.

Trop pauvres pour nourrir une armée nombreuse, les lignes grises devaient être protégées, d'après les plans du conseil aulique, par le général Hotz, dont le corps d'armée couvrant le Voralberg, pouvait être approvisionné par la Souabe.

En cas de danger, il était prescrit à Hotz de se porter à marches forcées sur Coire, pour occuper tous les points stratégiques devant assurer ses communications avec Auffenberg : or, le seul point à garder se trouvait entre Mayenfeldt et Feldskirch : c'était le fort de Lueisteig. Tous les efforts du général autrichien devaient tendre à conserver ce poste, situé dans une position qui le rendait imprenable, s'il avait soin d'y réunir des troupes en quantité suffisante pour en défendre les abords.

Le 2 mars, à minuit, Masséna fit porter au général Auffenberg une lettre de sommation pour avoir à évacuer le pays des Grisons, déclaré libre par la constitution helvétique. Le général autrichien refusa d'accéder à cette demande. Le 5, dans la nuit, nos troupes, grimpant après les rocs abrupts sur lesquels la forteresse était construite, escaladèrent les murs, et au point du jour le dra-

peau tricolore avait remplacé le drapeau autrichien.

Le général Auffenberg fut fait prisonnier avec trois mille hommes, laissant entre les mains des Français quatre drapeaux et onze pièces de canon.

Lorsqu'on amena le général autrichien à Masséna, celui-ci lui dit : « Monsieur, je vous ai écrit, avant-hier au soir, pour vous sommer de vous rendre; hier matin j'ai reçu votre réponse, et, aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous donner à dîner... » Impossible de vaincre avec plus de courtoisie et surtout plus de célérité.

Hotz, ayant omis de secourir la forteresse de Lucisteig, Masséna s'emparait de Coire, tandis qu'à l'aile gauche Oudinot repoussait les Autrichiens, leur faisait quinze cents prisonniers et leur prenait sept pièces de canon. A l'aile droite, Lecourbe les battait à Sylva-Plana, où ils laissèrent trois mille cinq cents prisonniers, entrait dans l'Engadine, combinant ses mouvements avec ceux des divisions Desoles et Casabianca, de l'armée de Schérer qui opérait dans la Valteline.

Pendant que Lecourbe parcourait le Tyrol, Masséna tenait le Rhin, depuis ses sources jusqu'au lac de Constance, essayant en vain de se rendre maître de Feldkirch, place forte située à l'entrée de la vallée de l'Ill, qu'il ne put forcer.

A la nouvelle des désastres de Jourdan, qui avait été obligé de se retirer derrière le Rhin, ne recevant du Directoire ni secours, ni renforts, Masséna ordonna à Lecourbe de régler sa marche sur la sienne, afin d'éviter d'être coupé; puis il transporta à Saint-Gall son quartier général qui était à Constance.

Dès qu'il sut d'une manière certaine que Jourdan avait dû repasser le Rhin et qu'il était condamné à l'inaction, l'archiduc Charles transporta son quartier général à Fribourg, en Brisgaw, pour déboucher en Suisse, par Bâle. La Suisse, devenue frontière de la France, allait donc subir tout le poids de la coalition. Aussitôt Masséna prescrivit à Lecourbe d'agir contre le Tyrol, de concert avec l'armée d'Italie; au centre, Mesnard devait observer les mouvements des Autrichiens dans le Voralberg, en couvrant les Grisons; et l'aile gauche, réunie aux troupes fédérales que l'on allait convoquer, devait, sous le commandement d'Oudinot, empêcher les Autrichiens de pétrer en Helvétie.

Le 27 mars, le ministre de France présenta au directoire helvétique une note au sujet des mesures à prendre pour la défense du territoire. On prescrivit, dans les cantons, la levée d'un corps auxiliaire de dix-huit mille hommes dont l'armement et les fournitures seraient à la charge de la France.

Le 28, le grand conseil, pressé par les circonstances, décrétait que le directoire helvétique serait chargé de présenter, pour la levée des troupes demandées, un mode de recrutement au moyen duquel chaque commune serait obligée de fournir un nombre d'hommes proportionné à sa population.

Le même jour, des ordres étaient donnés aux commandants des milices de Bâle, de l'Argovie, de l'Oberland, de Thurgovie, de Schaffhouse, de se rendre sur les bords du Rhin, pour être mis sous le commandement du général Keller, à la disposition des généraux français. Un conseil

de guerre devait juger militairement et punir de mort quiconque refuserait de rejoindre.

On prescrivit de détruire tous les ponts sur le Rhin si les opérations l'exigeaient. Le pont de Bâle devait être levé; des ingénieurs français fortifièrent le petit Bâle, dont l'évacuation fut ordonnée, et toutes les troupes disponibles sur le haut et sur le bas Rhin furent dirigées sur Huningue. Masséna transporta son quartier général à Bâle : Jourdan s'étant démis du commandement de l'armée du Danube que le Directoire avait réunie à celui de l'armée d'Helvétie.

CHAPITRE XXIX.

Assassinat des ministres français à Rastadt, prescrit par le cabinet de Vienne.

Les ministres plénipotentiaires réunis au congrès de Rastadt, voyant la guerre engagée d'une manière sérieuse et comprenant que du côté de l'Autriche il n'y avait eu que de la duplicité et de la mauvaise foi, sentirent que les négociations ne devaient aboutir à aucune solution. On les avait amusés, pour gagner du temps et combiner une nouvelle agression dans le but de détruire les engagements qui liaient Vienne à la république : aussi, tous les jours, le nombre des ministres diminuait-il sans que pour cela les réunions officielles eussent cessé. Le congrès était donc dans l'attente d'une rupture provoquée par les cabinets de France et d'Autriche, lorsque la ville fut cernée par les troupes autrichiennes.

Barbacsy, colonel des hussards du régiment de Szelkler, ordonna aux envoyés français Jean Debry, Roberjot et Bonnier, d'avoir à quitter immédiatement le territoire occupé par les troupes impériales.

Jean Debry, chef de la légation, répondit à cet ordre brutal en faisant connaître au commandant de la place,

que sous trois jours, l'ambassade française quitterait Rastadt, et il le mettait en demeure d'avoir à lui fournir une escorte suffisante pour traverser les lignes autrichiennes et regagner le territoire de la république.

Le lendemain, 28 avril, un officier autrichien vint signifier à Jean Debry l'ordre de se retirer dans les vingt-quatre heures, le prévenant de n'avoir point à compter sur une escorte qui lui serait refusée, les passe-ports devant suffire à la sûreté de tout voyageur.

Le même jour, à neuf heures du soir, la légation montait dans cinq voitures et traversait la ville pour quitter Rastadt. Arrivée à la porte, on refusa de la lui ouvrir, l'ordre ayant été donné de ne laisser sortir personne. Malgré les réclamations de Jean Debry, qui se nomma à l'officier de garde, l'ambassade fut obligée de rester et d'attendre la réponse du colonel Barbacsy qui, au bout d'une heure seulement, leva la défense de sortir, sous prétexte qu'elle ne s'appliquait point à la légation française.

On était à peine à un quart de lieue de Rastadt, qu'une troupe de hussards, à pied et à cheval, assaillit les voitures en poussant des cris sauvages. La nuit était très-obscure et quelques torches éclairaient à peine la route où la voix des chefs se faisait entendre, réclamant Jean Debry. Ce dernier se trouvait dans la première voiture avec sa femme et ses deux filles. Il se fit aussitôt connaître et donnait les passe-ports de l'ambassade lorsque des hussards l'arrachent de sa voiture, le frappent de treize coups de sabre, et, le croyant mort, l'abandonnent sur le revers de la route. Sa voiture fut pillée, sa femme et ses

filles dépouillées de tout ce qu'elles possédaient en or et en bijoux.

Bonnier, qui se trouvait dans la seconde voiture, fut également assassiné: on enleva ses papiers. Le secrétaire de la légation, Rosenthiel, était dans la troisième voiture; il profita de l'obscurité de la nuit pour ouvrir la portière et se glisser dans le fossé de la route où il échappa à la mort, abandonnant tous les papiers de l'ambassade.

Roberjot et sa femme occupaient la cinquième voiture. Les assassins en retirent violemment l'infortuné ministre qui est terrassé, criblé de blessures malgré les efforts de sa femme cherchant à détourner les coups de ces furieux; renversée elle même, couverte de sang, frappée de terreur elle voit, sans avoir conscience de cette horrible cruauté, un de ces cannibales, fouiller de la pointe de son sabre le crâne de la victime expirante, en arracher la cervelle et lui laisser ensuite à elle, folle de désespoir, le corps mutilé de son mari.

Les caisses des voitures ayant été vidées et tous les papiers enlevés par ordre du chef de détachement de hussards, les femmes, enfants, domestiques, sous l'escorte de cette bande d'assassins, furent conduits à Rastadt où les membres de la légation badoise et prussienne les accueillirent avec empressement.

Les cadavres des envoyés français restèrent abandonnés sur la route, au milieu des voitures brisées. Jean Debry, qui n'était point mort, parvint à se traîner jusqu'à Rastadt, où, couvert de sang, le poignet coupé et le corps tout mutilé, il se présenta chez le comte de Goërtz, ministre de Prusse, qui lui donna l'hospitalité.

Le colonel Barbacsy n'avait agi que d'après les ordres du prince Charles; il envoya au quartier général de l'armée autrichienne tous les papiers saisis dans les voitures des ministres plénipotentiaires français, puis il fit remettre au ministre de Prusse 2,400 francs et les bijoux qui avaient été arrachés aux victimes.

Un crime aussi odieux causa en Europe une profonde impression. Il devait exister des raisons bien puissantes pour que le cabinet de Vienne, au mépris du droit des gens qui rend sacrée la personne des ambassadeurs, consentit à prêter la main à un assassinat! En effet, il fallait arracher aux ministres de France des papiers qui compromettaient l'Autriche vis-à-vis de ses alliés naturels; il fallait cacher à l'Europe entière des clauses secrètes qui liaient son gouvernement à la France, au détriment des intérêts des peuples de l'empire germanique. On savait qu'au moment de l'ouverture du congrès de Rastadt, Bonaparte s'y était présenté et était convenu avec l'Autriche qu'il s'emparerait de Mayence et de la tête de pont de Manheim; qu'une défense simulée masquerait aux yeux de l'Europe cette défection honteuse qui n'était qu'un assassinat, puisqu'elle devait coûter la vie à des hommes qui se battraient, ignorant que les murs qu'ils défendaient étaient déjà vendus. Une autre clause secrète garantissait à l'Autriche un agrandissement en Italie pour chaque conquête de la France en Allemagne.

Il était donc urgent de soustraire aux regards de tous les preuves de cette manœuvre de l'ambition, et l'assassinat des ambassadeurs ne devait pas arrêter la politique

d'un cabinet pour lequel tous les moyens, tous les expédients deviennent légitimes, s'ils sont commandés par l'intérêt dynastique.

La France poussa un long cri de vengeance contre cette nation qui s'était mise au ban des peuples civilisés ; chaque soldat jura de venger la mort des représentants de son pays, chacun courut aux armes, comme aux jours où la patrie était déclarée en danger.

CHAPITRE XXX.

Opérations des Impériaux en Suisse. — Lecourbe. — Hotz.

Depuis la bataille de Stochach, l'archiduc Charles était resté dans une inaction que l'on attribuait à son état maladif, mais qui tenait au manque de vivres et surtout de fourrages dont son armée avait à souffrir. Il voulait combiner son mouvement en avant, de manière à marcher au moment où les Russes déboucheraient en Suisse ; il ne voulait pas s'aventurer dans un pays incapable de nourrir des armées ; et ses magasins d'approvisionnements réguliers n'étaient point assurés.

D'ailleurs, en butte aux cabales de la cour de Vienne, qui cherchait à faire nommer à sa place l'archiduc palatin de Hongrie, le prince Charles attendait tous les jours son rappel sollicité par l'impératrice elle-même, qui dirigeait les menées de la cour. Deux fois il envoya sa démission à l'empereur son frère ; mais l'opinion publique fit prompte justice de toutes ces bassesses de partis : l'archiduc Charles était le seul général capable de tenir tête aux armées de la république et sa popularité obligea l'empereur à refuser son rappel.

Ces lenteurs donnèrent à Masséna le temps d'organiser sa défense. Avec les renforts qui lui arrivaient de toutes parts, il put mettre cent mille hommes en ligne et opposer une digue formidable aux armées autrichiennes. A droite, Lecourbe se liait avec l'armée d'Italie, couvrant le Rhin depuis ses sources jusqu'au lac de Constance; le centre, sous les ordres directs du général en chef, s'étendait depuis le lac jusqu'à Bâle; les divisions Ferino et Vandamme occupaient tout le pays entre Schaffouse et Huningue. La gauche s'appuyait à Dusseldorf, sous le commandement de Bernadotte; mais son rôle, tout à fait passif, devait être insignifiant.

Des travaux immenses se faisaient en avant de Brisach où l'on relevait le fort Vauban. Les fortifications du petit Bâle se poursuivaient avec activité; on avait tracé un camp retranché destiné à couvrir cette ville; la gauche venait s'appuyer au petit Huningue, se prolongeait autour de la ville en passant par Buchen et allait jusqu'au Rhin, présentant une étendue de six kilomètres hérissée de canons, de batteries et de redoutes.

Quoique menaçant la ligne de Bâle au lac, les plans de l'archiduc s'étaient modifiés; il ne voulait plus pénétrer en Suisse par la Souabe, mais par le pays des Grisons, avec l'armée du Tyrol : son armée devait passer le Rhin à mesure que cette dernière avancerait en Suisse.

Il espérait que le général Hotz, en favorisant l'insurrection des petits cantons dont le soulèvement forcerait Masséna à abandonner la ligne du Rhin, imprimerait à l'attaque une vigoureuse énergie et une simultanéité d'autant plus heureuse que Bellegarde, attaquant Lecourbe, péné-

trerait en Italie par le Saint-Gothard, pour donner la main à l'armée russe commandée par Souvarov.

Déjà des mouvements inquiétants se manifestaient dans la vallée de Dissentis et dans tous les petits cantons : Uri, Schwitz, Altorff, le haut Valais se soulèvent, appuyés par les Autrichiens qui comptent sur l'intervention des bandes de paysans pour venir en aide à leurs troupes et couper la retraite à l'armée française qui va se trouver cernée.

Lecourbe était maître des hauteurs. Le 1er mai, à trois heures du matin, il fut attaqué à Zernetz, sur l'Inn, par quinze mille Autrichiens débouchant par la vallée de Sainte-Marie; quatre fois l'ennemi s'élance pour enlever les positions occupées par les Français et quatre fois Lecourbe repousse des forces bien supérieures à celles qu'il commande. A cinq heures du soir, les Autrichiens se retiraient laissant quatre mille hommes hors de combat.

Le 2, à la pointe du jour, les Autrichiens se portaient dans les gorges de la Lanquart, défendues par le général Mesnard ; une colonne de deux mille hommes devait tourner Lueisteig, descendre la montagne pour venir faire sa jonction avec les troupes qui forceraient les défilés de la Lanquart et s'empareraient de la vallée de Montafun, qui ouvre la grande communication du Tyrol avec la Suisse.

L'entrée du défilé n'était défendue que par trois compagnies d'infanterie qui tinrent depuis deux heures jusqu'à six heures du matin, espérant que des renforts viendraient à leur secours.

Les colonnes d'attaque se renouvelaient sans cesse et les Français tenaient toujours ; enfin à six heures, ils bat-

tent en retraite, ne cédant le terrain que pas à pas et tenant toujours tête à l'ennemi.

A dix heures, les Autrichiens, maîtres de Mayenfeld, tournent le poste de Lueisteig et croient avoir réussi dans leur mouvement.

Mais, à la nouvelle de l'attaque, les généraux Mesnard et Chabran étaient partis de Coire et de Malans : ils arrivent à onze heures, avec des renforts, attaquent l'ennemi sans lui donner le temps de se retrancher, le chargent à la baïonnette, et à midi, les Autrichiens, repoussés de toutes les positions qu'ils avaient prises le matin, battent en retraite laissant quinze cents prisonniers entre les mains des Français.

Du côté de Lueisteig, la lutte avait été des plus meurtrières : on avait cru enlever le poste par un coup de main, et la colonne ennemie ne rencontra que la mort, enveloppée qu'elle fut par une grêle de balles lancées par des mains invisibles.

Repoussée de toutes parts et obligée de rétrograder sur ses réserves massées près de Balzers, de Vodus et de Schon, l'armée autrichienne se retira laissant l'Elberg couverte des cadavres de ses hommes.

Profitant de l'avantage qu'il venait de remporter, le général Mesnard se porte rapidement sur Rechenau où il attaque six mille insurgés qui s'y étaient retranchés, leur tue deux mille combattants, disperse ceux qui restent et les met en pleine déroute. De son côté, Soult marchait sur Schwitz et Altorff dont il s'emparait.

Lecourbe, après avoir fait éprouver à l'ennemi des pertes énormes, remonte l'Inn et va s'établir à Bellinzona,

où se croisent les routes du Saint-Gothard et du Bernardino, afin de surveiller les mouvements des alliés et se rabattre sur Lucerne, si les circonstances l'exigent.

Informé de la marche hardie de Lecourbe qui court sur les pics glacés des Alpes, l'archiduc Charles veut l'isoler et le couper du corps d'armée de Masséna qu'il croit détruire ; il réunit à la hâte toutes les troupes qu'il avait en Souabe, se porte derrière la Thurr, dans le canton de Thurgovie, et prescrit à Hotz, qui venait de s'emparer de Coire, de lui amener un renfort de dix mille hommes, en passant par le pays de Toggenburg et de Saint-Gall.

CHAPITRE XXXI.

Première bataille de Zurich. — Évacuation de la ville par les troupes françaises.

Masséna, dont les forces étaient trop minimes pour couvrir toute la ligne du Rhin, se retranche sur la Thurr, afin de résister d'une manière certaine aux forces combinées de l'archiduc.

Hotz passe, le 22 mai, le fleuve à Feldkirch, tandis que l'archiduc le traversait à Stein, et ils marchent sur Masséna pour faire leur jonction.

Attaqué de toutes parts, Masséna, le 10 juin, lutte depuis quatre heures du matin contre les troupes de l'archiduc qui essayent en vain d'enlever les défilés que forment la Thurr, la Thoëss et la Glatt, pour s'emparer des routes qui conduisent à Zurich. Les Autrichiens usent leurs forces contre ces escarpements, ces fourrés, d'où part un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie. A dix heures du soir le canon grondait encore et les troupes couchaient sur le champ de bataille, sans que Masséna ait pu être entamé.

Sentant l'insuffisance de ses forces, Masséna se retire derrière la Thoëss à deux lieues de Zurich. Il s'y fortifie dans

une position rendue formidable par la nature du pays et veut tenter un dernier effort pour repousser les Impériaux. Le 11 et le 12 il fait reconnaître l'emplacement où s'était retranché à Frauenfeld l'archiduc Charles, et aussitôt il prend le parti de le tourner, tandis qu'il l'attaquera en même temps de front.

Dans la nuit, il commence son mouvement tournant et, le 12 au matin, à la pointe du jour il attaque les Autrichiens. La lutte fut terrible, sanglante : chaque pic, chaque aspérité de terrain était pris et repris. La mitraille avait peine à se faire jour, à travers les monceaux de cadavres, pour aller frapper les combattants acharnés dans cette lutte corps à corps, où l'on ne s'abordait qu'à la baïonnette, et où le vaincu n'avait pas à espérer de quartier : on vengeait les ministres de Rastadt. A cinq heures, Masséna, maître de toutes les positions, obligeait l'armée autrichienne à battre en retraite; mais le 14, à deux heures du matin, sa droite avait de nouveau sur les bras toute l'armée de l'archiduc, qui espérait, par cette attaque aussi vigoureuse qu'inattendue, forcer Masséna à dégarnir son centre pour secourir l'aile menacée, tandis que les Autrichiens, profitant de ce mouvement, couperaient l'armée en deux et enlèveraient toutes les positions.

Mais Charles fut trompé dans son attente; Masséna avait donné à chacun sa tâche, il avait marqué à chaque demi-brigade le poste qu'elle devait défendre, l'endroit où elle devait mourir! Le combat dura toute la journée; le canon gronda toute la nuit, et les troupes bivouaquèrent au milieu des morts et des blessés, ne prenant ni repos

ni trêve. Le lendemain, à deux heures du matin, toute la ligne était réengagée; Français et Autrichiens tombaient confondus dans la même pensée : vaincre ou mourir! Les colonnes autrichiennes, malgré le feu de nos batteries, abordent avec une intrépidité remarquable toutes les positions qui couvrent Zurich ; on sentait que l'archiduc voulait écraser les troupes françaises en les épuisant dans une lutte où, seules, elles ne pouvaient renouveler leurs combattants. Mais la France était derrière ; à défaut de renforts, le patriotisme soutenait leur courage. Cinq fois les villages de Wyttikon, de Zollikon et de Riespach sont pris, cinq fois ils sont repris à la baïonnette.

Ces trois villages étaient compris dans un triangle dont la base, formée par ceux de Riespach et de Zollikon, s'appuyait au lac de Zurich, tandis que le sommet, Wyttikon, s'appuyait au petit lac de Greiffen.

Tous les efforts des Autrichiens se portaient sur ces positions couronnées d'une artillerie formidable dont les feux convergents broyaient les colonnes qui voulaient se maintenir dans l'intérieur du triangle, et le carnage était tellement affreux, et le nombre des morts et des blessés si grand, qu'il fallait passer sur des murailles de cadavres pour parvenir au pied de ces villages où généraux et soldats se confondaient dans une lutte héroïque.

Ce fut en reprenant Riespach pour la cinquième fois que le brave Chérin Hyacinthe, général de division, chef d'état-major général de l'armée du Danube, tomba dangereusement blessé d'un coup de feu au bas ventre, au moment où il refoulait l'ennemi chassé de ses positions.

A huit heures du soir les Autrichiens abandonnaient

le champ de bataille, n'ayant pu conserver une seule position.

Dans la nuit du 14 au 15, les troupes amenées par le général Hotz, dont la jonction avec l'archiduc était opérée, entrèrent en ligne, et le 16 au matin, l'attaque recommença avec un acharnement qui tint de la frénésie. On se battit toute la journée, et la nuit était venue que les colonnes ennemies s'acharnaient encore après les lignes mutilées de l'armée française qui n'avait pas perdu un seul pouce de terrain. La lune se leva pour éclairer ce carnage, cet affreux champ de bataille jonché de vingt mille morts entassés entre ces monticules, dont les sommets labourés par les boulets et la mitraille abritaient dans leur dernier sommeil ces soldats sur le visage desquels on lisait encore la fureur du combat : Autrichiens et Français luttent contre les dernières convulsions de l'agonie pour achever l'ennemi qui respire côte à côte et la mort les surprend dans cette horrible boucherie.

Voyant ses efforts infructueux et croyant que Masséna pouvait tenir encore longtemps, l'archiduc fit sonner la retraite à dix heures du soir et se retira dans ses retranchements pour donner un peu de repos à ses troupes harassées, épuisées par ce carnage de cinq jours.

Mais Masséna était à bout de forces ! il ne pouvait plus tenir, il ne pouvait plus défendre Zurich d'une manière efficace. Cédant aux prières des magistrats, aux larmes des femmes et des enfants que des vieillards lui amenaient, il voulut épargner à la ville les horreurs d'un bombardement, et le 18, à cinq heures du matin, il commença son

mouvement de retraite qui dura jusqu'à quatre heures du soir, sans que l'ennemi osât l'inquiéter.

En se retirant, il fit sauter les ponts de Wettingen et de Baden et prit une forte position sur les monts Albis.

Au fur et à mesure que l'armée française quittait ses positions, l'armée autrichienne, l'arme au bras, les occupait successivement, et l'arrière-garde quittait Zurich que l'avant-garde impériale y entrait par la porte opposée.

Masséna porta son quartier général à Bremgarten, sur la Reuss, son armée étant échelonnée entre cette rivière et la Limath, l'avant-garde placée à Utikon, à une demi-lieue de Zurich, dont la position était toujours dominée par suite de l'occupation des monts Albis.

De son côté, Lecourbe, attaqué par Bellegarde, avait opéré son mouvement de retraite en bon ordre, abandonnant le mont Saint-Gothard pour venir prendre position sur le lac des Quatre-Cantons et se lier à Masséna par la ligne de la Reuss.

Harcelé pendant toute sa retraite, Lecourbe avait livré chaque jour des combats homériques au sommet des glaciers : ici son avant-garde franchissait au milieu de la nuit un lac depuis dix-neuf ans couvert de glaces sur lequel pas un montagnard n'osait s'aventurer ; ses infatigables soldats, pour ne point abandonner leurs pièces de montagne, creusent des troncs d'arbres, les y encastrent soigneusement afin de les protéger dans la rapidité de leur chute le long des flancs des rochers d'où ils les laissaient glisser, pour les hisser ensuite par des efforts surhumains sur le revers opposé ; tenant toujours l'ennemi à distance, son armée tout entière défilait par des sentiers

creusés dans la glace. On ne tirait pas un coup de fusil ; c'est à la baïonnette qu'on s'abordait; seule la grande voix du canon troublait par instants l'éternel silence de ces monts sublimes, cadre majestueux de ces combats héroïques où chaque soldat tombait glorieusement.

Les Français évacuèrent complétement les cantons d'Uri, d'Unterwalden, abandonnant derrière eux un pays ruiné image de la mort : pas un paysan, pas une tête de bétail, pas de vivres! des fermes labourées par les boulets et la mitraille témoignèrent longtemps de ces luttes gigantesques, où par leur courage, leur audace, les combattants grandissent encore dans nos imaginations frappées de cet héroïsme qui dispute à la nature les sentiers abrupts hantés jusqu'alors seulement par les bêtes fauves! Le mont Saint-Gothard et ses rocs immenses présentent le spectacle le plus horrible : partout du sang sur ces plaines de neige, partout des cadavres à demi dévorés ! Les crevasses des rochers servent de sépulture à ceux de ces héros qui, dans leur chute, sont restés suspendus aux arêtes des précipices au fond desquels tourbillonne la Reuss qui roule dans l'Aar et dans le Rhin une grande quantité de cadavres! Parmi ces derniers on remarqua deux ours surpris par le canon dans les cavernes au sein desquelles des combats se livraient chaque jour, et les eaux ensanglantées portèrent jusqu'aux mers voisines le témoignage de ces épouvantables carnages.

Épuisés et sans vivres, les Autrichiens occupent enfin le Saint-Gothard ; les routes de l'Italie leur sont ouvertes.

Masséna transporte son quartier général à Lenzbourg, son armée formant une ligne non interrompue depuis le

Rhin, près de Zurzach où était l'aile gauche, la Limath et l'Albis où était le centre, jusqu'au lac de Wallenstadt et le bas Valais où la droite s'appuyait.

L'archiduc Charles établit le sien à Klotten, à deux lieues de Zurich, et attendit l'arrivée de Korsakow pour attaquer de nouveau Masséna et pénétrer en France par Bâle.

Mais les événements allaient modifier les plans de campagne de la coalition.

CHAPITRE XXXII.

Duplicité de l'Autriche. — Diversion d'un corps d'armée sur Manheim et Philippsbourg. — Korsakow. — Masséna prend l'offensive.

Nous n'éprouvions que des revers en Italie; la Suisse était menacée et le Directoire, dont le gouvernement usé pesait d'un poids tyrannique sur la France, soulevait l'esprit public contre lui.

L'Autriche voulait asseoir sa domination en Italie; et Paul, furieux d'avoir été la dupe du cabinet de Vienne, qui, sous le prétexte de restaurer la royauté de Louis XVIII, s'était servi des armées russes pour rétablir ses affaires compromises par le traité de Campo-Formio, prescrivait à Souvarov de se porter sur la Suisse par le Saint-Gothard, de joindre ses troupes à celles de Korsakow et d'écraser Masséna pour envahir la France par l'Alsace.

L'ours du Nord avait promis d'étouffer les soldats de la république et il réservait à la France le sort que la Pologne avait subi; mais l'armée d'Helvétie lui ménageait un mécompte qu'il était loin de prévoir.

Afin d'opérer une diversion qui pût décharger le front de l'armée de Masséna et attirer les forces des alliés sur une autre base d'opérations, le Directoire fait passer le

Rhin, à Manheim, à une division de douze mille hommes pour simuler une invasion sur l'Allemagne : les gazettes annoncent que c'est l'avant-garde d'une armée de trente mille hommes en marche sur le Rhin. Aussitôt on rappelle le prince Charles, et avec trente-six mille hommes il se porte rapidement sur Philipsbourg que les Français bombardaient. En apprenant l'arrivée de l'archiduc, le général Legrand repasse le Rhin, et le prince Charles trompé par les mouvements de cette division reste en observation sur la rive droite, croyant sa présence indispensable pour tenir en échec une armée française qui aurait voulu pénétrer en Allemagne.

La Suisse, boulevard de tout le système militaire de la France de 1799, allait être écrasée sous les efforts de trois armées combinées, fortes de quatre-vingt-cinq mille hommes, conduites par des généraux expérimentés, occupant des positions réputées inexpugnables.

Hotz et Korsakow avec trente-cinq mille Austro-Russes devaient attaquer Masséna de front, tandis que Jellakich, avec vingt-cinq mille hommes, s'emparait de Schwitz et de Glaris pour couper Lecourbe et attendre l'arrivée de Souvarov débouchant par le Saint-Gothard à la tête de vingt-cinq mille hommes. Le généralissime russe devait suivre la vallée de la Reuss pour s'embarquer sur le lac des Quatre-Cantons, d'où une flottille autrichienne le transporterait dans la vallée de Zug.

Si le plan des généraux alliés réussit, c'en est fait de Masséna, car il a à défendre une ligne de plus de soixante lieues, et il compte à peine cinquante-cinq mille hommes.

Résolu de prévenir les attaques de Korsakow, il se décide à franchir la ligne d'opération des alliés, afin de les chasser de leurs positions et les obliger à repasser le Rhin.

La ligne de la Linth, de la Limath et de l'Aar était, sous le rapport de la défensive et de l'offensive, la position la plus forte que l'armée austro-russe pût occuper en Suisse. Ces rivières plus ou moins larges, mais toujours profondes et sans cesse gonflées par des torrents, étaient bordées sur la rive droite de montagnes hautes et du plus difficile accès. La ville de Zurich, sur la Limath, fournissait à l'ennemi, sur la rive gauche de cette rivière, une tête de pont dont la propriété offensive portait au dernier degré de perfection le système d'action et de répulsion de cette ligne défendue par soixante mille hommes, alors que Suwarow pouvait d'un moment à l'autre arriver d'Italie avec un renfort de vingt-cinq mille Russes.

Les deux seuls points de passage que présentât le développement de la ligne ennemie, depuis Zurich jusqu'au Rhin, étaient les confluents de la Limath, de la Reuss, de l'Aar, et l'anse de Diettikon, sur la Limath. Chacun de ces deux points avait peu d'avantages et beaucoup d'inconvénients majeurs. Le premier avait la faculté de transporter, par la Reuss et l'Aar, les bateaux nécessaires au passage; mais il n'y avait sur la rive opposée que deux points uniques de débarquement : encore étaient-ils très-étroits. Ces points étaient tellement marqués, la ligne de passage que les bateaux avaient à parcourir était si bien désignée, que l'ennemi les avait rendus inabordables par plusieurs batteries disposées de manière que de la rive gauche il était à peu près impossible d'en éteindre le feu.

Si l'on ajoute à cela une position formidable et presque inaccessible qu'il fallait enlever, en abordant sur la rive opposée, on se rendra compte des difficultés que présentait ce point.

L'anse de Diettikon offrait de grands obstacles pour le transport des bateaux, pour leur mise à flot; aucun ruisseau navigable n'y aboutissait; aucune île ne permettait de ramasser, à l'insu de l'ennemi, les pontons nécessaires au passage et à la construction du pont. Une plaine découverte bordait la rive gauche, et sur tout son développement, les hommes y étaient vus à découvert des pieds à la tête. Il fallait transporter sur des voitures ou à bras jusque dans l'eau, tous les bateaux et les matériaux nécessaires; mais aussi, l'immense avantage qu'elle présentait, c'est que sa forme demi-circulaire donnait les moyens de l'envelopper et de la croiser en tous sens, par le feu d'une artillerie formidable.

Masséna, aussitôt son plan arrêté, ordonne à Lecourbe de se porter rapidement sur les Grisons, de s'emparer du Saint-Gothard et de retarder, autant qu'il le pourrait, l'arrivée de Souvarov.

Avec douze mille hommes Lecourbe se porte en avant, et poursuit ses avantages avec une rapidité étonnante; les cantons d'Uri et de Schwitz tombent en son pouvoir, et les Autrichiens sont battus à Muthenthal, à Brunen, à Altorf, à Mayenthal.

Ce fut à travers des marches longues et pénibles, par des sentiers couverts de neige et de glace, et des chemins toujours taillés sur la pente du roc ou de la montagne, bordés de précipices qui s'approfondissent à mesure qu'on

s'élève, que les soldats de Lecourbe, ferrés à glace, les pieds armés de crampons, escaladent les crêtes des glaciers les plus élevés de l'Europe. Lecourbe veut tourner les Autrichiens par la gauche et les forcer à se replier derrière la Thurr, afin de couvrir Saint-Gall, le Rheinthal et le Tyrol pour maintenir les communications avec l'Allemagne, tandis que lui, libre de ses mouvements, et n'ayant plus à s'occuper d'eux, s'emparerait des Grisons par la vallée de Dissentis et disputerait chaque pic, chaque rocher aux Russes de Souvarov.

Le 20 septembre, Lecourbe arrive à l'entrée de la vallée de la Reuss, la remonte pour donner la main à la division Gudin, dont la mission est de repousser les Autrichiens du Grinsel, du Furca et de les chasser des sources du Rhône. Il venait de rallier la division Loison, lorsqu'à quatre heures du soir, il rencontra l'ennemi fortement retranché à Gueschenen ; il le culbute et le poursuit l'épée dans les reins jusqu'au pont du Diable. Là, il est arrêté par une ligne de retranchements appuyés d'une part au torrent de la Reuss, de l'autre à des rochers à pic défendus par des chevaux de frise. Ne pouvant tourner la Roche-Percée, Lecourbe forme ses bataillons en colonne serrée, marche à l'ennemi au pas de charge pour s'emparer du pont du Diable, traverser le trou d'Uri, effrayante caverne de quatre-vingts mètres de profondeur, et se rendre maître d'Urseren. Ses grenadiers s'élancent tête baissée, sous une grêle de balles et de mitraille, pour enlever le pont du Diable. Soudain la tête des colonnes s'arrête frappée de terreur; les plus audacieux, qui marchaient en avant, venaient de disparaître subitement! Le tablier

du pont avait été scié et un vide de trente pieds ouvrait sa bouche béante sur un précipice de soixante-quinze pieds d'élévation au fond duquel roulaient les flots écumants de la Reuss. Il fallut battre en retraite.

Le même jour, à sept heures du soir, la division Gudin, chassant les Autrichiens devant elle, vint se réunir à Lecourbe.

L'ennemi se retira sur les hauteurs d'Oberalp, pour prendre des positions formidables sur les montagnes de Grispalt où il se retrancha, faisant occuper tous les points qui commandent les défilés des Grisons. Les débouchés de Giamut et de San-Giacomo furent couronnés de tirailleurs qui s'embusquèrent dans les crevasses des rochers.

Le 22, à la pointe du jour, Lecourbe divise ses troupes en trois colonnes d'attaque, fond sur les Autrichiens, enlève toutes leurs positions, les pourchasse sur tous les pics et les force à se jeter dans les défilés du Simplon, abandonnant quatre mille cadavres et trois mille prisonniers.

Lecourbe, maître de tous les sommets et de tous les défilés, attend Souvarov en se retranchant dans ses positions; le passage du Brunig et les défilés qui conduisent à Uri sont défendus par des travaux d'approche. Il occupe San-Giacomo, Tawetsch, alors qu'une colonne de son corps d'armée s'était avancée jusque dans les bailliages italiens, et il communique par le mont Gemmi avec les troupes postées dans le Valais.

Korsakow, voulant isoler Masséna de la droite de son armée défendant le Saint-Gothard, la Reuss et la haute Linth, ordonne au général Hotz de franchir la Linth,

tandis que lui attaquerait les monts Albis et que Jellakich s'emparerait de Schwitz et de Glaris pour se lier à Souvarov au moment de son arrivée.

Masséna comprenant aux mouvements des Austro-Russes qu'il va être attaqué et débordé par son point capital, le corps d'armée de Lecourbe, ordonne au général Soult de passer la Linth entre les lacs de Zurich et de Wallenstadt, tandis que lui-même franchirait la Limath à Diettikon. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, il réunit quatorze mille hommes autour de Diettikon. Une partie devait exécuter le passage de la rivière de vive force, tandis que la réserve, composée de ses grenadiers et d'un gros corps de cavalerie, couvrirait cette opération en la protégeant contre les sorties qui pourraient être faites sur la rive gauche de la Limath par la garnison de Zurich, et que la division du général Mortier ferait l'attaque du village de Walishoffen.

Le général Mesnard, pour attirer l'attention de l'ennemi, devait simuler à Brugg, au confluent de la Reuss et de la Limath, un passage de rivière.

Le 24, à cinq heures du matin, les troupes du général Mesnard s'étant mises en mouvement et ayant jeté quelques bateaux, l'ennemi crut que Brugg était le point choisi pour le passage, et la majeure partie de ses forces se concentra sur ce point.

Pendant ce temps-là, vingt pièces d'artillerie, commandées par le chef d'escadron Foy, étaient en batterie à Diettikon, prêtes à croiser de leur feu l'anse du passage.

Les pontonniers, aidés par une corvée de trois mille

hommes, portaient à bras et sur leurs épaules les plus gros bateaux et tout le matériel nécessaire à l'établissement d'un pont. Au moment où l'engagement du général Mesnard était le plus vif et qu'une canonnade très-accentuée occupait l'ennemi, Masséna donna le signal du passage. En un clin d'œil, les bords de la rivière sont couverts de bateaux et de troupes; les premières entraient à peine dans l'eau, que les avant-postes russes qui enveloppaient l'anse sur la rive droite firent une décharge générale de toutes leurs batteries et un feu nourri de mousqueterie qui, loin de ralentir l'ardeur des pontonniers et des travailleurs, ne fit que la centupler. Les premiers coups de fusil étaient à peine tirés de la part de l'ennemi, que l'artillerie de Foy eut bientôt écrasé tout ce qui s'opposait au passage sur la rive opposée.

Les postes russes, chassés des bords de la rivière, se réunirent au goulot de l'anse dans un bois épais, où, soutenus par les troupes qui occupaient le camp et le plateau de Closter-Fahr et sept pièces d'artillerie, ils se disposèrent à la résistance la plus opiniâtre.

L'avant-garde, commandée par le général Gazan, était parvenue à aborder sur la rive droite. Quoique sans canons et sans cavalerie, elle n'hésite pas un seul instant, elle jette ses sacs à terre et s'élance sur l'ennemi. Plusieurs fois repoussée, elle revient à la charge, soutenue par les troupes que les pontonniers passèrent d'une rive à l'autre, et qui, en moins de deux heures, s'élevèrent à huit mille hommes. Les Russes, chassés de leurs positions après un affreux carnage, abandonnèrent au général Gazan le bois, le plateau de Fahr et leur camp.

Le pont de bateaux se trouvant construit et une communication étant ouverte à travers le bois épais qui bordait la rivière, deux divisions s'établirent sur la rive conquise.

L'armée de Korsakow se trouvait alors répartie sur deux points : celui de Zurich et celui de Frendnau, au-dessous des confluents. Pour faire disparaître la supériorité du nombre et conserver l'avantage, Masséna devait empêcher la réunion des deux armées et les battre séparément. A cet effet, il porta une brigade sur Dellikon et Degentorff, fit occuper les revers principaux de la Glatt et les communications conduisant de Rogensberg à Zurich. Il occupa également Vurenloos pour couvrir la gauche des troupes placées dans Degentorff, et tenir en échec les corps ennemis massés à Vettingen et à Frendnau.

Le général Gazan fut chargé de l'attaque de Hoüg et de la partie occidentale de Zurich-Berg. C'est entre ces deux points que l'ennemi avait réuni la totalité de ses forces : Gazan se porta sur lui avec impétuosité et tourna, par une manœuvre habile, le village de Hoüg, dont il s'empara, chassant les Russes des hauteurs qu'ils occupaient. Puis, de concert avec le général Oudinot, il aborda les faubourgs de Zurich et la partie occidentale de Zurich-Berg, par laquelle passe la communication de cette place avec Winthertbur.

On se battit de part et d'autre avec un acharnement incroyable; le combat dura depuis dix heures du matin jusqu'à dix heures du soir. Les Français, maîtres des faubourgs et de la route, couchèrent sur le champ de bataille.

Sur la rive gauche, Mortier avait chassé les Russes et s'était emparé du village de Wollishoffen, défendu par de nombreuses redoutes garnies d'une formidable artillerie.

Entre les lacs de Zurich et de Wallenstadt, Soult avait franchi la Linth, défendue par plus de quarante redoutes qu'occupait une infanterie nombreuse.

A trois heures du matin, pendant que la 94e demi-brigade qui avait opéré son débarquement à Schmérikan, suivait le chemin de ce village au bourg d'Utznach, s'emparait des batteries autrichiennes, attaquait leur camp et rétablissait le pont de Gzynau, deux cents volontaires, armés de lances, de pistolets et de sabres, réunis vis-à-vis de Schœnis, traversaient la rivière en battant la charge, portaient la terreur dans le camp ennemi, enlevaient les postes qui défendaient le point projeté pour le passage, et facilitaient par ce mouvement aussi hardi qu'imprévu le moyen de lancer à l'eau les barques et de jeter sur la rive droite un bataillon de grenadiers.

Il était cinq heures et le jour commençait à paraître : l'ennemi, revenu de sa surprise, formait ses colonnes couvertes par son artillerie légère qui causait beaucoup de mal. Six compagnies étaient passées : trois fois elles s'emparèrent du village de Schœnis et trois fois elles furent repoussées. Le passage continuait sans interruption, et, au fur et à mesure qu'elles touchaient terre, les troupes s'engageaient dès qu'elles étaient formées.

Le général Hotz se porta lui-même en avant pour reconnaître les mouvements de l'armée française ; un boulet

lui traversa le corps au moment même où un autre lui enlevait la cuisse gauche. Cette mort causa une consternation générale dans l'armée impériale, qui recula en désordre jusqu'au Rhin, abandonnant aux mains des Français trente canons et trois mille prisonniers.

Le corps du général Hotz fut ramassé sur le champ de bataille et remis, dans la soirée, aux avant-postes autrichiens, avec tous les honneurs dus à son rang.

CHAPITRE XXXIII.

Combats livrés par Lecourbe sur les glaciers de la Suisse. — Deuxième bataille de Zurich. — Prise de Zurich par les Français. — Destruction de l'armée de Korsakow. — Revers de Souvarov, désastres de ses armées.

Afin de réunir toutes ses forces sur la rive droite et pousser vigoureusement ses avantages, Masséna résolut de s'emparer de Zurich. Pour préserver cette ville d'une ruine totale, ou tout au moins des horreurs d'une prise de vive force, il envoya le colonel Ducheiron, commandant le 9e de hussards, auprès du général russe pour le sommer d'avoir à évacuer la ville. Au mépris du droit des gens, cet officier fut retenu par le général Korsakow, et ce ne fut que le lendemain à sept heures du matin qu'il transmit dans une lettre la réponse verbale du général russe, qui consentait à rendre la place pourvu qu'on lui laissât la faculté d'en évacuer tous ses bagages, son artillerie et six mille blessés.

Masséna avait adhéré à cette proposition, voulant ménager ses forces pour battre les Russes en rase campagne. Lorsque, dans la nuit du 24 au 25 septembre, Korsakow fit évacuer toutes les positions qu'il occupait aux confluents de l'Aar, de la Reuss et de la Limath, une petite partie

de ses forces s'était portée à Coblentz, au-dessus de la forêt de Scheysenger, où elle avait fait sa jonction avec un corps d'armée de trois mille hommes en position à Waldshut, et que de fortes reconnaissances poussées du camp de Bâle et de Huningue avaient tenu en respect. Le reste était venu à la faveur de la nuit, en faisant un détour considérable, se réunir, sur les hauteurs de Zurich, aux troupes qui couvraient et défendaient cette place, de façon qu'au point du jour elles se ruèrent sur l'armée française et forcèrent Masséna à se replier sur les hauteurs de Hoüg et d'Halshalleren, postes avancés que nous avions sur le revers septentrional de Zurich-Berg.

Ce mouvement offensif de l'armée russe avait pour but de dégager la route de Zurich à Wintherthur, afin d'ouvrir une issue à l'artillerie et aux bagages de l'armée qui n'avaient d'autre chemin que celui-là, le général Soult ayant coupé les communications avec Rapperschwill.

Il n'y avait pas un instant à perdre : Masséna devait au plus tôt occuper Zurich afin de pouvoir, par la réunion de ses troupes, écraser les Russes avant l'arrivée de Souvarov.

Le 26, il fait attaquer toute l'armée russe massée sur les hauteurs, tandis que Mortier, sur la rive gauche, mitraille les faubourgs et le corps de la place.

La route de Wintherthur fut prise et reprise cinq fois de suite. Des monceaux de cadavres s'entassaient les uns sur les autres et servaient de parapets aux troupes qui ne s'abordaient plus qu'à la baïonnette : le canon seul se faisait entendre broyant ces murailles humaines, qu'il battait en brèche. Masséna se croyait maître de cette position

achetée au prix des plus pénibles sacrifices, lorsqu'une colonne ennemie ayant de l'artillerie et de la cavalerie sur ses flancs, déboucha par la route de Zurich-Berg, et se rua, comme un ouragan, sur la gauche et le centre de l'armée française qu'elle fit plier. La route de Winther-thur est de nouveau au pouvoir des Russes; ils essaient de déborder la gauche de Masséna pour le prendre de flanc. Masséna lance les généraux Gazan et Lorge, l'un à la tête de l'infanterie, l'autre à la tête de la cavalerie. Tout plie dans une charge frénétique préparée par une canonnade à bout portant qui mitraille les régiments russes massés en colonne serrée. L'infanterie ennemie est culbutée; ses canons sont pris; sa cavalerie, sabrée par la nôtre, tourne bride et fuit en pleine déroute. Le revers septentrional de Zurich-Berg est occupé et les débris de l'armée russe qui se retirent en désordre sur Wintherthur, abandonnant, avec les positions, tous les bagages, toutes les munitions et une quantité considérable de prisonniers.

L'ennemi se défendait toujours dans Zurich, pour protéger sa retraite par la porte de Rapperschwyll, qu'il tenait et par laquelle il espérait pouvoir sauver les troupes et les équipages qu'il avait dans la ville. Mais le général Oudinot, maître du faubourg de Zurich, marche sur le corps de la place, enfonce à coups de canon la porte de Baden, passe au fil de l'épée un bataillon russe qui veut en défendre l'entrée, pénètre dans la ville et fait un carnage affreux de tout ce qui ne jette pas les armes.

Au même instant, le général Klein entrait sur la rive gauche par une porte opposée, que deux habitants de la ville avaient ouverte. Les Russes, refoulés de tous les côtés,

sont acculés sur les places publiques où des régiments entiers, rangés en bataille, attendaient qu'on leur eût ouvert un passage pour assurer leur retraite; ils mettent bas les armes.

Korsakow réunit à grand'peine les débris des armées austro-russes se repliant du côté de Dussenhoffen et d'Églissan, pour chercher un refuge de l'autre côté du Rhin. Les Français occupèrent immédiatement Wintherthur, Frauenfeld, Bischofzell, Saint-Gall, Thurgovie, Wallenstadt et Glaris.

La prise de la ville de Zurich permettait à peine de réunir les forces qui avaient opéré sur la Limath et la Linth pour poursuivre à outrance les débris des armées austro-russes vaincues dans une bataille de quinze jours, que déjà Masséna apprenait l'arrivée de Souvarov à Altorf.

Ce dernier avait promis à son maître de lui envoyer les clefs de Paris; et alors qu'il se précipitait sur la Suisse, croyant Korsakow victorieux, dix mille prisonniers russes traversaient la ville de Bâle, conduits par quelques gendarmes, et étaient internés à Huningue et en Alsace. La présence de ces barbares causa une profonde impression; on ne les avait jamais vus, et le dénûment profond dans lequel ils étaient, les nombreuses blessures qu'ils avaient à la tête, leurs pieds nus, leur manque de vêtements, leurs barbes longues et incultes témoignaient des luttes sanglantes qu'ils avaient soutenues et livrées.

Masséna fit élever de nouvelles fortifications autour de Zurich et se prépara à continuer la guerre qui devait délivrer l'Helvétie des barbares du Nord.

Les victoires de Zurich avaient sauvé la France; il fallait

maintenant rendre à la Suisse son indépendance, la débarrasser des armées qui depuis un an épuisaient ses populations en vivant à leurs dépens.

Toute l'armée russe d'Italie s'était portée, par Bellinzona, sur le mont Saint-Gothard ; ayant successivement attaqué les généraux Gudin et Loison, elle avait acheté par des sacrifices énormes son entrée dans la vallée de la Reuss : la 67e demi-brigade lui avait fait perdre plus de quinze cents hommes au passage de Urseren ; cette brigade n'eût jamais abandonné les défilés qu'elle défendait, si elle ne se fût aperçue que Souvarov, ayant une armée tout entière à sa disposition, était prêt à l'envelopper.

L'armée russe opéra son passage sur le pont du Diable, en faisant défiler son artillerie et sa cavalerie sur trois planches jetées sur la Reuss. Elle perdit une grande quantité de chevaux et de canons qui roulèrent au fond des abîmes, dans cette marche à travers un pays inconnu, hérissé de difficultés pour une armée ayant à lutter contre les éléments et contre la première puissance militaire de l'Europe.

A Altorf, Lecourbe, avec une poignée d'hommes, tenait la rive gauche de la Reuss, le pont de Seedorf, et, seul, le défendait contre toute cette armée, si orgueilleuse de ses succès en Italie.

Souvarov menaçait tout à la fois Lucerne, Schwitz et Glaris, pendant que les corps autrichiens de Jellakich et de Langen, réunis à une partie des débris des divisions de Hotz, marchaient sur l'armée française par Kerencs et la vallée d'Engi. La brigade du général Molitor occupait Glaris, le Linthal et les débouchés du Muthenthal.

Masséna se porta rapidement sur sa droite menacée par l'armée austro-russe, laissant au général Mesnard le soin de poursuivre avec sa cavalerie les débris des vaincus de Zurich. Il prescrivit au général Mortier de marcher sur Schwitz, tandis que le général Gazan, à la tête de la 3e division, se porterait sur Schœnis et Wesen. Lecourbe, appelé au commandement de l'armée du Rhin, et devant quitter au premier jour celle de l'Helvétie, fut remplacé dans le commandement de la 2e division par le général Soult, qui eut ordre de se porter sur Lucerne et Altorf.

Masséna dirigea sa réserve de grenadiers sur Richterswyl, et se rendit lui-même à Altorf.

Souvarov attaque en vain Lecourbe au pont de Seédorf; il sonde tous les points du torrent de la Reuss et reconnaît l'impossibilité de le passer. Il se dirige, toujours en masse, à travers des montagnes affreuses, par des chemins qu'il se frayait lui-même, du Schachenthal dans le Muthenthal, au milieu des neiges et des glaces, comblant des cadavres de ses soldats les précipices qui l'entourent de toutes parts. Aussitôt, Masséna court à Schwitz pour rejoindre Souvarov dans le Muthenthal; mais il vient se heurter, à Mutten, contre le corps d'armée du général Rossemberg, dont les forces supérieures arrêtent son avant-garde. Un combat des plus vifs s'engage, et la nuit seule vient séparer les combattants.

Le lendemain, la division Molitor et une demi-brigade de la division Lecourbe engagent de nouveau la lutte. Toutes les hauteurs sont couronnées par l'armée française qui surveille l'arrivée de Souvarov. Les positions qu'oc-

cupent les Russes sont enlevées avec une rare intrépidité et l'ennemi, obligé de se replier sur Mutten, où était le gros de l'armée, se trouva acculé : arrivé à portée des batteries françaises, leur feu ravagea tellement ses colonnes serrées en masse, que, ne pouvant plus le supporter à moins de se sacrifier dans une horrible boucherie, il forme de toutes ses troupes plusieurs colonnes d'attaque et les lance sur Masséna avec la fureur du désespoir.

La 108e soutient pendant longtemps le choc des Russes ; elle était en bataille, et l'ennemi en colonne serrée ne put parvenir à l'entamer. Attaquée plusieurs fois à la baïonnette, elle resta inébranlable, couvrant de ses feux les colonnes qui se précipitaient sur elle en poussant des hurlements qui n'avaient plus rien d'humain. Étouffée par des masses toujours nouvelles, la 108e demi-brigade recule pour se masser de nouveau, et un instant elle est jetée en dehors de sa position, abandonnant ses blessés. La 67e demi-brigade arrive à son secours et rétablit l'équilibre du combat. Attaqués à la baïonnette, les Russes sont refoulés de toutes parts, et ils reculent entassés dans la gorge en arrière de Mutten, abandonnant deux mille morts sur le champ de bataille.

Souvarov, si vigoureusement acculé dans le Muthenthal, au lieu de pénétrer en Suisse par les débouchés d'Einsilden, veut se frayer un chemin dans la vallée de Glaris, espérant faire sa jonction avec les armées de Hotz et de Korsakow, dont il ignorait les désastres. Son avant-garde avait déjà pénétré dans le Linthal, abordant Molitor

de front, tandis que Jellakich et de Lingen l'attaquaient par sa gauche et par ses derrières.

Après une résistance des plus meurtrières, et après avoir repoussé les généraux alliés, Molitor, sans avoir pu être entamé, se replia sur Mollis et Noëfelds, où, soutenu par la division Gazan, il s'était maintenu, conservant le pont de Noëfelds, pris et repris six fois dans la même journée.

Masséna était donc maître des deux rives de la Linth. Instruit de la position critique de Souvarov, Korsakow (1), pour voler à son secours, réunit à la hâte les débris des armées austro-russes au corps de Condé, et se disposa à attaquer le corps d'observation laissé sur la Thurr. Masséna, informé des mouvements que les alliés préparaient de l'autre côté du Rhin, résolut d'en finir

(1) Rimskoi-Korsakow était d'un mérite très-ordinaire. Ses capacités militaires étaient nulles et son incurie seule amena les désastres des Russes en Suisse. Ancien amant de Catherine II, sa faveur auprès d'elle dura de 1779 à 1780. Il était alors jeune, d'une jolie figure, d'une taille élégante et d'une constitution tellement *robuste* qu'on le citait comme un type à la cour moscovite ; du reste, cette dernière considération attira sur lui les regards de la czarine. Dès qu'il se vit l'amant en pied de Catherine, il crut qu'il convenait à un homme comme lui de placer une belle bibliothèque dans le palais dont Catherine lui avait fait présent. Il fit venir le plus fameux libraire de Saint-Pétersbourg pour lui donner ses ordres. Celui-ci lui demanda quels livres il voulait : « Comment mordieu, répon-« dit Korsakow, faut-il que je vous apprenne votre métier? Vous devriez « le savoir : de grands livres en bas et des petits en haut ; voilà comment « ils sont chez l'impératrice. »

C'est à de pareils hommes que trop souvent sont confiées les destinées d'une armée.

(*Vie de Catherine II* par J. Castera, tome II.)

avec Souvarov. Il prescrivit au général Loison de marcher sur le Linthal, tandis que Mortier suivrait les Russes dans le Muthenthal. Mais épuisé par les combats sanglants qu'il avait été obligé de livrer chaque jour depuis Bellinzona jusqu'à Glaris, privé de vivres et de munitions, ayant été forcé d'abandonner le plus grand nombre de ses bagages, de ses mulets et de jeter dans les lacs une partie de son artillerie, Souvarov voulut profiter, puisqu'il en était encore temps, du seul débouché qui lui restait; il évacua Mutten et Glaris, et employa toute la nuit du 13 au 14 vendémiaire à faire filer son armée par Schwauden, dans l'épouvantable vallée d'Engi et des Grisons. Au point du jour son arrière-garde fut attaquée par les généraux Molitor et Gazan, et malgré une défense des plus acharnées, des plus héroïques, elle fut taillée en pièces, et Souvarov, poursuivi l'épée dans les reins jusqu'à Elm, ne reprit haleine qu'à la faveur de la nuit.

Le général Mortier fut chargé de continuer la poursuite et d'occuper le pays de Melz et Sergans; le général Loison, avec la 2e division, reçut l'ordre de reprendre le Saint-Gothard et de maintenir un corps d'observation dans la vallée de Dissentis.

Il fallait prévenir le retour de Korsakow, qui pouvait devenir inquiétant; aussi Soult, qui avait le commandement des deux divisions Mortier et Gazan, dut marcher en deux colonnes, dirigées, l'une sur Reinak, sous les ordres du général Brunel, et l'autre sur Constance aux ordres du général Gazan; celui-ci devait être soutenu par le général Klein, avec deux régiments de cavalerie.

La division Lorge fut dirigée sur Stein et Dissenhoffen;

la division Mesnard sur Paradis et la tête de pont de Bussingen. Masséna se porta lui-même avec sa réserve de grenadiers (1) sur Wintherthur et Audelfingen.

Le 15, dès la pointe du jour, les divisions firent leur dernière marche en avant, pour se porter sur le point d'attaque. Celles des généraux Gazan et Lorge avaient, pour arriver à leur destination, beaucoup plus de chemin à parcourir que celle du général Mesnard ; et quoique, à cause de cette différence, la division Mesnard fût partie plus tard, elle n'eut pas plus tôt commencé son mouvement sur Paradis, objectif de son attaque, qu'elle trouva Korsakow marchant à sa rencontre avec un corps de douze mille hommes, Russes et Bavarois.

L'engagement fut très-vif ; mais la supériorité du nombre de l'ennemi arrêtait déjà le mouvement des Français, lorsque la réserve des grenadiers Oudinot arrivant sur le champ de bataille, le combat changea de face ; l'ennemi, attaqué avec la plus grande vigueur, laissa le terrain jonché de ses morts, et les Bavarois ne trouvèrent leur salut que dans une fuite précipitée, cherchant un refuge dans la tête de pont de Bussingen qu'ils évacuèrent dès que les Français voulurent l'enlever d'assaut.

Le général Lorge, après avoir fait replier devant lui les postes avancés de Dissenhoffen, arrivait avec la tête de

(1) La réserve des grenadiers de Masséna se composait de quatre bataillons forts chacun de douze cents hommes, l'élite de l'armée ; connue sous le nom de colonne infernale, rien ne résistait à son choc lorsque Masséna l'employait dans les moments décisifs.

Son chef d'état-major, le général Oudinot, avait toujours le commandement de cette troupe qui forma plus tard le noyau de la vieille garde impériale.

la division dans la plaine et s'y déployait. Déjà deux bataillons de la 57e et deux de la 100e demi-brigade formaient sa droite ; une prairie marécageuse remplissait l'espace qu'aurait occupé son centre ; et il avait sur sa gauche le 3e bataillon de la 57e et la tête de la 37e entrant en position au moment où son artillerie légère, couvrant tout le front de la ligne, ouvrait son feu sur les positions austro-russes. Tout à coup l'ennemi, après avoir à la faveur d'un rideau très-entendu fait ses dispositions, dirigea sur la droite de la division française une charge très-vigoureuse de cavalerie et d'infanterie russes. L'opiniâtreté avec laquelle cette charge fut faite par l'ennemi et soutenue par les troupes du général Lorge est indescriptible. Des deux côtés, l'acharnement était arrivé au paroxysme de la fureur : Français et Russes étaient confondus dans une mêlée corps à corps, où le plus fort était sans pitié pour le vaincu. L'artillerie légère chargée et sabrée sur ses pièces, ne cessait de manœuvrer et de tirer à mitraille ; partie de notre infanterie, après avoir accueilli la cavalerie ennemie par le feu le plus vif et le plus soutenu, la recevait sur ses baïonnettes sans s'ébranler ni céder un pouce de terrain, tandis que l'autre partie de cette infanterie la chargeait, sur son flanc, avec une admirable intrépidité.

L'ennemi partout repoussé, fut obligé de repasser le Rhin et de pourvoir à sa sûreté, en coupant le pont de Dissenhoffen, où les Français entrèrent à dix heures du soir.

L'entreprise du général Gazan fut également couronnée du plus éclatant succès. Il attaqua, aux approches de

Constance, le corps russe et les émigrés qui étaient commandés par le prince de Condé en personne. Le général Gazan poussa l'ennemi avec tant de vigueur que ses troupes entrèrent pêle-mêle dans la ville avec les vaincus, sans qu'il eût été possible à ceux-ci de lever le pont-levis. Il était dix heures du soir; on se battit avec fureur dans les rues, et les Français parvinrent au pont du Rhin, qu'une partie des ennemis étaient encore dans la ville. Tout ce qui n'avait pas passé le fleuve fut fait prisonnier.

Le prince de Condé et le duc d'Enghien échappèrent grâce à la faveur de la nuit. Le corps du général Vauborel, émigré français, fut trouvé le lendemain frappé d'une balle à la tête.

Les troupes françaises étaient également maîtresses du Saint-Gothard, et les Russes, qui le défendaient, également obligés de mettre bas les armes.

Restait à chasser tout ce qui se trouvait d'ennemis sur la rive gauche du Rhin. Masséna chargea de ce soin les généraux Soult et Loison. Parti de Dissentis, le général Loison se porta sur Treins et obligea les Autrichiens à se replier sur Tamins, pendant que Mortier, descendant par le Konkels, avec le 10ᵉ chasseurs à cheval et la 25ᵉ demi-brigade, refoulait les Austro-Russes établis en arrière de Vellis.

L'ennemi connaissant l'importance de la position de Tamins, réunit toutes ses forces à la sortie des débouchés du Konkels, voulant, à quelque prix que ce fût, empêcher le général Loison de s'en emparer. Mais abordé à la baïonnette, après un combat très-acharné, il lâcha pied, abandonnant toutes ses positions, une partie de son artillerie,

et repassa le Rhin dans le plus grand désordre, incendiant les ponts de Reichenau et de Feldsberg avec les matières goudronnées qu'il y avait amoncelées.

Plein de rage, Souvarov se retira à Feldkirch où il tomba malade, accusant l'archiduc Charles d'être la cause des revers des Russes en Helvétie. Il incriminait l'imprudente entreprise tentée contre les Français à Manheim, entreprise qui avait été amenée par un piége d'autant plus grossier qu'il s'adressait à un général habitué à la nouvelle tactique des Français. Il faisait retomber sur l'archiduc la responsabilité de la destruction des armées austro-russes, abandonnées par lui pour courir au-devant d'un danger imaginaire qui menaçait l'Allemagne en avant de Philipsbourg et de Manheim, alors qu'on le condamnait lui Souvarov à être battu, malgré les prodiges de courage que ses troupes avaient exécutés à Altorf et à Glaris!...

De son côté, le prince Charles reprochait à Souvarov de lui avoir fait manquer la conquête de la Suisse, en exigeant, sans nécessité, qu'il lui détachât vingt-cinq mille hommes de renfort en Italie. Il justifiait sa marche sur le Necker, en alléguant la nécessité de sauver la forteresse de Philipsbourg et de couvrir ses magasins de la Souabe en repoussant une armée française qui menaçait l'Allemagne. Il prétendait que si les Russes avaient su faire la guerre, ils auraient pu à la vérité perdre la ville de Zurich, mais non être mis dans une déroute aussi complète que celle de Korsakow; que l'incurie de ce général était justifiée par la retraite des treize mille Autrichiens du corps d'armée du général Hotz, qui, malgré la mort de

leur chef, tué au passage de la Linth, avaient opéré leur retraite en bon ordre dans le Voralberg. Que pour peu que les Russes eussent imité leur exemple, ils se seraient vus renforcés à Schaffouse et à Constance par une armée de seize mille émigrés ou Bavarois et auraient été à même de tenir tête à l'armée française épuisée par des combats sans nombre.

Les opérations mémorables de Masséna en Helvétie, opérations qui suffiraient à l'illustration de la vie d'un homme et qui furent ses plus beaux titres de gloire, amenèrent la destruction de trois armées fortes de soixante mille hommes! Les Russes avaient été battus, eux, jusqu'alors toujours victorieux en Italie; trente mille hommes avaient été détruits; cent cinquante pièces de canon, quinze drapeaux, tous les bagages de l'ennemi enlevés; neuf généraux tués ou pris; l'Italie et le Rhin dégagés; la Suisse libre, la France sauvée, tels étaient les droits que l'armée du Danube avait à la reconnaissance des deux pays.

CHAPITRE XXXIV.

Animosité de la bourgeoisie bâloise contre la politique de Masséna. — Avidité des comptoirs. — Menées hostiles du parti clérical.

Les obstacles matériels étaient brisés, mais le général en chef allait avoir à lutter contre cette politique mesquine, mercantile que n'avaient pu abandonner les hommes placés à la tête du gouvernement de la Suisse.

Au milieu des luttes gigantesques qu'il avait été appelé à soutenir, Masséna avait toujours senti que non-seulement l'appui moral de l'aristocratie lui manquait, mais qu'il avait encore à résister aux sourdes menées des partis contre la marche régulière des opérations.

Le directoire exécutif, animé des meilleurs sentiments, avait décrété la levée extraordinaire d'un corps de troupes de dix-huit mille hommes destiné à entrer en ligne avec l'armée française, et jamais ce chiffre n'avait pu être complété, grâce aux désertions qui le désorganisaient chaque jour. Les réfractaires étaient sûrs de trouver un asile au milieu des petits cantons toujours soulevés par les intrigues de l'aristocratie et du clergé. Les dilapidations, les fraudes, le manque de vivres, de vêtements et de solde, entretenaient partout la méfiance et l'irritation.

Le directoire suisse avait adressé au peuple helvétique une proclamation par laquelle il notifiait que, malgré les mesures prises pour mettre l'armée à l'abri de tout besoin, soit par la disposition de fonds considérables, soit par l'établissement de magasins, plusieurs bataillons s'étaient vus, par défaut de solde et de vivres, obligés de se dissoudre tandis que la patrie en danger était attaquée par les armées austro-russes. Le directoire annonçait en même temps qu'il était résolu de rechercher les causes de ces effets désastreux et qu'il voulait en punir les auteurs, les livrer à la rigueur des lois, afin de prouver qu'il n'était point d'impunité pour les administrateurs infidèles, pour les dilapidateurs de la fortune publique. En effet il prescrivit la réunion d'une commission d'enquête chargée de recueillir les réclamations; mais toutes ces mesures vinrent se briser contre l'animosité des classes élevées. L'Autriche seule pouvait trouver des fonds chez les banquiers de Bâle et de Zurich ; mais leurs caisses étaient fermées pour tout papier revêtu de la signature des membres du gouvernement populaire.

Devant cette hostilité qui se dissimulait à peine, Masséna frappa des impositions de guerre dont l'inscription, à titre d'emprunt forcé, devait, comme garantie, être portée au chapitre de la dette publique pour que le remboursement en fût opéré plus tard par le gouvernement français.

Zurich, Bâle et Saint-Gall furent frappées, chacune, d'un emprunt de huit cent mille francs.

Influencé par les menées et les récriminations des membres du petit conseil de Bâle, le directoire exécutif

défendit d'accéder audit emprunt, et il alla même jusqu'à arrêter la livraison des fournitures faites pour le compte de l'armée d'occupation.

Masséna ne pouvait tolérer une conduite qui semblait aux moins clairvoyants une continuation de cette politique hostile, anti-libérale, contre laquelle nos ministres luttaient en vain depuis longtemps. D'ailleurs, il n'avait eu recours à l'emprunt forcé qu'après avoir obtenu l'approbation des administrateurs de la ville de Zurich qu'il eût pu traiter en ville conquise en la livrant au pillage.

Il écrivit donc à la municipalité une lettre dans laquelle il disait : « Dans la conférence que j'ai eue avec vous, citoyens administrateurs, je vous ai demandé que la ville de Zurich versât, dans la caisse de l'armée, à titre de prêt, huit cent mille francs. La position de l'armée, ses besoins, ses sacrifices, le service essentiel qu'elle vous a rendu en chassant loin de vous un ennemi farouche, les assurances que vous m'avez données, ne me permettent pas de douter que l'emprunt ne soit rempli avec zèle et empressement par vos concitoyens.

« Je vous écris donc pour déterminer les époques des versements.

« Vous voudrez bien faire verser, d'ici à demain soir, quatre cent mille francs; les quatre cent mille autres francs seront versés dans quatre jours.

« Si, contre mon attente, et sans égard aux paroles que vous m'avez données, l'emprunt n'était pas rempli aux époques déterminées, je ne pourrais voir dans votre refus qu'une mauvaise volonté bien manifeste de venir au secours d'une armée qui a défendu vos propres intérêts,

qu'une violation des égards que l'on doit à un allié, et, dans cette hypothèse, je serais réduit à traiter la ville en ennemie et à la soumettre à la rigueur des exécutions militaires, que je n'emploierai qu'à regret et à la dernière extrémité, commandé par les besoins de l'armée. »

La solde n'était point payée ; les approvisionnements se faisaient avec beaucoup de peine, et, depuis un mois, il ne se passait pas de jour, pas de nuit que l'armée n'eût à combattre, à faire des marches pénibles pour contenir un ennemi nombreux, que l'on allait poursuivre en Allemagne. Masséna ne pouvait donc maintenir la discipline, ce principe éternel de la force des armées, qu'en donnant à ses troupes les moyens de vivre.

Les villes de Saint-Gall et de Zurich acquittèrent leur contribution avec empressement ; Bâle seule résista et déclara qu'elle s'en tiendrait à la résolution première, prise par le pouvoir exécutif, et que l'emprunt forcé ne serait point couvert dans ses murs.

Masséna ne fut point dupe de ce refus, et, comme il le dit lui-même à ses troupes dans un ordre du jour : « Il est facile de reconnaître la main qui a dicté cette mesure, et dans quelles intentions elle a été prise ; mais il est de la dignité du général en chef d'en prévenir les effets. »

Un courrier expédié au général Chabran, lui porta les instructions nécessaires pour faire payer la ville de Bâle, dont la contribution, à titre de punition, fut élevée à un million six cent mille francs, somme dont la moitié seulement devait être garantie par le directoire français, au nom duquel l'emprunt était fait.

Le général Chabran, commandant supérieur des troupes

à Bâle, manda chez lui les principaux banquiers de la ville et leur déclara que, par ordre du général en chef, la commune de Bâle était imposée extraordinairement, à titre d'emprunt forcé, d'une somme de un million six cent mille francs; que le quart en serait versé immédiatement et le restant de jour en jour; que la moitié de cette somme serait seule remboursée, attendu que, pour détruire l'opposition qui s'élevait contre les actes du gouvernement, Masséna frappait la ville d'une amende de huit cent mille francs.

Il laissa un quart d'heure de réflexion. Tous, à l'exception du citoyen Mérian aîné, consentirent à verser cette somme, qui fut comptée le lendemain.

Par ordre du général Chabran, Mérian fut arrêté et conduit dans la forteresse de Huningue, pour avoir tenu des propos séditieux et injurieux contre le gouvernement français, en essayant de soulever la vindicte publique contre une opération faite dans l'intérêt de la Suisse.

En présence des mesures énergiques prises par Masséna, pour tenir tête à l'irritation habilement exploitée par les Suisses liés aux intérêts des Autrichiens et des réactionnaires, le pouvoir exécutif s'adressa au Directoire français, accusant hautement Masséna de livrer la Suisse à une exploitation financière plus pénible pour elle que si elle eût été traitée en pays conquis. Il se servit des calomnies les plus honteuses pour attirer le blâme sur l'administration entière qui, d'après lui, écrasait le pays par des contributions forcées, des réquisitions de chaque jour, soit en chevaux, voitures, pain, viande. Dans sa mauvaise foi, il oublia les défenses faites aux troupes et scrupuleu-

sement suivies par elles de ne rien prendre sans payer; Masséna ne laissant qu'aux généraux des divisions la faculté de lever des contributions forcées dont ils devaient justifier la nécessité.

Masséna exposa au Directoire les raisons qui l'avaient amené à sévir contre la duplicité de la ville de Bâle. Il fit ressortir l'impossibilité matérielle de subsister dans un pays épuisé par trois armées qui n'avaient laissé derrière elles que la ruine et la désolation; il déclara que la ville de Bâle n'ayant nullement eu à souffrir des horreurs de ces luttes acharnées, dans lesquelles tous les autres cantons avaient été enveloppés, son devoir lui commandait impérieusement de pourvoir aux besoins de son armée, alors qu'il savait pertinemment que l'Autriche escomptait des traites sur la banque bâloise; que, du reste, l'humanité exigeait qu'il vînt au secours des communes les plus éprouvées par la guerre et dont les habitants expulsés commençaient à rentrer. Il fit remettre, en effet, sur les premiers fonds disponibles de la contribution de Bâle, une somme de soixante-dix mille francs que le commissaire du gouvernement helvétique répartit entre les campagnes de Zurich, du Valais, de Linth, de Sentis et de Thurgovie.

Le Directoire de la république française répondit au gouvernement helvétique que s'il avait vu, avec regret, que l'armée qui avait délivré l'Helvétie de ses ennemis avait été dans l'obligation de contracter un emprunt que la reconnaissance publique aurait dû lui offrir, il n'avait pas vu avec un moindre étonnement que cet emprunt, nécessité par les besoins les plus pressants d'une armée victorieuse, ait pu être regardé comme un

acte hostile, et que le gouvernement helvétique se fût permis de déclarer prévaricateurs et traîtres à la patrie les fonctionnaires publics qui, non-seulement ne se refuseraient pas à tout payement de la demande qui leur avait été faite, mais encore à toutes négociations à ce sujet.

« Les ennemis de la liberté helvétique, disait le Directoire dans sa note diplomatique, les traîtres à votre patrie ne seront pas ceux qui accéderont à des mesures commandées par le salut des armées françaises, par le salut de l'Helvétie elle-même, devant lequel, à vos yeux comme aux nôtres, tous les intérêts doivent céder. Vous avez confondu cet emprunt indispensable avec la contribution qu'une armée victorieuse ne lève que sur un pays ennemi. Mais le Directoire de la république française s'empresse de ratifier les engagements que le général en chef de l'armée du Danube a pris, et il vous déclare qu'il met le remboursement de cet emprunt au nombre des dettes les plus sacrées. »

Dubois-Crancé, ministre de la guerre, en faisant connaître à Masséna la ratification de tous ses actes par le Directoire, ne dissimula pas au général en chef que les injures et les récriminations violentes parties du sein du gouvernement suisse n'étaient que le résultat de l'influence politique que le prince Charles exerçait sur tous les citoyens restés hostiles à l'état actuel des choses; que d'ailleurs, le Directoire avait cru devoir dédaigner de pareilles sottises, dont le but était de défigurer les sentiments de la nation et d'attirer le sarcasme sur la conduite des généraux de l'armée française; qu'en satisfaisant aux engagements pris par Masséna, ses victoires ne laisse-

raient à la nation suisse que le sentiment des services que lui avait rendus la France et le souvenir de cette gloire acquise au prix des plus nobles sacrifices et du plus beau désintéressement dans cette lutte ouverte pour la liberté des peuples.

Le citoyen Jenner, envoyé du directoire helvétique, dans un long exposé qu'il adressa à Masséna, sur la situation politique de la Suisse, lui proposa d'éteindre l'emprunt contracté par la république au moyen de remboursements partiels divisés par coupons de 400 à 500 francs émis par le gouvernement français. Ces coupons, reçus aux douanes, en payement des droits mis sur les marchandises suisses à leur entrée en France, éteindraient l'emprunt forcé et ramèneraient le calme dans les comptoirs, nullement habitués à faire des avances garanties simplement par un engagement d'honneur. Le Directoire, auquel Masséna transmit la demande, souscrivit immédiatement à cette question d'ordre, et les réquisitions, plus nombreuses que jamais, furent garanties et transformées en opération commerciale.

Si l'occupation de la Suisse fut une faute, si le Directoire, répondant à l'appel des habitants du canton de Vaux, ordonna à ses généraux de prêter la force de leurs armes au mouvement unitaire des cantons cherchant un appui dans leur nationalité, contre l'oppression d'une noblesse marchande, il faut le dire aussi, le Directoire voulut anéantir ce foyer de sentiments hostiles que les conspirations entretenaient à Berne, à Bâle et à Zurich. Si, en 1798, on connaissait l'état moral des grands centres, on ignorait complétement la situation politique des

habitants des montagnes, et lorsque le signal de la révolte s'étendit aux petits cantons, on ne comprit pas que le degré de résistance à toute innovation puisait sa force dans les habitudes morales du peuple plutôt que dans ses habitudes physiques.

Poussé par les entraînements de la révolution, le Directoire français crut trouver dans cet appel d'un peuple autrefois libre, ce mouvement impulsif et raisonné que l'amour de la patrie inspire. Il crut tourner contre l'Autriche l'influence hostile qui se manifestait contre la France dans tous les conseils de la Confédération. La défense du territoire de la république engagée contre les armées impériales en Italie et en Allemagne, commandait à sa politique d'occuper ces murailles des Alpes helvétiques et pennines qui ferment ces sauvages et pittoresques vallées, habitées par des bergers nomades qui n'ont ni les sentiments, ni les vertus qu'inspire la vie agricole. Par leur position topographique, ils semblaient être séparés du reste la terre; environnés de villes instruites et civilisées, ils conservaient dans leur isolement toute la grossièreté et l'ignorance des premières époques du moyen âge; le fanatisme religieux s'était réfugié dans leurs montagnes; aussi furent-ils les plus terribles défenseurs de la réaction luttant contre l'armée française.

De telles habitudes, secondées par l'accès difficile que présentait leur contrée, donnaient à ces montagnards une indépendance sauvage qui les rendait ennemis de tout ce qui pouvait menacer leur repos, leur oisiveté. Aussi, pour les amener à voir substituer à leurs coutumes une civilisation régulière et bienfaisante, il fallait un changement

lentement progressif qui ne vînt pas heurter leurs croyances religieuses; il ne fallait pas en appeler immédiatement au sort des armes; on devait user de tous les moyens que la conciliation mettait entre les mains des hommes politiques du moment. Malgré les infamies dont se rendaient coupables chaque jour les ennemis de la France, au lieu de marcher sur Berne, il fallait développer le germe d'une rénovation pacifique, éclairer les campagnes et éviter ces innovations subites qui désorganisent, lorsque les masses ne sont ni préparées ni assez fortement constituées pour supporter une commotion violente.

En ne s'assurant pas des dispositions véritables des cantons qu'ils voulaient révolutionner, ceux qui les premiers poussèrent le Directoire à faire occuper militairement la Suisse, ignoraient la secousse terrible que devait éprouver un peuple divisé par l'élément allemand et par l'élément français.

Les artisans de la contre-révolution, plus adroits et mieux avisés, n'eurent pas de peine à convaincre les campagnes que la constitution imposée par les Français froissait les intérêts populaires en les confondant, détruisait des prérogatives achetées par des sacrifices et confirmées par le temps et l'acceptation des cantons voisins; que l'unité politique ne pouvait amener que la ruine et la perturbation des campagnes, au bénéfice de quelques favoris vendus à la cause française. Des hommes à qui des intérêts particuliers de fortune ou d'ambition firent embrasser le parti des Autrichiens, tendirent la main au parti clérical, et les prêtres activèrent l'explosion de l'insurrection, fanatisant les populations en les appelant à la

guerre sainte pour soutenir le culte menacé. Aussi l'ennemi extérieur s'empressa-t-il de seconder par des proclamations, des promesses et des secours en hommes et en argent les agitateurs et les chefs de parti.

Si la discipline triompha de l'insurrection, les causes et les effets se maintinrent. Cette population fut soumise, mais elle ne fut point changée : moins un peuple est éclairé, moins grande est sa raison publique et plus ses révolutions deviennent longues et violentes.

Si les habitants des villes entraînèrent dans leur mouvement unitaire la masse des populations rurales, les gouvernants déchus suscitèrent contre la révolution, non seulement les embarras d'une constitution nouvelle, mais encore les horreurs de la guerre civile. Ils entretinrent de tout temps des émissaires près des généraux autrichiens, et ce furent eux qui les poussèrent contre Zurich en fomentant la révolte dans les Grisons, dans le haut Valais, révolte soudoyée ouvertement par les oligarques, révolte appuyée par les armées de l'Autriche et de la Russie, armées qui étaient assurées de trouver dans l'assistance de la bourgeoisie helvétique un dévouement à toute épreuve. Heureusement pour la France, les précipices du Saint-Gothard, l'affreuse vallée d'Engi, la Reuss et les plateaux de Zurich servirent de tombeaux à ces hordes du Nord, payées par l'or des voisins de la France et poussées fatalement contre elle par la haine des uns et l'inexpérience des autres.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Hostilités permanentes entretenues contre la France par l'Autriche et l'Angleterre. — Napoléon.

Au milieu de cette auréole de gloire qui enveloppait son nom depuis la bataille des Pyramides, Bonaparte avait rêvé pour la France le rétablissement de l'empire d'Orient. Nouveau César, il avait attendu dans les sables de l'Égypte que les dernières convulsions d'un gouvernement affaibli lui permissent de traverser le Rubicon moderne pour s'emparer du pouvoir. La profondeur de son génie lui avait fait entrevoir une destinée que son imagination ardente poursuivait sans relâche : afin de résister aux empiétements tyranniques de l'Angleterre, il voulait relever le grand empire byzantin et son pied heurta la couronne de Charlemagne ! Après le 18 brumaire, maître des principes de la révolution, il crut asseoir le bonheur de la France en les rendant monarchiques de populaires qu'ils étaient. Mais cette transmutation politique lui prépara sur la fin de son règne cette longue série de malheurs qui ne finit qu'à Sainte-Hélène.

Les souverains avaient tremblé devant la révolution; l'empire ne les rassura point, car l'un et l'autre voulaient la grandeur de la nation française, tandis qu'eux, au contraire, ne voulaient que son abaissement.

Si l'Autriche voulait l'Italie, l'Angleterre, elle, voulait assurer la domination de son pavillon sur toutes les mers. Elle voulait la Méditerranée, parce qu'elle convoitait la Sicile, l'Egypte. Elle voulait imposer son despotisme maritime à toutes les nations. Il n'y avait qu'une seule puissance qui pût s'opposer d'une manière efficace à ce débordement d'ambition : c'était la France; aussi toutes les guerres qui éclatèrent entre ces deux rivales n'eurent-elles pour mobile que le triomphe de leur suprématie maritime. Lorsque, en 1778, Louis XVI avait fait un appel aux peuples pour exiger la liberté de la navigation, liberté qui devait être un frein contre les vexations de la marine anglaise, l'Angleterre avait senti que sa prépondérance, sa ruine étaient à la merci de la toute-puissance de la nation française; elle le sentit surtout lorsque Napoléon déclara, dans la question des neutres, que le pavillon couvrait la marchandise; lorsque le blocus continental vint mettre son commerce aux abois, l'affamer en lui préparant une ruine certaine. Ce fut alors que la politique de Pitt tendit à surexciter l'opinion publique, à l'égarer pour rendre populaire, nationale, cette croisade des rois contre la révolution. Paul 1er, devenu l'ami de Napoléon, tombait assassiné par une intrigue du palais, intrigue menée à bonne fin par les soins officieux du cabinet anglais, dont le cynisme s'abritait derrière cette question péremptoire : isoler la France. Aussi ne recula-t-il devant aucun obstacle;

toutes les armes lui furent bonnes : il fit cause commune avec les ouvriers d'une restauration chimérique, antinationale, allumant la guerre civile dans l'Ouest et dans le Midi, prêtant son appui à la tourbe des assassins de bas étage guidés par Georges Cadoudal, et au milieu desquels se cachaient des fils de France ternissant les lis de leurs blasons, achetant la trahison des généraux de la république, légitimant un arrêt brutal dans la forme, légal quant au fond. L'assassinat était à l'ordre du jour contre le chef du gouvernement; il se pratiquait sous les auspices du cabinet anglais : la répression devait donc être rapide, sanglante; car, quel que soit le drapeau de l'assassin politique, le bras de la justice doit frapper, rien ne doit l'arrêter. Le duc d'Enghien tomba obscurément, fatalement dans les fossés de Vincennes; mais rien n'aurait pu l'absoudre : il avait fait cause commune avec le cabinet anglais; il était donc hors la loi.

Pitt lui-même a assumé sur la tête de l'Angleterre toute la responsabilité de ces crimes politiques, de ces conspirations éternelles, de ces coalitions amenant la ruine des peuples, en déclarant en plein parlement que « tout gouvernement sage se doit à lui-même et au monde en général de profiter de tout mécontement qui existe dans le pays avec lequel il peut se trouver en guerre, et, par conséquent, de prêter aide et protection aux projets des mécontents. »

Tous les cabinets ont senti l'influence oppressive de l'Angleterre ; l'Inde seule, en 1857, l'a souffletée sur les deux joues avec ce gantelet terrible qui fait trembler les conquérants : le réveil d'une nationalité dégradée. L'Indien a secoué ses chaînes un instant pour assouvir son dé-

sespoir dans le sang anglais, rendant atrocité pour atrocité, et devenant aussi barbare qu'on avait été cruel pour ses pères ; les crimes d'un siècle furent vengés en quelques heures. On pleure les victimes ; mais le cœur reste froid devant la politique machiavélique du cabinet britannique et l'on voue à l'exécration du monde entier les principes subversifs que consacrent de tels bourreaux.

Longtemps la France put faire face à toutes les coalitions dont l'Angleterre était l'âme et l'Autriche le bras ; mais sa perte fut assurée le jour où l'on voulut dénaturer les grands principes de 89 et réconcilier la révolution avec les préjugés qu'elle avait combattus. Cette réconciliation ne pouvait amener que des défections, des trahisons, car l'existence de l'une est incompatible avec celle des autres ; il n'y a pas de juste milieu à leur opposer : les lois de la nature sont telles que chaque progrès a sa marche assurée en dépit des volontés humaines ; et les idées émises par la France germeront au sein de toutes les sociétés qui voudront s'émanciper, malgré les barrières que le fanatisme et l'ignorance élèveront contre elles.

L'ancienne aristocratie ne put pardonner à l'Empire ses institutions, son organisation, reflets d'une monarchie qui lui rappelait une époque à laquelle elle avait été mêlée et dont la disparition lui avait donné des martyrs. Sa haine et ses espérances étaient d'autant plus fondées, que la Russie, la Prusse et l'Autriche, par le dépècement de la Pologne, venaient de fouler aux pieds le droit des peuples pour y substituer le droit brutal de la conquête, ce nouveau droit divin qui légitime l'oppression, sert l'ambition, favorise le hasard au profit d'une puissance qui

s'élève et croit ensuite pouvoir jeter l'insulte à toutes les nationalités et s'arroger le droit d'effacer un peuple de la carte du monde.

La révolution avait rappelé l'homme au respect qu'il se doit à lui-même en l'affranchissant de la féodalité. L'Angleterre était jalouse de la force que la nation puisait dans ses libertés; elle avait tremblé en songeant qu'une fédération des peuples, à la tête de laquelle marcherait la France, ruinerait pour toujours son influence politique, son crédit social, et la ferait disparaître des conseils de l'Europe : il lui fallait donc conjurer cet orage et pour cela ameuter le continent, établir un état de guerre permanent, fatiguer les peuples, ruiner les finances de tous les partis belligérants, les soumettre à sa merci pour les faire vivre des subsides que fourniraient ses caisses, en un mot être l'épée à deux tranchants, dont la pointe dirigée sur la France pourrait un jour faire la loi à ceux qui s'en seraient servis. Elle tendit la main à l'Autriche anéantie par les victoires toujours nouvelles de l'armée française : ses finances étaient nulles, ses armées sans cesse détruites ne se soutenaient que par les secours envoyés de Londres; ses arsenaux étaient vides et les manufactures anglaises les comblaient chaque jour; l'Autriche était trop faible pour accabler l'empire, il lui fallait une alliée, mais une alliée qui eût un intérêt direct à prêter le concours de ses armées. On songea à la Russie, cette terre esclave, ennemie de tout progrès, où le peuple est soudé à la glèbe; elle devint dès lors l'espoir de la coalition.

On savait que le colosse enfanté par la révolution succomberait tôt ou tard dans ces guerres dont le dénoû-

ment hâté par une consommation effrayante d'hommes et de finances, devait se traduire par un épuisement qui n'avait été conjuré jusqu'alors que par un patriotisme exalté, l'amour de la gloire et par les fortes indemnités de guerre frappées sur tous les pays conquis, indemnités qui avaient servi à faire briller la nouvelle noblesse parée des noms immortels de nos plus belles victoires; mais que l'ancienne aristocratie, oublieuse de sa propre origine, traita de bâtarde jusqu'au jour où, ayant besoin de son appui, elle la reconnut pour sa sœur légitime, après les nombreuses apostasies des cent jours.

Napoléon à Austerlitz, à Iéna, à Wagram, dans mille combats terrassa la coalition. Mais il fit une faute à Presbourg, à Tilsitt, à Vienne. Il devait, s'inspirant de la politique de Henri IV, anéantir la puissance de l'Autriche, la rendre incapable de porter les armes, en un mot la donner à la Prusse. Napoléon, au contraire, se jeta dans ses bras, et prépara lui-même les revers que la fortune nous ménageait; il répudia l'impératrice Joséphine, voulant un fils dont le sang royal vînt un jour éteindre toutes les haines des dynasties et le réconcilier avec les vieux préjugés ; Hapsbourg-Autriche songea que la puissance de sa maison, le salut de sa monarchie lui étaient venus par les femmes, et une archiduchesse d'Autriche monta sur ce trône encore teint du sang de sa tante Marie-Antoinette. Fatale destinée! La Providence donna encore raison à l'Autriche; chaque alliance avec elle devait amener un malheur public, chaque union devait porter dans son sein la chute d'une dynastie. Louis XVI était mort sur l'échafaud, après avoir amené par ses faiblesses

l'invasion de nos frontières; Napoléon, victime de la haine et des trahisons de l'Autriche, succombait seul, captif sur le rocher de Sainte-Hélène, alors que la fille des Césars Hapsbourg-Autriche, oubliant le respect qu'elle devait au nom de celui qui avait tenu entre ses mains l'empire de ses pères, se livrait à d'illégitimes amours, ajoutant ainsi à la conduite honteuse du cabinet autrichien qui, pour assurer la chute de Napoléon, n'avait pas reculé devant le double avilissement du caractère sacré de l'épouse et de la mère.

CHAPITRE II.

Mauvaise foi de l'Autriche. — Coalition.

L'Autriche avait atteint son but : les revers nous accablaient, et tandis que Napoléon, en 1813, courait à Erfurth, laissant la régence de l'empire à Marie-Louise, François II, informé de l'anéantissement moral et physique dans lequel la France était tombée, activait la coalition armée par l'Angleterre et n'attendait, pour rompre avec son gendre, que le moment favorable où, sans crainte de compromettre ses intérêts, il pourrait engager les troupes qu'il préparait de longue main.

Le comte de Metternich fut l'instrument dont on se servit pour endormir la vigilance de l'empereur qui, comme il l'a avoué lui-même dans sa captivité, « ne pouvait croire à tant d'infamies cachées sous le lit de fleurs que lui avait fait le mariage autrichien ». Lorsque l'ambassadeur du cabinet de Vienne se présenta porteur des exigences de François II, Napoléon entrevit faiblement la vérité et se contenta de jeter à la face de Metternich ces paroles outrageantes : « Ah! Metternich, dites-moi : combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour jouer ce rôle, pour me faire la guerre? (1) »

(1) Fain, tome II.

Il n'était point encore habitué aux trahisons, il ignorait toute la boue que couvraient ces éclatants uniformes; il comptait sur la loyauté de ces cours souveraines dont il avait brigué les alliances. Il était trop grand capitaine pour se plier à la duplicité des relations diplomatiques et il se laissa amuser jusqu'au 10 juin 1813, jour fixé pour la rupture de l'armistice qui lui avait été arraché : François II était prêt, la coalition pouvait rouvrir les hostilités.

Cette nouvelle campagne allait amener pour la France une série de revers, de trahisons, d'infamies que l'on cherchera en vain à déguiser, à cacher; l'histoire sera le pilori auquel on attachera le nom des traîtres : celui de l'Autriche, celui de Bernadotte, celui de Moreau; rien ne pourra atténuer le crime des deux généraux que la France avait élevés, car ce fut l'ambition qui les amena à proposer aux alliés ces plans de campagne qui devaient guider les sauvages du Don au cœur de la France, à porter eux-mêmes les armes contre leur patrie, à conduire les colonnes ennemies dans ces luttes sanglantes où le sang français coula à flots. Mieux que personne, ils connaissaient les sentiments hostiles qui animaient les hautes classes de la société débarrassées de l'enthousiasme populaire; mieux que personne ils connaissaient les chemins de Paris, ses moyens de défense, et ils ne reculèrent point. Le vainqueur de Hohenlinden lui-même ne pourra trouver grâce dans le souvenir de ses victoires premières; revêtu de la casaque russe, son cœur avait cessé d'être français; la corruption royaliste l'avait gagné, il avait déchiré tous ses titres de gloire; mais plus heureux que ses compagnons d'infamie,

il tomba frappé par un boulet français. Dieu voulut lui pardonner, car il lui épargna la vue des désastres qu'il avait accumulés sur ses anciens frères d'armes dont le sang devait retomber sur lui.

Si la révolution française et le gouvernement de Napoléon exaltèrent les sentiments patriotiques chez les peuples, les monarques de l'Europe, les grands, pouvoirs constitués, les hautes classes s'appliquèrent à justifier la honte des traîtres, à diviniser la trahison, à détruire tout sentiment honnête dans les masses, par la turpitude dégradante dont furent enveloppés les actes dirigés contre la politique de l'empereur. Les Bourbons ont osé se plaindre lorsqu'ils subirent la peine du talion dans les défections qui les accablèrent; s'ils avaient été plus sincères, moins aveugles, ils auraient reconnu le doigt de cette Providence devant laquelle ils ne s'inclinent qu'au jour des revers; mais alors ce retour vers le passé est un blasphème, non plus une religion. Ils ont démoralisé les peuples au lieu de les éclairer, et ils ne voudraient point être les victimes de leurs outrages!

La nouvelle coalition, forte de six cent cinquante mille hommes, avait réuni tous ses efforts pour écraser les armées que la France pouvait lui opposer. Au congrès de Trachenberg, le prince royal de Suède avait proposé à Alexandre, empereur de Russie, un plan de campagne qui devait permettre une invasion de toutes les frontières ouvertes et conduire les alliés au cœur de Paris. Moreau, arrivant des États-Unis, vint ajouter l'influence de ses conseils, et trois corps d'armée commandés par Bernadotte, le prince de Schwartzemberg et Blücher, dirigés

par Moreau, prirent leur quartier général à Berlin, à Prague, à Breslau.

Napoléon ne pouvait opposer que deux cent cinquante mille hommes, qu'il divisa également en trois corps d'armée : le premier, fort de trente mille hommes, occupait Hambourg, sous le commandement de Davoust; le second, de soixante-dix mille hommes, occupait Wittemberg, sous les ordres d'Oudinot ; le troisième, commandé par l'empereur, devait agir contre Blücher, le rejeter derrière la Vistule, prendre à revers les armées réunies à Prague, et isoler Alexandre en lui coupant toute communication avec la Russie, tandis qu'Oudinot et Davoust, enlevant Berlin, obligeraient les alliés à se diviser et à dégarnir leurs fronts.

Gouvion-Saint-Cyr, avec dix-huit mille hommes, devait rester dans Dresde, base de toutes les opérations.

Napoléon se porte en avant, refoule Blücher au delà de l'Elbe et de l'Oder, et veut tourner le prince de Schwartzemberg qui vient de recevoir quatre-vingt mille hommes de l'armée de Silésie. Mais il n'avait plus seulement à lutter contre les efforts de l'ennemi, il avait à combattre contre des généraux élevés à l'école de nos guerres. Sur les conseils de Moreau, Schwartzemberg descend vers Dresde, par la rive gauche, pour y arriver par Freyberg. L'Empereur va avoir toute la coalition sur ses derrières, l'enfermant entre l'Oder et l'Elbe, tandis que les alliés, prenant position entre l'Elbe et le Rhin, intercepteront ses communications avec la France. Aussitôt il quitte la Silésie, laissant Macdonald avec soixante-dix mille hommes devant Blücher, et, le 20 août, vole au secours de Dresde,

lutte pendant trois jours contre les forces quadruples que lui oppose Schwartzemberg, l'oblige, après trois batailles sanglantes, à battre en retraite sur la Bohême, abandonnant trente mille hommes et deux cents pièces de canon.

Ce fut dans cette lutte héroïque que Moreau fut frappé par un boulet au moment où il indiquait au czar un mouvement contre ses anciens frères d'armes.

Napoléon veut alors marcher sur Berlin; mais Bernadotte a remplacé Moreau dans la direction des armées alliées; par ses soins, la Saxe se déclare contre la France et entre dans la coalition. Cette défection changea les plans de Napoléon : il ne demandait plus à la fortune que le gain d'une seule bataille pour sauver la France; mais il ne trouva que le désastre de Leipsick, où cent soixante-dix mille combattants luttèrent pendant trois jours, les 16, 18, 19 octobre, contre trois cent soixante-dix mille hommes appuyés par les batteries de quinze cents pièces de canon. L'armée française se consume en efforts inutiles; des masses sans cesse renaissantes remplacent celles mises hors de combat. La mitraille décime nos rangs qui se resserrent, mais ne se remplacent plus. Bernadotte avait reculé devant le courage héroïque des Français résistant à tous ses efforts, défiant le feu des trois cents pièces de canon qu'il dirige contre eux sur la gauche de la ligne. Alors la trahison lui vient en aide : il a aperçu les Saxons qui s'élancent sur les Russes; mais leurs officiers sont à lui : ils s'arrêtent, font volte-face, et Bernadotte commande lui-même le feu de leurs batteries qu'ils déchargent à bout portant sur ces bataillons mutilés qu'ils viennent d'abandonner par la plus lâche des trahisons. Na-

poléon a vu cette catastrophe, il accourt avec sa garde et rétablit, non pas le combat, mais le carnage. La fatalité le poursuivait encore ; il ordonne la retraite le 19, alors que les armées alliées, faute de vivres, allaient être obligées de se séparer. Ses troupes battaient en retraite, en bon ordre, lorsque le pont du Moulin, sur l'Elsler, détruit par une funeste méprise, abandonnait aux mains de l'ennemi les 7e, 8e, 11e corps d'armée, avec deux cents pièces de canon.

Nous eûmes quatre généraux tués, six blessés et sept faits prisonnniers; nous perdîmes cinquante mille hommes. Les pertes des alliés furent bien plus sensibles : ils eurent quatre-vingt-cinq mille hommes hors de combat, dix-sept généraux tués ou blessés; et les Allemands, devant ces *cent trente-cinq mille* hommes étendus et horriblement mutilés, ont appelé cette lutte de titans « la bataille des nations. »

Leipsick aura été pour Bernadotte le tombeau de son honneur militaire ; ce jour-là, l'ancien membre du club du Manége, ce jacobin échappé de la révolution, fut digne de lui-même, digne de la cause qu'il défendait, digne de l'Autriche qui violait les capitulations de Dresde, de Dantzick, se salissant par la déloyauté comme elle avait été flétrie par l'assassinat de nos ministres à Rastadt. Triste apanage des grands noms qui autrefois étaient venus mendier des trêves et des armistices aux généraux de la république dont pas un n'avait manqué à la parole donnée ; c'est qu'étrangers à la vie des cours, ils ignoraient alors le mensonge et la trahison !....

CHAPITRE III.

Conséquences des désastres de Leipsick sur les opérations militaires dans le Haut-Rhin.

Après le désastre de Leipsick, nos frontières étaient ouvertes à l'invasion ; nous n'avions plus que des bataillons horriblement mutilés à opposer aux armées alliées étonnées de se trouver aux portes de cette France dont les légions avaient si souvent foulé le sol de leur patrie. On savait que Napoléon était rentré à Paris pour demander de nouvelles forces à la nation et l'on se rappelait ce peuple révolutionnaire qui, sans armes, sans vivres, sans vêtements, avait repoussé les armées organisées de la Prusse et de l'Autriche ; on se rappelait avec terreur ce peuple qui, aux sommations de l'Europe, avait lancé à sa face la tête de son roi, la tête d'une archiduchesse d'Autriche reine de France, et les alliés indécis, honteux de s'être avancés aussi loin, n'osaient franchir le Rhin ; car le berceau de la révolution pouvait être le tombeau des rois armés pour la cause des autocraties, et l'ombre de Louis XVI se dressait devant eux.

Mais le mauvais génie de la France était là ; aidé de ceux qui déjà, en 1792, vendaient les secrets de l'État, Bernadotte renseigna la coalition. Pour calmer ses crain-

tes, il lui prouva nos moyens illusoires de défense ; nos places fortes démantelées, hors d'état de pouvoir soutenir un siége; plus de cent cinquante mille hommes gardant les côtes de la Hollande, disséminés en Pologne, en Allemagne, en Italie, alors que les colonnes ennemies campaient déjà sur la rive droite du fleuve et que rien ne s'opposait à leur passage.

La vieille monarchie de Louis XIV, la république de 92, la Convention, le Directoire, avaient su faire respecter l'intégrité du territoire ; il était réservé à l'empire de voir nos frontières violées, la France mise à l'encan des nations, démembrée par ceux-là mêmes qu'avaient abaissés vingt-cinq années de victoires. Si le sort des batailles nous fut funeste, il faut le dire hautement, ce ne fut point le résultat de nos défaites, mais bien celui de la trahison.

Au lieu de rester indépendants, de puiser dans les hautes charges dont ils étaient investis ce courage civil qui faisait mourir sur leurs chaises curules les magistrats de Rome, le Sénat et le Corps législatif se séparèrent complétement de l'Empereur pour lequel ils s'étaient montrés si serviles aux jours de sa splendeur, et, par leur opposition, ils firent cause commune avec la défection, cette arme avouée de l'invasion.

Napoléon avait à peine quatre-vingt mille hommes à opposer aux colonnes qui se montraient de l'autre côté du Rhin, et cependant il eut confiance dans son génie. Le dieu des batailles ne pouvait l'abandonner, et il croyait au patriotisme de la France, au dévouement des hommes qu'il avait comblés de faveurs.

Les alliés avaient trois cent cinquante mille hommes

formant trois grandes armées : celle de Silésie, sous le commandement de Blücher, devait franchir le Rhin entre Spire et Coblentz, se dirigeant sur la haute Moselle et la Meuse; celle de Bohème, confiée à Schwartzemberg, violant la neutralité suisse, devait descendre par le Haut-Rhin, s'engager dans la vallée du Doubs et de la Moselle et se réunir à l'armée de Blücher sur le plateau de Langres, pour diriger de là leurs têtes de colonnes sur Paris. Le troisième corps d'armée, sous les ordres de Bulow et de Wintzingerode, envahirait la Belgique.

La possession de Huningue était donc d'une importance extrême pour le prince de Schwartzemberg : avec cette forteresse, avec celle de Belfort, conséquence de la chute de la première, il établissait une base d'opérations permettant aux alliés de marcher sur Paris en pleine sécurité. Aussi la coopération de la Suisse était-elle indispensable ; en cas de revers elle jouait le rôle d'une nouvelle Bohème, assurant les communications entre les armées opérant en Italie et sur le Rhin. La violation de ce pays neutre donnait la ligne la plus sûre pour commencer les hostilités contre la France : par la possession de la ligne du Danube on avait des ressources en Bavière, tandis que les approvisionnements, les transports, les hôpitaux étaient assurés par le lac de Biel jusqu'à Neuchâtel, par l'Aar qui entoure Aarberg, par Bâle, par Genève.

Pour pénétrer en France par le Haut-Rhin, le point le plus avantageux était donc la ville de Bâle située dans la ligne de défense de la Suisse et dont la complicité permettait de tourner Huningue, qui semblait défier toutes les attaques.

CHAPITRE IV.

La ville de Bâle, violant sa neutralité, livre l'entrée de l'Alsace aux Alliés. — Investissement de Huningue par les Austro-Bavarois.

Ainsi le prince de Schwartzemberg put passer le Rhin à Schaffouse et à Bâle, la confédération helvétique ayant déclaré le passage libre puisqu'elle avait adhéré tacitement à la coalition. Dès que les Autrichiens se présentèrent, l'avoyer de Berne, M. de Wattenvyll, commandant un cordon de sûreté de douze mille fédéraux, reçut de la diète l'ordre d'avoir à s'éloigner des frontières et de licencier son corps d'armée, afin de laisser aux généraux alliés une liberté complète pour leurs opérations. Le 21 décembre 1813, le passage du fleuve s'effectua sur les ponts du Rhin placés depuis Schaffouse jusqu'à Bâle.

Le même jour, à dix heures du matin, de profondes colonnes d'infanterie et de cavalerie défilèrent sur la route de Bâle à Saint-Louis. L'Alsace allait être envahie et Huningue était investie tout à la fois, par le corps d'opérations de la division du général de Wrède, et par celui du général baron de Zoller, de l'aile droite du prince de Schwartzemberg.

En débouchant par Bâle, l'armée ennemie s'engagea dans les Vosges par la trouée de Belfort, laissant un corps

d'armée de vingt-cinq mille hommes pour assurer ses communications avec l'Allemagne, car rien ne pouvait faire supposer qu'un point aussi important fût laissé à la merci de l'ennemi, alors que dix mille hommes pouvaient le défendre et arrêter l'armée de Bohême qui eût été obligée de tenter ailleurs le passage. Mais Augereau manqua à son mandat. Remontant la vallée du Rhône, il devait avec ses huit mille hommes se présenter sous le canon de Huningue et conjurer l'invasion par Bâle. Jamais les Suisses, se sentant sous la pression d'un corps d'armée français, n'auraient osé faire cause commune avec les alliés, et Blücher eût été détruit avant même que Schwartzemberg eût dépassé les avant-postes français. Augereau, soutenu par le patriotisme et le dévouement des Alsaciens, dévouement qui grandissait en face du danger, pouvait, même sans attendre les secours du prince Eugène, maintenir ses positions et refouler Blücher, si la défection de Murat n'était venue paralyser toutes les mesures et rendre stériles les bonnes dispositions du pays. Le prisonnier de Sainte-Hélène comprit, mais trop tard, que l'Alsace devait sauver la France. « La trahison de Murat, dit-il dans ses mémoires, nous précipita dans l'abîme. Il neutralisa les efforts du vice-roi sur le Pô, et l'y combattit, lorsque, réunis ils eussent pu forcer les gorges du Tyrol, descendre en Allemagne et venir sur Bâle et les rives du Rhin, détruire, saisir les derrières des alliés et leur couper toute retraite de France (1). » Les hauteurs de Saint-Louis offraient un plateau assez vaste, trop

(1) Mémorial de Sainte-Hélène, tome II.

facile à défendre pour ne pas opposer à l'armée envahissante une digue infranchissable en face de laquelle se serait trouvée Bâle, qui n'aurait pas perdu un seul des coups de canon tirés pour la défense nationale. La neutralité du territoire suisse était une condition pour assurer l'inviolabilité de nos frontières ; elle fut rompue par cette haine envieuse qui couve au fond du cœur de la bourgeoisie helvétique, dont l'ambition est le triste écho de la politique autrichienne.

En 1813 et en 1814, nos frontières de l'Est furent envahies par suite de la violation de la neutralité d'un pays qui est enclavé dans les terres du Haut-Rhin. Toute confiance doit donc disparaître de ce côté, car une neutralité violée pour une cause quelconque, le sera toujours, quelles que soient les raisons de la rupture qui amèneront un conflit. Les hommes changent, mais les intérêts politiques d'une caste restent les mêmes.

Depuis 1802, on avait laissé la place de Huningue dans un état d'abandon constaté par le rapport du chef du génie, colonel Moulut, qui inspecta les travaux de défense en 1813, et qui, à la date du 1er juin, réclama d'urgence la réparation du corps de la place et des ouvrages extérieurs ; mais les événements marchaient avec une telle rapidité, qu'au moment de l'investissement les travaux étaient inachevés. Le colonel Chancel, qui commandait Huningue, résolut de défendre la forteresse jusqu'à la dernière extrémité. Les secours qu'il pouvait espérer étaient bien incertains, ses approvisionnements de vivres peu considérables, mais les munitions étaient abondantes et le moral de la troupe excellent.

Le baron de Zoller fit attaquer la place à dos, car la partie touchant au fleuve étant baignée par le Rhin, le front d'attaque ne pouvait être que sur la partie d'enceinte, du côté de la terre, comprise entre les saillants regardant la Suisse et la France.

Les Français avaient été obligés d'évacuer les villages de Saint-Louis, de Michelfelden et de Bourgefelden, parce que, trop éloignés du corps de la place, ils n'étaient point en nombre suffisant pour faire de ces villages autant de redoutes flanquant un camp retranché, dont les feux seraient venus écraser les têtes de colonnes débouchant par la Suisse.

Les Austro-Bavarois s'empressèrent d'occuper tous ces villages, ce qui leur permit de profiter du rideau qui prenant sa naissance à Bâle, longe la rive gauche jusqu'au pied des glacis de la forteresse et forme un pli de terrain allant mourir vers Saint-Louis et la ferme de Michelfelden. Au-dessus est le vaste plateau qui n'aurait jamais dû être abandonné, et sur lequel l'ennemi put développer ses tranchées en avant des fronts et fournir des feux de revers sur tous les autres points de la place et des ouvrages avancés.

En construisant Huningue, Vauban n'avait nullement prévu le cas d'un passage à Bâle et d'une attaque de la place par le revers ; toute la force défensive se trouvait concentrée sur le fleuve pour en disputer le passage, et les ouvrages regardant la terre avaient pour objet spécial, avant même que l'ennemi ait eu le temps de franchir le fleuve, d'ouvrir le feu des batteries de l'ouvrage à corne du machicoulis sur la ville de Bâle, de la brûler

de fond en comble, de n'en faire qu'un monceau de ruines.

Le colonel Chancel avait sous ses ordres trois mille six cents hommes répartis de la sorte :

Troupe de la ligne.	7e Régiment d'infanterie légère...........	1,000 h.	3,600 hommes.
	Une compagnie du 105e de ligne...............	125	
	Une compagnie d'artillerie du 9e régiment.......	120	
	Un peloton du 15e régiment de chasseurs à cheval.	15	
Garde nationale.	Régiment de la Haute-Saône..................	1,500	
	Régiment du Bas-Rhin........................	780	
	Cohorte urbaine.............................	60	

Le colonel Pinot dirigeait le génie ; l'artillerie était commandée par le chef de bataillon Lallier ; le comte Marmier, grand chambellan de l'Empereur, commandait le régiment de la Haute-Saône, et le colonel Lentz celui du Bas-Rhin.

CHAPITRE V.

Le colonel Chancel commandant d'armes. — Constitution de la défense. — Bombardement.

Dans la nuit du 23 décembre, l'ennemi attaqua le fortin du machicoulis placé sur la rive gauche en avant des ouvrages extérieurs. Nos troupes l'abandonnèrent; mais, le lendemain, la compagnie de grenadiers du 7e de ligne, commandée par le capitaine Saulmon, reprit l'ouvrage et repoussa les Bavarois jusqu'aux portes de Bâle. On s'occupa de mettre le fortin en état de résister à un nouvel assaut; mais, dans la nuit, une forte colonne d'infanterie appuyée par du canon obligea l'officier à l'abandonner de nouveau.

Le 25, le colonel Chancel prescrivit à l'officier qui s'était retiré devant la colonne bavaroise de conduire lui-même au feu les hommes auxquels avait été confiée la défense du machicoulis, puis de reprendre ce poste à l'ennemi; il le fit soutenir par deux compagnies d'élite, tandis que la place ouvrait le feu de toutes ses batteries sur les travaux du siége déjà commencé et que les troupes de l'ouvrage à corne du haut Rhin exécutaient une sortie pour attirer sur elles les forces de l'ennemi. Une heure

après, le fortin était repris et couvert par des remblais en terre.

Sur la rive droite du fleuve, au-dessous du petit Huningue et sur le territoire suisse, on creusa une tranchée pour l'établissement de trois grandes batteries destinées à prendre à revers les ouvrages de la rive gauche et lancer les bombes dans la place.

Le 29, à dix heures du soir, un feu des plus nourris fut ouvert sur la ville ; il ne cessa qu'à quatre heures du matin, pour recommencer dans la soirée du 30, et continuer jusqu'au lendemain à cinq heures de l'après-midi. Les habitants, au nombre de sept cent cinquante, avaient cherché un abri dans les casemates, emportant leurs effets les plus précieux, abandonnant leurs maisons criblées par une pluie de fer.

Les prisons de la porte du Rhin furent mises à la disposition de la population qui se blottit, pêle-mêle, dans les cachots, sur le sol humide desquels on étendit des matelas pour recevoir les femmes et les enfants. Une lampe éclairait l'entrée de chaque cellule d'où sortaient des pleurs et des lamentations.

La grande casemate, souterrain immense destiné aux approvisionnements des liquides et des légumes, fut vidée, et bientôt tous ceux qui n'avaient point abandonné la ville vinrent y chercher un refuge contre les bombes et les boulets, transportant ce qu'ils avaient de plus précieux et de plus nécessaire. L'encombrement fut tel que le désordre ne fit qu'augmenter la terreur de toutes ces familles éplorées, entassées dans ces caveaux, frémissant sous les décharges réitérées de l'artillerie qui tonnait sans relâche sur leurs

têtes. Çà et là quelques lampes fumeuses noircissaient la voûte du souterrain, éclairant la fuite des rats chassés de leur séjour. Impossible d'allumer des feux : il fallait souffrir le froid, l'humidité, toutes les privations enfin, à moins d'aller se réchauffer aux lueurs des incendies, au feu des bivacs.

Le 1er janvier 1814, le baron Becker vint sommer, par écrit, la place d'avoir à se rendre :—Si j'eusse soupçonné, répondit Chancel au baron de Zoller, l'objet de votre communication, je ne l'eusse pas reçue ; une pareille proposition ne peut être faite à un homme pour lequel on a de l'estime, et une garnison française mérite un procédé plus militaire.

Aussitôt cette réponse connue, l'artillerie ennemie rouvrit son feu, mêlant l'éclat de ses détonations au bruit des fanfares saluant dans les deux camps le renouvellement d'une année qui s'annonçait sous de si fâcheux auspices.

Le feu dura jusqu'au 4, à onze heures du matin. A deux heures du soir, un parlementaire se présenta de nouveau, et somma le colonel Chancel d'avoir à rendre la place à S. M. I. et R. Pour toute réponse, le commandant d'armes fit reconduire l'officier aux avant-postes et ouvrit le feu de toutes ses batteries jusqu'au 5 janvier, à dix heures du matin, où celles de l'ennemi se turent complétement, ayant été démontées.

Le chef de bataillon Mougeot, du département de la Haute-Saône, avait été tué le matin par un éclat d'obus.

Le brouillard qui couvrait les approches de la place s'étant un peu dissipé, on aperçut un pont de bateaux commencé sur le Rhin, à hauteur de Merck, au-dessous

de Huningue. Les batteries lancèrent sur les travailleurs des bombes et des boulets et les corvées se dispersèrent. On ignorait les intentions de l'ennemi ; ce pont ne pouvait être en vue de l'attaque, car le cheminement que l'on aurait pu tenter du côté de l'île des Lapins, sur la gauche de la place, était peu favorable ; la flaque d'eau dite du Vieux-Rhin ne lui permettrait pas d'arriver, ou du moins, les travaux n'avanceraient que lentement, car les chasses d'eau faites dans la rigole d'écoulement et celles des fossés de la place pouvaient, à chaque instant, inonder les ouvrages et les détruire. On sut plus tard que ce pont était destiné à décharger la ville de Bâle des nombreux passages de troupes, car déjà deux cent mille hommes étaient passés par la Suisse et le nombre des alliés augmentait tous les jours. Dans toutes les villes de l'Allemagne, on prêchait la guerre sainte, la guerre d'extermination contre la France ; chacun se précipitait à la curée.

Le quartier général des princes alliés fut transporté de Fribourg, en Brisgaw, à Bâle qui devint la principale base des opérations sur le haut Rhin.

Victor, après deux combats à Saint-Dié et à Épinal, se replia dans le bassin de la Marne pour se joindre à Marmont et à Ney, abandonnant ainsi tout le pays à l'ennemi, qui fut obligé d'échelonner des corps de troupe pour masquer les places fortes ou en faire le siége. Ce fut un grand allégement pour les alliés, car ces masses, plus embarrassantes que maniables, servaient de points de repère aux convois et aux troupes isolées ; elles vivaient grassement aux dépens de nos campagnes, ce qu'elles n'auraient pu faire si elles avaient été forcées d'être réunies.

Augereau était rentré à Lyon, vivant dans l'inaction, alors qu'il lui eût été si facile d'écraser l'ennemi en soulevant les populations de l'Alsace, de la Franche-Comté, dont le patriotisme faisait une guerre acharnée à tout ce qui se présentait en petites troupes ; chaque jour des convois étaient enlevés, des arrière-gardes détruites. Les routes étaient couvertes de soldats étrangers frappés par des mains invisibles ; les cadavres et les blessés jalonnaient ces chemins creux dans lesquels l'ennemi ne s'engageait jamais sans frémir, car, à chaque instant, une balle abattait un homme à quelques pas d'un cosaque où d'un keiserlith affreusement mutilé par la faux, cette arme sacrée de l'indépendance. L'amour de la patrie était resté pur chez ces soldats dévoués, dans ces populations obscures des campagnes, qui n'avaient jamais marchandé ni leur sang ni leur liberté. Hélas ! ils n'avaient ni titres, ni fortunes à défendre, ils ne s'étaient jamais vendus à l'ennemi ! Ils défendaient le foyer domestique parce qu'ils avaient appris à aimer l'indépendance depuis qu'ils étaient Français ; ils vengeaient les cendres de leurs chaumières, car ils ignoraient les passions de ceux qui ouvraient aux alliés les portes de leurs hôtels, de leurs demeures lambrissées d'or !

Du 6 au 12 janvier, Huningue subit un bombardement continuel. En éclatant, une bombe communiqua le feu à la toiture de l'arsenal. Deux salles pleines de bombes et d'obus chargés pouvaient occasionner un malheur irréparable, compromettre la défense. Grâce au courage, au dévouement de la garnison et de la population, toutes les matières inflammables et les poudres furent enlevées

avant que l'incendie eût pu se communiquer aux salles inférieures qui furent détruites.

Nos batteries ne se laissaient point intimider par l'énergie du feu de l'ennemi. Leur tir était calme et surtout d'une précision qui occasionnait beaucoup de mal dans les tranchées. Loin d'épuiser les munitions pour entretenir un feu roulant, les artilleurs calculaient la portée de leurs pièces et ne tiraient que sur les gardes et les ouvrages.

L'hôpital ayant été criblé par les boulets, on fit évacuer les salles et on transporta les malades à la maison commune que l'on s'occupa de blinder.

Du 12 au 31 janvier, le feu fut très-faible du côté de l'ennemi qui interrompit ses travaux. La nouvelle que les armées alliées ne rencontraient devant elles que des troupes affaiblies et sans consistance, faisait supposer que rien n'arrêterait leur marche sur la capitale et que les places assiégées seraient obligées de se rendre.

La rareté des vivres et le manque complet des communications avec l'extérieur commençaient à rendre très-pénible la position de la forteresse; les denrées, déjà chères au commencement du siége, atteignaient alors un prix très-élevé : le pain de munition se vendait un franc, la livre de lard trois francs et la livre de chandelles six fr. On mit en distribution de la viande de cheval, afin de ménager le bétail qui était sur pied.

CHAPITRE VI.

Rigueurs du siége. — Famine. — Destruction de Landskronn.

Pour combattre les ennuis du blocus, on organisa des concerts, des comédies, dans lesquels les rôles étaient remplis par des bourgeois et des militaires. Le colonel Pinot avait installé une troupe qui sut se rendre des plus amusantes, même lorsque les bombes venaient éclater aux abords de la salle du spectacle.

La misère était tellement grande que les désertions devinrent nombreuses, surtout dans le régiment du Bas-Rhin où la similitude de langage avait permis aux factionnaires de s'entretenir avec des Bavarois et des Allemands qui les engageaient à retourner chez eux, leur annonçant le pillage et l'incendie de leur village, de leur ferme, la mort de leurs femmes et souvent de leurs enfants. On sentait cette démoralisation lente qui s'empare des troupes irrégulières lorsque l'ennui, le désœuvrement viennent se joindre aux horreurs d'un siége dans lequel la famine se montre jalouse des ravages du feu. Aussi, le 31, le commandant d'armes fit savoir par la voie de l'ordre, que dorénavant le service intérieur de la place serait fait par le régiment

du Bas-Rhin, et il prescrivit aux avant-postes de faire feu sur tout militaire de ce corps qui tenterait de s'approcher des barrières extérieures. Sur les instances du colonel Lentz, on rendit le 2 février le service des avant-postes à ce régiment, et le 14, on traduisait devant un conseil de guerre le nommé Schull, convaincu de tentative de désertion. Condamné à mort, il fut fusillé à trois heures de relevée devant la garnison réunie sur les glacis de la forteresse.

Le 5, un parlementaire se présenta et fut conduit devant le commandant de la place auquel il fit connaître, de la part des princes alliés, les réjouissances qui allaient être célébrées par des salves d'artillerie tirées en l'honneur de la victoire de la Rothière. On convint d'une suspension d'armes pour la journée.

Parti des Tuileries le 25 janvier, Napoléon manœuvrait entre la Marne et la Seine, afin d'empêcher la réunion des armées de Bohème et de Silésie ; battait Blücher à Saint-Dizier ; mais cerné par des forces trois fois plus nombreuses, il était obligé de battre en retraite après la bataille de la Rothière, où il perdait six mille hommes, le 1er février.

Le 8, le colonel Chancel fut sommé d'avoir à livrer la place, toute résistance devenant inutile devant les victoires des armées alliées déjà aux portes de Paris. Le baron de Zoller ignorait les batailles de Champ-Aubert, de Montmirail, de Château-Thierry, qui coûtaient trente mille hommes à l'armée de Silésie. Rien ne put ébranler la fermeté du colonel Chancel; chaque fois il rejeta les propositions de l'ennemi.

Dès que l'on sut les défaites des lieutenants de Blücher, les alliés rouvrirent le feu dans la nuit du 8 au 9. Alors, sans s'occuper des batteries qui tiraient sur la ville, Chancel fit lancer des bombes sur le village du petit Huningue, où des troupes étaient cantonnées; plusieurs habitations prirent feu et le bombardement de la ville cessa par enchantement.

Le colonel Chancel fit prévenir le général de Zoller que si la ville de Huningue devait encore supporter un nouveau bombardement, lui, commandant de la forteresse, au nom de l'empereur des Français, ferait tirer sur Bâle et sur tous les centres de population occupés par les armées alliées; que, par humanité, il n'avait tiré jusqu'alors que sur les batteries ennemies, mais qu'à partir du 9, il imiterait la tactique autrichienne et qu'il ne respecterait rien, laissant toute la responsabilité des événements retomber sur la tête du général allié.

Pour prouver que l'on ne tenait aucun compte des menaces du commandant d'armes, on tira sur la ville plusieurs volées de coups de canon en ayant soin de ménager les ouvrages de la place. Aussitôt toutes les batteries de Huningue ouvrirent un feu terrible, les unes sur les ouvrages ennemis, les autres sur Bâle, le petit Huningue, Saint-Louis, Bourgefelden, Michelfelden et le Village-Neuf, et cela sans discontinuer depuis sept heures jusqu'à onze heures du soir : l'horizon seul était éclairé par la lueur des incendies. A deux heures et demie l'ennemi recommença, et immédiatement la place dirigea de nouveau ses feux sur la ligne de Bâle et des villages. A cinq heures le feu fut éteint de part et d'autre.

Le colonel Pinot fit placer en batterie huit mortiers et six pièces de gros calibre, pour tirer exclusivement sur Bâle, dans le cas où la ville de Huningue serait encore le but du bombardement. Convaincu que l'armée de blocus ne voulait point tenter l'assaut, mais réduire la ville par la famine, en se livrant à des actes d'une sauvage destruction, le conseil de défense était résolu à user de représailles et à rendre à la ville de Bâle coup de canon pour coup de canon tiré sur Huningue.

Ce nouveau système de défense arrêta le feu de l'ennemi, car sur les représentations des magistrats de la diète et du petit conseil, le général de Zoller, comprenant que Bâle ne pouvait être protégé d'une manière efficace, ordonna de changer la direction du feu.

Un ennemi beaucoup plus terrible pressait les assiégés : la misère augmentait tous les jours, et les horreurs de la faim venaient se joindre aux horreurs d'un bombardement, aux horreurs d'un hiver rigoureux, alors que le bois manquait pour se chauffer. Les habitants entassés dans les casemates étaient confondus pêle-mêle avec les fiévreux, les blessés, et chaque jour la mort faisait de nombreuses victimes, sans que l'on pût apporter de soulagement aux assiégés. Les médicaments manquaient complétement...; le linge propre était rare, les pansements nullement assurés, la pourriture d'hôpital régnait parmi les malades ; et le typhus, le choléra étaient une menace pour tous, si le siége devait encore durer au moment où le dégel viendrait remuer les immondices entassées au coin des rues, aux abords des souterrains.

Les désertions suivaient la marche progressive de la

famine, et cependant chacun s'ingéniait pour se procurer quelques aliments : la viande de cheval devenait rare, et elle avait atteint un prix très-élevé; le lard se vendait 5 francs la livre, tandis que le jambon, devenu nourriture de luxe, se vendait jusqu'à 10 francs. Un gourmet paya, dit-on, une livre de beurre 18 francs. La viande de chien et de chat était très-recherchée; mais elle aussi fit défaut, et l'on tendit des trappes dans les égouts et dans les fossés pour s'emparer d'énormes rats et en faire une nourriture que l'on trouvait succulente.

Le 20 février, le froid atteignit 17 degrés, et l'on fut obligé d'abattre tous les arbres qui se trouvèrent dans l'intérieur de la place; tous les bois de charpente furent mis en réquisition pour chauffer les bivacs et les établissements publics. Une fois cet approvisionnement épuisé, il faudra fouiller dans les maisons, les abattre pour se servir du bois de bâtisse, car déjà les portes et les fenêtres ont disparu pour alimenter les feux.

Le 27 février on entendit, dans la direction de Leymen, une explosion formidable suivie d'un incendie dont l'intensité éclairait les hauteurs; c'était le château fort de Landskronn qui s'était rendu, à la fin de décembre, au colonel bavarois de Tremberg, et que l'ennemi faisait sauter pour apprendre à ses mineurs leur métier.

Défendu par cinquante vétérans, le château fort de Landskronn eût pu défier longtemps les efforts de tout corps d'armée, situé comme il l'était sur un des pics les plus élevés des derniers contre-forts du Jura. Les vivres manquant complétement, il avait fallu se rendre, car il était impossible de se procurer la moindre nourriture une fois les

ravitaillements interrompus. Les Bavarois ne trouvèrent rien de mieux à faire pour se donner un air de victoire que de faire sauter ces vieilles tours de quinze pieds d'épaisseur, dont la construction remontait au XIIe siècle. Landskronn était plutôt un monument historique, vieux nid d'aigle dont le sommet se perdait dans les cieux, qu'une citadelle ayant quelque importance. Il a fallu tout le vandalisme dont sont coupables les hordes d'une soldatesque effrénée pour voir disparaître ces vieux donjons, auxquels se rattachaient des récits légendaires, curieux comme tout ce qui sort de l'ancienne Germanie.

Le général de Zoller était inquiet des renseignements qui lui arrivaient de Blücher, dont l'armée était en fuite, continuellement battue par Napoléon, qui s'était attaché à elle en lui faisant subir des pertes énormes. On le prévenait qu'un corps d'armée devait occuper les Vosges, se jeter en Alsace et venir couper la retraite aux alliés forcés de se replier sur la Belgique et sur l'Allemagne ; ne voulant pas sacrifier en pure perte leur matériel et leurs hommes, il fallait donc ménager des débouchés sur le Rhin et obliger la forteresse à se rendre avant que la retraite fût coupée par Augereau, car Schwartzemberg, battu également à Montereau, à Montmirail, se retirait à Troyes. Les alliés étaient en pleine retraite ; un dernier effort devait être tenté pour réduire la forteresse, éviter à la coalition les désastres d'un Leipsik sur le territoire alsacien.

Le 9 mars, après avoir fait approvisionner les batteries placées sur la rive droite du Rhin, au-dessous du petit Huningue et à l'embouchure de la Wyssen, ainsi que celles

nouvellement établies sur le plateau de Saint-Louis, depuis Bourg-Libre jusqu'à Michelfelden, on ouvrit à minuit, sur la place, le feu de seize mortiers, de douze obusiers et de quinze pièces de campagne.

Dès les premiers coups de canon, toutes les batteries de la forteresse ripostèrent, couvrant Bâle et le petit Huningue d'une nuée de projectiles de toute espèce, de tout calibre. La nuit était éclairée par des gerbes enflammées éclatant sur ces masses noires enveloppées par le feu de l'artillerie.

A quatre heures du matin, le bombardement cessa un instant, pour reprendre avec une nouvelle fureur depuis huit heures jusqu'à dix heures. Un parlementaire venait de se présenter pour prévenir le colonel Chancel, de la part du général Zoller, que c'était violer le droit des gens que de tirer sur Bâle, ville que la neutralité de son territoire protégait aux yeux des nations.

Le commandant d'armes répondit au général bavarois que la ville de Bâle n'était plus une ville neutre du moment où elle avait ouvert ses portes aux armées coalisées; qu'elle tenait garnison autrichienne, et que le seul fait de cette occupation la faisait rentrer dans le droit commun et l'exposait à tous les dangers d'une attaque. Le bombardement reprit avec acharnement. Huningue était couverte par les boulets et les éclats d'obus; la circulation était devenue impossible au milieu des débris des toitures et des éboulements. Le feu cessa seulement dans la nuit.

Les approvisionnements de bouche diminuaient avec une rapidité désespérante : on réduisit la ration au quart; mais son insuffisance obligea le comité de défense à faire

remoudre le son des premières farines pour le mélanger avec de la farine d'avoine et de froment. Tous les cinq jours on donnait trois onces de viande fraîche, cheval ou vache, et une ration de haricots et de lentilles.

Il fallait chaque jour cinq cents hommes de garde, et il ne restait plus que onze cents hommes valides pour faire le service de la place et des ouvrages extérieurs. Depuis le 21 décembre, première journée du blocus, deux mille cinq cents hommes étaient perdus pour la défense, enlevés par la mort, les maladies, les blessures, la désertion. Les hôpitaux, les casernes étaient encombrés, et les pluies amenaient des émanations fétides qui se dégageaient des casemates, des égouts, des chambres occupées par les malades. Encore quelque temps et l'ennemi pourra, escaladant les ouvrages, entrer sans peine dans cette nécropole.

CHAPITRE VII.

Etablissement d'un camp retranché par les alliés, dans la prévision de leur retraite. — Ouverture de la tranchée. — Perte du machicoulis et du fort étoilé.

Le 20 mars, Chancel demanda une suspension d'armes de quelques heures pour célébrer l'aniversaire de la naissance du roi de Rome; et aussitôt 21 coups de canon tirés de cinq minutes en cinq minutes annoncèrent le dévouement de quelques soldats saluant, avant de mourir, le fils de leur chef : touchant exemple de la fidélité désintéressée de cette poignée de combattants héroïques, abandonnés de tous, alors que la France, elle aussi, était abandonnée honteusement par ceux que Napoléon avait gorgés d'or et d'honneurs; alors que Paris allait être livré par la trahison d'un homme qui aurait dû se faire tuer le 31 mars pour ne pas se déshonorer le 3 avril (1)!

Le général Zoller fit tracer une parallèle vis-à-vis du fort étoilé, afin de s'emparer de l'ouvrage à corne du haut Rhin. On sentait de l'indécision dans la direction donnée aux travaux d'approche; l'ennemi était

(1) Marmont, duc de Raguse, signa la capitulation de Paris qui mit fin à la campagne de France.

incertain, car il avançait lentement; ses travailleurs se dispersant aux premières bordées de coups de canon tirées de la place. Les batteries de la rive droite cherchaient à faire diversion ; mais on ne leur accordait que peu d'attention et quelques bombes suffisaient pour faire taire leur feu. L'ennemi cheminait lentement par le rideau de Saint-Louis; il cherchait à s'étendre du côté du Rhin, afin de s'emparer du fort étoilé, annuler les feux du machicoulis et tenter de pousser ses travaux d'approche jusqu'à l'ouvrage à corne du haut Rhin qui battait Bâle et balayait continuellement par le feu de son artillerie la grande route qui assurait les communications.

Le 26 mars il ne restait plus que sept cent vingt hommes disponibles et, dans la prévision qu'il faudrait abandonner le machicoulis, on le mina.

Les travaux de l'ennemi avançaient et les sentinelles pouvaient se fusiller à bout portant.

Le pont de bateaux construit en face de Merk venait d'être terminé et des ouvrages formant une tête de pont furent promptement élevés sur la rive gauche. Un grand nombre d'ouvriers remuèrent les terres pour élever des terrassements passant derrière Michelfelden, Saint-Louis, Bourgfelden et former un immense camp retranché dont la droite se raccorderait au nouveau pont, tandis que la gauche viendrait se rattacher à Bâle.

Ces travaux de défense, nullement en vue de l'attaque de la place, avaient été ordonnés, dans la prévision d'une retraite précipitée, par l'empereur d'Autriche, pour ménager à ses troupes un point de concentration qui leur permît de passer le Rhin sur trois ponts et arrêter les efforts

de l'armée française qui aurait trouvé sur le plateau une résistance d'autant plus grande que sept redoutes reliées par une artillerie formidable devaient empêcher les colonnes ennemies d'être inquiétées, et tout le matériel eût été mis à l'abri dans l'enceinte de cette vaste circonférence. L'ennemi savait que la ville ne pouvait plus tenir ; tous les jours, les vides se faisaient dans les rangs, la famine était à son comble ; le boisseau de pommes de terre valait 12 francs ; un rat, et ils étaient déjà rares, 3 francs ; un chat se payait 6 francs et la livre de lard, lorsqu'on pouvait en trouver, était vendue 12 et 15 francs. Cependant Chancel tenait toujours, car il était sans nouvelles de l'intérieur et les préparatifs faits par les soins du général de Zoller le confirmaient dans ses espérances. Il attendait toujours que la lutte fût reportée sur le Rhin, et, dans cette prévision, le camp retranché des Austro-Bavarois ne pourrait être utilisé si la forteresse de Huningue était conservée à la France. Il espérait voir déboucher les têtes de colonne de l'armée d'Augereau qui ne pouvait rester inactif dans un moment où l'ennemi se croyait enveloppé. Mais hélas! Augereau lui-même avait trahi, il avait traité avec les alliés qui entrèrent à Genève.

Sur la rive droite, les assiégeants construisirent une batterie pour battre la lunette avancée de Bâle et l'entrée des eaux, rendre plus difficile la communication de l'ouvrage à corne du haut Rhin avec le corps de place, tandis que les grandes batteries de la même rive devaient tenir en échec le cavalier et le bastion du haut Rhin. Les tranchées se perfectionnaient et leur armement était sur le point d'être terminé.

Les assiégés de leur côté complétèrent les approvisionnements des batteries; on en éleva de nouvelles et tous les convalescents, capables de faire le coup de feu, sortirent pour prêter leur concours dans la prévision d'un assaut.

De Zoller ayant eu connaissance de la bataille de Paris, le 4 avril, s'empressa de prévenir Chancel, en lui annonçant l'entrée des alliés dans la capitale. Il lui demanda la reddition de la place de Huningue, l'engageant à ne pas exposer plus longtemps une garnison aussi affaiblie aux horreurs d'une prise d'assaut : « Vos nouvelles sont fausses, « lui répondit l'héroïque soldat; quant à la garnison, elle « est forte et solide. Les troupes ne manquent pas de « vivres et les munitions sont abondantes ! » Le conseil de défense avait décidé que la place ne se rendrait pas tant qu'il y aurait un combattant sur la brèche !

Le 5 avril, les tranchées étant terminées, toutes les batteries furent armées.

A quatre heures du matin, la ville fut réveillée par un fracas épouvantable. Quatre-vingts bouches à feu éclairaient les flancs des ouvrages des assiégeants et couvraient la forteresse de projectiles. A cinq heures, une colonne d'infanterie, forte de huit cents hommes, protégée par l'obscurité, défilait le long du Rhin pour venir donner l'assaut au fort du machicoulis. N'étant pas en force pour soutenir cette attaque, le commandant du poste battit en retraite après avoir mis le feu aux poudres, et la vieille tour sauta en l'air aux cris de vive l'Empereur ! poussés par les assiégés qui couvraient les remparts. Maîtres de cette position, les Bavarois attaquent le fort étoilé et quatre pièces de campagne battent en brèche ce fortin défendu

seulement par quinze hommes. Ne se sentant plus soutenu sur sa gauche et n'ayant pas de chemin couvert pour assurer sa retraite sur la place, l'officier qui défendait cette position crut devoir l'abandonner. Aussitôt l'ennemi se jeta dans les fossés en poussant des hourras de victoire ; mais sa joie fut de courte durée : à peine fut-il logé dans l'ouvrage que l'artillerie des remparts le foudroya et le couvrit en un instant de bombes et d'obus. Un sauve qui peut général changea l'attaque en déroute, et la mitraille laboura profondément ces masses d'hommes cherchant un refuge derrière leurs retranchements. De nouvelles colonnes d'attaque s'obstinent à vouloir se maintenir dans le fort étoilé, entraînées par leurs officiers qui croient tenir la clef de l'ouvrage du haut Rhin.

Une exaltation fébrile règne dans tous les ouvrages de la place; hommes, femmes, enfants, vieillards se précipitent aux batteries, apportent de nouvelles munitions au fur et à mesure que les anciennes sont épuisées. Le feu ne se ralentit qu'après que l'on se fut aperçu que l'ennemi, couvert par quelques retranchements en terre, s'était maintenu dans le fortin ayant perdu six cents hommes.

Les assiégés n'avaient eu que deux hommes tués et six blessés.

La perte du machicoulis et du fort étoilé rendait très-importante la défense de l'ouvrage à corne du haut Rhin, protégé seulement par les deux lunettes regardant Bâle et Bourgfelden. On remédia immédiatement aux dégâts occasionnés sur ce point par le feu du 5, et l'on augmenta le nombre de défenseurs.

Dans la nuit du 6, l'ennemi poussa la tranchée à cinquante mètres en avant du machicoulis pour la raccorder avec le fort étoilé. Il continua également sa seconde parallèle en côtoyant le rideau dans sa partie supérieure, en avant de Bourglibre, afin de venir rejoindre ce même fort. Le feu de la place essaya, mais en vain, de ralentir les travaux d'attaque. Les travailleurs avançaient avec rapidité. Sur la rive droite du Rhin, on continua également le boyau qui reliait l'ouvrage chargé de battre la lunette de Bâle et on le poussa jusqu'au milieu de l'ancienne tête de pont, vis-à-vis le centre de la place, au bord du bras du Rhin qui forme l'île des Cordonniers.

CHAPITRE VIII.

La misère devient de plus en plus grande dans la place. — Le bombardement redouble. — Chancel refuse de se rendre et ne capitule qu'à la dernière extrémité.

La situation des assiégés devenait de plus en plus précaire ; ils étaient enveloppés dans un cercle de batteries dont le feu devait les écraser.

Le colonel Chancel réunit le conseil de guerre, exposa l'état de la défense et celui des approvisionnements. La forteresse n'ayant pas eu d'attaque au cœur de la place, on déclara qu'il n'y avait pas lieu de capituler, et que les troupes coucheraient au pied des ouvrages pour éviter toute surprise. La ration de pain fut réduite à trois quarts de livre par jour; on doubla la ration d'eau-de-vie et celle de riz.

Dans la nuit du 6 au 7, deux colonnes d'attaque vinrent donner, tête baissée, contre les lunettes de Bâle et de Bourgfelden. Dès les premiers coups de canon, toutes les batteries de la place tonnèrent à la fois, les unes sur les ouvrages ennemis, les autres sur les masses qui s'avançaient en colonne serrée. Obligés de se retirer, les Austro-Bavarois, qui croyaient surprendre la garnison, laissèrent le terrain couvert de leurs morts.

Le 7, à deux heures de l'après-midi, un parlementaire se présenta aux avant-postes porteur d'une dépêche pour le comte Marmier, grand chambellan de l'Empereur, colonel du régiment de la Haute-Saône; c'était la capitulation de Paris, la défection du sénat, la déchéance de Napoléon, l'installation du gouvernement provisoire.

Le parlementaire insista auprès du colonel Chancel pour la reddition de la place.

« Répondez à votre général en chef qu'il y a des soldats « derrière ces remparts et non des traîtres ! Dites-lui « que lorsqu'il s'emparera de la ville, il n'y trouvera « que des cadavres sous des ruines. »

Toute la journée du 8 fut employée à élever de nouvelles batteries que l'on arma avec des canons de gros calibre ; malgré le feu de nos pièces labourant les embrasures et les épaulements, le travail de l'ennemi ne fut pas arrêté un seul instant, et il put mener une tranchée depuis Michelfelden jusqu'au front d'attaque de l'ouvrage à corne du bas Rhin. Le manque d'hommes ne permettait pas de faire des sorties, aussi la garnison dut-elle compter les quelques heures qui lui restaient pour sa défense.

Cent un coups de canon partis du camp ennemi annoncèrent à tous l'entrée des alliés dans Paris, la déchéance de l'Empereur et la honte de ceux qui s'étaient vendus! Ces cent un coups de canon résonnèrent douloureusement dans le cœur des assiégés ; car c'était aussi le glas funèbre qui annonçait la dernière heure de la résistance : l'ennemi venait de démasquer douze nouvelles batteries, il ne restait plus qu'à capituler ou à mourir.

Chancel visita une dernière fois les ouvrages et leurs

défenseurs; il n'aperçut sur les visages amaigris de ses soldats épuisés par la fatigue et la misère, que la sombre résolution du désespoir. Il n'y avait pas d'enthousiasme, mais il n'y avait pas de lâcheté. Un spectacle plus douloureux s'offrit à lui en visitant la ville ensevelie sous ses ruines fumantes. Il ne rencontrait que des femmes et des enfants demandant du pain, implorant des secours qu'il ne pouvait leur distribuer, car, depuis bien longtemps, il n'y avait plus d'argent dans les caisses. Un instant il se sentit ébranlé, il se demanda si l'honneur du soldat n'était pas satisfait, s'il n'y avait pas de la cruauté à refuser cette capitulation qu'il rejetait si héroïquement. Il hésite encore; il se rend dans les hôpitaux, dans les casernes, et la vue des blessés et des fiévreux entassés pêle-mêle, et dont le dernier râle frappe son oreille, le décide à proposer au général de Zoller une suspension d'armes pour traiter de la reddition de la place, car le nombre des morts depuis le commencement du siége s'élevait à sept cent quatre-vingts.

Le 10, à neuf heures, il ordonna de cesser le feu et envoya un parlementaire aux avant-postes. Le colonel Pinot se rendit immédiatement auprès du général de Zoller qui l'attendait auprès de Michelfelden, et à onze heures, il rentrait porteur des bases de la capitulation. Le conseil de guerre fut réuni à midi et l'on fit connaître les exigences de l'ennemi : la place devait se rendre à discrétion, se recommandant à la générosité du vainqueur. Cette capitulation honteuse fut repoussée, et à quatre heures et demie le colonel Pinot et les chefs de bataillon Butard et Glaubitz retournèrent au camp des alliés, portant la

réponse du conseil de guerre rejetant les propositions de l'ennemi.

Dans la nuit, on approvisonna toutes les batteries; la garnison ne se coucha point, elle veilla l'arme au bras; tous les postes furent doublés. Chacun comprit que le moment décisif était venu; l'ennemi refusait les propositions qui lui étaient faites, il fallait donc s'ensevelir sous les murs de la forteresse.

On ne pouvait plus attendre l'ennemi, il fallait le prévenir. A dix heures du soir quelques coups de fusil retentirent aux avant-postes et furent suivis par le bruit de toute notre artillerie éclairant le flanc de nos ouvrages et tous nos fronts d'attaque. On battit la générale et toute la population courut aux armes, s'élançant du côté des remparts pour prêter main-forte aux défenseurs : on avait oublié la faim pour recevoir ou donner la mort; chacun était à son poste de combat. L'ennemi surpris par cette brusque canonnade n'ouvrit le feu qu'à onze heures; quelques instants après un ouragan de feu enveloppa la ville.

Chancel, Pinot, Lentz et Marmier se multiplient, se trouvent partout, car partout il y a du danger.

Bientôt tous les efforts de l'ennemi se concentrent sur l'ouvrage à corne du haut Rhin : battu de tous les côtés par les feux de la rive droite et de la rive gauche, il plie, écrasé par des masses de fer; six de ses pièces sont démontées; mais, rétablies immédiatement, leur tir n'est point interrompu, et leurs boulets sillonnent les ouvrages qui leur sont opposés. A la pointe du jour, l'ennemi rectifie son pointage, et chaque bordée pénètre plus profon-

dément dans les flancs de l'ouvrage mutilé. A chaque instant on croit voir les colonnes d'attaque s'élancer des retranchements et venir donner l'assaut sur toutes les faces de la place.

Exténués de fatigue, épuisés et sans forces, nos artilleurs ripostent encore au feu des assiégeants; mais on sentait le tir s'affaillir insensiblement, la régularité des volées n'était plus la même : encore quelques minutes et, faute de défenseurs, les batteries assiégées se tairont complétement.

Le courage physique, la force morale ont leurs limites, et le feu durait depuis quatorze heures, quand un parlementaire s'avança porteur d'une nouvelle capitulation.

La forteresse présentait le spectacle le plus navrant : après un siége de cent dix-sept jours, dont trente-cinq de tranchée ouverte, pas un pan de muraille, pas une toiture, pas une maison qui n'aient été criblés par la mitraille! Les rues, les places offraient des monceaux de terre soulevées par l'éclat des bombes, des obus. Les glacis, les ouvrages de la forteresse étaient bouleversés par de profonds sillons que les boulets avaient creusés. Partout des fiévreux et des mourants, partout une population en guenilles, disputant à l'incendie, aux éboulements quelques débris de meubles....

Le colonel Lentz et le chef de bataillon Butard furent chargés de négocier. La voiture du général de Zoller vint les chercher aux avant-postes et les conduisit à Bourglibre où se trouvait le quartier général. Ils ne rentrèrent que le lendemain à cinq heures du soir.

Aussitôt leur arrivée, le colonel Chancel réunit un

conseil de guerre extraordinaire dans lequel furent appelés tous les officiers de la garnison. Il exposa longuement les motifs qui l'amenaient à capituler : les combattants se réduisaient à six cent quarante hommes disponibles, alors qu'il en fallait cinq cents pour le service journalier ; il n'y avait plus de vivres, et les hôpitaux et casernes étaient encombrés de malades. Il n'y avait plus qu'à choisir entre une capitulation honorable ou une mort glorieuse en faisant sauter la forteresse.

Il mit ensuite aux voix les propositions suivantes, imposées par les alliés :

1° Devait-on adhérer au décret du sénat, en date du 5 avril, qui, en dégageant les troupes de leur serment, déclarait l'empereur Napoléon déchu du trône et proclamait Louis XVIII roi de France ?

Les officiers nièrent au sénat le droit de prononcer la déchéance de l'un pour proclamer l'avénement du second, et firent remarquer que la nation avait seule le droit de s'imposer un gouvernement sans avoir besoin de le recevoir des baïonnettes étrangères ; une autorité régulière n'ayant point communiqué officiellement l'abdication de l'empereur et la rentrée des Bourbons, l'honneur militaire ne pouvait être satisfait parce que les généraux alliés pouvaient se servir de cet acte comme d'une ruse de guerre.

A l'unanimité, cette première proposition fut rejetée.

Alors M. le comte Marmier fit connaître qu'une lettre particulière lui apprenait que l'empereur avait abdiqué le 4 avril volontairement et qu'il avait dégagé toutes ses troupes du serment.

La première question fut reprise et acceptée sur la déclaration d'honneur faite par le grand chambellan de S. M.

2° Devait-on, à partir du 22 avril, déposer les armes et remettre, entre les mains des troupes alliées, toute l'artillerie de la place, les munitions, les arsenaux, les magasins?

Nul ne voulut subir l'infamie d'une pareille proposition et tous, à l'unanimité, jurèrent de mourir plutôt que de se déshonorer par un acte que démentait leur défense. On décida que le général de Zoller serait informé que le lendemain les hostilités seraient reprises à moins qu'il ne voulût consentir à en référer aux puissances alliées, qui s'entendraient avec le nouveau gouvernement pour la ratification de la deuxième clause, incompatible avec l'honneur militaire.

Le colonel Lentz regagna le quartier général, où il était attendu, et chacun retourna à son poste de combat, décidé à résister jusqu'au dernier coup de canon.

A huit heures du soir et dans l'obscurité de la nuit, le tambour de la ville, accompagné d'un sergent d'armes, proclama la déchéance de Napoléon et l'avénement au trône de France du roi Louis XVIII.

Le lendemain, 15 avril, le colonel Lentz rapporta l'adhésion du général de Zoller aux modifications proposées par le conseil de guerre, et l'on publia immédiatement la cessation des hostillités en faisant connaître la teneur de la capitulation.

CHAPITRE IX.

Capitulation.

Convention passée entre la garnison de Huningue et les troupes austro-bavaroises faisant le siége :

Cejourd'hui quatorze avril mil huit cent quatorze, en vertu des pouvoirs échangés par MM. Lentz, colonel commandant du régiment du Bas-Rhin, et Butard, chef de bataillon du 7e régiment d'infanterie légère, tous deux nommés par M. le colonel Chancel, commandant d'armes de Huningue, d'une part;

Et MM. de Palm, colonel commandant du 6e régiment d'infanterie de ligne bavaroise, baron de Bittner, major à l'état-major d'Autriche, de Guyot du Ponteil (1), capitaine, premier aide de camp de M. le général de division baron de Zoller, tous trois nommés par M. le général de division bavarois, baron de Zoller, commandant des troupes austro-bavaroises formant le siége de Huningue, d'autre part;

Les parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1er. — M. le commandant d'armes de Hunin-

(1) Officier émigré. (Note de l'auteur.)

gue et sa garnison, ayant déjà adhéré par la lettre qu'il a écrite, en réponse à celle de M. le général de division, baron de Zoller, du 11 avril 1814, au nouveau gouvernement, sous la protection des hautes puissances alliées, donnera par un acte authentique une nouvelle preuve de son adhésion qui sera envoyée, par M. le général, à Paris.

Art. 2. — M. le commandant de la garnison et de la forteresse de Huningue déclare, ainsi que sa garnison, qu'en vertu du décret du gouvernement provisoire du 2 avril, ils sont entièrement dégagés de tout serment qu'ils avaient prêté à Napoléon Bonaparte.

Art. 3. — M. le commandant et la garnison de Huningue reconnaissent pour leur légitime souverain, Louis-Stanislas-Xavier, nommé roi de France en vertu de la constitution adoptée par le sénat du 6 courant et lui jurent fidélité. Les déclarations renfermées dans les précédents articles se trouvent constatées par les actes joints à la présente convention.

Art. 4. — Le jour après la ratification de la présente, la place et forteresse de Huningue sera occupée par un nombre de troupes alliées égal à la force des hommes disponibles pour le service, et les hostillités cessent pour toujours de part et d'autre.

Art. 5. — Toute propriété quelconque de l'ancien gouvernement sera, par des commissions nommées de part et d'autre, constatée et inventoriée dans les deux premiers jours de l'entrée des troupes alliées, et surveillée en commun, jusqu'à ce que le nouveau gouvernement et les puissances alliées en auront autrement ordonné.

Tout le service de la place sera fait par égales portions. M. le général baron de Zoller nommera, au nom de Louis XVIII et des puissances alliées, le commandant d'armes.

Art. 6. — Tous les prisonniers de guerre seront de suite rendus après ratification.

Art. 7. — Les soldats de la garnison qui ne seraient point sujets de l'ancienne France avant la révolution, seront rendus à leurs souverains respectifs, si, dans huit jours après l'entrée des troupes alliées, il n'en est pas ordonné autrement par les puissances alliées.

Art. 8. — D'après les ordres du gouvernement et ceux des puissances alliées, les gardes nationales rentreront dans leurs foyers, et on fournira des voitures pour le transport des officiers et de leurs effets.

Art. 9. — La présente convention sera ratifiée dans la matinée du 15 avril 1814.

Ainsi arrêté, sauf la ratification de part et d'autre.

Fait et clos à Bourglibre (Saint-Louis), le 15 avril, à une heure du matin, l'an 1814.

PALM, colonel;

Baron BITTNER, major;

DE GUYOT DU PONTEIL, capitaine, aide de camp ;

LENTZ, colonel du régiment du Bas-Rhin ;

BUTARD, chef de bataillon.

Approuvé et ratifié dans toute sa teneur.

Le conseil de défense de la place,

PINOT, colonel, commandant le génie;
LALHIER, chef de bataillon, commandant l'artillerie;
ASPELLI, major au 7e léger;
Comte MARMIER, chambellan de l'empereur, colonel du régiment de la Haute-Saône;
Colonel CHANCEL, commandant d'armes.

Ratifié dans toute sa teneur par le général de division, commandant les troupes de siége, comme gouverneur provisoire de Huningue,

Baron DE ZOLLER.

CHAPITRE X

Entrée des alliés à Huningue. — Bâle demande aux puissances alliées la démolition de la forteresse. — Refus des souverains étrangers.

Le 16 au matin, la garnison fut mise sous les armes et le drapeau aux trois couleurs, salué par une décharge générale de toutes les batteries de la place, fut retiré alors que le drapeau blanc annonçait, à huit heures du matin, l'entrée solennelle des alliés venant occuper Huningue de concert avec les troupes françaises.

Les grands-ducs Michel et Nicolas, frères de l'empereur de Russie, figuraient au milieu de l'état-major du baron de Zoller, qui rendit au colonel Chancel, comme hommage dû à sa bravoure, le commandement de la place, en le confirmant dans son poste jusqu'à la décision des puissances alliées.

L'ennemi, en entrant dans la ville, fut effrayé des dégâts et des ruines au milieu desquels il marchait. A chaque pas il était arrêté par des monceaux de bombes et de boulets entassés de tous côtés. Les habitants jetèrent à peine un regard sur ces colonnes précédées par des fanfares et des musiques ; leur silence, aussi éloquent que leur courage et leur dévouement avaient été héroïques, protesta

noblement contre l'attitude des Parisiens du faubourg Saint-Germain jetant des fleurs sur le passage des Cosaques, qu'ils saluaient comme des libérateurs.

Dès que la Diète eut connaissance de la reddition de Huningue et des conditions honorables que la défense du colonel Chancel avait arrachées au vainqueur, elle s'empressa d'envoyer deux commissaires aux puissances alliées, pour demander la démolition complète de la forteresse comme récompense à la Suisse qui avait coopéré d'une manière si efficace aux succès de la coalition, en ouvrant son territoire aux armées envahissantes; comme dédommagement aux charges qu'elle avait eu à supporter, la seule ville de Bâle estimant à plus de cinq millions le montant de sa créance, par suite des passages, de l'installation des ambulances et des hôpitaux qu'il avait fallu établir pour assurer le service des troupes. Elle fit également ressortir les souffrances de Bâle pendant ce long siége et tous les dangers que cette ville neutre, dont les faubourgs touchaient aux glacis de la forteresse, devaient courir de nouveau, si les hasards de la guerre ramenaient les hostilités.

On resta sourd à toutes ces réclamations; les clauses de la convention furent en tous points approuvées; on conserva à la place ses armements, ses munitions, ses magasins.

CHAPITRE XI.

Les Bourbons laissent Huningue dans un abandon complet. — Voyage du duc de Berri.

Tandis que l'or était jeté à pleines mains pour satisfaire l'avidité et payer la trahison des restaurateurs des Bourbons, leur gouvernement ne songeait nullement à venir en aide à la population de Huningue, population ruinée et à laquelle il restait à peine le travail pour se procurer un morceau de pain, ou l'émigration sur une terre plus hospitalière. Son patriotisme ne fut point ébranlé par cet abandon complet au milieu de la corruption et de la vénalité du moment, sa fierté s'enorgueillit sous ces haillons qui couvraient des cœurs restés français.

Les Bavarois occupèrent Huningue jusqu'au 8 juin, époque fixée pour l'évacuation de la place dont la garnison fut portée à six cents hommes.

Au moment de son départ, un régiment bavarois voulut emporter comme trophée de sa victoire, deux pièces attelées. Aussitôt les portes de la ville furent fermées, des groupes menaçants se formèrent, et il ne fallut rien moins que l'intervention énergique des officiers pour éviter l'ef-

fusion du sang et empêcher l'enlèvement des pièces de canon, enlèvement qui froissait le sentiment national de cette population chevaleresque.

Toutes les hontes nous étaient imposées. Le prince de Talleyrand abandonnait toutes nos conquêtes par le traité du 23 avril; il grevait le Trésor d'un tribut de huit millions distribués à titre de gratifications aux ministres des puissances signataires. On mourait de faim à Huningue, alors que le prince de Metternich, lord Castlereagh, MM. de Nesselrode et de Hardemberg recevaient un million de francs chacun, et que les autres ministres de ce traité infâme, digne pendant de celui signé par Louis XV à Aix-la-Chapelle, touchaient de leur côté une rétribution de cinq à six cent mille francs!

Le 7 octobre 1814, le duc de Berri, profitant de sa tournée dans l'Est, vint jusqu'à Huningue pour visiter la place, dont la résistance avait fait l'admiration des souverains alliés; mais son cœur resta froid au spectacle de la destruction que présentait encore la ville. Il passa la garnison en revue; mais, calme et silencieuse, elle défila sans qu'un seul mot sortît de sa bouche, sans qu'un vivat, un signe de bienvenue fût adressé par la population à ce prince, impassible au milieu de ces nobles ruines, d'où s'échappait un cri accusateur contre sa maison : sa présence rappelait au peuple la cause de tous ses malheurs.

Le génie voulut réparer les fortifications, relever les casernes, remettre la place en état; mais les fonds nécessaires n'ayant point été fournis, les travaux exécutés furent insignifiants et déjà l'orage s'amoncelait de nouveau sur Huningue.

La rentrée des Bourbons avait été un crime de lèse-nation, consommé par ceux surtout qui devaient leur fortune à la Révolution et à l'Empire. Les anciens émigrés avaient cru un instant diriger à leur profit la politique du gouvernement de Louis XVIII; mais au milieu de l'exaltation fébrile, de la joie antinationale de ceux qui, après vingt-cinq années de complots ourdis à l'étranger, croyaient ressaisir leurs anciens privilèges, il n'y avait plus de réaction assez hardie pour restaurer un passé d'abus. La vénalité du sénat conservateur, cette faction qui restera l'opprobre de son siècle, poussée par la cupidité la plus sordide, avait prêté la main à toutes les infamies dont les revers de Napoléon furent la conséquence. Tandis que la France, envahie par l'étranger, versait son sang le plus pur, perdait non-seulement le fruit de ses victoires, mais encore ses libertés et sa prépondérance sur l'Europe, le *Moniteur* du 8 avril enregistrait un décret qui restera le jugement, la condamnation de la première restauration :

« Le peuple français appelle librement au trône de « France Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du der-« nier roi, et après lui les autres membres de la maison « de Bourbon dans l'ordre ancien (art. 2). . . . . . .

« . . . .

« Il y a cent cinquante sénateurs au moins et deux « cents au plus. Leur dignité est inamovible et hérédi-« taire de mâle en mâle par primogéniture. Ils sont nom-« més par le roi.

« Les sénateurs actuels, à l'exception de ceux qui re-« nonceront à leur qualité de Français, sont maintenus et « font partie de ce nombre. La dotation actuelle du sénat

« et des sénatoreries leur appartient. Les revenus en sont « partagés entre eux et passent à leurs successeurs. Le « cas échéant de la mort d'un sénateur sans postérité « masculine directe, sa portion retourne au trésor public. « Les sénateurs qui seront nommés à l'avenir ne pour« ront avoir part à cette dotation. »

Là est le mot de toutes les défections, la clef de toutes les trahisons. Dans les changements de gouvernement, l'immense majorité des favoris acclame le pouvoir nouveau, insultant au pouvoir tombé, prête à encenser le maître du lendemain qui sauvegardera ses intérêts, ménagera ou augmentera sa position officielle. Le pays seul est sacrifié; sa cause disparaît dans une discussion de principes que les forts proclament comme étant la loi protectrice des faibles, mais à laquelle ils ne songent jamais à obéir. Pour eux, les sociétés établies sur des lois immuables ne doivent jamais tendre vers un but autre que celui qui leur est assigné par les décrets d'une providence que chacun exploite à sa façon.

La restauration, le traité de Paris, le congrès de Vienne inaugurèrent la ruine de la grandeur et de la puissance de la France, de son commerce, de son industrie et ouvrirent un champ libre à toutes les passions du jour, à toutes les haines politiques.

La restauration, telle que M. de Blacas l'avait rêvée, fut un anachronisme que l'on put justifier auprès de Louis XVIII, ce vieillard impotent dont les organes affaiblis cherchaient à oublier, à faire disparaître un interrègne qui troublait l'harmonie des successeurs de saint Louis.

Mais le peuple fut frappé de stupeur lorsqu'il vit cette monarchie, restaurée par les baïonnettes étrangères, oser nier les grands faits accomplis, et compter comme services rendus à la patrie, les années que les émigrés avaient passées sous le drapeau étranger, luttant contre la France. On prostitua la croix de la Légion d'Honneur : avoir été soldat à Coblentz, avoir conspiré avec Georges Cadoudal, avoir assassiné des soldats français lors de la campagne de France, avoir trahi, tels étaient les exploits auxquels on la donnait pour récompense!

Le sénat, par sa conduite, cherchait à capter les bonnes grâces du souverain, à lui faire oublier que sous sa toge brodée se cachaient des régicides, des conventionnels, des hommes qui avaient flatté le pouvoir de Napoléon.

On aurait voulu anéantir toutes les gloires sorties des grands actes populaires. Leur présence semblait un outrage vivant à la majesté de la noblesse venue en croupe derrière les Cosaques.

Les Bourbons étaient rentrés en criant : Plus de droits réunis, plus de lourds impôts, plus de conscription; mais d'un coup de plume ils renonçaient à toutes nos conquêtes depuis 92; ils livraient cinquante-trois places fortes, avec un matériel évalué à plus de quinze cents millions! et le peuple, plus affamé que jamais, attendait en vain cette liberté qui lui avait été promise. A l'exception de quelques favoris et de quelques renégats, toutes les classes étaient hostiles au gouvernement du roi, tous les intérêts étaient froissés; l'armée envahie par une foule d'intrigants qu'elle conspuait, subissait en silence la honte attachée à son

drapeau, et le congrès de Vienne mettait le comble à l'exaspération générale en isolant la France, en se partageant les lambeaux des nationalités, en donnant nos colonies à l'Angleterre!..................................

CHAPITRE XII.

Rentrée de Napoléon Ier. — Son activité en face des besoins du moment.

Tout à coup un cri parti du fond du golfe Juan : « Napoléon est en France ! » frappa l'Europe d'épouvante. Les monarques réunis à Vienne tremblèrent pour leurs spoliations ; la légitimité trembla pour ses priviléges, et le peuple, plein d'enthousiasme, salua de nouveau les aigles victorieuses, espérant retrouver sous la puissance de l'Empereur ces libertés pour lesquelles il avait parcouru le monde, ces libertés qu'on lui avait si odieusement retirées. A ce seul cri, Louis XVIII, oubliant le respect attaché à l'hermine impériale, lançait, à la date du 6 mars 1815, une ordonnance qui mettait Napoléon hors la loi, et le condamnait comme traître et rebelle..... Cette ordonnance était suivie quelques jours après d'une proclamation à l'armée, pour lui rappeler ses serments de fidélité et de dévouement à la cause royale. Profonde ironie par laquelle Louis XVIII oubliait que la capitulation de Paris et les défections de 1814 avaient détruit toute la sainteté du serment ; il oubliait que les trois couleurs arborées sur les grèves de Cannes étaient tout un passé de

gloire, que le drapeau blanc, au contraire, n'était plus pour la France qu'un drapeau de deuil! Une deuxième fois, il prenait la route de l'exil, emportant avec lui, le 20 mars, les joyaux et les diamants de la couronne, dont la valeur s'élevait à treize millions huit cent mille quarante-six francs!

En débarquant, Napoléon avait dit à ses soldats : « La victoire marchera au pas de charge; l'aigle avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame! » Le gouvernement de la restauration était tellement impopulaire, que Louis XVIII venait à peine de quitter les Tuileries, que le drapeau tricolore amené sur le pavillon de l'Horloge, saluait la rentrée de l'Empereur, transporté par le flot révolutionnaire, sans qu'un coup de fusil eût été tiré contre lui.

En arrivant aux Tuileries, Napoléon voulut tenter sa réconciliation avec les monarques et affermir le repos de l'Europe par une paix durable et une politique capable de concilier les intérêts de tous les pays : « Assez de gloire, disait-il dans une lettre adressée à chaque souverain, a illustré tour à tour les drapeaux des diverses nations; les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès. Une plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le premier à y descendre. »

« Après avoir présenté au monde le spectacle des grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la fidélité des peuples. »

Vains efforts ! son retour devait servir la haine que les rois portaient à la France, et il fut l'occasion de cette nouvelle coalition, qui restera comme un monument impérissable de la fragilité des destinées des peuples. Napoléon, mis au ban des nations, se sentit poussé fatalement vers ces guerres après lesquelles son cœur pouvait soupirer, car il leur devait sa puissance, mais que sa raison devait repousser, car elles furent la cause de sa chute. Il en appela de nouveau au jugement de Dieu pour venir, par une catastrophe dont la rapidité est unique dans l'histoire, expirer dans les champs de Waterloo !.....

L'Allemagne tout entière se leva rugissante pour entrer dans la croisade des peuples contre la France. Dans chaque ville, dans chaque village, dans toutes les églises, sur la place publique, partout la guerre sainte était prêchée de nouveau. Les rois eux-mêmes s'étaient croisés pour marcher à la délivrance de cette nouvelle Jérusalem. Non contents de pousser contre nous le poids des hordes sauvages sorties de tous les coins de l'Allemagne et de la Russie, par eux, la guerre civile fut déclarée guerre légitime ! La Vendée et le Midi recommencèrent une lutte sacrilége, alors que les têtes des colonnes prussiennes et anglaises allaient déboucher de nouveau sur nos frontières, et que sept cent quatre-vingt-dix mille hommes nous attaquaient par le Nord, la Belgique et le Rhin !.....

« Le monde ne peut rester en paix tant qu'il existera un peuple Français, » s'étaient écriés les souverains du Nord se précipitant sur nos provinces ; mais en venant abreuver leurs chevaux dans les eaux de la Seine, leurs soldats, initiés aux principes de la révolution, remportèrent chez

eux ces besoins de liberté, dernières dépouilles de leur victime. Nouveau Nessus, la France rejeta sur eux son suaire teint de son sang le plus pur et les peuples, parés de cette nouvelle robe, furent dévorés par des idées révolutionnaires dont les trônes devinrent les premières victimes.

Cependant Napoléon ne restait point inactif devant les armements et la marche de la coalition. En arrivant à Paris, il avait trouvé cent dix-huit mille hommes d'infanterie prêts à entrer en campagne; la cavalerie manquait de chevaux, mais elle comptait vingt-trois mille hommes, vieux soldats de l'armée impériale; l'artillerie, le génie, le train des équipages s'élevaient à quatorze mille hommes, ce qui présentait un effectif total de cent cinquante-cinq mille hommes, auxquels il pouvait ajouter cinquante mille hommes laissés dans les dépôts; et certes, si Napoléon avait été tant soit peu aidé par les administrateurs de l'Empire, il eût pu faire face aux besoins de ce moment terrible : les gardes nationales mobilisées avaient l'énergie nécessaire pour défendre nos frontières, nos places fortes. Ceux qui ont cru devoir taxer d'inactivité, de mollesse, la sombre énergie de l'Empereur dans des circonstances dont il n'était plus maître, ont cédé à l'entraînement général qui faisait supposer que la France était dépourvue d'éléments capables de résister à ses ennemis; d'autres ont cédé au mensonge pour faire taire les cris de leur conscience et légitimer une conduite criminelle, antinationale; ils ont voulu nier leur trahison, et ils ont accusé l'Empereur; ils ont été jusqu'à accuser l'abnégation, le dévouement, le patriotisme du peuple et de l'armée!

Pour faire face aux besoins de l'équipement et de l'ar-

mement, le gouvernement de l'Empereur fit des efforts prodigieux; Napoléon surveilla lui-même la marche de la réorganisation des ateliers, et pourvut à toutes les avances de fonds.

« Le 1er avril 1815, il y avait cent cinquante mille fusils dans les magasins de l'État et trois cent mille à réparer ou en pièces de rechange. Les armes blanches étaient en quantités considérables. Les manufactures produisaient vingt mille fusils par mois.

« L'artillerie donna aux entrepreneurs les avances dont ils avaient besoin; elle autorisa ses agents à recevoir des armes de modèle mixte à platines plus simples que celles du modèle de 1777; elle fit couler des platines en cuivre et rétablir l'atelier des platines à l'estampe. Par ces moyens la production en fusils neufs fut portée de vingt mille à quarante mille par mois.

« On créa à Paris, vers le milieu du mois d'avril, dix grands ateliers; les premiers pour le montage des pièces de rechange, les seconds pour la réparation des vieux fusils, les troisièmes pour la fabrication des armes neuves. En juin, on y occupait près de six mille ouvriers, ébénistes, horlogers, ciseleurs, mécaniciens, etc., etc. Les officiers d'artillerie montrèrent tant de zèle dans la direction de ces ateliers, que, dès le mois de mai, on en tira par jour mille fusils, tant neufs que réparés, et en juin, quinze cents, chiffre qui s'augmentait à mesure que les ouvriers se formaient à ce genre de travaux et qui devait s'élever progressivement jusqu'à trois mille (1). »

(1) Waterloo, histoire de 1815, par le lieutenant-colonel Charras.

Les citoyens qui se rendaient dans les dépôts conservèrent leurs effets bourgeois, et ce fut une des causes qui refroidirent l'enthousiasme d'un grand nombre de gardes nationaux. L'uniforme consacre la position du soldat, le sauvegarde aux yeux de l'ennemi. Mais le service de l'habillement présentait d'énormes difficultés : les manufactures de drap militaire, très-nombreuses avant la paix, avaient beaucoup diminué depuis, et celles qui étaient restées avaient considérablement réduit leur fabrication. Au commencement d'avril, Napoléon fit faire des avances aux fabricants ; mais ils eurent besoin d'un mois pour remettre leurs ateliers en activité et se procurer les matières premières. Les régiments habillèrent d'abord les hommes qui rentrèrent dans leurs rangs, et la coalition avançait avec une telle rapidité que la garde nationale resta vêtue de ses habillements civils.

CHAPITRE XIII.

Deuxième invasion de l'Alsace. — Nouvelle participation de la Suisse la coalition. — Complots tramés à Bâle par les soins de Fouché.

En 1815, Napoléon ne pouvait croire que les puissances étrangères oseraient venir l'attaquer; illusion qu'entretenaient les courtisans que son retour avait arrachés aux loisirs de leur opulence, et ils reculèrent devant cette vie des camps pour laquelle ils n'étaient plus faits. L'empereur demanda aux pouvoirs constitués le salut de son empire; les pouvoirs constitués non-seulement restèrent froids à son appel, mais ils lui furent hostiles. On dénatura à ses yeux les sentiments des masses et il oublia qu'elles seules avaient sauvé la patrie lorsque, mise à l'encan par les royalistes émigrés, tous les souverains marchaient contre elle. Le temps seul avait marché : les mêmes hommes représentaient les mêmes intérêts; ils poussaient l'Empereur vers l'abîme en l'éloignant du peuple, en même temps qu'ils appelaient la coalition pour arrêter de nouveau l'ambition de celui qui, disaient-ils, armait en toute hâte contre les monarques; et les rois précipitaient la marche de leurs armées. En Belgique, deux cent vingt-cinq mille Anglais, Prussiens, Belges,

Hollandais, Brunswickois étaient sous les ordres de Blücher et de Wellington.

Cent soixante-dix mille Russes et vingt-cinq mille Allemands sous le maréchal Barclay de Tolly et le général Kleist, marchaient sur Mayence et Manheim.

Sur le Rhin, deux cent cinquante mille Autrichiens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, commandés par le feld-maréchal prince de Schwartzemberg, donnaient la main à trente mille soldats suisses levés pour assister, l'arme au bras, au passage du fleuve qui devait s'effectuer depuis Schaffhouse jusqu'à Bâle et Manheim. L'Alsace allait être envahie par cette dernière armée dont le mouvement en avant s'appuyant sur l'armée russe, devait servir de signal de marche à toutes les autres.

La gauche de l'armée devait passer par les ponts de Bâle et de Rheinfelden. Elle était assurée de ne rencontrer sur son passage que des corps d'armée insignifiants qui se replieraient inévitablement sous le canon des places fortes de Belfort et de Strasbourg, abandonnant les débouchés de l'Alsace, livrant à elle-même la place de Huningue dont l'investissement allait nécessiter la présence d'un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes, tandis que Schwartzemberg se dirigerait sur Châlons, où il devait faire sa jonction avec l'armée russe.

Barclay de Tolly dut prendre la Sarre et la Moselle, cette dernière entre Thionville et Metz, avec mission de masquer les forteresses dont il ne s'emparerait pas, pour de là venir se rallier à Schwartzemberg entre Reims et Châlons-sur-Marne.

Au 10 juin, Napoléon entrait en ligne avec une armée

active de cent vingt-huit mille quatre-vingts hommes, formant un corps de la garde impériale, sept corps d'armée et quatre corps de réserve de cavalerie. Quatre corps d'observation donnant un effectif de cinquante-trois mille huit cent vingt hommes étaient établis dans le Jura, dans le Var, dans les Pyrénées orientales et occidentales.

La force de tous ces corps, réservés pour des rôles secondaires, devait être augmentée par la levée en masse de tous les gardes nationaux capables de porter les armes. Fortement retranchés derrière les murailles des places de guerre, ils eussent pu tenir la campagne et localiser l'invasion dans les provinces soulevées; mais les services administratifs neutralisèrent complétement l'intervention de ces hommes à peine habillés, à peine armés.

L'Alsace était couverte par le général Rapp commandant le 5e corps d'armée qui devait opérer sur le bas Rhin, tandis que le général Lecourbe commandant en chef le corps du Jura, fort de quatre mille quatre cent quarante-six hommes, appuyant la défense de la forteresse de Huningue, était chargé de défendre la trouée de Belfort et les défilés des Vosges, avec ordre de se replier sur le corps d'armée de Suchet pour manœuvrer sur les deux rives du Rhône et de la Saône, dans le cas où des forces trop considérables précipiteraient leur marche sur le Rhin.

Il était impossible à Lecourbe de se maintenir sur la défensive dans le haut Rhin : il n'avait qu'une division d'infanterie forte de huit bataillons, neuf escadrons de cavalerie et vingt-deux bouches à feu à opposer à deux cent cinquante mille hommes ! La plus grande pénurie régnait dans les approvisionnements; ses troupes vivaient au jour

le jour, et, pour comble de malheur, des espions, entretenus par les émigrés réfugiés en Suisse, tenaient les généraux ennemis au courant de la situation de nos armées.

Les royalistes qui suivirent Louis XVIII cherchèrent un point central pour renouer leurs intrigues avec les cabinets étrangers. Ils choisirent Bâle et bientôt la ville fut inondée d'anciens émigrés attendant la marche des alliés pour rentrer à leur suite.

La diète helvétique avait adhéré ouvertement à la nouvelle coalition que souleva le débarquement du 20 mars : elle levait trente mille hommes pour la défense du Rhin du côté de la France ; elle ouvrait son territoire aux armées envahissantes et permettait à trois cent mille hommes de pénétrer par l'Alsace dégarnie de troupes. L'oligarchie avait surtout à cœur de se venger des patriotes de 1798, et l'on conspirait ouvertement dans tous les cercles de la ville. On connaissait exactement la marche des affaires de l'intérieur de l'empire ; on savait avec quel admirable dévouement l'organisation de l'armée se poursuivait; mais on n'ignorait pas non plus le mauvais vouloir qui animait certains fonctionnaires, l'antipathie du plus grand nombre décidés à conserver leur position, leur bien-être par le dernier des sacrifices : l'entente avec l'étranger.

Le prince de Metternich avait installé à Bâle un certain baron allemand du nom de Werner qui y recevait les confidences, les ouvertures de Fouché. C'était là que les émissaires du ministre d'Autriche et du ministre de la police de l'empire échangeaient les notes qui tenaient la coalition au courant de l'état politique et de la situation des armées. Nos ressources étaient supputées, calculées,

et les puissances savaient que si elles apportaient le moindre retard dans leur agression, elles trouveraient devant elles des forces suffisantes pour renouveler, avec plus de succès, l'immortelle campagne de 1814. On connaissait l'enthousiasme du peuple demandant à grands cris des armes pour marcher à la défense du pays : Fouché promettait la trahison et la défection des hauts pouvoirs constitués, pourvu que l'on se pressât. Les relations du ministère français avec les émissaires des alliés étaient tellement connues, que le bruit en parvint jusqu'à Paris, et que l'Empereur fit arrêter l'individu porteur des lettres à l'adresse de Fouché, l'obligea à les lui remettre directement, le menaçant de le faire passer par les armes s'il ne lui dévoilait pas tout ce qu'il pouvait savoir des intrigues du ministre de la police. M. Fleury de Chaboulon fut envoyé à Bâle pour s'aboucher avec M. de Werner, et ce dernier, le croyant l'émissaire réel de Fouché, s'ouvrit complétement à lui, exposant les intentions des souverains dont le but était de se débarrasser de Napoléon, comptant sur la coopération de ceux qui l'approchaient.

De retour à Paris, M. de Chaboulon rendit compte de sa mission à l'Empereur, qui, au lieu de sévir, se laissa encore tromper par la duplicité de son ministre. Prévenu, par M. de Réal préfet de police, de l'envoi d'un agent de Napoléon à M. de Metternich, Fouché parvint à détruire toute impression fâcheuse dans l'esprit de Napoléon, lui laissant supposer que ce n'était qu'une simple intrigue de police conduite pour découvrir les intentions véritables des puissances alliées ; déclarant que, s'il ne l'avait pas tenu au courant de cette affaire, il fallait

l'attribuer aux nombreuses occupations du moment.

Quelques jours avant son départ pour l'armée, Napoléon fut prévenu qu'une des créatures de Fouché, ancien employé supérieur de la police, venait de partir pour la Suisse avec un passe-port signé du ministre. Le télégraphe transmit immédiatement aux autorités de Huningue l'ordre d'arrêter cet émissaire; mais il venait de traverser la frontière au moment où la dépêche arriva. L'Empereur, cette fois, résolut de punir. La formation d'un conseil de guerre fut arrêtée; le général Daricau en fut nommé président. Puis au moment de lancer le décret d'arrestation de son ministre, Napoléon hésita : les chambres venaient de s'assembler; leur hostilité perçait déjà; il dit aux personnes qui attendaient ses ordres: « Je vais partir pour l'armée. Si je perds la partie, à quoi bon le sang de cet homme? Son exécution devient sans but. Si je la gagne, le courrier, qui en apportera la nouvelle, apportera en même temps l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement, et les crieurs, en annonçant le lendemain dans les rues le triomphe de nos armes, apprendront en même temps au public la condamnation et l'exécution de Fouché comme traître à la France (1). » Le conseil de guerre resta formé, mais la mise en jugement fut suspendue.

Les ambitieuses espérances de toutes les incapacités qui entrevoyaient dans la chute de l'Empire le triomphe de leurs prétentions, communiquaient, sans honte, avec les comités établis à Bruxelles et à Bâle. Beurnonville et Clark, duc de Feltre, faisaient parvenir chaque jour aux

(1) Histoire des deux Restaurations par de Vaulabelle (tome II).

souverains, par des émissaires patentés par la coalition, des notes émanant du ministère français dans lesquelles les effectifs et les ressources étaient scrupuleusement relevés.

Le 18 mai, le général Schwartzemberg recevait par l'intermédiaire du général suisse Steigentesh, de Morat, un rapport donnant dans ses plus petits détails les nouvelles de l'intérieur de l'Empire. A ce rapport étaient jointes différentes correspondances parmi lesquelles se trouvait une copie d'une lettre de Clark, duc de Feltre, qu'il avait adressée à Wellington pour élaborer le nouveau plan de campagne que l'on dressait contre Napoléon.

Ce général français disait aux alliés :

« L'état des forces de l'armée française, tel qu'il m'a été communiqué par un employé de la guerre, était porté le premier de ce mois (1er mai) à 200,000 hommes effectifs ; mais les hommes qui devaient compléter les cadres des régiments, pour produire ce nombre, n'étaient pas encore répartis dans leurs corps respectifs, et leur complément exige encore trois semaines.

« Le matériel de guerre, le train d'artillerie, les chevaux, les fusils manquaient en grande partie : aussi à peine évalue-t-on la cavalerie actuellement montée à 20,000 hommes. Cependant on voit presque tous les jours arriver une petite quantité de remontes qu'on envoie des provinces.

« Quoiqu'*il* n'ait pas osé rendre un décret pour faire revivre la conscription, *il* a néanmoins envoyé, aux préfets des départements, l'ordre de faire rentrer dans l'armée tous les hommes qui ont servi, et d'employer en outre le plus grand nombre d'hommes possible par une espèce

d'enrôlement volontaire, mais qui devient en effet coercitif.

« Lignes occupées par l'armée française:

« Toute l'armée est répartie en six divisions ou corps d'armée.

« La première s'étend sur la ligne de Lille, Douai, Arras, etc., et est commandée par le général Excelmans.

« La seconde va depuis Calais jusqu'à Dunkerque, sous les ordres du général Reil.

« La troisième, commandée par le général d'Erlon, est tracée depuis Dunkerque jusqu'à Verdun.

« La quatrième s'étend depuis Verdun jusqu'à Landau, sous les ordres du général Lobau.

« La cinquième, commandée par le général Gérard, va jusqu'à Strasbourg.

« La sixième est confiée au maréchal Suchet, et s'étend jusqu'à Huningue : c'est à tort que les journaux ont donné ce commandement au maréchal Ney.

« Sur toute la route depuis Paris jusqu'à Péronne, je n'ai pas rencontré un seul soldat, un seul chariot de munitions, ou tout autre objet qui indique des préparatifs militaires. A Péronne, qui nage pour ainsi dire au milieu des eaux, il n'y a qu'un seul bataillon; le 8e régiment de dragons, qui y était, est parti pour Lille le 5. Je n'ai aperçu que deux pièces de canon dans la partie de la ville où je suis entré.

« On travaillait à des batteries à Cambrai, et les palissades devant la porte de Bouchain n'avaient été commencées que depuis quelques jours. La porte de sortie était déjà condamnée le sixième. La garnison était composée de deux régiments d'infanterie et d'un régiment d'artillerie.

Il paraît que toutes ces places manquaient de canons de gros calibre, car je n'ai vu en batterie que deux pièces de campagne. Valenciennes, qui est en bon état de défense, ne renferme que 4,000 hommes de garnison, dont le premier régiment d'infanterie ou régiment du Roi et le 7e de hussards font partie (1). »

Ainsi la trahison ne prenait plus la peine de se dissimuler. Les opérations militaires qui allaient surgir de la direction imprimée par Napoléon à ses corps d'armée, étaient soumises aux conseils des rois coalisés et leurs ministres pouvaient en calculer la justesse.

La position militaire de l'Empereur était, en effet, trop aventurée pour que ses ennemis ne fussent point intéressés à savoir, par leurs espions, les chances de succès qu'il devait tenter pour obtenir par les armes des garanties de cette paix que les puissances lui refusaient si obstinément, afin de poursuivre la réalisation des clauses du protocole signé par les plénipotentiaires assemblés, en congrès, à Vienne.

(1) Opinion du duc de Feltre, à l'appui du Mémoire du duc de Wellington sur les opérations à faire en 1815. Voyez : Histoire de la guerre de 1813 et 1814 en Allemagne et en France par le marquis de Londonderry.

CHAPITRE XIV.

Trahisons politiques et militaires.

La durée éphémère du gouvernement des Cent-Jours a surtout sa cause dans la rentrée aux affaires des anciens courtisans de l'Empire, car l'Empereur demanda son salut à ces organisations délabrées, usées à son service et dont l'ambition était satisfaite. La coalition, elle, s'adressa également à ces mêmes hommes en faisant miroiter à leurs yeux la jouissance tranquille des honneurs accumulés sur leur tête, et en échange elle leur demandait une obéissance active pour être les instruments secrets de la chute de celui dont le salut pouvait se trouver dans le patriotisme des masses.

Il fallait tromper la nation sur la portée réelle de la rentrée de Napoléon; il fallait lui cacher les dispositions des souverains de l'Europe : aussi, pour arriver à ce résultat, on remplit les colonnes du journal officiel de rapports mensongers. Cependant la frontière était de nouveau envahie; déjà les colonnes ennemies passaient la Meuse et le Rhin, et le peuple étonné se demandait s'il n'était pas le jouet d'une illusion; si le vainqueur des Pyramides, de Wagram, d'Austerlitz, lui qui avait planté ses aigles dans toutes les capitales du monde, devait clore son règne par

une deuxième occupation, une deuxième restauration amenée par les mêmes causes et pour les mêmes effets.

Waterloo fut le réveil terrible de cette léthargie à laquelle le peuple était condamné par ses gouvernants, et le mouvement national se communiquait aux masses, que Paris ouvrait ses portes aux Cosaques salués en libérateurs!..... Napoléon prenait le chemin de l'exil, poussé dans ce fatal martyre par les hommes auxquels il eût dû opposer l'énergie de la Convention : les victoires de César eussent fait oublier les proscriptions de Sylla.

Singulier revirement! Aujourd'hui on légitime la trahison, on encense les ouvriers des restaurations passées, on se fait stratégiste pour chercher la cause plus ou moins directe de la perte de Waterloo, dont les uns font retomber toute la responsabilité sur les fautes du grand capitaine, tandis que les autres invoquent la fatalité. Tous, par des relations plus ou moins suspectes, essaient de faire retomber sur les lieutenants de l'Empereur l'issue malheureuse de ce grand drame militaire ; quelques-uns flétrissent Bourmont, Clouet, Villoutreys passant à l'ennemi le 15 juin, livrant les plans de la campagne; mais combien peu ont dit à la France les noms des hommes politiques qui, dans Paris, oublièrent leur qualité de Français pour se faire Russes, Prussiens ou Anglais et vendre les secrets de l'Etat! Quelle que soit l'autorité des hommes qui voudront les réhabiliter, quelles que soient les raisons dans lesquelles on cherchera une excuse pour masquer les crimes de 1814 et de 1815, les générations futures comprendront dans le même opprobre tous ceux qui appelèrent l'étranger.

Tandis que leurs concitoyens mouraient au pied du mont

Saint-Jean, se taillant un linceul dans les bataillons ennemis horriblement mutilés, les mandataires du pays, dépositaires de l'honneur de la France, le troquèrent sans honte contre la flétrissure de la trahison, refusant des armes aux habitants de Paris! On se débarrassait de l'armée, et le dernier cri de guerre allait mourir au pied des glacis d'une forteresse.

CHAPITRE XV.

Investissement de Huningue par l'archiduc Jean.

Le 15 avril 1815, le général Rapp arriva, en toute hâte, pour faire mettre Huningue en état de défense, réparer ses fortifications et la préparer à coopérer à la défense de la frontière. Edifié sur la moralité de la neutralité suisse, il avait provoqué la mise en marche de l'avant-garde de l'armée du Jura pour qu'elle s'avançât jusqu'au Rhin : Saint-Louis fut occupé par le 62e régiment de ligne, tandis que le 84e bivouaquait dans les villages de Blotzeim et de Hesingue. Six mille hommes pris dans la garde nationale mobilisée, devaient se réunir entre Leymen et Hagenthal, et former la droite du cordon de défense chargé de s'opposer au passage du Rhin. Le 58e et le 61e renfermés dans Huningue devaient défendre la forteresse et battre le pont de Bâle. Chacun croyait que la haute et la basse Alsace seraient le théâtre de la lutte ; Rapp occupait ces positions à la tête de vingt mille hommes, et l'Empereur lui-même fut longtemps indécis sur le plan qu'il devait suivre, car longtemps il se demanda s'il ne devait pas attaquer sur le Rhin et choisir ce fleuve comme base de ses premières opérations.

L'armée autrichienne était sur la rive droite du Rhin, dans la même attitude que conservaient Blücher et Wellington en Belgique : la marche de Schwartzemberg devait régler celle des deux premiers, et il n'attendait qu'un avis favorable de la marche des Russes, un ordre de l'Empereur Alexandre pour traverser le fleuve entre Bâle et Schaffhouse, et de là se répandre en Alsace.

Dans les premiers jours de juin, assuré que l'Empereur ne pénétrerait pas en Allemagne par le Rhin, Lecourbe, commandant en chef de l'armée du Jura, fit replier successivement sur Lons-le-Saulnier tous ses avant-postes, abandonnant à lui-même le général Barbanègre, commandant supérieur de la forteresse de Huningue, dont les forces devenaient insignifiantes.

Il était évident que l'inaction de l'armée autrichienne tenait surtout aux ordres venus de Bruxelles, et qu'elle ne s'engagerait sur le haut Rhin qu'autant que les événements inhérents au plan de l'Empereur viendraient engager l'une ou l'autre aile des alliés. Les communications de Fouché et les avis de tous les agents liés à la cause royaliste avaient prévenu les souverains de la force numérique de la seule armée dont Napoléon pouvait disposer, et si Blücher et Wellington étaient battus en Belgique, l'aile droite devait voler à leur secours sans essayer une diversion en Alsace, sans même attendre Barclay de Tolly, car on savait la rapidité de conception de l'Empereur, et les troupes disséminées sur la rive gauche du haut Rhin eussent été d'une utilité bien plus précieuse réunies sous la main du général en chef.

La bataille du mont Saint-Jean vint faire cesser toutes

les incertitudes. Napoléon était rentré à Paris et les instructions envoyées au duc d'Otrante par les cabinets alliés amenaient la deuxième abdication de Napoléon, abandonnant son trône, son épée, renversé par qui? par celui qui, depuis le 20 mars, conspirait avec l'Autriche pour perdre la dynastie impériale, par un ministre de la police !

Dans la journée du 25 juin, Lecourbe fit connaître au général Barbanègre la perte de la bataille de Waterloo, la déroute de l'armée, les nombreuses défections qui se produisaient dans les hautes régions et les relations établies entre le gouvernement provisoire et les alliés ; il terminait ses dépêches en le prévenant que le gouvernement provisoire allait, sans nul doute, ouvrir des négociations avec les armées coalisées qui s'avançaient à marches forcées sur Paris ; enfin il confiait Huningue à la loyauté de son chef, le laissant juge des événements.

Comprenant que la place était abandonnée à elle-même, et que l'armée du Jura ne viendrait nullement appuyer sa défense, Barbanègre réunit le conseil de guerre pour lui soumettre les dépêches qu'il avait reçues.

Etaient présents : MM. Chancel, colonel commandant d'armes ;

Mécusson, major commandant du génie ;

Bergeron et Letourville, chefs de bataillon de la garde nationale ;

Lalhier, commandant d'artillerie ;

Armand, commissaire des guerres.

Sans entrer dans aucune discussion politique, le général Barbanègre exposa que la défense de la place n'avait plus pour but de s'opposer à l'entrée des alliés sur le ter-

ritoire de Bâle, puisque la diète avait livré le passage du fleuve aux Autrichiens; que le canon de la forteresse était insuffisant pour arrêter une armée envahissante de deux cent cinquante mille hommes. Le rôle des défenseurs de la ville était donc réduit à conserver intact l'honneur du drapeau français. Rappelant ensuite le glorieux passé de la forteresse, son dernier blocus : « Messieurs, leur dit-il, étrangers à toutes les trahisons, à toutes les turpitudes qui nous livrent aux ennemis de la France, ne nous salissons pas en ouvrant aux colonnes autrichiennes l'entrée de Huningue. Sachons défendre ces remparts avant qu'un dernier pacte d'infamie nous oblige à remettre notre épée dans le fourreau ! »

Le conseil de défense déclara à l'unanimité que l'on ferait jurer à la garnison de défendre la forteresse jusqu'à la dernière extrémité, et que l'on se contenterait de tenir dans la place, sans chercher à attaquer les colonnes qui déboucheraient par le pont de Bâle, la faiblesse de la garnison la condamnant à la défensive la plus absolue.

CHAPITRE XVI.

Troisième siége. — Le général baron Barbanègre. — Les travaux de défense sont nuls. — Premières opérations.

Le 26 juin 1815, à une heure du matin, l'avant-garde de l'armée autrichienne, commandée par l'archiduc Jean, se présenta aux portes de Bâle pour passer le pont, et en moins de vingt-quatre heures, cent cinquante mille hommes, dont trente mille de cavalerie, débouchèrent dans la plaine de Saint-Louis. Une vive fusillade s'engagea entre nos avant-postes et une ligne de tirailleurs autrichiens. Des coups de fusil se firent entendre dans les villages, puis quelques incendies se manifestèrent du côté d'Egenheim, de Bourgfelden : les paysans arrachés à leur sommeil essayaient en vain de se défendre, ceux qui étaient pris étaient fusillés.

On a longtemps fait un reproche au général Barbanègre de ne s'être point opposé par la force au passage des Autrichiens sur le pont de Bâle. Ceux qui s'épuisèrent en récriminations oubliaient qu'à la tête d'une poignée d'hommes il remplissait ses devoirs de soldat et que toutes les troupes chargées de couvrir le Rhin avaient été rappelées par le général Lecourbe. Il aurait pu capituler

et sauvegarder sa position vis-à-vis du gouvernement des Bourbons ; il aurait pu marcher à la tête des armées alliées, les conduire à travers les Vosges, à travers l'Alsace pour venir grossir la foule des courtisans qui insultaient le pouvoir tombé : la cour de Gand eût noblement récompensé une pareille conduite. Soldat avant tout, il resta fidèle aux devoirs de l'honneur ; abandonné de tous, il ne marchanda ni les chances du succès, ni les prévisions de la défaite. Il connaissait les menées de Fouché depuis longtemps, car depuis longtemps on ne faisait plus de mystère à Bâle des nombreux traîtres qui se vendaient à la coalition. N'ayant que du mépris pour toutes ces infamies, il conserva son honneur intact, et, malgré la faiblesse de la garnison, il résista aux 25,000 hommes qui investirent Huningue le 26 juin.

La composition des troupes de défense était :

Deux compagnies d'artillerie de ligne (hommes)........	105	175
Une compagnie du 6e régiment de ligne.............	55	
Gendarmes....................................	5	
Un détachement de douaniers.....................	10	

Il y avait également quatre bataillons de la garde nationale du Haut-Rhin ; mais ils n'étaient ni habillés ni équipés, ce qui les exposait à être fusillés par l'ennemi, passant par les armes tout individu armé qui n'était pas porteur de la tenue militaire. Les horreurs du premier siége étaient tellement présentes à la mémoire de tous, que les plus courageux préféraient se jeter dans les bois, dans les montagnes, faire une guerre acharnée aux convois, aux soldats isolés, plutôt que de s'exposer à mourir de faim

derrière des remparts, à être enlevés par des maladies. Tous les gardes nationaux étaient du département, et la nuit, lorsque l'incendie était allumé dans la direction de leurs villages, ces hommes, de garde aux avant-postes, se sentaient poussés par un mouvement irrésistible. Ils désertaient, non par frayeur, car ils traversaient les lignes ennemies, échappaient aux patrouilles et aux maraudeurs pour arriver souvent, le matin, au point du jour, recueillir la dernière cendre du foyer paternel, voir la désolation qui marquait le passage de telle ou telle nation. Malheur alors au soldat isolé de sa troupe : il était massacré sans pitié ; et lorsque la poudre et les cartouches manquaient au paysan alsacien, il rampait derrière une haie, derrière un accident de terrain, tuait sans quartier l'Autrichien, le Bavarois que la fatigue et plus souvent l'ivresse lui livraient. Derrière les murs de Huningue, il eût été inutile; en pleine liberté, il se faisait le vengeur de la nationalité outragée; il s'armait pour défendre son foyer, sa famille contre la dévastation et le viol, traces sinistres des bandes de pillards que l'Allemagne vomissait chaque jour sur la France.

Barbanègre sentait que sa position était difficile. Les fortifications étaient dans un état déplorable. Tous les revêtements du corps de la place et des ouvrages extérieurs étaient encore mutilés et portaient dans leurs murs les traces du dernier siége; pas de contrescarpes; les revêtements étaient dégarnis jusqu'au pied et le profilement des ouvrages et des chemins couverts à peu près détruit. Son courage ne faiblit cependant pas un seul instant. Puissamment aidé par le patriotisme et le dévouement de

la population et de l'armée, il parvint, en surmontant des difficultés inouïes, à mettre la place dans un état soutenable. La marche des événements avait été tellement rapide que les travaux prescrits par le général Rapp n'avaient pu être terminés; Barbanègre les fit achever.

Le fort étoilé, détruit lors du dernier siége, avait été remplacé par une batterie dite de Custine. Cette batterie, éloignée du corps de la place de plus de trois cents mètres, avait un but plutôt politique que militaire, car, complétement étrangère à la défense de la forteresse, elle n'était armée que de bouches à feu destinées à lancer des projectiles sur Bâle. A première vue, on lui croyait énormément d'importance, et elle n'en avait aucune. Les faces extérieures étaient défendues par un fossé, en fond de cuve, avec une palissade au milieu; la gorge était également fermée par une palissade. L'ennemi fut tellement trompé par l'apparence de cette batterie qu'il fit élever plusieurs plates-formes, sur l'une et l'autre rive, pour la combattre, et ouvrit la tranchée devant elle.

La lunette qui regardait Bâle fut mise en parfait état de défense. On palissada le pied de sa contrescarpe et l'on établit des barbettes aux saillants. Les ouvrages à corne du haut et du bas Rhin furent complétement réparés et armés.

Les munitions étaient en quantité suffisante; ce qui laissait à désirer, c'était la poudre; mais avec de l'ordre et de l'économie, en évitant un feu sans but, on était assuré d'arriver à une défense de six mois.

Les vivres étaient abondants; les caisses des finances étaient vides; on ne put même pas acquitter les sommes

dues aux ouvriers terrassiers et aux voituriers employés pour les différents besoins du siége.

Telles étaient les conditions dans lesquelles la ville se trouvait au moment de son investissement.

Le 27 juin, l'ennemi passa la nuit dans ses bivacs dont les feux, en arrière de Saint-Louis, de Michelfelden et de Neudorf, éclairaient les passages de nombreuses colonnes d'infanterie et d'artillerie se dirigeant sur les routes de Belfort et de Porentruy.

Quelques fermes de Bourgfelden ayant été livrées aux flammes dans la journée du 28, l'officier qui commandait dans la batterie de Custine fit ouvrir le feu sur la ville de Bâle sans en prévenir le général Barbanègre. Ce dernier fit immédiatement cesser le feu après avoir envoyé aux arrêts de rigueur l'officier qui, cédant à un moment de colère, avait agi sans ses ordres. A dix heures du soir, un parlementaire se présenta à la batterie de Custine et remit un pli de l'archiduc Jean, qui menaçait de faire brûler un village en Alsace pour chaque projectile qui serait lancé sur la ville de Bâle.

Des coups de fusil étaient échangés continuellement entre les avant-postes et les ouvrages extérieurs de la place; de temps en temps, le bruit du canon venait rompre la monotonie de la mousqueterie.

La désertion de la garde nationale devint tellement visible que Barbanègre confia la garde des avant-postes aux anciens militaires retraités et à la compagnie d'artillerie civique formée par les habitants de la ville. Travaillés par les idées de trahison, idées semées par les sentinelles autrichiennes qui leur communiquaient

les nouvelles de l'intérieur en les engageant à suivre l'exemple de toute l'armée qui avait fait, disaient-elles, cause commune avec les alliés, les gardes nationaux écoutaient d'autant plus facilement ces communications qu'elles leur étaient faites dans le langage de leur pays. Convaincus que Napoléon était parti, ils se crurent dégagés et libres de pouvoir rentrer chez eux. Une dernière offre ne fit qu'augmenter le nombre des déserteurs : on promit de délivrer à chacun, au quartier général autrichien, un sauf-conduit pour gagner avec sécurité son village, lever ses récoltes. Dans le cas contraire, on les menaçait de les fusiller, attendu qu'étant sans vêtements militaires, on les traiterait comme des révoltés, non comme des soldats. L'isolement et l'ennui aidant à la frayeur, la désertion continua.

Le 1er juillet, le feu de l'ennemi devint ferme et soutenu. La place répondit vigoureusement sans pour cela interrompre ses travaux; le génie continua ses palissades, le blindage des casernes et termina les banquettes des chemins couverts.

Le 10 juillet, l'archiduc fit sommer la place d'avoir à se rendre aux puissances alliées. Barbanègre répondit à cette sommation par un refus énergique, faisant connaître à l'archiduc qu'il défendrait la place jusqu'à la dernière extrémité.

Le feu de plusieurs batteries de campagne fut ouvert sur la ville, sans cependant causer de dégâts. On sentait que l'ennemi n'était nullement disposé à élever des travaux de siége, comptant lasser la patience de la garnison et l'amener à capitulation.

Le 20, il y eut une nouvelle sommation avec menace de faire transporter en Sibérie tous les défenseurs qui se trouvaient dans la ville, si, le jour même, les portes n'étaient pas ouvertes. Barbanègre renvoya le parlementaire sans réponse écrite, le chargeant de dire à l'archiduc que la frayeur du knout était inconnue à des Français, et que sa réponse se traduirait par le feu de son artillerie. En effet, une heure après, les batteries dirigeaient leur feu sur toutes les positions occupées par l'armée de siége.

CHAPITRE XVII.

Les Bâlois, au mépris d'un armistice, coupent les amarres d'un moulin sur le Rhin. — Les batteries de la place tirent sur Bâle. — Des Suisses sont désignés pour participer aux travaux d'attaque.

On apprit, le 22 juillet, l'armistice conclu par les villes de Besançon, de Belfort et de Strasbourg avec les généraux alliés, à la suite de la capitulation qui livrait Paris aux Anglais, aux Prussiens.

L'archiduc proposa à Barbanègre un semblable armistice que celui-ci accepta.

Le 26 juillet, des Suisses étaient venus couper les amarres qui retenaient un moulin construit sur un ponton à 1,500 mètres en avant de la place et sur le Rhin. Le général Barbanègre crut voir dans cet acte une violation du droit de propriété particulière, droit sauvegardé par l'armistice signé depuis le 22, et par lequel toutes les hostilités étaient suspendues. Considérant cet acte agressif comme une rupture provoquée par les Suisses, il fit ouvrir immédiatement sur la ville de Bâle le feu des batteries de l'ouvrage à corne et de Custine.

L'archiduc envoya aussitôt un parlementaire à Barbanègre pour lui demander des explications sur cette rupture que rien ne justifiait, s'adressant surtout à une ville

inoffensive et qui n'était pour rien dans la guerre actuelle, les puissances ayant reconnu sa neutralité armée.

Barbanègre répondit à l'archiduc que depuis l'invasion de l'Alsace par les armées autrichiennes, les Bâlois se livraient chaque jour contre les propriétés à des actes d'un brigandage que repoussaient toutes les lois de la guerre, pillant, incendiant les bâtiments d'exploitation et les maisons de campagne; que de nombreux chariots amenés par eux avaient servi à emporter les récoltes, les provisions des paysans, pour les revendre aux troupes alliées; que l'incendie du village de Bourgfelden avait été allumé dans un but de vengeance particulière; que rien ne justifiait ces actes; que l'on était obligé de reconnaître que tous ces crimes étaient couverts par le drapeau de la coalition, mais, qu'en venant violer directement une propriété appartenant à un habitant de la ville de Huningue, les Bâlois assumaient une responsabilité dont toute leur ville devait être solidaire. Du reste, il prévenait l'archiduc qu'il continuerait le feu de la place sur la ville, à moins qu'elle ne voulût payer, à titre d'indemnité, une somme de trois cent mille francs pour les victimes de toutes les déprédations que les populations avaient subies, et il stipulait que le dixième de cette somme serait versé en souliers, chemises et capotes. Quelques lettres furent échangées entre l'archiduc et Barbanègre; mais n'ayant amené aucun résultat, l'ennemi poussa activement ses travaux sur les deux rives du Rhin.

Les troupes assiégées n'avaient plus de repos; sans cesse dans les batteries ou employées aux corvées, le service devint pour elles d'une difficulté incroyable. Le

nombre des hommes disponibles diminuait chaque jour, celui des malades augmentait et les désertions ne s'arrêtaient pas. Les chaleurs excessives amenèrent de nombreux cas de dyssenterie, et pas le moindre secours à espérer, car les médicaments manquaient.

L'ennemi avait élevé sur la rive droite du Rhin, à l'affluent de la Wyssen, plusieurs batteries pour prendre à revers et enfiler la batterie de Custine. Les quelques hommes chargés de la défense de ce point, qui occupait beaucoup l'ennemi, furent protégés par un blockaus entouré d'un blindage incliné qui les mit à l'abri du feu d'une batterie desservie par des soldats suisses et composée de deux pièces de 24, une de 16 et deux mortiers.

CHAPITRE XVIII.

Le petit conseil demande la démolition de la forteresse. — Démarches auprès de l'archiduc Jean. — Ouverture de la tranchée. — Bombardement.

Prévenu des conditions que la sainte alliance imposait au roi Louis XVIII, conditions élaborées secrètement, mais connues de toutes les fractions de la coalition, le petit conseil de Bâle demanda à l'archiduc Jean son intervention pour obtenir la démolition complète de la forteresse de Huningue, concession qui devait lui être faite avec d'autant plus de facilité que, l'Autriche demandant la cession de l'Alsace et de la Lorraine, toutes les places fortes construites sur le Rhin allaient devenir possessions de l'empire ; la forteresse de Huningue n'aurait donc plus sa raison d'être et rien ne devait s'opposer à la réalisation d'un désir poursuivi depuis 1681. On s'appuyait surtout sur cette considération : que dans le cas où les puissances ne voudraient pas céder l'Alsace, l'intérêt de l'Autriche l'obligeait à demander activement la démolition de cette ville forte dont l'érection sur les bords du Rhin avait toujours tenu en échec les armées impériales alors que toutes les opérations avaient dû

nécessairement être portées sur le bas Rhin ; que depuis Louis XIV le canon de Huningue avait empêché Bâle, dans toutes les guerres qui avait éclaté, de se déclarer pour l'Autriche. Une fois Huningue rasée, l'Autriche avait entre ses mains une des clefs de la France ; car, unie comme l'était l'oligarchie suisse, le passage du fleuve à Bâle devenait avec le temps un droit.

L'Autriche conseilla alors à la diète de coopérer d'une manière active au siége de la citadelle, lui faisant observer que, par ce moyen-là, elle entrerait en ligne de compte avec les autres puissances ; chaque partie active, en dehors des quatre grandes cours, devant faire valoir ses exigences à raison des hommes armés qu'elle entretenait ; et qu'en échange des sommes qui lui seraient dues, elle demanderait purement et simplement la destruction des remparts qui lui portaient ombrage, concession qui lui serait accordée immédiatement, renonçant surtout à sa part dans l'indemnité allouée pour les contingents fournis par chaque petit État. La diète donna aussitôt l'ordre de détacher quatre bataillons des troupes placées sous le commandement du général Lichtenhalm, prescrivant de les affecter au service des tranchées ouvertes sur la rive droite partant du petit Huningue et prolongées sur le tracé de celles qui avaient été construites en 1814 jusqu'au milieu de l'île des Cordonniers, en face du centre de la place.

On amena de Bâle des pièces de gros calibre que l'on mit en batterie.

Dans la nuit du 17 au 18 août, l'ennemi ouvrit la tranchée sur la rive gauche en partant des bords du Rhin,

la développant vers Saint-Louis, avec deux communications, dont l'une venait du derrière de ce village et l'autre du faubourg Saint-Jean (Bâle).

Le 21 au soir, vingt-huit batteries armées de cent trente bouches à feu enveloppèrent la place. Barbanègre se contenta de faire miner le blockaus qui couvrait la batterie de Custine, dans la prévision de ne pouvoir la conserver faute d'hommes; il y mit quelques gardes nationaux avec quelques artilleurs pour le service des deux mortiers qu'il y avait laissés; puis faisant approvisionner toutes les autres batteries, il fit un appel à la population. Aussitôt, hommes, femmes, enfants traînent des munitions sur les remparts et choisissent chacun, suivant son âge et son sexe, le poste qui lui convient le mieux pour assister la garnison dans le feu qui ne peut tarder à être dirigé sur la ville. Depuis le commencement du siége, la troupe de ligne n'avait point quitté ses postes; elle bivaquait au pied des remparts, les artilleurs couchés sous leurs pièces, mèches allumées.

Le 22, à dix heures du matin, le fracas épouvantable de cent trente pièces de canon dont les bouches rougies étaient tournées contre elle, retentit au-dessus de la ville assiégée et la couvrit de projectiles; la forteresse répondit avec une énergie tellement soutenue et si bien dirigée, que plusieurs batteries ennemies se turent, leurs pièces ayant été démontées et leurs embrasures enlevées.

Tous les efforts de l'ennemi se tournaient contre la batterie de Custine : criblée de boulets et d'obus envoyés de l'une et de l'autre rive, il était impossible de s'y maintenir ; on l'évacua donc, en ayant soin de faire sauter le

blockaus. Les Autrichiens voulurent s'en emparer; mais enfilées par l'ouvrage à corne du haut Rhin, leurs colonnes d'attaque furent repoussées après avoir perdu beaucoup de monde.

Le bombardement continua avec le même acharnement jusqu'au 24. Ce fut un spectacle navrant que de voir les incendies s'allumer dans l'enceinte de la ville, alors que les bombes et les obus s'entre-choquant dans l'air éclataient au milieu de la population disputant ses maisons aux flammes, profitant du moindre repos pour courir aux remparts porter des vivres, des munitions aux combattants. L'infanterie se prodiguait là où le danger paraissait le plus imminent; à chaque instant on s'attendait à recevoir l'assaut, car il était incompréhensible de voir une armée de trente mille hommes borner ses efforts à un bombardement. L'archiduc Jean, appuyé par une artillerie formidable, n'osait engager ses troupes dans un assaut où les fossés de la place pouvaient servir de tombeau à son armée. Depuis quelques jours, les déserteurs avaient fait courir le bruit que la citadelle avait été minée et que Barbanègre ne reculerait pas devant la nécessité de se faire sauter plutôt que de se rendre. L'archiduc ignorait qu'il n'existait ni mines, ni contre-mines sous les ouvrages de la place et que la poudre elle-même allait manquer aux assiégés.

De nombreuses batteries s'élevaient rapidement en avant du rideau de Saint-Louis et le feu devenait de plus en plus terrible. La garnison luttait avec la fièvre du désespoir : si de temps à autre le feu de ses pièces faiblissait, c'était pour reprendre avec une nouvelle énergie,

une nouvelle fureur. Depuis le 21, pas un artilleur n'avait été relevé ; depuis trois jours et trois nuits, les mêmes hommes desservaient les mêmes pièces, chacun se multipliant pour faire face au danger commun. Ils avaient oublié la faim, la fatigue; ils voulaient mourir à leur poste de combat pour ne pas subir la honte de voir le drapeau national humilié par les aigles autrichiennes. Le bombardement continua jusqu'au 24 au soir, au milieu de trois cents bouches à feu tonnant de part et d'autre, sans que la moindre concession ait été demandée par Barbanègre. La ville était ensevelie sous une couche de fer; les maisons détruites par le feu et par les bombes, remplissaient les rues de leurs débris ; celles qui étaient encore debout n'avaient plus de toitures; çà et là, quelques pans de murailles indiquaient l'emplacement d'une habitation dévorée par l'incendie.

Barbanègre était partout, méprisant le danger, bravant la mort, soutenant le courage de tous, et, par sa froide intrépidité, les exaltant à l'idée de mourir ensevelis sous les ruines de Huningue.

Cependant les défenseurs allaient manquer, car la fatigue, les maladies, la mort avaient élargi leurs rangs ; pas un murmure ne s'était encore élevé : impassibles au milieu de ces scènes de désolation, on ne voyait que des Français attendant impatiemment l'assaut pour mourir l'épée à la main avec leur général dont l'indifférence exaspérait l'archiduc.

Le 24, à cinq heures du soir, le feu fut suspendu et un parlementaire se présenta pour sommer la place d'avoir à reconnaître Louis XVIII comme roi de France et de

cesser les hostilités en remettant la forteresse au gouvernement du roi.

On fit en même temps passer des dépêches au général afin qu'il connût les événements qui avaient précédé et suivi le départ de l'empereur Napoléon embarqué à bord d'un bâtiment anglais; l'établissement régulier de la deuxième restauration des Bourbons; la dislocation de l'armée impériale réunie derrière la Loire ; la proclamation de Davoust disant à l'armée qu'aucune réaction n'était à craindre ; que les hommes et les principes seraient respectés; que les destitutions arbitraires n'auraient plus lieu dans l'armée qui serait traitée conformément à son honneur, et que l'intérêt national devait la réunir franchement au roi.

CHAPITRE XIX.

Le général Barbanègre, abandonné à lui-même, reçoit la communication officielle de la capitulation de Paris et du licenciement de l'armée impériale.—Le conseil de défense, faute de combattants, demande à capituler.

Barbanègre sentit qu'une résistance plus longue deviendrait impossible, voire même criminelle, car le drapeau de la France n'était plus le drapeau de ses victoires. La lecture d'une dépêche lui annonçait qu'en faisant leur soumission au roi, les généraux Haxo, Gérard et Kellermann, commissaires de l'armée près du roi Louis XVIII, s'étaient engagés au nom de tous et que cet engagement devenait un ordre en présence de la proclamation du 17 juillet du prince d'Eckmuhl, disant à l'armée :

« C'est à vous, soldats, à compléter cette soumission par votre obéissance : arborez le drapeau et la cocarde blanche ; je vous demande, je le sais, un grand sacrifice; nous tenons tous à ces couleurs depuis vingt-cinq ans; mais ce sacrifice, l'intérêt de la patrie nous le commande. »

Cette dernière dépêche était donc un arrêt de mort pour la citadelle, car prolonger maintenant cette défense héroïque, c'était la déshonorer, puisque les troupes étaient relevées de leur serment.

Barbanègre était un noble soldat; cœur loyal, il comprenait que toutes les lâchetés que la trahison imposait à la Restauration ne pouvaient atteindre l'honneur de l'armée, sanctuaire sacré que rien ne viole, pas même les actes publics de ses chefs : aussi renvoya-t-il le parlementaire autrichien pour demander une suspension d'armes de 24 heures, déclarant qu'il allait arborer le drapeau fleurdelisé.

Le lendemain était le jour de la fête du nouveau souverain qu'il reconnaissait. Barbanègre fit prévenir qu'il tirerait cent un coups de canon au moment où la garnison serait informée des nouvelles dispositions prises à l'égard de l'armée par le gouvernement de Paris. L'archiduc Jean s'empressa de lui faire parvenir une nouvelle dépêche pour accorder l'armistice demandé, en l'informant que le travail des tranchées continuerait et que le 26, à 6 heures du soir, les hostilités recommenceraient.

Barbanègre réunit immédiatement le conseil de défense auquel il donna connaissance des dépêches qu'il avait reçues, et l'on se borna à arrêter pour le lendemain la proclamation du nouveau gouvernement.

Le 25, à 5 heures du matin, les canons de la forteresse saluèrent une dernière fois le drapeau tricolore, et le pavillon blanc flotta sur les ouvrages de la place. Si quelques prières furent adressées au ciel pour le roi, ce ne furent point des prières d'allégresse, car aux chants du prêtre se mêlaient les pleurs des femmes, des enfants ; aux gémissements des blessés se mêlaient les larmes de ces soldats auxquels on enlevait leur drapeau ; les mourants, eux, bénissaient les dernières étreintes de la mort, car ces

chants, ces larmes, ces coups de canon annonçaient à tous l'agonie de la France.

L'ennemi avait profité de l'armistice pour employer tous ses hommes à l'achèvement de la seconde parallèle qui se couvrit de canons de gros calibre.

Huningue n'avait plus seulement à lutter contre le feu des Autrichiens : Huningue n'avait plus de défenseurs. Resserrée par une armée de trente mille hommes, enveloppée par une ceinture de batteries, ses ouvrages de défense, la ville elle-même n'étaient plus qu'un monceau de ruines, un immense trou de bombes ; les artilleurs allaient manquer, et cependant l'Autrichien reculait devant cette prise de vive force qui assurerait au vaincu un trépas plus glorieux que la victoire du vainqueur.

Le conseil de défense décida que l'on proposerait à l'archiduc Jean une capitulation dans laquelle on chercherait à sauver l'honneur de la garnison, qui serait libre d'aller rejoindre l'armée impériale derrière la Loire.

Le major Mécusson, du génie, et le capitaine Schneider, de l'artillerie, furent envoyés auprès de l'archiduc avec lequel ils signèrent la capitulation suivante :

Au nom de Son Altesse Impériale et Royale l'archiduc Jean, commandant en chef le siége de Huningue,

M. le général comte Morin, adjudant général de Son Altesse Impériale l'archiduc Jean, et le général major baron de Kallenback, chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, et M. de Stochmayer, général de brigade au service de Sa Majesté le roi de Wurtemberg, chef d'un régiment d'infanterie légère, grand-croix de l'ordre civil et commandeur de plusieurs ordres militaires;

Et au nom de M. le baron Barbanègre, maréchal de camp de Sa Majesté le roi de France et de Navarre, chevalier de Saint-Louis, commandeur de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Henri de Saxe;

MM. le major Mécusson, commandant l'arme du génie, et Schneider, capitaine d'artillerie au 1er régiment, tous commissaires nommés et munis de pleins pouvoirs de MM. les généraux ci-dessus désignés, ont conclu et arrêté les articles suivants concernant la reddition de la place de Huningue et de ses ouvrages, après avoir préalablement échangé leurs pouvoirs et rempli les formalités usitées :

Art. 1er. La place de Huningue, toutes les munitions, les magasins de toute espèce, cartes, plans, dessins de fortification, les caisses et tout ce qui appartient au gouvernement français et qui n'est pas compris dans les articles suivants, comme propriété particulière ou bagages de MM. les officiers de troupe, seront remis, le 28 août, à 8 heures du matin, au nom des alliés, à Son Altesse Impériale l'archiduc Jean, commandant en chef le siége de Huningue, dans l'état où ils se trouvent actuellement, et sans la moindre altération.

Art. 2. La garnison de Huningue sortira le 28 août, à 8 heures du matin, par la porte de France, avec les honneurs de la guerre et déposera les armes sur les glacis ; les officiers conserveront leurs épées, les sous-officiers et soldats les havresacs, pour se rendre aux destinations suivantes :

1° Les gardes nationales retourneront paisiblement dans leurs foyers ;

2° Les douaniers et gendarmes seront envoyés à Colmar, au préfet royal du département du Haut-Rhin, duquel ils ressortissent, mais sans chevaux et sans armes ;

3° Les officiers, sous-officiers et soldats des troupes de ligne seront renvoyés au quartier général du maréchal Macdonald, dans les départements derrière la Loire, pour recevoir une destination ultérieure ;

4° Les anciens militaires retraités seront également renvoyés dans leurs foyers avec des feuilles de route et des moyens de transport.

Art. 3. MM. les officiers conserveront leurs épées, leurs bagages, domestiques, chevaux qui leur appartiennent en propriété, mais non appartenant à l'État.

Art. 4. Les officiers, sous-officiers et soldats feront leur route par les étapes accoutumées ; les logements, vivres et moyens de transport leur seront livrés comme aux troupes alliées.

Art. 5. Tous les non combattants, comme chefs d'administration, officiers de santé et employés des différents services recevront également des feuilles de route pour leurs destinations, avec les indemnités convenues dans l'article précédent.

Art. 6. Aussitôt après la ratification de la présente capitulation, un officier du génie, un officier d'artillerie et un commissaire des guerres et des vivres des troupes alliées entreront dans la place pour commencer leurs fonctions, de concert avec les commissaires de la garnison.

destinés à ce sujet pour recevoir les inventaires des divers services.

Art. 7. Le 27 août, à 5 heures du matin, les troupes alliées occuperont la porte de France.

Art. 8. Les officiers, sous-officiers et soldats blessés ou malades resteront à Huningue jusqu'à leur parfaite guérison ; ils recevront tous les secours que leur état exigera ; ils seront parfaitement recommandés à la générosité des troupes alliées et seront ensuite dirigés, avec des feuilles de route, vers leurs destinations respectives.

Il sera laissé un officier de santé pour les soigner.

Art. 9. M. le général commandant les troupes alliées prendra les précautions et les mesures nécessaires pour qu'aucun officier, sous-officier, soldat ou employé de la garnison de Huningue ne soit insulté ni molesté.

Art. 10. Les habitants de Huningue et leurs propriétés seront respectés par les alliés, aucun desdits habitants ne pourra être inquiété pour sa conduite passée.

Art. 11. Jusqu'à 8 heures du matin et jusqu'au 28 août, les troupes garderont leurs postes respectifs, à l'exception de la porte de France qui sera occupée le 27, à 5 heures du matin, par les troupes alliées.

Art. 12. S'il se trouvait quelque équivoque dans les articles de la présente, elle sera interprétée en faveur de la garnison.

Art. 13. Les articles de la présente capitulation seront signés par MM. les commissaires alliés et français pour en constater la validité. Avant 10 heures du soir, le

26 août, la ratification devra avoir eu lieu de part et d'autre.

Ainsi conclu et arrêté en double original à Saint-Louis, le 26 août 1815.

Le général adjudant général,
Comte MORIN.

Le général-major,
Baron DE KALLENBACK.

Le général de brigade,
DE STOCHMAYER.

Le capitaine d'artillerie,
SCHNEIDER.

Le commandant du génie,
MÉCUSSON.

Approuvé dans toute sa teneur :

Le maréchal de camp,
Baron BARBANÈGRE.

Ratifié dans toute sa teneur par Son Altesse Impériale et Royale l'archiduc d'Autriche, commandant en chef le siége de Huningue.

Archiduc JEAN.

CHAPITRE XX.

Sortie des cinquante-cinq défenseurs de Huningue défilant devant trente-cinq mille hommes. — Entrée des alliés dans Huningue.

Le 27, à 6 heures du matin, l'ennemi occupa la porte de France, et les divers services furent remis aux commissaires envoyés pour la vérification des magasins. On trouva dans la place cent quarante-cinq bouches à feu et, dans le nombre, celle si bien connue des Suisses et portant en exergue : « Bâle, si tu bouges, je te brûle! » quarante mortiers ou obusiers, quatre mille fusils, deux mille cinq cents quintaux métriques de poudre, un immense approvisionnement de bombes, de boulets et de grenades. Les magasins de vivres regorgeaient également de lard, de riz, de viandes salées, de vin et d'eau-de-vie.

Le 28, à huit heures du matin, la garnison de Huningue était sous les armes, rangée en bataille sur les glacis de la forteresse, prête à quitter ces murs qu'elle venait d'illustrer par une défense des plus héroïques; cent cinquante hommes à peine avaient arrêté au pied de leurs remparts une armée de trente mille alliés, et cela pendant quatre-vingt-dix-sept jours, alors que déjà un million de soldats inondaient le territoire français ! Noble protesta-

tion contre l'abaissement du pouvoir qui cherchait à faire disparaître, par un licenciement, la dernière armée de l'empire, se servant de deux anciens généraux de la république, Davoust et Macdonald, pour consommer un de ces crimes dont la perpétration suffirait à flétrir tout un règne. Mais pour vendre la France, pour l'humilier sans crainte, il fallait se débarrasser des gardes nationaux, des soldats de la ligne qui avaient tenu haut l'honneur du drapeau tricolore, et qui seuls avaient défendu le territoire envahi, alors que Paris capitulait.

A neuf heures du matin, un roulement de tambour annonça que l'armée alliée allait rendre les honneurs de la guerre à la garnison française, quittant la forteresse pour se retirer derrière la Loire, renforcer l'armée des *brigands*.

L'archiduc Jean, le grand-duc Maximilien, entourés d'un nombreux état-major formé de tous les généraux des corps du blocus, étaient au centre des troupes rangées en bataille et devant lesquelles devaient défiler les corps de défense. Bientôt un coup de canon retentit, les musiques des régiments alliés cessèrent leurs fanfares : le roulement de deux tambours précédant la marche de la colonne française s'était fait entendre du côté de la porte de France. Trente-cinq hommes du 6e régiment de ligne, quinze artilleurs du 1er régiment et cinq gendarmes composaient toute la garnison, qui vint silencieusement déposer ses armes sur le glacis et se remit en route aux cris de : Vive la France ! Le général Barbanègre suivait dans sa voiture, escorté de deux officiers autrichiens. A sa vue, tous les généraux se découvrirent et l'archiduc Jean, dont l'émo-

tion était grande, s'approcha, lui serra la main, et le général français (1) traversa les lignes de toute l'armée ennemie stupéfaite de voir sortir de la ville cinquante-cinq hommes! N'était-ce pas plutôt les vainqueurs qui quittaient la citadelle? Cette poignée de braves, vaincue par

(1) Barbanègre. Le baron Joseph Barbanègre naquit le 22 août 1772, à Pontac, au pied des Pyrénées.

En 1793, il fit partie des volontaires qui furent envoyés contre les Espagnols, après avoir servi quelque temps dans la marine. Il fit toutes les campagnes de la république et fut nommé capitaine en 1801, chef de bataillon en 1802, colonel en 1805. L'Empereur remarqua Barbanègre à Austerlitz et le créa baron de l'Empire. Pendant la campagne de Pologne il s'empara de la forte position de Nazielk attaquée plusieurs fois sans succès par des corps de dragons.

Il fut nommé général de brigade en 1809. Il assista aux batailles d'Eckmülh, de Ratisbonne, de Wagram ; en 1812, il fut nommé successivement commandant des places de Borisow et de Smolensk. Ce fut l'Empereur qui le désigna pour ce dernier poste, qui renfermait d'immenses approvisionnements et lui servait de base d'opération. A la retraite de Moscou, il fit partie de l'arrière-garde qui s'immortalisa à Krasnoé, et au passage du Dniéper il fut grièvement blessé; envoyé à Stettin, la campagne de 1813 le surprit dans cette ville; il s'y enferma, forma un corps de troupe de tout ce qu'il put réunir et résista jusqu'au 5 décembre 1813, où il fut obligé de se rendre. Après la paix il rentra en France, et fut nommé inspecteur général d'infanterie; il reçut, en 1814, la croix de Saint-Louis.

Après le 20 mars, Barbanègre commanda la ville d'Orléans et Napoléon l'envoya sur le haut Rhin prendre le commandement de la forteresse de Huningue, appelée à jouer un rôle capital, si l'armée impériale eût pris l'initiative sur le Rhin.

Après la capitulation de Huningue, Barbanègre se rendit à Bourges, au quartier général de l'armée de la Loire; mis en disponibilité, il resta longtemps avant de reprendre du service actif.

En 1828, il fit valoir ses droits à la retraite et mourut le 9 novembre 1830.

la fatalité, avait capitulé faute de défenseurs; elle brisa son épée, car pour punir la France de ses vingt-cinq années de gloire, on leur fit déposer les armes, à eux les frères de ces vaillants soldats qui, confondus dans l'obscurité de leur dévouement, moururent en héros à Montereau, à Montmirail, à Ligny, aux Quatre-Bras, à Waterloo! Napoléon lui-même, du haut du rocher de Sainte-Helène, a consacré à tout jamais la défense de Huningue, en inscrivant dans ses Mémoires le nom du brave Barbanègre.

A midi, l'archiduc Jean fit, par la porte de France, son entrée solennelle dans la place de Huningue. Il visita les travaux de défense, contempla les ruines qui indiquaient l'emplacement des habitations, puis sortit par la porte du Rhin pour retourner à Bâle où était son quartier général. Les troupes rentrèrent dans leurs cantonnements et un régiment autrichien fut chargé de la garde de la ville.

CHAPITRE XXI.

La ville est mise à sac.—L'archiduc Jean transmet les vœux de la ville de Bâle pour la destruction de Huningue.—L'article III des traités ne stipulant pas la destruction des casernes et des bâtiments militaires, la ville de Bâle offre cent paires de vaches à l'archiduc et 48,000 francs aux généraux alliés pour la démolition des casernes.

Le général Wolchmann fut nommé commandant supérieur de la forteresse. Ses premiers actes firent peser sur les malheureux habitants toutes les vexations qui accompagnent ordinairement une occupation étrangère. Lui-même visita les habitations (1) pour s'assurer qu'il n'y avait rien de caché, et il procéda au désarmement des ouvrages, au pillage des magasins, à l'enlèvement de tout le matériel qu'il trouva dans les arsenaux; des voitures amenées de Bâle transportèrent de l'autre côté du Rhin les dépouilles enlevées à Huningue. Comme des vautours affamés, la populace bâloise s'abattit sur ces épaves. Le vol devait

(1) Le général Wolchmann procédait en personne à la visite domiciliaire de tous les réduits; arrivé à la maison de M. Sartory, il trouva dix-neuf boulets entassés dans une chambre: « Voilà, dit le général autrichien, un propriétaire qui mérite une punition exemplaire, car il a caché des munitions de guerre. » On eût toutes les peines du monde à lui faire comprendre que la maison avait été criblée, que la toiture était enlevée et que les projectiles étaient entrés d'eux-mêmes. L'obstiné général ne voyait dans cet amas de mitraille qu'un complot contre l'armée étrangère.

arrondir la fortune commencée par l'espionnage. Plus de trois mille chariots chargés de butin passèrent de l'autre côté du Rhin. Bientôt tout le gros matériel et le parc d'artillerie furent entassés au pied des remparts de Bâle et les provisions de bouche distribuées à toutes les troupes qui reçurent double et triple ration.

L'archiduc Jean fit immédiatement parvenir à l'empereur d'Autriche les vœux de la ville de Bâle pour la destruction complète de la forteresse. La diète, de son côté, saisit M. de Metternich de ses prétentions, qui furent admises dans les conseils des ministres des quatre grandes puissances dont on ignorait les volontés, puisque leurs séances étaient secrètes. Pour atteindre son but et nous enlever l'Alsace et la Lorraine, l'Autriche soulevait les haines de toute l'Allemagne, se passionnait pour les exigences de tous les petits princes, de toutes les confédérations, croyant saisir un lambeau de grandeur dans le partage des provinces françaises. Elle demandait le démembrement de l'ancienne France, espérant détruire cette prépondérance contre laquelle elle luttait depuis quatre siècles et qui devait renaître un jour, lorsque le temps aurait réparé des blessures qui ne pouvaient être mortelles pour un adversaire comme le peuple français.

Le 22 septembre, on sut dans les cercles officiels que la démolition des fortifications seules avait été admise par les puissances alliées qui ne comprenaient nullement dans cette mesure la destruction des casernes, hôpitaux, manutentions, en un mot de tous les bâtiments militaires qui constituent les accessoires d'un casernement. Bâle ne pouvait être satisfaite, car l'existence de ces nombreux bâti-

ments devait nécessairement amener des troupes françaises sur la frontière, puisque l'Alsace restait à la France. On savait Alexandre décidé à s'opposer au dépècement de la nationalité française, et la ville voyait toujours un danger dans ce voisinage armé.

De nouvelles négociations furent entamées auprès de M. de Metternich, qui modifia l'article primitif de l'ultimatum et posa en principe, que les fortifications de Huningue seraient rasées sans jamais pouvoir être rétablies ni remplacées par d'autres ouvrages à une distance moindre de trois lieues de la ville de Bâle. Aussitôt qu'elle connut la teneur de l'article 3 des traités de 1815, l'administration de la ville de Bâle s'empressa de prouver à l'archiduc que la dénomination de « autres ouvrages » s'appliquait aux bâtiments militaires de la place sans distinction, et que rien ne devait être épargné. Les hésitations de l'archiduc étaient loin d'admettre une pareille interprétation. Il voulait la conservation des accessoires en sacrifiant les ouvrages extérieurs, les maçonneries, tout ce qui constituait la défense.

Dès que le traité et les conventions intervenues entre la France et les quatre puissances furent communiquées officiellement à l'archiduc, il ordonna la destruction par la mine de tous les ouvrages de défense, conformément à l'article 3 ; aussitôt la ville de Bâle lui fit présent de cent paires de vaches laitières ; elle donna au général Wolchmann et au colonel du génie autrichien chargés de raser la place, une somme de 48,000 francs pour la destruction des casernes et de toutes les habitations militaires.

De tous les côtés de la Suisse et du Margraviat une

armée de travailleurs, évaluée à dix mille ouvriers volontaires, sans aucune rémunération, se trouva, comme par enchantement, réunie dans la ville de Huningue. En un clin d'œil, toutes les casernes et les bâtiments militaires furent rasés jusqu'à la hauteur du premier étage. Mais où ne va pas la cupidité? Les tuiles, les poutres, les portes, les fers, les pierres de construction, toutes les charpentes en bois de chêne furent scrupuleusement enlevés par les Bâlois et transportés de l'autre côté du Rhin où ce butin fut mis aux enchères.

Le général Wolchmann présida lui-même à la démolition de toutes les casernes et de leurs dépendances : à cheval au milieu de la place, il attendit qu'il ne restât plus pierre sur pierre; puis, lorsqu'il vit que toute intervention devenait inutile pour sauvegarder les édifices militaires renversés, *alors seulement* il fit cesser le sac de la ville, déclarant que les puissances alliées venaient de faire connaître que l'article 3 des traités *n'était* applicable qu'aux ouvrages extérieurs.

L'archiduc Jean avait gagné les cent paires de vaches qui lui avaient été offertes par la ville de Bâle : il avait fermé les yeux sur l'acte inqualifiable d'un général recevant sa part des 48,000 francs donnés par le petit conseil pour acheter la conscience du chef du génie autrichien qui dirigeait les travaux !

Dès que l'intérieur de la ville fut saccagé, les démolisseurs furent dirigés sur les fortifications. La mine ébranla sourdement les murs et les batteries; mais pas un fossé ne fut comblé. Les mineurs couchèrent çà et là quelques pans de muraille dont les blocs énormes semblaient se rire du van-

dalisme de ces marchands qui n'avaient d'ardeur que pour le vol. Les ouvrages à corne furent à peine touchés, surtout celui du bas Rhin dont les embrasures subsistent encore aujourd'hui. Les ponts de communication, les chevaux de frise, les matériaux qui pouvaient servir furent enlevés; mais on négligea ce qui ne devait rendre aucun profit. Tous les efforts se concentrèrent sur les démolitions dont la vente pouvait rapporter des bénéfices énormes, lucre honteux qui alla s'engouffrer dans ces comptoirs bâlois, où l'or s'entasse pour être revendu sans avoir dépouillé cette moisissure qui couvre ces temples dans lesquels le Suisse disparaît pour faire place à l'instinct bâlois, c'est-à-dire au sordide usurier passant sa vie à faire la banque, calculant les gains d'un agiotage qui embrasse le monde entier. Couvant l'or avec ivresse, c'est à sa circulation seule qu'il demande la vie; son cœur est atrophié par cet amour de l'argent qui imprime à la société bâloise ce cachet d'hérésie sociale dont elle ne se débarrassera jamais.

Si, à l'intérieur, Huningue présentait le tableau d'un brigandage sans nom, ses fortifications qui, aux termes des traités, devaient être rasées, étaient encore assez solides pour défier longtemps les efforts d'un nouveau siége. Mais le temps accomplit chaque jour son œuvre de destruction, et dans ces mêmes fossés, si pleins de nobles souvenirs, aujourd'hui la charrue creuse un sillon pour solliciter un grain de blé et faire vivre une population qui, depuis un demi-siècle, a été ruinée par des siéges sanglants, sans avoir jamais vu une main protectrice s'étendre jusqu'à elle pour la sortir de ses ruines.

1815 nous a fait reculer jusqu'en 1615!

La démolition de la forteresse de Huningue laisse à découvert le flanc de la trouée de Belfort. Elle a été pour la France le plus sanglant outrage que ces traités lui aient infligé, et, aujourd'hui encore, elle est pour la génération actuelle la preuve des crimes de 1815. Huningue avec ses fortifications n'était une menace pour personne ; Huningue était à la France ce que le soldat est à son drapeau : une vigilante sentinelle. Lorsque, aux jours des revers, ses remparts si souvent battus par le feu, dernier boulevard de l'honneur national, tombèrent sous le marteau des démolisseurs acharnés aux flancs de ses ouvrages, ce ne fut pas pour effacer la honte de trente mille hommes subissant une capitulation consentie par cinquante soldats ; ce ne fut pas pour garantir l'équilibre des nations, mais bien pour désarmer la France, pour satisfaire la haine séculaire de sa jalouse voisine la ville de Bâle, pour insulter au courage de la dernière phalange impériale dont la noble défense jetait le mépris sur les actes imposés au pays par des hommes qui se disaient Français.

Si, au Nord, le lion de Waterloo s'est élevé dans la plaine pour dire aux âges futurs l'héroïsme de ces soldats français fauchés par la mitraille, saluant d'un dernier cri leur aigle qui se voilait, Huningue attend encore la modeste pierre qui conservera le souvenir des noms, par nous déjà presque oubliés, des héros qui arrosèrent ses murs de leur sang, pour assurer le triomphe du drapeau aux trois couleurs. La pieuse antiquité les eût inscrits sur des tables d'or, au milieu des temples de la gloire ; aussi, à ces glorieux déshérités, la France élèvera-t-elle quelque

jour, nous l'espérons, un socle de bronze qui dira au voyageur combien ils furent sublimes de courage et de dévouement ceux qui tombèrent fidèles à leur patrie en défendant Huningue contre l'invasion! Voilà cinquante ans qu'ils dorment sous ses ruines et le drapeau tricolore seul protége leur mémoire.

CHAPITRE XXII.

Les Bâlois payent des mineurs pour faire sauter le mausolée élevé par Moreau au général Abattuci. — Souscription nationale des habitants de Huningue. — Chérin.

Moreau, en 1802, avait, au nom de l'armée d'Allemagne, élevé sur la route de Saint-Louis à Bâle, à la mémoire de Charles Abattuci, un monument en marbre blanc au sommet duquel se détachait, en ronde bosse sur une panoplie d'armes et de drapeaux entrelacés, un trophée rappelant toutes les victoires de la République.

Dans la soirée du 2 février 1816, des Bâlois attablés dans une brasserie du faubourg Saint-Jean avaient enivré trois mineurs autrichiens auxquels ils offrirent de l'or pour détruire ce monument. Exaltés par la haine, ils oubliaient le respect que l'on doit aux morts devant lesquels toutes les divisions de nationalités disparaissent, et cinquante d'entre eux, donnant chacun deux écus de six livres, réunirent, par cette cotisation, une somme de vingt-cinq louis qu'ils comptèrent aux mineurs autrichiens, instruments de leur infamie.

Protégés par l'obscurité de la nuit, ces mineurs se rendent sur la route de Saint-Louis, creusent une mine

du côté de la face regardant Huningue, puis allument la mèche et retournent à la brasserie. Entre minuit et une heure, une détonation épouvantable rejetait au loin les débris du mausolée, dispersant aux vents les cendres de l'illustre soldat.

En 1796, la trahison des Bâlois amenait la mort du général Charles Abattuci, tombant sous une balle autrichienne. Vingt années plus tard, des mineurs de la même nation portaient sur son tombeau une main sacrilége, soudoyés par l'or de ces mêmes Bâlois!

La destruction du tombeau d'Abattuci impressionna vivement tous les habitants de la frontière; mais le grand nom de la France ne commandait plus le respect, et la violation du tombeau d'un général de la République ne devait soulever aucun sentiment généreux, alors que la chambre française demandait l'application de la peine de mort contre tout individu convaincu d'avoir arboré un drapeau tricolore, et qu'un député s'écriait à la tribune : « Eh quoi! on ne punirait pas de mort l'érection de ce drapeau abominable que je ne nommerai pas, tant son nom me répugne à prononcer et me révolte (1). » La démoralisation amenée par les émigrés était si grande, que l'on regarda la profanation, dont les Autrichiens s'étaient rendus coupables, comme une conséquence logique de la destruction de tout ce qui pouvait rappeler les grandes phases des armées de la République, dont on voulait ternir l'éclat.

(1) Le prince de Broglie, auditeur au conseil d'Etat et chargé de missions diplomatiques sous Napoléon 1er.

La France cependant recouvra son indépendance. L'heure de la réparation si impatiemment attendue était arrivée. Les habitants de Huningue, débarrassés de l'occupation étrangère, ouvrirent une souscription pour relever le monument érigé au général Abattuci. Chacun apporta son obole; mais ils étaient pauvres ceux qui vivaient au milieu des ruines de ces bastions, dont chaque pierre rappelait un souvenir de gloire. La restauration les avait dédaignés, elle avait même refusé de les débarrasser des décombres entassés dans les rues de leur ville, entachée de rébellion pour avoir audacieusement fermé ses portes à l'invasion! A ses yeux, aux yeux de ses ministres, les habitants de Huningue n'étaient-ils pas des traîtres, eux qui à deux reprises différentes, abrités derrière leurs murailles, consommèrent le crime de haute trahison en défendant, par une résistance désespérée, l'honneur du drapeau tricolore contre le drapeau blanc ramené par l'étranger! La restauration pouvait-elle venir en aide à ces sujets hypocrites, répondant par des coups de canon aux sommations des alliés; refusant de se rendre à des armées ennemies, alors que déjà Waterloo avait prononcé sur le sort de la France et que Louis XVIII passait sur les cadavres de cent mille Français pour rentrer aux Tuileries?

Mais que leur importait la bienveillance de la cour, à ces rudes paysans alsaciens encore pleins des souvenirs de gloire des jours passés sous le feu de l'ennemi, des nuits chauffées aux feux des bivacs! Ils étaient encore sous le charme des paroles qui leur avaient été adressées par Napoléon à l'assemblée du Champ de Mai: « Vous

avez été les premiers et les plus courageux dans nos désastres, » avait-il dit en voyant passer les députations du Haut-Rhin au défilé du champ de Mars; et plus tard, il put dire sur le rocher qui lui servait de prison : « Ils furent les derniers à se rendre ! »

De nombreuses offrandes vinrent rapidement grossir cette souscription, car « partout il y a de l'écho en France quand on prononce les mots d'honneur et de patrie! (1) » Le général Foy, entre les bras duquel Abattuci était tombé, prêta l'autorité de son nom au mouvement national des habitants de Huningue, et le 18 février 1819, il écrivait au *Constitutionnel* une lettre dans laquelle, après avoir fait remarquer que les soldats étrangers s'éloignant de nos frontières, c'était le moment pour la France qui renaissait à l'indépendance, de recueillir une cendre héroïque et de consacrer ainsi la mémoire d'un général qui fut tout à la fois homme de génie, soldat intrépide et bon citoyen, il ajoutait, rappelant les brillantes espérances que laissait entrevoir l'avenir du général républicain : « Dans un temps si fécond en beaux « talents et en grands caractères, je n'ai pas connu un « homme plus remarquable qu'Abattuci et qui promit « davantage à la France. Un coup fatal l'a enlevé trop « tôt à la célébrité qui l'attendait; il est mort pleuré « des siens, honoré par ceux qu'il avait combattus! »

Une colonne quadrangulaire, dont les bas-reliefs retracent les phases principales de la vie et de la mort d'Abattuci, fut élevée sur les glacis de la place. En face, on

(1) Foy, séance de la chambre des députés du 30 décembre 1819.

érigea, en 1860, un plus modeste monument à la mémoire du général Chérin (Hyacinthe) (1), chef d'état-major général de l'armée du Danube, blessé mortellement en avant de Riespach, devant Zurich, et qui rendit le dernier soupir en arrivant à Huningue, où il avait été transporté en 1799.

Huningue n'est plus; mais son passé, au milieu des débris qui l'enveloppent, se trouve écrit sur les dalles de ces tombeaux, dépositaires sacrés de l'histoire de son temps, qui transmettront aux siècles futurs ses titres de noblesse, vieux parchemins que le drapeau tricolore em-

(1) Chérin, Louis-Nicolas-Hyacinthe, était conseiller à la cour des aides et généalogiste des ordres du Roi. Lorsque la Révolution de 91 éclata, il suivit aussitôt la carrière des armes; son érudition et son patriotisme le poussèrent promptement aux premiers grades.

En 1793, il était adjudant général de l'armée du Nord. Ce fut lui qui le 4 avril, sous les murs de Condé, ordonna aux volontaires du bataillon de l'Yonne de tirer sur Dumouriez alors qu'il cherchait à entraîner les troupes dans sa trahison. Pour le récompenser de sa conduite courageuse, la convention éleva l'adjudant général Chérin au grade de général de brigade. Il suivit le général Hoche dans les départements de l'Ouest, et le général Humbert dans l'expédition d'Irlande.

Chef d'état-major général de l'armée du Danube, il fut attaché à celle d'Helvétie, lorsque Masséna eut réuni le commandement des deux armées, après la démission de Jourdan.

Le 15 juin 1799, Chérin tombait à Riespach, frappé d'une balle au bas ventre, au moment où, pour la cinquième fois, il repoussait les colonnes autrichiennes qui se ruaient sur ce village.

Évacué sur Huningue après la prise de Zurich, Chérin mourut en arrivant sur la berge; il fut enterré aux portes de la ville. En 1859 quelques individus d'outre-Rhin étant venus briser la modeste pierre qui conservait à la France le souvenir de l'illustre soldat républicain, un mausolée lui fut élevé par quelques mains pieuses, auxquelles daigna se joindre la munificence de S. M. Napoléon III.

porta confondus dans le testament de la première armée impériale.

Aujourd'hui, l'oubli le plus profond couvre d'un voile épais les ruines de la ville; mais sur ses remparts mutilés, au milieu des sillons creusés par la mitraille, trois dates inscrites en lettres de sang: **1796—1814—1815**, transmettront à la postérité trois noms purs de toute souillure; et Abatluci, Chancel, Barbanègre resteront les héros légendaires de trois siéges pendant lesquels l'énergie et le dévouement d'une poignée de braves arrêtèrent sur les bords du Rhin les efforts des envahisseurs.

TROISIÈME PARTIE.

TRAITÉ DE VERDUN, — TRAITÉ DE WESTPHALIE, —TRAITÉS DE 1815.

L'autonomie d'un peuple ne peut être respectée qu'autant que sa liberté et son indépendance politiques sont sauvegardées par des actes internationaux dont la solidarité est acceptée par les États voisins. Dans la civilisation moderne les traités ne peuvent donc être que des contrats publics, signés par les représentants des puissances agissant dans l'intérêt des peuples dont ils ne sont que les mandataires; et la sécurité des nations dépend entièrement de la sagesse des congrès appelés à apprécier les droits légitimes ou les prétentions, quelquefois arbitraires, souvent despotiques des parties contractantes.

Tout peuple constitué a donc le droit de veiller à sa nationalité; et les engagements qui seraient pris en dehors de sa volonté, sans que sa voix ait pu se faire entendre, constitueraient une atteinte à son autonomie : ils seraient

donc nuls et de nulle valeur, n'infirmant en rien la validité des protestations ultérieures.

Ces congrès pacifiques laissent bien loin derrière eux le code barbare qui, jusqu'à nos jours, faisait considérer la conquête comme une loi imprescriptible adjugeant, en toute propriété, le vaincu au vainqueur, étouffant la voix de l'opprimé sous le glaive de l'oppresseur, proclamant que l'asservissement de peuples différents, entre les mains d'un seul maître, était légitime, puisque la conquête était le jugement de Dieu.

Telle fut l'origine de ce que, dans un certain langage, on nomme encore le principe divin, la légitimité; comme si les peuples n'étaient que des troupeaux d'âmes grossissant, au gré des caprices du sort, l'héritage d'un chef heureux. Mais aujourd'hui l'action bruyante des camps a dû céder, bien à contre-cœur peut-être, devant le calme des congrès et l'application des sciences sociales et politiques, sans lesquelles toute civilisation devient impossible.

Solidaires les unes des autres, les nations doivent devenir les arbitres d'elles-mêmes, car elles ne veulent plus être compromises par les hasards d'un coup de canon. Cette volonté suprême, en les délivrant de la tutelle forcée que leur imposait le despotisme, sera pour elles le palladium qui les défendra contre cette décadence inévitable qui a englouti toutes les sociétés anciennes et modernes, soumises aux principes dissolvants de la servitude. Leurs efforts doivent donc tendre vers un seul but : la reconnaissance de chaque nationalité circonscrite dans ses limites naturelles.

Lorsque l'unité du territoire français fut vaguement ébauchée par le traité de Verdun, signé après la bataille de Fontanet (**843**), les ambitions des différentes branches régnantes vinrent, pendant huit siècles, se débattre autour des articles fondamentaux de ce traité, origine première, mais mal définie, des nationalités française, allemande et italienne : les droits des races homogènes ayant été méconnus.

De ce partage arbitraire sortit cette longue série de guerres, de luttes nationales aboutissant, en **1648**, à ce grand traité, qui seul dans l'histoire est l'expression fidèle, honnête des tendances des peuples marchant à l'unité territoriale, par contre, à l'unité de gouvernement.

Après le traité de Verdun, la France eut pour limites le pays situé au couchant de l'Escaut, de la Meuse, de la Saône et du Rhône; la Méditerranée et les Pyrénées la bornaient au midi; au nord, elle était bornée par l'Océan. Resserrée par l'Allemagne et l'Italie, pour rentrer dans la sphère de son unité, elle dut attendre du temps et du génie de ses ministres cette succession de faits et de révolutions qui l'amenèrent à reprendre, au prix des plus sanglantes guerres, possession des terres qui lui avaient été enlevées par ses deux rivales.

L'Allemagne en effet fut comprise entre le Rhin et les Alpes, entre la mer du Nord et l'Èbre.

L'Italie, héritière du Saint-Empire romain, s'étendit dans la portion des terres situées entre le Rhin et les Alpes, l'Escaut, la Meuse, la Saône et le Rhône, zone du levant.

Œuvre de la politique d'un homme voulant se substituer à l'autorité romaine qui, depuis dix siècles, pesait de

tout le poids de sa volonté sur le monde, cette division anormale devait tôt ou tard être détruite par l'hétérogénie des éléments qu'elle associait sans pouvoir les assimiler.

Henri IV et Sully rêvèrent une fédération européenne basée sur la liberté de conscience, sur une division naturelle de territoires établie par ces barrières que Dieu lui-même a disposées sur la terre, pour entourer et défendre les intérêts d'une communauté issue d'une même race mère, unie par les mêmes mœurs, le même langage, demandant le même gouvernement. L'indépendance de religion secouait cette autorité despotique qui conduit fatalement à l'énervation par l'abus du principe spirituel, et déjà l'instinct des masses leur faisait comprendre qu'elles n'étaient point faites pour dépendre des fantaisies des rois, mais qu'au contraire les rois étaient créés pour administrer sagement les nations dont les destinées sont déposées entre leurs mains.

Ce principe d'unité fut la pierre angulaire de la politique qui voulut rendre à la France ses seules frontières : les Pyrénées, les Alpes, le Rhin, l'Océan, limites naturelles aussi grandes qu'était puissante la nation qu'elles circonscriraient et dont l'avaient dépouillée ceux-là qui furent toujours ses ennemis. Il fallait les arracher à l'Autriche dont la politique envahissante, après s'être assuré l'empire, tendait à assujettir toute l'Allemagne par ses prétentions à rendre héréditaire dans sa maison une élection qui affermissait à tout jamais son autorité sur la nation germanique. La France sapa cette omnipotence. Aussi, chaque mouvement de l'une des deux rivales

ébranlait-il sourdement le continent qui se trouva engagé chaque fois qu'il y eut choc entre elles; car le triomphe de leurs prétentions était pour tous les princes, pour tous les peuples indépendants, un sujet constant d'espérances ou de craintes. D'un côté, on voyait l'Autriche et ses adhérents appuyés par l'Espagne, par l'Italie qui avait entre les mains l'autorité spirituelle des papes dominant tous les pays catholiques : c'était le droit divin espérant arriver à l'absorption de tous les petits États pour arrêter le développement de l'unité nationale; de l'autre, c'était la France avec ses alliés protestants, avides de secouer la tyrannie impériale pour marcher d'un pas assuré vers l'indépendance des libertés.

La France voulait sa nationalité constituée, pour échapper à l'ambition de l'Espagne et de l'Autriche; elle réclamait sa franchise territoriale pour contrebalancer les vues ambitieuses de sa rivale essayant en vain de déguiser ses rêves favoris : annihiler les États secondaires pour isoler la France et arriver à son morcellement; car celle-ci avait toujours battu en brèche l'autorité despotique que les Hapsbourg affectaient au sein de l'empire et elle avait encouragé, soutenu les prétentions des princes protestants.

Le moment était donc venu de faire valoir non-seulement les exigences mais encore les droits d'un pays qui voulait reprendre le cadre de l'ancienne Gaule. Malgré sa situation au milieu de l'Europe, malgé la puissance de ses alliés, malgré la cour de Rome, malgré la cour d'Espagne, dont l'or et les armées couvraient le continent, l'Allemagne avait chancelé sous les attaques réitérées de la France dont les forces étaient apparues sous un jour telle-

ment menaçant, qu'elle-même dut en être étonnée.

La politique française avait tendu la main au protestantisme parce qu'elle avait compris combien son triomphe serait funeste à la prépondérance autrichienne, qui puisait toute sa force dans l'intolérance religieuse, faisant de Rome et de Madrid les deux plus redoutables boulevards de son agrandissement. La destruction de cette influence absorbante devint donc l'unique but de ces guerres qui devaient rendre à la France ses frontières, pour lui assurer à l'intérieur son indépendance dans l'organisation de sa nationalité, alors que déjà devant elle se dressaient une multitude d'intérêts politiques et surtout les vues opposées des cours de l'Europe.

Dès l'année 1635, Richelieu avait signé avec les Provinces-Unies un traité de paix par lequel il convenait du partage que les deux puissances feraient entre elles de tous les Pays-Bas après en avoir préalablement chassé les Espagnols. Le Brabant, Malines, Anvers devaient rester à la république; tout le reste était le partage de la France. A l'influence gênante de l'Escurial, Richelieu substituait la sienne pour sauvegarder les constitutions, les libertés de cette république; pour la garantir, au Nord, contre les empiétements d'un État allié qu'il voulait grandir et dont l'avenir semblait être des plus brillants. C'était autour de cette gloire naissante que l'on voulait greffer l'unité de la nationalité allemande, absorbée par la maison impériale.

En effet, la Suède avait fait irruption dans les provinces de l'empire et rien n'avait pu l'arrêter; on sentait qu'elle voulait, par l'éclat de ses victoires, s'inféoder à lui; avoir un pied en Allemagne, pour défendre par ses armes la

cause des princes protestants. Elle revendiquait la Poméranie, qui, d'une part, confinait la Prusse, dont on ne parlait pas ; de l'autre elle s'étendait le long de la mer Baltique, où elle avait tout son commerce. Ses exigences étaient d'autant plus à craindre que ses armées victorieuses couvraient une partie de la Bohême, de la Silésie, de la Moravie, de la haute et basse Saxe, et s'étendaient même jusqu'en Westphalie. La France appuyait les prétentions de la Suède avec un intérêt d'autant plus soutenu qu'elle prévoyait la future influence que l'Angleterre chercherait à exercer en Hollande pour s'immiscer dans les destinées de l'Europe. Mazarin avait compris l'ambition du protecteur Cromwell voulant se réserver un rôle dans la politique du continent ; il savait que son gouvernement n'hésiterait pas à s'allier avec la Hollande pour l'exploiter contre la France. Aussi, pour détruire l'influence impériale, tenir tête à l'Angleterre, il fut bien décidé à imiter la politique de la maison d'Autriche, habituée à ne jamais rien rendre de ses conquêtes. Il voulut conserver les places que la France occupait dans une partie du Luxembourg, dans les électorats de Cologne et de Trèves. Maître de la haute et de la basse Alsace, le ministre français ne pouvait rendre ces pays que leur position géographique rendait nécessaires au grand système d'unité territoriale : aussi bien leur cession définitive était-elle un dédommagement que l'empire devait à la France pour frais de guerre. D'ailleurs la possession du Roussillon, de la Catalogne, de la haute et de la basse Alsace, but des efforts du règne précédent, mettait la France en état de tenir tête à l'influence de la maison d'Autriche en Alle-

magne. Rendre quelques-unes de ces provinces eût donc été un acte impolitique, puisque c'était encore enlever à la France le commencement de ses véritables frontières; éloigner, détruire même les seules chances de paix, toutes les guerres entreprises par la monarchie n'ayant eu d'autres causes que la possession intégrale de l'ancienne Gaule.

La réunion de ces États à la couronne de France, consacrée par les actes d'un congrès, était au contraire une garantie pour le repos de l'Europe; car la France maîtresse d'un plus grand territoire, rendrait le superflu de ses conquêtes et leur remaniement général serait étudié, consenti par tous les intéressés; car tous auraient voix délibérative ou consultative.

Après une durée politique de huit cents ans le traité de Verdun fut donc remplacé par le traité de Westphalie, qui vint donner à l'Europe une nouvelle organisation plus en harmonie avec les tendances et les principes que la destruction de la féodalité faisait germer dans l'esprit des peuples.

Dans les assemblées préparatoires, dans les séances des congrès de Munster et d'Osnabruck, Mazarin sentit que l'Autriche déchaînait contre la France et soulevait contre sa politique, non-seulement l'Allemagne catholique, mais encore toute l'Europe féodale pour conserver à l'Espagne cette prépondérance qu'avaient commencé à lui ravir les conquêtes de Louis XIV. Il savait que son agrandissement dans les Pays-Bas soulèverait toutes les animosités, surtout si ses prétentions étaient appuyées par la Suède. Avant tout, il voulut l'ancienne Gaule, formée comme au temps

de Charlemagne, et ses instructions furent celles-ci : isoler l'Espagne pour conserver l'Artois, les places importantes que le roi possédait dans le Luxembourg, dans le comté de Bourgogne et dans le Hainaut ; engager les princes ennemis de la maison d'Autriche à seconder de tous leurs efforts les demandes de la France, comme la France s'engageait à soutenir leurs prétentions pour diminuer la puissance des empereurs.

Malgré toutes les difficultés soulevées par les parties contractantes, la France vit sa politique triompher; elle sentit que bientôt son unité territoriale allait être dégagée de cette multitude de fiefs indépendants qui l'entouraient du côté du Rhin. La Suède entra dans la diète et conserva une partie de ses conquêtes. Par ses soins, Mazarin fit reconnaître légitimement la neutralité de la ville de Bâle et des cantons suisses. Les deux assemblées déclarèrent que : les procédures et mandements exécutoires, émanés de la chambre impériale contre ladite ville de Bâle et les autres cantons unis des Suisses et leurs citoyens et sujets seraient de nulle valeur, puisque, conformément à un décret particulier du 14 mai 1647, émanant du conseil des États de l'empire, cette république était mise en possession d'une « quasi pleine liberté et exemption de l'empire, et ne relevait nullement des tribunaux ou jugements dudit empire. »

Cette déclaration assurait donc à la France une garantie morale pour la neutralité d'un territoire qui confinait la portion du Sundgau que l'empire allait céder à la couronne de France; elle était d'autant plus importante que la majeure partie de nos armées était recrutée parmi

les mercenaires suisses, et la France avait signé une alliance perpétuelle avec les cantons, habitués à voir leurs caisses s'enrichir par les versements faits chaque année pour l'acquittement des capitations.

Le traité de Westphalie reconnaissait à la France la suprême seigneurie, les droits de souveraineté sur les évêchés de Metz, de Toul et de Verdun; sur les villes de même nom et sur toute l'étendue territoriale de ces évêchés qui devaient lui appartenir à l'avenir et qui lui seraient incorporés perpétuellement et irrévocablement de la même manière qu'ils avaient appartenu à l'empire romain.

L'empereur et l'empire cédaient et transmettaient au roi très-chrétien, tant en leur nom qu'au nom de la maison d'Autriche « tous les droits, propriétés, domaines, possessions et juridictions, qui jusqu'ici ont appartenu tant à lui qu'à l'empire et à la maison d'Autriche, sur la ville de Brisach, le Landgraviat de la haute et de la basse Alsace, le Sundgau et la préfecture provinciale des dix villes situées en Alsace, savoir : Haguenau, Colmar, Schelestadt, Weissembourg, Landau, Obereinhem, Rosheim, Munster-au-Val-Saint-Grégoire, Kaiserberg, Furingheim, et tous les villages et autres droits qui dépendent de ladite préfecture, et les transportent tous et chacun d'iceux au roi très-chrétien et au royaume de France; en sorte que la ville de Brisach avec les villages de Hochstadt, Niederinsing, Hartem et Hacharrem appartenant à la communauté de la ville de Brisach, avec tout le territoire et la banlieue, selon son ancienne étendue, appartiendront à l'avenir à la couronne de France.

« Tous les vassaux, habitants, sujets, hommes, villes, bourgs, châteaux, métairies, forteresses, bois, forêts, minières d'or et d'argent et d'autres métaux, rivières, ruisseaux, pâturages et tous les droits régaliens ; tous les autres droits et appartenances sans aucune réserve appartiendront dorénavant et à perpétuité au roi très-chrétien et à la couronne de France, et seront incorporés à ladite couronne avec toute sorte de juridiction et souveraineté, sans que l'empereur, l'empire, la maison d'Autriche ni aucune autre y puissent apporter aucune contradiction. De manière qu'aucun empereur, ni aucun prince de la maison d'Autriche ne pourra ni ne devra jamais usurper, ni même prétendre aucun droit et puissance sur lesdits pays, tant au delà qu'en deçà du Rhin.

« On ne pourra élever aucun fort sur les bords du Rhin en deçà (rive droite), depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg, ni détourner ou empêcher en aucune façon le cours de la rivière d'un côté ni de l'autre. »

Louis XIV avait donc la rive gauche du Rhin en pleine souveraineté ; on lui reconnaissait comme frontière légitime ce fleuve qui sépare deux empires bien distincts. En échange, il rendait à la maison d'Autriche les villes qui étaient tombées entre les mains de ses armées, toutes les provinces qu'elles occupaient par droit de conquête, et qui étaient non-seulement étrangères, mais inutiles à son organisation, à son indépendance politique, puisqu'elles étaient au delà du Rhin : les quatre villes forestières de Rhinfeld, Seckingen, Lauffembourg et Waldshut ; le comté de Hawestein, la Forêt-Noire, tout le haut et bas Brisgaw y compris les châteaux et forteresses.

Le libre droit d'ériger des villes fortes en vue des coalitions avait si bien été compris, que la défense d'en élever sur le Rhin ne s'appliquait qu'à la rive allemande, c'est-à-dire à la rive droite depuis Bâle jusqu'à Philipsbourg, et la neutralité du territoire suisse n'avait dû paraître d'une efficacité réelle qu'alors que la rive gauche aurait été suffisamment défendue. D'ailleurs, la gravité des assemblées de Munster et d'Osnabruck n'aurait pu admettre les observations mesquines et ridicules du conseil de Bâle qui se trouva froissé, quelques années plus tard, du déni de confiance que l'on faisait peser sur sa responsabilité politique, en érigeant la forteresse de Huningue; il oubliait que les traités de paix concédaient à la France non-seulement tous les droits de propriété et de juridiction qui avaient appartenu à l'empire, mais encore qu'il était dit que nul n'aurait le droit de pouvoir jamais élever aucune prétention sur l'action directe que la France seule devait exercer sur les pays qui lui étaient reconnus, tant au delà qu'en deçà du Rhin. Les parlements de Metz, de Brisach, de Besançon appuyèrent ses droits et lui reconnurent, comme biens acquis par les traités de Westphalie et de Nimègue : Saarbruck, Saarwerden, Falkenberg, Gemersheim, Wildentz, Deux-Ponts, Lauterbourg. En vain la diète impériale voulut-elle élever des oppositions, en vain voulut-elle arracher ces villes à la possession légale dont Louis XIV prétendait jouir, les consentements des souverains acceptés dans leurs congrès officiels furent irrévocablement consacrés par des chambres parlementaires. Ces droits étaient si légitimement acquis que les congrès de Vienne et de Vérone crurent les

anéantir en se les appropriant violemment, au mépris du droit des gens, au mépris de cet équililbre européen si pompeusement invoqué, mais dont l'interprétation cachait la spoliation, l'anéantissement des nationalités au bénéfice des autocraties. Les puissances signataires des traités de Westphalie avaient reconnu ces droits à perpétuité, et leur violation accomplie par le dol et la fraude pourrait détruire la légalité de ces traités qui constatèrent comme droits légitimes et légitimement acquis que, sur le haut Rhin, l'Alsace faisant partie du territoire de la France, nul ne peut lui défendre d'élever une forteresse venant couvrir sa frontière naturelle, le Rhin!

L'Espagne ne voulut pas donner son adhésion aux pacifiques délibérations de Munster et d'Osnabruck. Son orgueil seul dépassait son ambition, et la guerre entre la France et elle recommença.

Le traité des Pyrénées (1659) vint mettre fin à cette lutte : l'Artois et le Roussillon furent réunis définitivement à la France qui compléta son unité par la Flandre et le Hainaut, conquêtes légitimées par le traité d'Aix-la-Chapelle (1668), et celui de Nimègue (1678) qui reconnaît que la Franche-Comté doit faire partie intégrante de la couronne de France.

Mille années de conquêtes, mille années de victoires politiques et militaires avaient suffi à peine pour faire rentrer la France dans ses limites naturelles, et quelques heures d'un fol orgueil permettraient à ses ennemis de lui imposer les conditions honteuses qui ont rétréci la sphère de son cadre constitutif? En 1795, le traité de Bâle nous reconnaissait définitivement toute la ligne du

Rhin, et le travail d'unification commencé par la royauté fut achevé par la révolution qui donna à la France toutes les provinces de la Belgique autrichienne ; les électorats de Trèves, de Cologne, de Mayence ; les duchés de Luxembourg et de Deux-Ponts ; Genève, Nice et la Savoie. Le traité de Campo-Formio confirma ces droits, droits si bien acceptés, si bien définis par le traité de Westphalie et qui seuls sont la véritable expression de la nationalité française que les coalitions battront toujours en brèche.

Pendant les Cent-Jours, les membres du gouvernement provisoire, après s'être déshonorés par la plus infâme des capitulations, osèrent abriter leurs actes derrière le manque de dévouement et de patriotisme de l'armée et de la population, alors que cent dix mille hommes pouvaient broyer les masses vomies par la haine des souverains.

Waterloo, tel est le nom qui a servi de clef de voûte à l'édifice anti-français, anti-national; qui a servi de prétexte au démembrement moderne de la nation française. Non ! Waterloo ne fut point un désastre, Waterloo ne fut qu'un incident. Le désastre véritable fut provoqué par les chefs du gouvernement, et s'il y eut une faiblesse, une fatalité dans la vie de Napoléon, on la trouvera non sur un champ de bataille, mais au palais de l'Élysée.

Ébloui par le mirage du manteau impérial, Napoléon ne sut pas prendre une de ces résolutions suprêmes qui sauvent les empires aux jours des malheurs, aux heures des revers. Le 18 brumaire lui avait fait oublier ces victoires nationales où, presque nues, les cohortes de la

République refoulèrent ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si insolents d'UNE victoire. Il recula devant la guerre civile qui devient sainte, nationale, lorsque le territoire est envahi, parce que ceux-là qu'il avait le plus comblés d'honneurs, gorgés de richesses, refusaient les dangers des champs de bataille, ne voulaient pas hasarder leurs positions politiques. Ses conseillers étaient repus, il n'osa secouer leur engourdissement. Il n'osa en appeler à l'énergie de la Convention, car il n'osait se souvenir, devant tant d'ingratitude, que dans les guerres sacrées entreprises pour l'indépendance et le salut d'un peuple, sort toujours une pléiade de grands hommes dont le dévouement n'égale que le désintéressement; il oublia surtout qu'il tenait sa couronne de la volonté nationale, et loin de faire un appel au peuple pour lui confier les destinées de son empire, il fléchit devant les restaurateurs du droit divin en qui il croyait trouver un appui.

L'histoire dira un jour combien les intérêts et les ambitions illégitimes, les convoitises effrénées surent déguiser leurs haines personnelles pour pénétrer dans les congrès rapides aboutissant au traité de paix de Paris du 30 mai **1814**, et à l'acte final du congrès de Vienne du 9 juin **1815**. Le conclave des rois nia le passé de la vieille Europe, déchira les traités d'Aix-la-Chapelle, d'Utrecht, de Westphalie, et, sous les inspirations subversives de sa jalousie haineuse, la Sainte-Alliance ne se souvint plus du traité de Campo-Formio : elle parut n'avoir conservé le souvenir de ses défaites que pour se hâter de détruire l'unité de la Gaule !

Le lendemain de Waterloo, les dépouilles opimes du

vaincu, outre ses frontières naturelles du Rhin jusqu'à la mer, comprenaient l'Italie jusqu'au Carigliano, l'Allemagne jusqu'aux bouches de l'Elbe, l'Illyrie jusqu'à la Save et au Cattaro. Enfin, ils pouvaient donc donner un libre cours à cette sourde irritation que vingt-cinq années de défaites avaient fait germer dans leurs cœurs! Ces vainqueurs d'un jour avaient tellement hâte de détruire les grandes idées du siècle, qu'ils ne s'aperçurent pas qu'ils les emprisonnaient seulement, en réorganisant l'Europe féodale; un instant, ils rêvèrent même un nouveau traité de Verdun. Leur triomphe éphémère leur fit oublier ces promesses de libertés qu'ils avaient jetées aux peuples pour aiguillonner leur haine et les ameuter contre la France. Mais une fois que Napoléon fut tombé, ils nièrent qu'ils s'étaient armés au nom de l'indépendance des nations; ils oublièrent qu'ils avaient combattu pour rendre à tous cette autonomie dont ils s'étaient fait une arme contre l'Empereur. Une fois maîtres des destinées du monde, ils redevinrent parjures, et, pour régner avec plus de despotisme, ils augmentèrent leurs États des débris des peuples, croyant avoir assuré pour jamais les intérêts des rois, sans s'apercevoir que ce remaniement de la carte n'était qu'un anachronisme aussi ridicule que le trait de plume qui imposait à la France des idées surannées.

On enleva à la France tous ses départements de la Belgique et de la rive gauche du Rhin; on créa, au bénéfice du prince d'Orange, un royaume des Pays-Bas, comprenant l'ancienne république des Provinces-Unies et de la Belgique autrichienne, royaume qui disparut sous

le souffle de la révolution de 1830 et dont les épaves restent soumises aux orages de l'éventualité.

La Prusse accapara les duchés de Clèves, de Juliers, l'archevêché de Cologne, conservant ses provinces polonaises de concert avec l'Autriche et la Russie, qui se crurent assez souveraines pour consacrer de nouveau cette spoliation du siècle dernier, sans songer que le sang de la Pologne criait vengeance, et que ce peuple assassiné sortirait un jour de son tombeau pour se reconstituer avec les dépouilles de ses oppresseurs.

Le comté de Nice, la Savoie passèrent aux États sardes ; la Suisse eut Genève et le Valais ; la Bavière et la Hesse nous enlevèrent le Palatinat, le duché de Deux-Ponts et l'électorat de Mayence.

L'Autriche broya sous sa despotique autorité la malheureuse Italie ; elle oublia ses défaites et ses hontes, et ne s'aperçut pas qu'à ses côtés s'élevait une puissance appelée à l'absorber en Allemagne. Une des gloires des traités de 1815 aura été la destruction définitive de l'Empire germanique, qui disparut complétement, fondu dans une confédération de princes dans laquelle les peuples passèrent à l'état de lettre morte. Les traités de Westphalie avaient défendu l'Allemagne contre les empiétements des Hapsbourg ; les traités de Vienne l'ont vendue à la maison de Brandebourg.

Les traités de 1815 enlevèrent à la France cinquante places fortes, treize mille bouches à feu, trente vaisseaux de ligne, soixante-dix frégates et bâtiments de toute grandeur. On la dépouilla de tous ses arsenaux, de tous ses magasins, de tous ses chantiers renfermant un ma-

tériel évalué à un milliard cinq cents millions. On ne lui conserva pas même ses frontières de 1790, car on en avait distrait Philipsbourg et Marienbourg ; le duché de Bouillon, Sarrelouis et le cours de la Sarre; Landau et tout le territoire situé sur la rive gauche de la Lauter, moins Weissembourg, que partage cette rivière et que l'on voulut bien lui laisser. Plusieurs communes du pays de Gex, avec le territoire nécessaire pour établir une communication entre le canton de Genève et la Suisse, lui furent également enlevées.

L'indemnité pécuniaire à payer par la France était fixée à sept cents millions; une armée de cent cinquante mille hommes devait l'occuper pendant cinq ans au plus, trois ans au moins, et l'on donnait en cadeau à Blücher une somme de trois millions comme récompense patriotique décernée au restaurateur des Bourbons! On oubliait le peuple mourant de faim, alors que douze cent mille étrangers vivant pendant cinq mois aux dépens de nos campagnes et des villes coûtaient.... quatre cents millions !.... L'étranger frappait le pays d'une contribution de guerre de sept cents millions, et le patriotisme de nos ministres leur faisait accepter les réclamations des créances antérieures à 1814, s'élevant à trois cents millions ! Pendant trois ans on inscrivit chaque année, au budget voté par les chambres, un crédit de cent trente millions, soit trois cent quatre-vingt-dix millions pour les trois années de l'occupation. Cent millions avaient été prélevés pour solder l'ambition, l'avidité de tous les agents réglant les destinées du pays; et si l'on ajoute la perte de tout le matériel laissé dans nos ports, nous arriverons au chiffre

de trois milliards trois cent quatre-vingt-dix millions imposé par deux hommes. L'un était Talleyand, ce prêtre constitutionnel qui avait jeté la boue au visage de Louis XVI, qui s'était aidé de la République pour ramper aux pieds de Napoléon, et qui, non content de se vendre à l'étranger, lui livra tous les secrets de l'État, tous les moyens de défense de la France ; l'autre était Fouché, un duc tonsuré qui, au sortir du couvent, se fit régicide pour attirer l'attention. Il servit tous les pouvoirs, les trompa tous pour de l'argent. Commis blasonné dont l'existence aurait dû finir sur un gibet, il trahit avec d'autant plus d'acharnement, se vendit avec d'autant plus de facilité, que sa nature astucieuse lui avait fait toucher du doigt la faiblesse du maître qui le ménageait. Fouché et Talleyrand sont deux noms que l'opprobre transmettra à la postérité, et malgré leurs armoiries, malgré leurs couronnes ducales, on ne verra en eux que des traîtres. La honte des traités de 1815 les frappera sans que rien puisse les justifier. L'histoire les accusera, et, tour à tour, la vieille monarchie de Louis XIV, si grande par Richelieu et Mazarin, la République, la Convention et ses terribles arrêts, justifiés par le sort que firent à la France les deux restaurations, briseront leur écusson, leur demandant de quel droit ils osèrent disposer des provinces payées par le sang de tant de Français morts noblement.

L'article III des traités de 1815 disait : « Les fortifications de Huningue seront rasées sans pouvoir être rétablies ni remplacées par d'autres ouvrages à une distance moindre de trois lieues de la ville de Bâle. »

Si en détruisant Huningue on accéda aux prétentions d'un petit État, dont il ne fut même pas fait mention au traité d'Aix-la-Chapelle dans les conclusions qui furent rédigées et signées trois ans après le traité de Vienne, ne faut-il pas en conclure que, fidèle aux engagements qui la liaient à la politique allemande, la Suisse fut poussée par l'Autriche qui, à l'abri des autres puissances, songeait à revendiquer la Lorraine, l'Alsace? Elle oubliait qu'enfants de la France, leurs habitants avaient respiré l'air de la liberté, et que pendant vingt-cinq ans ils avaient foulé en vainqueurs tous les champs de bataille de l'Europe. Elle oubliait qu'ils ne pouvaient être ses esclaves, car la France humiliée par la capitulation de Paris, ils avaient encore eu le droit de parler en maîtres, eux qui défendirent Huningue contre trente mille hommes, alors qu'ils n'étaient que cinquante-cinq. Aussi, Huningue fut rasée, clause tacite livrant pour l'avenir la clef de la France. Les traités de Vienne ont déclaré à perpétuité la neutralité du territoire helvétique, parce qu'ils savaient la brèche qu'ils faisaient à nos frontières de l'Est, tant qu'elles n'auraient pour défense que la foi jurée des Suisses. Depuis trop longtemps le cabinet autrichien sait à quoi s'en tenir sur la valeur de la moralité en politique, et il ne devait pas laisser échapper l'occasion de détruire les traités de Westphalie, pour ouvrir le haut Rhin au premier venu.

La destruction de Huningue fut également due à la haine que portait à la France la ville de Bâle qui savait trouver dans la politique machiavélique de Vienne un champion acharné. Le droit des gens, le droit de la guerre tolèrent le rasement d'une enceinte de bastions,

de murailles, de forts détachés; mais le sac d'une ville, la destruction par la pioche des casernes, des bâtiments militaires, des hôpitaux échappent à ce code, surtout lorsque depuis deux mois la place a capitulé et que la capitulation se tait sur un acte aussi sauvage. On sait d'ailleurs qu'il y a eu forfaiture à l'article III, puisque, pour passer outre, la ville de Bâle a payé 48,000 francs au général Wolchmann et au colonel chef du génie autrichien; qu'elle a offert cent paires de vaches laitières à l'archiduc Jean; que la ville de Bâle a vendu les matériaux provenant des démolitions et que la plus grande partie de ses maisons ont été recouvertes avec des tuiles enlevées à la ville proscrite.

La France a donc le droit de considérer l'article III comme de nulle valeur, de même qu'elle a considéré comme nulles les clauses fondamentales de ces traités.

La France doit tendre à combattre la position géographique que lui firent les congrès de Vienne et de Vérone, car la Gaule géographique peut seule constituer l'homogénéité de la nation française. La rapidité de la conception de ces traités, les principes surannés qui en furent les bases leur enlèvent cette garantie sérieuse que l'on trouve dans une modération politique exempte de l'animosité qui heurte, à chaque pas, dans ce contrat des rois, assez sûrs d'eux-mêmes pour oser détruire d'un coup de plume l'œuvre de dix siècles. Quelque onéreux qu'ils aient été, les traités de 1815 ont été observés fidèlement par la nation française qui a payé les contributions de guerre; qui a respecté les territoires enlevés à son unité et qui lui étaient reconnus légitimement par des traités vieux de

deux siècles. Elle s'est renfermée dans sa sagesse, alors qu'il lui eût suffi d'un appel aux armes pour faire courber la tête aux puissances spoliatrices. La politique de la France a voulu attendre patiemment que le temps prouvât que le recrépissage d'un système féodal était incompatible avec les institutions émises par la révolution de 89, principes qui sont la base de son régime gouvernemental. La sainte alliance avait trouvé des ouvriers assez inhabiles pour croire que la passion et la haine seraient assez fortes pour imposer leur loi aux peuples; leur loi a à peine vécu.

En effet, plus les conquêtes sont rapides, plus elles sont étendues, plus elles engagent les intérêts généraux des peuples, et plus il est difficile au conquérant de se les approprier définitivement, surtout si l'indépendance d'une nation en est le prix. Malgré la grandeur des injures qui lui furent imposées, malgré l'atteinte portée à ses droits constitutifs, subissant la foi jurée par des représentants qui n'avaient d'elle aucun mandat, puisqu'ils avaient signé un pacte avec l'étranger qu'ils avaient appelé, la France politique a attendu de la décadence de ceux-là mêmes qui les lui imposèrent la révision de ces odieux traités.

Les traités de 1815, acceptés par la trahison, ne furent qu'une concession transitoire arrachée par la pression des baïonnettes, et à laquelle elle n'avait consenti que d'une manière restrictive, car la domination étrangère étant tyrannique, par suite impie et sacrilége, rien ne liait le peuple français. Si la nation acquitta sa rançon, elle se réserva du moins le droit de rappeler plus tard, de revendiquer ses conquêtes acquises et consacrées, c'est-à-dire ses

frontières naturelles détruites par ses ennemis pour continuer leur despotisme sur les nations demandant leur indépendance. Il n'y eut donc ni engagement moral ni engagement national, puisque la voix de la France n'avait point été entendue dans le conseil des rois et que ceux qui représentaient ses intérêts avaient perdu leur nationalité, ayant vécu à la solde de l'étranger; ils furent non-seulement coupables du crime de lèse-nation, en laissant entamer des frontières reconnues depuis le traité de Westphalie jusqu'au traité de Campo-Formio; ils firent plus, ils devinrent coupables de haute trahison, car ils désarmèrent la nation, ils lui ravirent ses places fortes, ils lui enlevèrent ses armées.

Par le retrait de l'occupation, les traités de 1815 passèrent à l'état de lettre morte, car la sainte alliance fut incapable de les faire respecter.

Les gloires de la révolution, les gloires de l'empire étaient trop récentes pour ne pas comprendre que la nation française n'avait signé qu'un armistice pur et simple dont la rupture était fixée au renversement de la branche aînée, cause indirecte de toutes les spoliations dont la France fut victime. La nation était trop attachée à ses nouvelles institutions pour en faire un abandon complet; elle se sentait trop forte pour ne pas montrer à ses ennemis qu'imposante à l'intérieur, elle voulait être redoutable et respectée à l'extérieur.

Procédant lentement à l'accomplissement de son programme national, elle a, en 1832, refusé la Belgique, ne voulant pas reprendre un territoire que l'artifice et la mauvaise foi pouvaient lui contester; en 1848 elle proclamait

une deuxième fois la république, lançant un nouveau défi à la sainte alliance : l'Autriche et la Prusse saluèrent la révolution qui les étreignit ; l'Angleterre se jeta dans les bras de l'empire si solennellement proscrit sur le rocher de Sainte-Hélène par les traités de 1815 ; et la Russie entendit, sur les bords de l'Alma, ce coup de canon national qui disait à toutes les puissances du monde que justice était faite des marchés de Vienne et de Vérone.

Le congrès de Paris a donné un démenti à cette politique de conquêtes dont la France était accusée ; et elle, si jalouse de sa gloire, de ses intérêts, loin de revendiquer cette ligne du Rhin, elle a daigné admettre la Prusse et l'Autriche dans les délibérations de ses conseils.

L'Italie, courbée sous la verge de l'Autriche, a tendu ses bras vers la France, et la France est descendue dans les plaines de la Lombardie rendre à la croix de Savoie son antique splendeur : le canon de Magenta et de Solferino avait brisé les fers de 1815.

Naples, endormie dans la poussière de ses couvents, a tourné ses regards vers l'Italie libre, vers la Lombardie délivrée, et, appuyée sur la France, Turin a essayé de lui montrer la liberté dépouillée de la licence, dernier mais triste souvenir des monarchies absolues, conséquences des traités de 1815.

La France aide toutes les nations dans cette tendance des races voulant se grouper dans leurs limites naturelles, et, par la modération de son ambition, elle les appelle à cette grande fédération des peuples dont l'avenir ne peut être lointain, si on en écarte les machinations qu'ourdit l'orgueil particulier de quelques maisons souveraines

qui ne voient dans les masses qu'une hoirie de cheptel, taillable et corvéable au gré de leurs caprices.

Mais malgré la grandeur et la difficulté de la tâche que la Providence lui réserve, l'œuvre de civilisation si laborieusement commencée par la France ne peut être poursuivie d'une manière efficace qu'autant que ses intérêts traditionnels seront dégagés et resteront à l'abri de cette politique hostile qui a servi la haine de toutes les coalitions. Aussi partout où pénètre l'influence française trouve-t-on une antipathie qui cherche à se substituer en son lieu et place : que cette influence soit britannique, autrichienne, russe ou espagnole, on sent cette haine envieuse qui suit la France depuis 89, sous le masque de n'importe quel parti, pour arriver à ce résultat : empêcher l'avénement des nationalités libres.

La France doit donc être forte pour détruire à tout jamais les pactes de 1815, car « si la France est le seul pays où l'on se batte pour une idée (1), » il ne faut pas oublier qu'elle seule lutte contre toutes les monarchies absolues, contre toutes les coalitions ; que les intérêts qu'elle représente sont les intérêts de tous les peuples et que, pour arriver à leur anéantissement, il n'y pas de politique trop machiavélique pour ceux qui sont intéressés à voir la nuit la plus obscure peser sur les destinées des nations. Elle doit donc se prémunir contre les agressions, et elle ne le pourra qu'alors qu'elle sera maîtresse chez elle, et que ses frontières n'offriront plus de brèches aux avidités trop mal contenues.

(1) Paroles de Napoléon III.

L'article III a ménagé une entrée toujours ouverte aux armées de l'Allemagne qui n'auront plus d'obstacles à redouter sur le haut Rhin, car un pays neutre se vend toujours, si l'occasion d'un plus grand avantage lui est offerte par quelque autre puissance, et Louvois était dans le vrai, lorsqu'il disait qu'il n'y avait pas de Suisse assez mal avisé pour résister à l'attrait de mille pistoles ; que le seul moyen de les mettre à l'abri de la tentation était de garantir les frontières de l'Est, sur le haut Rhin, en y élevant une forteresse.

CONCLUSION.

Tant que la France n'eut à soutenir que des guerres successives, elle put déplacer ses armées, car les places fortes qui couvraient ses frontières étaient suffisantes pour en assurer l'intégrité ; mais le jour où, attaquée par toutes les nations à la fois, son territoire fut partout envahi, elle ne put conjurer l'invasion. Dans l'enivrement de sa gloire, elle avait oublié d'entretenir les forteresses élevées pour sauvegarder les provinces acquises par la monarchie de Louis XIV, par les conquêtes de la révolution française.

Ce fut au loin que l'Empire alla dévorer la surabondance de ses richesses, verser le sang de ses soldats, pour fonder, soutenir des trônes éphémères, sans pouvoir trouver un allié. Fait unique dans les annales des peuples, le créateur d'une dynastie, dont la puissance rappelle les grandeurs de l'empire romain, de l'empire de Charlemagne, sentit en quelques heures se dérober sous ses pas les marches d'un trône créé par la victoire. Les satellites de sa puissance devinrent les ouvriers de sa chute et le dévouement à cette dynastie naissante alla se réfugier au fond des cœurs de quelques soldats obscurs, inhabiles courtisans de la mort, versant la dernière goutte de leur sang pour ce héros, ce demi-dieu, ce triompha-

teur sorti de la tourmente la tête ceinte des lauriers du César !

Alors qu'il suivait péniblement le chemin de son douloureux exil, abandonné de tous les favoris de sa fortune, une poignée de soldats défendait le dernier retranchement sur la crête duquel flottait encore son oriflamme : le drapeau aux trois couleurs !

Trois fois assiégée par des armées de trente mille hommes, trois fois écrasée sous la mitraille, la forteresse de Huningue porta haut l'honneur de la France.

La politique des ministres de Louis XIV, ces héritiers du cardinal de Richelieu, dont le génie a plané longtemps sur les destinées de notre patrie, avait élevé Huningue pour servir de rempart aux frontières de l'Est et faire respecter la neutralité d'un pays que les traités de Westphalie avaient reconnue, neutralité que rien ne garantissait, puisqu'elle reposait sur la bonne foi de la ville de Bâle.

Depuis 1681 jusqu'en 1814, les armées étrangères furent arrêtées au pied des glacis de Huningue, et il a fallu la trahison pour annuler ses moyens de défense, livrer l'Alsace aux bandes autrichiennes. Ceux-là mêmes dont la vénalité avait soulevé la méfiance du cabinet de Louis XIV, ceux-là qui furent les plus constants, les plus fervents adulateurs de la politique des Hapsbourg-Autriche, vinrent se traîner aux pieds des vainqueurs de 1815, demander pour prix de leurs turpitudes le sac de la ville, la mutilation de la forteresse élevée en prévision de leur mauvaise foi : Bâle avait livré passage aux troupes alliées. Lorsque tout danger eut disparu, Bâle, voulant

aussi sa part de gloire, acheta par un odieux marché l'entreprise des démolitions de Huningue!

Lorsque, dans sa colère, en 1830 et en 1848, le peuple français, rendu à sa souveraineté, lacéra les traités de 1815, détruisant le principe de la royauté légitime, imposé comme droit monarchique à l'Europe et à la France en particulier, Huningue fut toujours oubliée!.... Le cœur saigne à la vue de ces ruines, plaies sanglantes que, dans son indifférence, nul n'a songé à fermer; brèche béante qui ouvre notre frontière aux arméesdu dehors, alors que déjà, de l'autre côté de la rive allemande, on réchauffe les cendres refroidies de Leipsick, on jette des fleurs sur les tombes des soldats de l'indépendance allemande.

Les intérêts sont toujours les mêmes; les mêmes haines subsistent toujours, plus vivaces peut-être!

La possession d'une province, grande par son patriotisme, belle par ses productions, riche par son sol, berce encore les rêves des songe-creux de l'autre côté du Rhin! Mulhouse et tout le pays compris depuis le fleuve jusqu'à Belfort, reste livré aux invasions. Huningue ne protége plus cette cité laborieuse, elle dont le général Foy disait: « Si jamais l'amour de ce qui est grand et généreux s'affaiblissait dans les cœurs des habitants de la vieille France, il faudrait qu'ils passassent les Vosges et qu'ils vinssent à Mulhouse pour y retremper leur patriotisme et leur énergie (1). »

Dans l'enfantement laborieux de leurs nationalités mé-

(1) Discours du général Foy aux habitants de la ville de Mulhouse, le 5 septembre 1821.

connues, les peuples veulent se grouper dans l'ordre que Dieu leur a imposé; ils veulent leurs frontières naturelles, ces fleuves, ces montagnes enlevés par des traités; ils veulent, armés du vrai droit divin, arracher aux rois coalisés ces pactes consentis sans eux et contre eux; ils veulent, parvenus à leur majorité, anéantir jusqu'aux débris vermoulus de cette féodalité moderne qui, elle aussi, a rêvé pendant un demi-siècle, à l'abri d'une brutale conquête, la consécration des souillures de **1815**.

Nulle puissance n'est assez forte pour se croire invincible, et c'est en s'inspirant des leçons du passé que les gouvernements peuvent conjurer les malheurs publics, conséquences fatales des revers. Mais la faiblesse de la prévoyance humaine est telle que, comme le disait un de nos publicistes distingués, on ne voit que « le spectacle des patiences qui finissent trop vite et des confiances qui durent trop longtemps (1). »

Par sa position topographique, l'Alsace est la sentinelle avancée de l'armée postée en face de nos « plus redoutables ennemis; » à son dévouement est confié l'intégrité de notre frontière du haut Rhin; à son courage donc une forteresse digne de la seconder dans les luttes entreprises pour la défense du pays.

La neutralité de la Suisse a été violée en **1814** et en **1815**: dans les guerres dont le Rhin sera le théâtre, l'objectif, la Suisse verra encore ses vallons, ses cités occupés par les armées transrhénanes, et la France n'aura plus à leur opposer qu'un tronçon affreusement mutilé!

(1) Saint-Marc Girardin.

Pour la couvrir, pour la sauver peut-être, l'ombre de Huningue essayera de se relever de ses ruines, de fermer ses glorieuses blessures, en sera-t-il temps encore? Il ne faut pas se le dissimuler, la Suisse est un pays ouvert dont l'indépendante neutralité ne sera jamais respectée. L'histoire est là pour rappeler que la coalition des grandes puissances entraîne toujours avec elle la participation des infiniments petites, et la Suisse ne sera une garantie pour nos frontières de l'Est qu'à la condition expresse que son inviolabilité sera défendue au point le plus vulnérable, c'est-à-dire sur le plateau de Saint-Louis, dans la zone de l'ancienne forteresse de Huningue.

TABLE DES MATIÈRES.

DEUXIÈME PARTIE.

TROISIÈME PARTIE.

Paris, imprimerie de Paul Dupont, rue de Grenelle-Saint-Honoré, 45.







